

LES

ROIS DE FRANCE CANDIDATS A L'EMPIRE

ESSAI SUR L'IDÉOLOGIE IMPÉRIALE EN FRANCE

C'est un épisode bien connu que la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint pour l'Empire en 1519. On sait peu, généralement, que cet épisode n'est pas isolé, et que plus d'un parmi nos rois, avant François I^{er} et après lui, ont brigué les suffrages des électeurs. Depuis le début du xiv^e siècle jusqu'à Louis XIV inclus, il n'en est guère qui n'aient songé plus ou moins sérieusement à coiffer, en plus de leur propre couronne, la couronne prestigieuse qui ne se donnait qu'à Rome.

Beau sujet d'étude, offrant matière à de profitables réflexions, pour le sociologue presque autant que pour l'historien. On s'étonne qu'il ait été si complètement négligé jusqu'ici¹. Le passé des relations franco-allemandes ne se peut bien comprendre, surtout au Moyen Age, si on laisse dans l'ombre cet aspect de la politique française. En un temps où les convoitises rhénanes — *Rheingelüste* — ne troublaient pas encore la vue ni le jugement des Français, quoi qu'en pussent penser leurs voisins de l'Est, les convoitises impériales — *Kaisergelüste*² — travaillaient leurs imaginations. On les voyait se réveiller à chaque vacance de l'Empire.

La série des tentatives avortées qui en furent la conséquence mérite d'être envisagée d'ensemble. Même lorsqu'un long intervalle sépare deux d'entre elles, le lien qui les unit s'aperçoit sans grande peine. De l'une à l'autre, d'ailleurs, les documents permettent presque toujours de jeter un pont. Quelque fait d'apparence médiocre, parfois une simple

1. La littérature du sujet est d'une totale indigence ; on ne saurait trouver à citer qu'une insignifiante dissertation de quelques pages : Otto, *Das Streben der Könige von Frankreich nach der römischen Kaiserkrone* (Schulprogramm des Kön. Gymnasium zu Hadamar). Hadamar, 1899.

2. Ce second vocable n'est pas d'un usage aussi courant que l'autre. Du moins l'avons-nous rencontré chez un auteur, F. Kampers (*Kaiserprophetien und Kaisersagen im Mittelalter*, 1895, p. 81-82 ; *Die deutsche Kaiseridee in Prophetie und Sage*, 1896, p. 61).

allusion attestent la permanence d'une ambition dont on peut bien dire qu'elle a été inhérente à l'idée que notre ancienne monarchie se faisait d'elle-même.

Il ne s'agit pas de retracer l'histoire détaillée de ces tentatives. Il en est, comme celle de François I^{er}, dont l'étude exigerait tout un volume. Les replacer dans l'atmosphère où elles se sont produites, envisager en elle-même une idéologie curieuse et cependant peu connue, essayer d'en saisir l'évolution à travers une longue période de notre histoire, tel sera en gros l'objet de ce travail.

Le problème est avant tout d'ordre psychologique. Il pourrait être posé en ces termes : quelle idée nos aïeux se sont-ils faite de l'Empire romano-allemand du Moyen Age? Et encore : comment ont-ils réagi en présence des prétentions impériales à l'universalité et à la suprématie? Ils ne les ont pas combattues par les armes, c'est un fait. Entre le pouvoir impérial et le pouvoir royal, le débat n'a jamais pris une forme aiguë. Il est demeuré théorique. Les défenseurs des deux partis n'ont jamais eu à descendre sur la place publique. Aussi leurs démêlés font-ils peu de bruit dans l'histoire traditionnelle. Il n'en est que plus tentant de s'attacher à en retrouver l'écho, quelque faible qu'il puisse être dans la période la plus ancienne. Tant pis, donc, si jusque vers le milieu du XIII^e siècle, nous ne pouvons éviter de faire une large place à la conjecture.

Notre point de départ sera tout naturellement le moment où l'Empire est rétabli au profit d'Otton de Saxe et où la couronne impériale se fixe en Allemagne pour plus de huit cents ans. De quelle manière l'événement de 962 fut-il accueilli par l'opinion française, l'état de nos connaissances ne permet pas de répondre à cette question. Sans aucun doute, personne ne soupçonna quelles hautes destinées attendaient le nouvel Empire. Ce n'était pas la première fois que la couronne impériale échappait à la descendance de Charlemagne. Mais elle ne s'était jamais posée que pour peu de temps sur le front de ses successifs détenteurs. A quel signe aurait-on pu reconnaître qu'elle se transmettrait régulièrement dans la maison de Saxe, et que la maison de Saxe, à son tour, en remettrait le dépôt à la maison de Franconie quand celle-ci la relayerait sur le trône d'Allemagne?

Les clercs, en tous cas, durent saluer avec joie la restauration de l'Empire. Peu leur importait qu'en même temps il fût transféré en Allemagne. Pour eux l'essentiel était que la chrétienté retrouvât son unité politique, complément infiniment désirable de son unité spirituelle. Or, dans la société des temps carolingiens, les clercs représentaient une frac-

tion
réact
enter
influe
Qu
il ne
porte
taine
giens
du x
nuan
lotha
le mi
ils ne
time
le leu
sente
Si
parai
serva
l'état
Elle
à cel
gend
paroi
la litt
lema
La F
par le
où le
bon
du p
1. J.
2. L.
p. 184
3. H.
(Die A
en l'ill
la pers
XIII^e
parce

tion importante de la classe dirigeante. Et, lorsque nous évoquons les réactions possibles d'une « opinion » française au x^e siècle, il s'agit, bien entendu, de l'opinion d'un milieu restreint, où les clercs exerçaient une influence sans doute prépondérante.

Quant au misérable souverain qui régnait sur les Francs de l'Ouest, il ne pouvait se juger frustré d'une couronne qu'il eût été incapable de porter. Et ce qui est vrai du contemporain d'Otton le Grand l'est certainement encore de son successeur immédiat, le dernier des Carolingiens, ainsi que des premiers Capétiens. On nous les montre, ces rois du x^e et du xi^e siècle, regrettant l'héritage perdu de Lothaire, continuant, tout au moins pendant un certain temps, à revendiquer ces pays lotharingiens que les souverains germaniques s'étaient appropriés avant le milieu du x^e siècle¹. Mais, s'ils regrettaient pareillement l'Empire, ils ne pouvaient que s'abstenir d'en contester à leurs voisins la légitime possession. Non seulement le sentiment de leur faiblesse devait leur interdire, mais aussi la crainte de heurter la Papauté, qui, du consentement de tous, disposait de la couronne impériale.

Si la modestie était pour eux une nécessité, en revanche leurs sujets paraissent y avoir été moins enclins qu'eux-mêmes. La royauté conservait aux yeux des Français une autorité morale sans rapports avec l'état de ses forces réelles. Elle continuait la royauté carolingienne. Elle participait du prestige que le nom de Charlemagne avait conféré à celle-ci. Charlemagne était une figure populaire entre toutes. La légende s'était emparée de ses hauts faits, de ses luttes pour la foi. Aux parois des églises, la sculpture, le vitrail, en éternisaient la mémoire, et la littérature épique les magnifiait. Or, dans la *Chanson de Roland*, Charlemagne était dit *empereur des Francs*, mais aussi *empereur de France*. La France, c'était donc tout l'Empire d'Occident, tout le pays habité par les Francs. Léon Gautier, jadis, a dénombré 170 passages du poème où la France est identifiée à l'Empire². Paul Viollet en a conclu à bon droit que « France et Empire se confondaient dans les souvenirs du peuple³ ».

1. J. Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. IV, 1916, p. 279 et suiv.

2. *L'idée politique dans les chansons de geste* (*Revue des questions historiques*, t. VII, 1869), p. 184 ; du même, *La chevalerie*, 1884, p. 58. — Cf. Flach, *op. cit.*, t. III, 1904, p. 202-204.

3. *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 38-39. — F. Kern (*Die Anfänge der französischen Ausdehnungspolitik*, 1910, p. 12) a développé la même idée, en l'illustrant de citations empruntées à la littérature épique. Seulement, après avoir montré la persistance de l'équation France = Empire, il prétend établir pour la même époque (xii^e-xiii^e siècles) l'équation France = Gaule. Et il attache une importance particulière à celle-ci parce qu'elle l'aide à prouver l'ancienneté des *Rheingelüste*. Entre ces deux équations, il faut

Entre l'« empereur de France » et son successeur, le roi de France, l'assimilation était d'autant plus aisée qu'ils portaient en commun le titre de *rex Francorum*, auquel Charlemagne avait simplement accolé celui d'*imperator augustus*. Aussi voit-on quelques chroniqueurs hasarder, sans même s'excuser, d'attribuer le titre impérial à tel ou tel des premiers Capétiens. C'est le cas de Helgaud, auteur d'une *Vie de Robert le Pieux*¹, et de Galbert de Bruges, contemporain de Louis le Gros, biographe du comte de Flandre, Charles le Bon².

L'éminente grandeur que la nation attribuait à la royauté, les ambitions qu'elle nourrissait pour elle s'attestent mieux encore par les prophéties, dont la vogue fut grande chez nos aïeux jusqu'au xvi^e siècle au moins. En abordant la littérature apocalyptique, on pénètre dans un monde d'idées bizarres, souvent déconcertant, et dont on est tenté de se détourner quand on n'y voit que fantaisies de l'imagination. Mais, si l'on admet que, comme il est probable, tout ce fantastique a des origines populaires, au moins autant que savantes, on conviendra que l'histoire aurait tort de le négliger : mieux que nulle part ailleurs elle a chance d'y trouver le reflet de manières de penser collectives. Ne craignons donc pas de nous y arrêter un moment.

La croyance à l'Antéchrist en forme le fond. Quand viendra-t-il? Quels seront les signes annonciateurs de sa venue? Comment sera-t-il vaincu? Autant de questions auxquelles la curiosité s'attache avidement. Comme on attribue à l'Empire un caractère universel et sacrosaint, ses destinées apparaissent liées à celles de l'humanité tout entière. Le dernier empereur jouera donc un grand rôle avant la fin des temps : il sera l'empereur-messie, qui triomphera des puissances mauvaises, ou au contraire le précurseur de l'Antéchrist. Dans les différentes parties de la chrétienté on rencontre pareilles divagations sur l'un ou

cependant, de toute nécessité, choisir : elles s'excluent l'une l'autre. Tout bien considéré, les témoignages que l'on peut alléguer en faveur de la seconde ne se rencontrent que dans des œuvres d'inspiration savante ; et ils sont en très petit nombre. En revanche, du fait que la première est seule représentée dans la littérature épique, c'est elle qui, bien évidemment, a l'adhésion du très grand nombre. Récemment encore, pourtant, M. Camille Jullian a cru pouvoir défendre la synonymie des mots Gaule et France à travers tout le Moyen Âge (*De la Gaule à la France*, 1922, p. 244 ; *Au seuil de notre histoire*, t. II, 1930, p. 140).

1. « ... In tanto Francorum imperatore » ; « ... Rodberto imperante et regente » (*Recueil des historiens de la France*, t. X, p. 104, 116).

2. « ... Secundum concilium regis Ludewici Francie imperatoris » (Migne, *Patrologie latine*, t. CLXVI, p. 993, n° 84). — Au xvii^e siècle, du Tillet a signalé deux actes de Louis VI et Louis VII dans lesquels ces rois se seraient intitulés *imperator augustus* ; Flach dit avoir vainement cherché le premier ; quant au second, c'est un *vidimus*, et peut-être remanié (*op. cit.*, t. III, p. 292, note 2). On n'a donc pas le droit d'en faire état.

l'autre de ces thèmes. L'Orient byzantin, tout comme l'Occident, a eu ses prophéties impériales¹.

En Occident, une des plus anciennes se trouve dans un écrit du x^e siècle connu sous le nom de *Libellus de Antechristo*². Il a la forme d'une lettre adressée vers 954 par Adso, moine de Montiérender, à la reine Gerberge, régente après la mort de son mari, Louis IV dit d'Outre-Mer. Adso, apparemment, se proposait de réagir contre le pessimisme qu'engendrait la situation politique, en un moment où l'an mille n'était plus très éloigné. Savait-on si ce premier millénaire ne serait pas le dernier? Chacun connaissait la vision du prophète Daniel, interprétée par les docteurs : quatre empires devaient se succéder avant la fin du monde. Et l'Empire romain était le quatrième. La décadence manifeste de l'Empire, que se disputaient obscurément des princes italiens, n'annonçait-elle pas la venue de l'Antéchrist? A cette question Adso répond, dans son *Libellus*, que les temps ne sont pas révolus : tant qu'il y aura des *reges Francorum*, l'Empire romain ne périra pas tout entier ; car c'est en eux qu'il s'incarne.

Au siècle où Adso écrivait, l'expression *rex Francorum* ne s'appliquait pas plus spécialement aux souverains de la *Francia occidentalis* qu'à ceux de la *Francia orientalis*. Le titre était considéré comme le bien commun des héritiers de Charlemagne, et Otton de Saxe allait le joindre à celui d'*imperator augustus*, également hérité de Charlemagne³. Mais, au xii^e siècle, il devint l'apanage de la royauté française, les empereurs ayant cessé de le porter après le règne d'Henri IV (1056-1105). Il ne pouvait donc plus être traduit que par le roi de France. Si l'on considère l'usage qui fut fait ultérieurement de la prophétie, on est en droit de penser que, dès cette époque, en ce xii^e siècle où les croisades vinrent encore accroître le prestige de la monarchie française, le témoignage d'Adso fut exploité au profit des Capétiens.

Telle autre prophétie, qui compte parmi les plus répandues, était

1. La matière a été traitée avec beaucoup d'érudition dans les deux ouvrages plus haut mentionnés de F. Kampers ; voir surtout *Die deutsche Kaiseridee*..., p. 49 et suiv. ; il est à désirer que l'auteur puisse en donner la nouvelle édition qu'il laisse espérer dans l'avant-propos d'un plus récent travail (*Vom Werdegange der abendländischen Kaisermystik*, 1924). Sur le rôle des spéculations eschatologiques dans leurs rapports avec la conception de l'Empire, quelques pages utiles de M. Bloch dans *L'Empire et l'idée d'Empire sous les Hohenstaufen* (*Revue des cours et conférences*, 1928-1929), p. 585-589.

2. Dans Migne, *Patrologie latine*, t. CI, p. 1291-1298 ; cf. Kampers, *Kaiseridee*, p. 43 et suiv.

3. Bien des auteurs commettent néanmoins cet anachronisme d'interpréter le texte du *Libellus* comme ayant, dès le x^e siècle, promis l'Empire aux Français ; voir, par exemple, P. Viollet, *op. cit.*, t. II, p. 38.

attribuée à la Sibylle de Tibur¹. Il s'agit d'un texte rédigé dans l'Italie du Sud, au x^e siècle, et violemment hostile aux Allemands. On y reconnaît l'expression des sentiments inspirés à beaucoup d'Italiens par la politique d'intervention et de domination des Ottons. C'est ici que nous voyons apparaître l'empereur dans le rôle de précurseur de l'Antéchrist. L'empereur allemand fait régner la terreur. Quand le temps des épreuves aura pris fin, de Byzance viendra un prince puissant qui étendra sa domination à la fois sur les Grecs et sur les Romains, établira l'Empire de la paix, et, à la fin des temps, déposera sceptre et couronne sur le Golgotha. Il y a là un emprunt probable aux prophéties byzantines. Les Grecs, jadis dépossédés de l'Empire par les Allemands, se berçaient de l'espoir qu'un jour il leur serait donné de prendre leur revanche : l'Empire universel, à la fin du monde, appartiendrait à un roi grec nommé Constant. Or, la prophétie italo-byzantine, en raison de ses tendances antigermaniques, fut accueillie avec faveur par les Français du xii^e siècle, qui avaient plus d'une raison d'en vouloir aux empereurs allemands et, vers le milieu de ce siècle, apparut une variante significative. Le grand roi de la fin des temps, l'empereur Constant, viendrait de Gaule ; il régnerait non seulement sur les Grecs et les Romains, mais aussi sur les Francs. On ne peut affirmer, faute de témoignages, que cette variante ait été imaginée en France, comme il est vraisemblable. Ce que l'on sait, du moins, c'est qu'au temps de Louis VII circulait une lettre mystérieuse, adressée au roi, qui s'en inspirait très certainement. « Ton L se changera en C », lui disait-on, après lui avoir promis la domination sur Byzance ; ce qui ne pouvait avoir d'autre sens que d'identifier le roi Louis avec le mythique Constant. Cette lettre, rapporte Otto de Freising, trouvait créance en France auprès des personnes les plus en vue et les plus pieuses².

La littérature dramatique, par ailleurs, nous prouve qu'à la même époque, sous ce même règne de Louis VII, on s'offusquait en Allemagne des hableries françaises. Un poème dramatique anonyme, intitulé *Ludus de Antechristo*, et qui date des années 1160, nous montre l'*imperator romanus* siégeant sur son trône, entouré de rois ; parmi eux, le *rex Francorum*. L'empereur déclare vouloir restaurer le *dominium mundi*, jadis

1. On trouvera toute une étude sur la pseudo-Sibylle de Tibur, célèbre pendant tout le Moyen Âge, dans Kampers, *Kaiserprophetieen*, p. 199 et suiv. ; cf. du même, *Vom Werdunge der Kaisermystik*, p. 88-89. Il paraît certain qu'il y a eu contamination entre la prophétie sibylline dont nous nous occupons et celle d'Adso ; cf. à ce sujet, outre Kampers, *op. cit.*, p. 58 et 217, Hauréau, *Notices et extraits de quelques manuscrits latins*, t. I, 1890, p. 269-272.

2. Kampers, *Kaiserprophetieen*, p. 201 et suiv. ; *Kaiseridee*, p. 53 et suiv.

exercé par les Romains et maintenant en ruines. Les rois doivent payer les tributs qui leur étaient autrefois imposés. Toutefois, comme la nation française a les meilleurs chevaliers¹, son roi, au lieu de tribut, devra le service d'ost ; il s'engagera par le serment et l'hommage dans les liens de la vassalité. Mais le roi de France s'y refuse : l'histoire enseigne, allègue-t-il, qu'il n'a pas de devoirs envers l'Empire, car l'Empire a appartenu à ses prédécesseurs, qui en ont été frustrés par la violence ; il n'a pas à obéir à des usurpateurs. Là-dessus on se bat. Le Français est vaincu et il doit se soumettre. Le poème se continue par le récit des luttes de l'empereur contre les païens ; cet épisode n'en constitue que le début².

Les deux témoignages, celui d'Otto de Freising et celui du *Ludus de Antechristo*, se complètent. Ils nous confirment dans l'impression que le règne de Louis VII a été une période d'orgueil français. Les premières croisades, la part prééminente qu'y prit la chevalerie française y sont assurément pour beaucoup³. Toutefois, si certaines ambitions nouvelles se font jour au profit de la royauté capétienne, c'est aussi parce que celle-ci vient d'acquérir un titre nouveau à la vénération de ses sujets. Jusque-là il manquait aux Capétiens le lien du sang, pour pouvoir se poser en successeurs légitimes de Charlemagne. La couronne leur était venue par usurpation. Or, en 1160 précisément, Louis VII épouse en troisièmes noces la fille du comte de Champagne, qui se rattache à la lignée carolingienne. Philippe-Auguste, leur fils, sera donc salué par un poète du titre de *Carolide*. Lui-même se marie avec la fille du comte de Hainaut. Et, quelque temps après, une généalogie de sa femme est mise en circulation, qui la fait descendre en ligne directe de Charles de Basse-Lorraine, le prétendant carolingien jadis évincé par Hugues Capet. Si bien que les chroniqueurs du XIII^e siècle peuvent célébrer dans l'avènement de Louis VIII, fils d'Isabelle de Hainaut et de Philippe-Auguste, le retour de la couronne de France à la race de Charlemagne⁴.

1. « Sed quod in militia valet gens Francorum... »

2. Kampers, *Kaisersidee*, p. 59-61 ; cf. Schröder, *Die deutsche Kaisersage*, 1893.

3. C'est la thèse soutenue en particulier par L. Reynaud, *Les origines de l'influence française en Allemagne (950-1150)*, 1913, p. 362-363. — On trouve chez Suger des expressions significatives de cet orgueil. Racontant le conflit de 1124 entre Henri V et Louis le Gros, il met dans la bouche des grands du royaume les propos les plus arrogants : la France est la maîtresse du monde (*terrarum domina*) ; en vertu du droit royal franc le pays des Allemands est dans sa dépendance ; d'ailleurs il lui a été longtemps soumis (*Vie de Louis le Gros*, éd. H. Waquet, 1929, chap. xxviii, p. 222).

4. P. Viollet, *La question de la légitimité à l'avènement de Hugues Capet*, 1892 (extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXIV) ; Cartellieri, *Philipp II August*, t. I, p. 66. — D'après une ancienne prophétie, la race de Hugues Capet devait justement finir

Est-ce pure coïncidence ? L'année même où naissait Philippe-Auguste, en 1165, l'empereur Frédéric Barberousse faisait canoniser Charlemagne. Parmi les diverses raisons que l'on a données de ce geste, il est bien permis de compter le désir du souverain de ne pas laisser accaparer par ses voisins français la grande mémoire de Charlemagne. Entretenu chez nous par la littérature épique, elle ne vivait pas en Allemagne avant qu'y parussent les premières traductions de nos chansons de geste. Les seules traditions relatives à Charlemagne se rapportaient aux luttes soutenues contre lui par les peuples germaniques que menaçaient ses conquêtes, Saxons, Frisons, Bavaïois. Il y faisait figure de conquérant et d'ennemi¹. Il n'avait donc pu devenir, comme en France, un héros populaire. Barberousse, qui ne cessait de le proclamer son modèle et le citait avec prédilection dans ses écrits, eut l'idée d'en faire un saint. A un moment où le schisme était dans l'Église et où l'on pouvait accuser l'empereur de l'avoir provoqué, en tous cas de l'entretenir, il lui parut opportun d'exalter son illustre prédécesseur, protecteur de l'Église et de la Papauté. Pour l'Église d'Allemagne, qui reconnaissait en Charlemagne son fondateur, il était l'« athlète du Christ », « Charles le très chrétien ». Ses ossements furent exposés dans un reliquaire, au centre de l'église d'Aix-la-Chapelle, et l'antipape Pascal, que Barberousse soutenait contre Alexandre III, accorda une bulle de canonisation. Mais le culte de Charlemagne n'eut jamais que peu de fidèles en Allemagne².

Le « Carolide » Philippe-Auguste, pas plus que ses prédécesseurs, ne pensa sans doute sérieusement à la couronne impériale. Certains, il est vrai, y pensèrent pour lui, mais en Allemagne seulement. En 1197, la mort soudaine de l'empereur Henri IV ouvrit une succession que personne n'était prêt à recevoir. L'héritier légitime était un enfant de trois ans, roi de Sicile du chef de sa mère, et dont la Papauté, pour cette raison, ne devait pas consentir à faire un empereur. Dans le désarroi de

avec la septième génération, c'est-à-dire avec le fils de Philippe-Auguste ; cf. Viollet, *Institutions politiques*, t. II, p. 32, et F. Kern, *op. cit.*, p. 23.

1. G. Paris, *Histoire poétique de Charlemagne*, éd. revue par P. Meyer, p. 119-120.

2. Cf. Rauschen, *Die Legende Karls des Grossen im 11. und 12. Jahrhundert*, 1890. — Charlemagne n'est d'ailleurs pas un saint comme un autre. « Ayant été canonisé par un antipape, il n'a pas vu son nom inséré au martyrologe romain ; il n'a pas jusqu'ici droit au titre de saint, strictement parlant. Il a droit cependant au culte public rendu aux bienheureux. C'est la conclusion de Benoît XIV et des autres canonistes » (Dom Cabrol, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, t. III, p. 806). — M. Marc Bloch, évoquant les discussions auxquelles a donné lieu l'authenticité du diplôme de canonisation, rappelle à juste titre que l'histoire de la gloire posthume de Charlemagne, en France et en Allemagne, reste encore à faire (*Rev. histor.*, t. CLIX, 1932, p. 639).

la première heure, les Allemands cherchèrent partout des candidats possibles. Quelques princes, en petit nombre (nous ne savons d'ailleurs lesquels), nommèrent le roi de France, tandis que d'autres désignaient son adversaire anglais, Richard Cœur-de-Lion. Propos en l'air, dont Philippe-Auguste ne fut peut-être pas même informé¹. La compétition se limita bientôt à deux Allemands, Philippe de Hohenstaufen et Otton de Brunswick.

S'il faut en croire l'anecdote contée par un chroniqueur, Philippe-Auguste, surpris un jour par ses barons en train de méditer solitairement, leur avoua qu'il se demandait si Dieu lui ferait jamais cette grâce, à lui ou à l'un de ses successeurs, de rendre au royaume l'étendue et la grandeur qu'il avait jadis connue au temps de Charlemagne². Il est curieux que la phrase, telle que la rapporte le chroniqueur, ne fasse pas mention de l'Empire. Il n'empêche qu'elle ne suggère ce que, par pudeur peut-être, elle ne dit pas explicitement. Elle laisse poindre l'ambition impériale, qui bientôt va rôder autour de la monarchie capétienne.

Dans l'entourage du roi, les prophéties continuent à courir. L'héritier du trône, le futur Louis VIII, est lié avec un théologien réputé, Amaury de Chartres, qui, sur la fin de sa vie, verse dans l'hérésie, et dont les disciples, après sa mort, sont persécutés. Or, les Amauriciens, sans doute par désir de s'assurer la protection de Philippe-Auguste, mêlent la royauté à leurs spéculations mystiques : ils lui promettent la domination de tous les royaumes ; un fils du roi, qui régnera à la fin des temps, ne mourra pas, etc.³. Cela ne les sauve d'ailleurs pas des juges de l'Église. Ils montent tous sur le bûcher en 1209⁴.

* * *

Ces rois du XI^e et du XII^e siècle, que leurs sujets égalent, ou presque, à l'empereur, comment se comportent-ils en fait avec leurs voisins allemands ? Et comment ceux-ci les traitent-ils ?

Jadis, un érudit qui s'est occupé de l'histoire des relations franco-allemandes avec plus d'application que de bonheur, Alfred Leroux, a pu soutenir que l'hégémonie du Saint-Empire s'était imposée pendant un temps à la France comme à tous les États chrétiens, et que les pre-

1. Cf. Cartellieri, *op. cit.*, t. III, p. 174.

2. *Ibid.*, t. I, p. 175.

3. D'après le *Dialogus miraculorum* de Césaire de Heisterbach, un contemporain (éd. J. Strange. Cologne, 1851, t. I, p. 305).

4. Cf. Preger, *Geschichte der deutschen Mystik im Mittelalter*, t. I, 1874, p. 179 et suiv.

miers Capétiens avaient accepté la subordination qui en résultait envers les souverains germaniques¹. Il n'y a plus lieu de discuter cette thèse, contre laquelle tous les historiens se sont inscrits en faux². Avant de passer outre, toutefois, il n'est pas sans intérêt de se demander comment une aussi lourde méprise a pu être commise par un travailleur de bonne foi.

On peut l'expliquer par ce fait que les Français des temps capétiens n'ont pas attaqué de front la théorie romano-impériale en vertu de laquelle le monde chrétien ne devait avoir qu'un seul chef temporel, comme il ne reconnaissait qu'un seul chef spirituel. Que l'Empire et la Papauté fussent les deux colonnes de la chrétienté, ils n'y ont pas contredit. Ils ont reconnu à l'empereur le premier rang parmi les souverains. Mais — et c'est ce qu'il importe de faire valoir — ils ont refusé pour leur compte de s'incliner devant la suprématie impériale. Ils ont admis sans difficulté qu'elle dût, ou pût, s'exercer sur tous les peuples et tous les princes, exception faite pour la France et pour son roi³. Chez les juristes, les théoriciens du droit monarchique, ceux du moins dont les œuvres nous sont parvenues, la position exceptionnelle et privilégiée du royaume vis-à-vis de l'Empire est considérée comme hors de discussion. La plupart ne s'arrêtent pas à fournir une justification que tout le monde connaît. La France a jadis été une des parties constituantes de l'Empire carolingien, voire même la principale ; il serait inconcevable qu'elle fût tombée au rang de nation sujette ; l'attribution du titre impérial aux Allemands n'a pu porter préjudice à l'indépendance de ses souverains. Telle est la doctrine couramment professée au XIII^e siècle. Il y a tout lieu de la croire beaucoup plus ancienne⁴.

1. *La royauté française et le Saint-Empire romain au Moyen Age* (Rev. histor., t. XLIX, 1892, p. 252 et suiv.). Voir à la suite les objections formulées immédiatement par M. F. Lot (*Ibid.*, t. L, p. 147-151).

2. Luchaire a cependant écrit que Philippe-Auguste, jeune roi de quinze ans en face de Barberousse à l'apogée de sa puissance, « reconnut implicitement la suzeraineté impériale » (Luchaire, *Histoire de France*, t. III^a, p. 151).

3. S'est-elle exercée en fait, c'est une autre question, que nous n'avons pas à aborder ici. On trouvera des renseignements à ce sujet dans Himly, *De sancti romani Imperii nationis germanicae indole atque iuribus*, 1849, p. 53 et suiv. ; malgré sa date ancienne, ce travail garde sa valeur ; il se tient très près des textes et abonde en citations bien choisies. Voir aussi Bryce (trad. par E. Domergue), *Le Saint-Empire romain germanique*, 1890, p. 235 et suiv. ; Marc Bloch, art. cité de la *Revue des cours et conférences*, 1929. — L'emploi occasionnel du titre impérial en Angleterre et en Espagne paraît donner raison à ceux qui soutiennent que ces deux pays, pas plus que la France, n'ont reconnu l'autorité impériale ; voir un important appendice au travail de Hardegen, *Imperialpolitik König Heinrichs II von England*, 1905, p. 49-72, et Bryce, *op. cit.*, p. 185.

4. Philippe le Bel, en 1312, dans une lettre à l'empereur Henri VII, dont il sera question plus loin, déclare : « Notorie namque et generaliter predicatur ab omnibus et ubique quod, a

Raoul Glaber, chroniqueur du ^x^e siècle, mentionnant, au début de ses *Histoires*, le nom du roi allemand Henri et celui du Capétien Robert, s'exprime ainsi à leur sujet : « Ces deux rois étaient alors tenus dans notre continent pour les plus chrétiens et les plus excellents (*christianissimi et prœmaximi*) ; le premier, à savoir Henri, reçut ultérieurement l'Empire¹. » Impossible de marquer plus nettement qu'on ne veut pas faire de différence entre eux.

Ni différence sensible ni véritable distance de l'un à l'autre, c'est l'impression que laisse l'étude de leurs rapports personnels, soit à travers les lettres qu'ils échangent (on n'en possède pas d'échantillon antérieur au ^{xii}^e siècle), soit à travers le cérémonial de leurs entrevues, tel que nous le font connaître des textes trop rares et trop peu détaillés². Il semble bien que les empereurs acceptent implicitement l'idée que les Français se font de leur roi, et que, pourvu que leur soient rendues les marques de déférence dues au titre impérial, ils consentent à frayer avec leurs voisins de France comme avec des princes d'un rang à peine inférieur au leur. Barberousse et son fils, Henri VI, paraissent avoir été les seuls qui aient émis la prétention de faire reconnaître en France leur suprématie³. Jamais les prétentions impériales à l'hégémonie universelle ne se sont faites plus arrogantes que sous ces deux règnes. Barberousse se plaint que le Capétien tente d'éluder les honneurs dus à la Majesté impériale. Après l'entrevue manquée de Saint-Jean-de-Losne, en 1162, son chancelier, Rainald de Dassel, traite avec insolence ce *regulus*⁴. Et Henri VI espère obtenir de Philippe-Auguste l'hommage du vassal à son suzerain.

Pendant la troisième croisade, un Anglais qui assiste au siège d'Acre,

tempore Christi citra, regnum Francorum solum regem suum sub ipso Jhesu Christo... habuit, nullum temporalem superiorem cognoscens aut habens, quocumque imperatore regnante. Sic tenuerunt progenitores nostri, nos etiam et universi regnicole tenemus, et nostri successores tenebunt in perpetuum, Domino concedente » (*Monumenta Germaniae, Constitutiones et Acta*, t. IV, p. 812). Voir, plus haut, les propos prêtés au roi de France par l'auteur allemand du *Ludus de Antichristo*, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle.

1. Éd. Prou, 1886, p. 2. — De même, Adalbéron de Laon, dans un poème à la gloire de Robert le Pieux, montre dans le roi et l'empereur les deux chefs du monde temporel (éd. Hückel, dans *Mélanges d'histoire du Moyen Age publiés sous la direction de A. Luchaire*, 1901, vers 280).

2. C'est la conclusion qu'on peut tirer du travail de W. Michaël, *Die Formen des unmittelbaren Verkehrs zwischen den deutschen Kaisern und souveränen Fürsten*, 1888. La seule entrevue sur laquelle nous soyons bien renseignés est celle de 1299, entre Albert d'Autriche et Philippe le Bel ; elle est donc d'époque tardive, et ce qu'elle nous apprend ne peut valoir pour les temps antérieurs à l'Interrègne.

3. Cf. P. Fournier, *La monarchie de Dante et l'opinion française* (*Bulletin du Comité français catholique pour la célébration du sixième centenaire de la mort de Dante*, 1921, n° 3, p. 149-150).

4. F. G. Schultheiss, *Geschichte des deutschen Nationalgefühls*, 1893, p. 232.

notant l'arrivée du duc de Souabe, attribue les frottements si fréquents entre Français et Allemands à ce que le royaume et l'Empire rivalisent pour la primauté¹.

Cette primauté, c'est à la France qu'on l'attribue sans hésitation dans toute l'étendue de l'Empire grec. Le roi de France y est considéré comme le véritable empereur ; et nous verrons que les Turcs, successeurs des Byzantins, jugeront de même. Telle est la conséquence de la part prépondérante prise par les Français à la délivrance de la Terre sainte. Les « Franks » apparaissent en Orient comme le peuple chrétien par excellence ; et leur roi, le *rex Francorum*, l'emporte en dignité sur tous les autres².

* * *

Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, tourmente sur l'Empire. Ce sont les temps de l'Inter-règne. Pendant vingt années, l'Allemagne n'a pas de souverains. Aucun des candidats à la couronne ne parvient à s'imposer, et la guerre civile sévit presque sans arrêt. L'institution impériale se trouve atteinte dans son prestige. Peuples et princes ne regardent plus avec les mêmes yeux cet État qui, naguère, dans sa prétention de continuer l'Empire de Rome, s'était placé lui-même sur un plan à part, quasi inaccessible. Son titre de *saint* ne l'a jamais mis à l'abri des vicissitudes par lesquelles passent toutes les créations de l'homme. D'un seul coup, il s'est abaissé au niveau des autres. Rien ne s'oppose plus à ce qu'on le juge suivant la commune mesure.

L'époque de l'Inter-règne marque le début d'une nouvelle phase dans l'histoire des rapports entre la royauté française et l'Empire, sur le plan des idées comme sur celui des faits. Ce n'est pas seulement parce que l'Empire sort de la crise singulièrement diminué devant l'opinion universelle. Le hasard a voulu que, précisément au même temps, le règne de saint Louis portât à son apogée le prestige de la monarchie capétienne. Tandis que les empereurs, un Rodolphe de Habsbourg, un

1. *Itinerarium peregrinorum*, éd. W. Stubbs. Londres, 1864, t. I, p. 44.

2. Nombreux textes à l'appui dans du Cange, *De la prééminence des rois de France* (*Dissertations sur l'histoire de saint Louis* par Joinville, coll. Petitot, t. III, p. 426 et suiv.). — Une anecdote qui a cours de nos jours (voir, par exemple, R. Pinon, *Histoire diplomatique de la France*, 1929, p. 21), mais dont l'origine est suspecte, doit être tenue pour apocryphe, bien qu'elle cadre avec les faits tels qu'ils viennent d'être exposés : un Français, Guillaume de Rubruk, envoyé de saint Louis près du khan des Mongols, se serait vu demander par celui-ci : « Quel est le plus grand prince de la chrétienté ? » A quoi il aurait répondu : « L'empereur. » Et l'autre de le reprendre : « Tu te trompes, c'est le roi de France. » Il n'y a rien de semblable dans la relation du voyage de Rubruk, imprimée dans le *Recueil de voyages et de mémoires publiés par la Société de géographie*, t. IV, 1839, p. 214.

Adolphe de Nassau, lutteront péniblement pour conserver les territoires jadis possédés par les Hohenstaufen, et plus encore l'héritage moral qu'ils leur ont transmis, les successeurs de saint Louis vont porter la tête de plus en plus haute et se révéler capables de toutes les ambitions, y compris, bien entendu, l'ambition impériale.

Un chroniqueur anglais, Matthieu de Paris, nous fait sentir la grandeur nouvelle que le règne de saint Louis a valu à la royauté française, la prééminence qu'elle a acquise sur toutes les autres. En 1239, raconte-t-il, le pape Grégoire IX, ayant excommunié et déposé Frédéric II, fit offrir la couronne impériale au roi de France pour son frère Robert d'Artois. Le saint roi commença par tancer le pape : c'était bien grande hardiesse de sa part que de déposer un empereur sans même réunir un concile ; pour lui, il croyait l'empereur innocent de ce qu'on lui reprochait ; il députerait auprès de lui afin de s'enquérir de ses véritables sentiments en matière de foi. Une ambassade alla donc trouver Frédéric. Celui-ci se mit en colère contre le pape, puis se justifia. Les ambassadeurs, avant de le quitter, crurent bon de le rassurer pleinement sur les intentions de leur maître. « L'ambition ne nous pousse pas », dirent-ils, « et nous croyons que notre seigneur le roi de France, que la ligne directe du sang royal a fait parvenir au sceptre de France, est plus haut placé encore qu'un empereur, qui ne doit son rang qu'à une élection toute volontaire. Il suffit donc au seigneur comte Robert d'être frère d'un si grand roi¹. » Beaucoup de détails de ce récit sont considérés aujourd'hui comme fantaisistes. Mais peu nous importe. Ce qui est hautement intéressant, ce sont les paroles que le chroniqueur, écrivant très peu après les événements, croit pouvoir sans invraisemblance mettre dans la bouche des ambassadeurs français. Le même Matthieu de Paris, en un autre endroit, appelle saint Louis *terrestrium rex regum*². Ne disons pas que tous ses contemporains ont eu pour le roi de France les mêmes yeux que lui. Retenons du moins ces expressions significatives.

Tout autre que saint Louis eût profité des troubles de l'Interrègne pour gagner quelque chose sur l'Empire. Mais sa conscience était trop haute pour que l'idée l'effleurât de dépouiller un État chrétien. Sa seule ambition était d'affirmer partout le règne du Christ, chez les nations soumises à l'Eglise de Rome en faisant régner la paix entre elles, chez les infidèles en allant planter la croix dans leur pays. L'Empire ne le tentait pas, ni pour lui ni pour les siens. Quels que puissent être les enjo-

1. D'après la traduction française de Huillard-Bréholles, t. IV, p. 548-552. Le texte latin dans l'édition Luard. Londres, 1876, t. III, p. 626.

2. Ed. Luard, t. V, p. 480.

livements apportés par Matthieu de Paris à l'histoire, c'est un fait que saint Louis, en 1240, déclina au nom de son frère, Robert d'Artois, toute idée de briguer la couronne impériale. Il était l'allié de Frédéric et se jugeait engagé d'honneur à ne s'associer à aucun acte malveillant à son égard¹. En 1253, il refusa pareillement pour son autre frère, Charles d'Anjou, la couronne de Sicile offerte par Innocent IV. Il fallut que Charles, sollicité une seconde fois quelques années plus tard, lui forçât en quelque sorte la main pour qu'il ne fit pas obstacle à son départ et voulût bien le reconnaître comme roi de Sicile.

Au moment où Charles d'Anjou débarquait en Italie, la Papauté s'émancipait de la tutelle impériale. Jusqu'à l'Interrègne, les deux puissances avaient vécu dans une dépendance réciproque. C'était le couronnement romain qui faisait les empereurs. Et les empereurs ne se désintéressaient pas des élections pontificales ; ils disposaient de moyens divers pour faire donner la tiare à leurs candidats. L'Interrègne, en affaiblissant à l'extrême le pouvoir impérial, libéra la Papauté de la menace qu'il faisait trop souvent peser sur son indépendance. La politique française ne laissa pas échapper cette occasion de substituer sa propre influence à l'influence allemande. On vit plus souvent des papes français dans la chaire de saint Pierre. Ce fut d'abord, en 1261, Urbain IV, qui appela Charles d'Anjou et lui conféra la couronne de Sicile et, après lui, Clément IV, qui, le premier, paraît avoir songé à séparer l'Empire de la couronne d'Allemagne ; il est en tous cas certain que, de son temps, l'idée fut agitée dans les milieux romains d'obtenir la renonciation du souverain allemand à l'Empire, en échange de l'hérédité de sa couronne².

Pareil projet ne pouvait que surexciter l'ambition d'un Charles d'Anjou. Il se sentait porté par les circonstances. Urbain IV, qui n'avait eu qu'à se louer de ses services, l'avait un jour comparé à Charlemagne : un nouveau Charles était venu mettre son épée au service du vicaire de Jésus-Christ. D'autre part, un prince français devait bénéficier des sentiments de plus en plus hostiles que les Italiens vouaient à la domination allemande, spécialement dans le sud de la péninsule. Ici encore il y a lieu de faire état des prophéties. Celles qui avaient surtout la

1. Il est possible que, comme en 1198, ce soit en Allemagne d'abord que l'on ait pensé à un prince français ; cf. Felten, *Papst Gregor IX*, 1886, p. 387-388, et M. Schwann, *Ludwig der heilige von Frankreich und seine Beziehungen zu Kaiser und Papst* (*Zeitschr. für allgem. Gesch.*, t. IV, 1887, p. 488).

2. C. Rodenberg, *Zur Geschichte der Idee eines deutschen Erbreichs* (*Mittel. des Instituts für österr. Geschichtsforschung*, t. XVI, 1895, p. 19 et suiv.) ; cf. Sievers, *Die Datierung eines päpstlichen Briefes* (*Ibid.*, t. XIX, p. 157-160).

vogue se réclamaient du nom d'un abbé calabrais mort depuis plusieurs générations, Joachim de Flore (ou de Fiore). Dans les prophéties joachimites, comme dans celles du XI^e siècle, l'empereur allemand était dénoncé comme le précurseur de l'Antéchrist. C'était maintenant le souvenir de l'impie Frédéric II qui attirait sur l'Empire romano-allemand cette malédiction : un nouveau Frédéric devait se lever, qui serait l'empereur des persécutions annoncé par l'Écriture¹. L'espoir de temps meilleurs n'était d'ailleurs pas abandonné, bien entendu. Plus tard, un dernier empereur, du nom de Charles, sortirait de la race des Carolingiens et de la maison de France ; il régnerait sur toute l'Europe et réformerait l'Église et l'Empire². On voit quel parti pouvaient tirer Charles d'Anjou et ses amis des spéculations eschatologiques du pseudo-joachimisme.

Pourtant, lorsque, pour la première fois, Charles d'Anjou rêva d'arracher l'Empire aux Allemands, il ne travailla pas pour lui-même. Sa propre candidature aurait eu trop peu de chances : la Papauté ne renouvellerait sans doute pas la faute commise par Innocent III en acceptant l'union du royaume de Sicile avec l'Empire. Il jugea donc plus expédient de lancer celle de son neveu, le roi de France, Philippe le Hardi. La situation était telle, en Allemagne, que l'élection d'un Français n'avait en soi rien d'in vraisemblable. Après la mort de Frédéric, on avait vu aux prises deux compétiteurs étrangers : Richard de Cornouailles, frère du roi d'Angleterre, et Alphonse, roi de Castille. Chacun d'eux avait pu se prétendre l'élu de la nation, car chacun avait recueilli des voix, — précédant dont les Français, plus tard, tireront argument chaque fois qu'un des leurs se mettra sur les rangs. Richard avait même réussi à se faire reconnaître dans la région rhénane et avait été couronné à Cologne. Mais il était mort en 1272. Sa disparition rendit une nouvelle élection indispensable, Alphonse de Castille n'ayant aucune chance de faire sur son nom l'unanimité des Allemands. Ce fut à ce moment que Charles d'Anjou intervint à Rome en faveur de son neveu.

Il avait des amis dans la Curie. Deux prélats allèrent trouver le roi de France pour l'engager à poser sa candidature. Philippe fut tenté, dépêcha à son tour des ambassadeurs, qui se rencontrèrent à Florence avec le roi de Sicile et le pape. Ils questionnèrent celui-ci, au nom de leur maître, sur l'opportunité de briguer l'Empire. Le pape Grégoire X

1. Kampers, *Kaiseridee*, p. 71 et suiv., 91 et suiv.

2. « ... De Carlingis, id est de stirpe regis Caroli et de domo regum Francie imperator suscitabitur Carolus nomine qui erit princeps et monarcha totius Europae et reformabit ecclesiam et imperium, sed post illum nunquam alius imperabit. » Cité dans le traité d'Alexandre de Roes dont il sera question un peu plus loin (éd. Grundmann, 1930, p. 31).

(ce n'était plus un Français) refusa de s'engager : « Il voudroit moult que la chose se fait » ; Philippe était le prince dont l'avènement le réjouirait le plus « si Dieu vouloit que la chose advenit » ; mais il ne pouvait donner réponse sans avoir mûrement réfléchi, « car il y voyoit moult de raisons et de ça et de là¹ ». On ne tira rien d'autre de lui. En réalité, il ne se souciait nullement d'aider le roi. Et, bien qu'il eût certaines obligations envers Charles d'Anjou, il ne lui convenait pas de le grandir encore à un moment où les affaires d'Italie les mettaient en opposition. Il s'abstint de toute démarche auprès des Électeurs en faveur de Philippe. Il se borna à les presser de choisir, en les menaçant de mettre fin lui-même à la vacance de l'Empire. C'est alors que Rodolphe de Habsbourg fut élu, le 1^{er} octobre 1273².

Charles d'Anjou était aussi tenace qu'ambitieux. Sa déception de 1273 ne le découragea pas. Il en tira seulement la leçon qu'elle comportait. L'obstacle principal à ses projets, c'était dans la personne du pape qu'il l'avait rencontré. Il fallait donc faire effort pour s'assurer une élection favorable lors de la prochaine vacance du Saint-Siège. Grégoire X, il est vrai, pour sauvegarder la liberté des élections, venait d'instituer le conclave. Cela devait rendre plus difficile une pression étrangère, mais sans en supprimer radicalement la possibilité. Trois fois de suite le parti angevin-français triompha au conclave. Par malchance, à chaque fois l'élu mourut quelques mois après sa consécration. Il fallut abandonner provisoirement tout espoir pendant le pontificat de Nicolas III, un adversaire (1277-1280). En 1281, l'élévation de Martin IV, un Français, apparut enfin comme devant combler les vœux du roi de Sicile. Et, pendant quelques mois (jusqu'aux Vêpres siciliennes), on s'entretint à Rome d'un transfert de l'Empire aux Français.

Le bruit s'en répandit et suscita l'émotion des Allemands, les plus attachés à la tradition d'un Empire purement germanique. Nous en avons le témoignage dans un traité, *De praerogativa Imperii*, composé au début du pontificat de Martin IV par un clerc allemand, Alexandre de Roes, chanoine de Cologne. Le but de Roes est de justifier le droit exclusif des Allemands à détenir l'Empire. Son travail est dirigé contre les Français et contre leurs amis romains, contre l'influence angevine

1. Relation des ambassadeurs, publ. par Champollion-Figeac (*Mélanges historiques*, t. I, 1841, p. 652).

2. Récit complet de l'affaire dans J. Heller, *Deutschland und Frankreich in ihren politischen Beziehungen vom Ende des Interregnums bis zum Tode Rudolfs von Habsburg*, 1874 ; résumé par L. Leclère, *Les rapports de la Papauté et de la France sous Philippe III*, 1889 ; voir aussi O. Redlich, *Rudolph von Habsburg*, 1903, et N. Schöpp, *Papst Hadrian V*, 1916, p. 252-256.

devenue prépondérante à la cour pontificale. Certains se demandent, y lit-on, pourquoi la Papauté a transféré l'Empire des Grecs aux Allemands, peuple grossier et sot (*rudis et ineptus*), qui n'est même pas capable de se régler lui-même dans son costume ou dans ses mœurs ; les Gaulois en étaient plus dignes, car ils sont à tous égards supérieurs aux autres hommes. Ceux à qui l'auteur fait tenir de pareils propos sont évidemment des Français ; et l'on devine que l'argumentation se complète ainsi : le même pouvoir qui a fait cadeau de l'Empire aux Allemands peut le leur reprendre et en gratifier un autre peuple. C'est à quoi répond Alexandre de Roes. La *Translatio Imperii*, effectuée par le pape Léon en l'an 800, avait été, à l'en croire, préparée par Dieu lui-même. Le pape, en la circonstance, ne fut que l'instrument d'une initiative supra-terrestre ; il fut soufflé par l'Esprit-Saint. La Papauté n'a donc pas la disposition de l'Empire, et ce serait agir contre la volonté de Dieu que d'en priver les Allemands. D'ailleurs, les Français, quoi qu'ils en disent, n'y sauraient prétendre : ils sont légers, frivoles, attachent une importance excessive aux soins du vêtement et de la chevelure, etc... Qu'ils se contentent d'avoir le sceptre dans le domaine de l'esprit. Et l'auteur fait sienne la formule connue : le Sacerdoce à l'Italie, l'Empire à l'Allemagne, le Savoir à la France¹.

Ceci dit, pourtant, Roes reconnaît aux Français la situation exceptionnelle, à laquelle ils tiennent tant, de nation soustraite à l'autorité impériale. C'est à Charlemagne lui-même qu'ils le doivent : ayant attribué l'Empire en partage à l'Allemagne, Charlemagne voulut aussi conférer à la France quelque privilège ; il décida donc que ses descendants y régneraient par droit héréditaire et qu'ils ne seraient placés sous l'autorité d'aucun chef temporel, pas même de l'empereur². Concession habile, mais qui maintenant ne suffisait plus aux Français. Un problème nouveau était posé par eux, comme il ressort du traité même d'Alexandre de Roes, celui de la germanicité de l'Empire, de la vocation des Allemands à l'Empire.

Ce problème n'avait pas fait l'objet de discussions avant l'époque de l'Interrègne. Au temps de la grande lutte entre le Sacerdoce et l'Empire, pontificaux et impériaux avaient abondamment disserté sur les conditions dans lesquelles s'était faite la *Translatio Imperii*, mais sans mettre en cause le peuple élu pour en être le bénéficiaire. *Translatio*

1. Éd. H. Grundmann, 1930, p. 27. — Sur la composition de l'œuvre et son auteur véritable (a longtemps été attribuée à Jordan d'Osnabrück), cf. W. Schraub, *Jordan von Osnabrück und Alexander von Roes*, 1910.

2. *Ibid.*, p. 27.

in Germanos (ou ad Germanos), disent tous les textes du XII^e et du XIII^e siècle¹. Tel était l'éclat de la domination des Hohenstaufen que l'Allemagne apparaissait seule fondée à revendiquer la dignité suprême. L'histoire enseignait bien que l'Empire avait été transféré des Grecs aux Francs en la personne de Charlemagne ; ainsi, d'ailleurs, s'exprimaient les plus anciens auteurs². Mais, quoique les Allemands eussent répudié au XII^e siècle l'appellation de *Franci orientales*, ils passaient — en Italie tout au moins — pour les authentiques successeurs des Francs de Charlemagne. Et, du consentement quasi universel de la chrétienté, l'Empire leur était réservé, en fait sinon en droit³. Les Français eux-mêmes s'y résignaient. Tant que les prétentions allemandes ne les menaçaient pas directement, ils s'abstenaient de leur déclarer la guerre. Leur attitude était purement défensive.

L'hostilité que le gouvernement royal marquait au droit romain s'inspirait de ces considérations défensives. La renaissance du droit romain s'était affirmée à Bologne à la fin du XI^e siècle. C'était à Bologne que de tous les points de la chrétienté les étudiants venaient s'initier à la nouvelle discipline. Or, la législation de la Rome impériale ne connaissait qu'une puissance souveraine, celle des Césars et, à Bologne, on attribuait le bénéfice de toutes ses dispositions aux empereurs germaniques, qui se donnaient pour les continuateurs de ceux de Rome⁴. Aussi, du premier jour, les lois romaines ressuscitées — *leges imperiales* — furent-elles tenues en suspicion dans le royaume capétien. Par chance, elles étaient aussi mal vues, sinon davantage encore, de la Papauté et de l'Église en général, inquiètes de la concurrence qu'elles faisaient dans les écoles au droit canonique. Et, en 1219, une bulle pontificale vint interdire l'enseignement du droit romain à l'Université de Paris. A en croire certaine ordonnance postérieure de Philippe le Bel, cette bulle aurait été lancée à la sollicitation de Philippe-Auguste. Le fait reste douteux⁵. En tout état de cause, il est vraisemblable que la décision

1. Voir, en particulier, la décrétale dans laquelle Innocent III formule la théorie pontificale de la *Translatio* (citée dans Bryce, p. 283, note 2). Elle fut insérée par Grégoire IX dans le recueil officiel du droit canon. Autres textes dans E. W. Meyer, *Staatstheorien Papst Innocenz III*, 1919.

2. Cf. Kleinclausz, *L'Empire carolingien*, 1902, p. 579.

3. Des diverses thèses soutenues par A. Leroux dans l'article plus haut cité, c'est peut-être la seule que l'on puisse retenir ; cf. Waitz, *op. cit.*, t. V, p. 119.

4. P. Fournier, *op. cit.*, 1922, p. 150-151.

5. Cartellieri (*Philipp-August.*, t. IV, p. 634) le considère comme inexact : Philippe le Bel a voulu se fortifier de l'autorité de son grand prédécesseur en lui attribuant un rôle dans l'affaire. Cartellieri ne croit d'ailleurs pas que les rois, en jetant l'interdit sur le droit romain,

du pape fut accueillie avec faveur en France, et la royauté tint la main à ce qu'elle fût observée. L'enseignement du droit romain dut émigrer à Orléans. Ce fut seulement Louis XIV qui, après plus de quatre siècles, leva l'interdiction en 1679.

Parmi les docteurs, les juristes n'étaient pas les seuls redoutables. Canonistes et théologiens leur emboîtaient le pas, tout au moins dans la mesure et dans les moments où les empereurs se montraient les auxiliaires dociles de l'Eglise, consentaient à jouer le rôle, que leur réservait la théorie romaine, de bras séculier de la Papauté. Sans doute, au début du XIII^e siècle, il arriva qu'un pape, Innocent III, affirmât incidemment l'indépendance temporelle de la royauté française. *Cum rex superiorem in temporalibus minime recognoscat*, prononçait la décrétale *Per venerabilem*¹. Mais ce texte célèbre, que les Français allaient brandir triomphalement pendant plusieurs générations, vit sa portée bientôt restreinte par des canonistes d'esprit moins indépendant qu'Innocent. La glose ordinaire affecta de n'y voir qu'une constatation de fait : *De facto*, ajoutait-elle ; *de jure tamen subest imperio romano*. Et telle fut la doctrine officielle de l'Eglise. Il est vrai que tous ne s'y soumirent pas aveuglément ; le futur Innocent IV la répudia dans un commentaire sur les décrétales². Mais Boniface VIII, aux prises avec Philippe le Bel et ses légistes, devait, dans un jour de colère, lui donner une nouvelle et retentissante consécration : c'est en vain que les Français, dans leur orgueil, déclarent ne pas reconnaître de supérieur ; ils mentent, car ils sont *de jure* et doivent être soumis à l'empereur de Rome³.

Contre la grande majorité des théoriciens, laïques ou ecclésiastiques, les Français ne devaient compter, pour se défendre, que sur eux-mêmes. L'écroulement de la puissance germanique après la mort de Frédéric II vint les encourager dans leur résistance et leur permettre de passer peu à peu de la défensive à l'offensive. Le traité d'Alexandre de Roes nous

aient été mus par le souci de faire obstacle aux prétentions impériales, mais par des considérations d'ordre scientifique ; par où il se trouve en opposition avec le plus grand nombre des historiens du droit ; voir, par exemple, E. Chénon, *Le droit romain à la Curia regis, de Philippe-Auguste à Philippe le Bel* (*Mélanges Fitting*, 1907).

1. Elle est datée par les uns de 1202 et par les autres de 1205 ; cf. Fournier, *op. cit.*, p. 153.

2. P. Fournier, *ibid.*, p. 154 ; J. Rivièrre, *Le problème de l'Eglise et de l'Etat au temps de Philippe le Bel*, 1926, p. 424, note 4.

3. Le texte de cette allocution est dans les *Monumenta Germaniae, Leges*, Section 4, t. IV, p. 139, 140 ; reproduit par Bryce (p. 323) et P. Viollet (t. II, p. 41). A. Leroux en a cité un autre, quelque peu différent (*Rev. histor.*, t. XLIX, p. 253) ; c'est celui de la bulle qui suivit l'allocution et en reproduisit l'argumentation. — Clément V, le premier des papes d'Avignon, devait, peu après, laisser affirmer de nouveau l'indépendance du royaume envers l'Empire ; cf. P. Viollet, *ibid.*, p. 41.

montre qu'à la faveur de l'Interrègne ils n'hésitèrent pas à discuter le droit exclusif des Allemands à détenir l'Empire.

Quand Philippe le Hardi se fit couronner (1270), on vit, pour la première fois semble-t-il, l'épée de Charlemagne, l'illustre Joyeuse, portée devant lui¹. Guillaume de Nangis, qui nous rapporte ce détail, n'en fait pas mention antérieurement, pour le sacre de saint Louis ni pour celui de Louis VIII : d'où l'on est en droit de conclure que c'est une innovation. Il est probable que, tandis que la crise allemande se prolongeait, le moment parut opportun de rappeler à la chrétienté que le *rex Francorum*, le vrai successeur de Charlemagne, régnait en France et non en Allemagne.

A partir de cette époque, nous commençons à connaître avec plus de précision les idées qui règnent en France sur les rapports du roi et de l'empereur. Des œuvres d'importance viennent presque simultanément enrichir la littérature politique et juridique.

C'est d'abord un vaste traité de droit canonique et civil, qui fera autorité jusqu'au xvii^e siècle, le *Speculum judiciaire* de Guillaume Durant, évêque de Mende. La question qui nous intéresse n'y est traitée qu'incidemment ; mais la thèse française y est formulée avec netteté. De partout, explique Guillaume Durant, on peut en appeler directement au pape, même au préjudice de l'empereur, bien que celui-ci soit le maître du monde et que sa souveraineté s'étende sur tous les États, tous les peuples et tous les princes, sauf le roi de France². Des références accompagnent chacun des membres de la phrase ; pour les derniers mots, nous sommes renvoyés à la décrétale *Per venerabilem*. Ailleurs, Guillaume Durant, évoquant la souveraineté absolue du roi, s'approprie les termes mêmes de la décrétale. Et il proclame que le roi est *princeps in regno suo*³.

Le *Speculum* a été composé dans les premières années du règne de Philippe le Hardi. C'est également la date qu'on attribue aux *Établissements de saint Louis*, compilation de droit coutumier, farcie de références au droit romain et au droit canonique. La souveraineté du roi, ici encore, est exprimée de façon incidente et brève : *li rois ne tient de nului fors de Dieu et de luy*⁴. L'adage est emprunté à la coutume d'An-

1. Dans Th. Godefroy, *Le cérémonial français*, éd. 1649, t. I, p. 142 ; cf. P. Viollet, *La question de la légitimité...*, p. 20.

2. « ... Licet dominus mundi sit... et licet omnes provinciae sub eo sint... et omnes nationes... et omnes principes... praeter regem Franciae » (liv. II, part. 2, § 4, éd. de Bâle, 1574, p. 839).

3. Liv. IV, part. 3, § 2.

4. Liv. I, chap. lxxxiii (éd. P. Viollet, 1881, t. II, p. 135).

jou. Et il y a tout lieu de croire qu'il était déjà très répandu, car l'auteur des *Établissements* le cite en deux endroits différents sans le faire suivre d'aucun commentaire¹. Au reste, il n'était pas dirigé contre les prétentions impériales mais contre les prétentions romaines ; ou même, peut-être, signifiait-il simplement que le roi occupait le sommet de la hiérarchie féodale et que lui seul, dans son royaume, n'avait pas de suzerain².

L'époque de Philippe le Hardi, celle de Philippe le Bel à ses débuts vivent sur ces deux formules, l'une de création savante, l'autre empruntée au droit coutumier. Pourtant, on note certaines voix discordantes. Quelques auteurs ecclésiastiques gardent leurs préférences pour la thèse romaine ou bolonaise. Jacques de Revigny, évêque de Verdun, conteste *quod rex sit princeps*, au sens large du droit romain. Et son élève, Pierre de Belleperche, évêque d'Auxerre, dans son *Commentaire sur le Code*, reproduit la « glose ordinaire » de la décrétale *Per venerabilem*³.

Au temps de la grande querelle entre Philippe le Bel et Boniface VIII, lors des controverses passionnées provoquées par la bulle *Ausculta fili*, apparaît une troisième formule, qui tout de suite va faire oublier les autres parce qu'elle exclut décidément toute équivoque : *rex imperator in regno suo ; le roi est empereur en son royaume*.

Elle va plus loin que celle de Guillaume Durant. *Princeps* et *imperator* n'étaient qu'approximativement équivalents. Les juristes reconnaissaient certains privilèges exclusifs à la personne de l'empereur, des privilèges honorifiques, comme le droit au titre de Majesté, et des privilèges utiles, comme le droit de créer des impôts nouveaux ou de changer les monnaies⁴. Doctrine d'école, assurément, mais qui, au siècle des légistes, avait son importance. La nouvelle formule dut apparaître comme libératrice. Au *rex imperator* les doctrinaires ne pourraient rien refuser qu'ils accordassent à l'empereur.

Les origines de cette formule ont été étudiées avec intérêt en ces vingt dernières années. Longtemps on en avait attribué la paternité à Balde, juriste italien du milieu du xiv^e siècle. M. F. Ercole a montré qu'on la rencontrait dans une œuvre anonyme, composée très probablement au printemps de 1302, et dans l'entourage de Philippe le

1. Cf. *ibid.*, p. 405, et Introduction, t. I, p. 283 ; du même, *Institutions politiques*, t. II, p. 41-45. — Dans le *Livre de justice et de plet*, œuvre de même époque ou de peu antérieure, on trouve une formule analogue : « Li rois ne doit tenir de nul... » (éd. Rapetti, 1850, p. 67).

2. Voir l'article plus haut cité de Chénon (*Mélanges Fitting*, 1907, p. 211).

3. P. Fournier, *op. cit.*, p. 153-154.

4. Important développement à ce sujet dans Fournier, *op. cit.*, p. 167-169.

Bel, la *Quaestio in utramque partem*¹. Elle serait donc née en France au début du siècle. M. Paul Fournier l'a signalée, à son tour, dans un plaidoyer à peine postérieur, dû à l'évêque de Mende, Guillaume Durant le jeune². Il est vrai que, récemment, un érudit italien a prétendu restituer la priorité d'invention à un de ses compatriotes, Marino de Caramanico, glossateur sicilien dont l'œuvre remonte aux années 1270-1280³. En réalité, on ne rencontre pas chez celui-ci la formule elle-même, mais seulement l'idée : le roi de Sicile, nous dit-on, possède dans son royaume les droits qui appartiennent à l'empereur à Rome. Mais l'idée, nous ne l'ignorons pas, est ancienne : elle a déjà été signalée chez un canoniste du début du XIII^e siècle⁴. Il restait à lui trouver la forme lapidaire sous laquelle elle devait se répandre ; et c'est, jusqu'à plus ample informé, l'auteur de la *Quaestio* qui en a eu le mérite⁵.

Dans les premières années du XIV^e siècle, toute une série d'œuvres polémiques, anonymes pour la plupart, paraissent presque en même temps, qui défendent contre Boniface l'indépendance de la couronne de France, tant au spirituel qu'au temporel. Visant le pape d'abord, toutes, par la même occasion, atteignent l'empereur. Elles ne s'arrêtent d'ailleurs pas longuement à réfuter les prétentions désuètes de l'Empire, tandis que contre celles de la Papauté, plus menaçantes que jamais, elles accumulent argument sur argument⁶.

Voici l'une des plus célèbres, la *Disputatio inter clericum et militem*.

1. *L'origine française d'une formula Bartolina* (Archivio storico italiano, t. LXXIII, 1915). Les conclusions de ce travail ont été rappelées et confirmées par M. P. Fournier, *op. cit.*, p. 167 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 171.

3. Fr. Calasso, *Origine italiane della formula rex in regno suo imperator* (Rivista di storia del diritto italiano, t. III, 1930).

4. Voir le texte dans J. Rivière, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, 1926, p. 429-430 : « ... Et quod dictum est de imperatore dictum habeatur de quolibet rege vel principe qui nulli subest. Unusquisque enim tantum juris habet in regno suo quantum imperator in imperio. »

5. Parmi les théoriciens français qui lui ont frayé la voie il faut compter, outre Guillaume Durant, Philippe de Beaumanoir, qui, dans ses *Coutumes de Beauvoisis*, rédigées en 1283, interprète à sa façon la doctrine des deux glaives, chère à l'Église romaine : « Deux espèces sont par lesquels toz li pueples doit estre governés esperituellement et temporelment ; car l'une des espèces doit estre spirituel et l'autre temporel. L'espirituel doit estre baillée à Sainte-Eglise et le temporel as princes de terre » (éd. Beugnot, 1842, t. II, p. 245). Ainsi, pour Beaumanoir, le glaive temporel n'est plus l'apanage d'un souverain unique ; le monde temporel ne constitue plus une grande unité ; la puissance suprême, jadis reconnue au seul empereur, tend à se diviser entre autant de souverainetés qu'il y a de princes.

6. Sur cette littérature, le livre classique est celui de R. Scholz, *Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII*, 1903. En français on trouvera l'essentiel dans le livre déjà cité de J. Rivière.

Le clerc, chargé pour les besoins de la cause de défendre les thèses pontificales, en vient à opposer à son contradicteur la suprématie universelle de l'empereur. C'est l'occasion pour le chevalier d'exposer que la France est un État pleinement indépendant. Jadis, elle était partie de l'Empire, la meilleure partie. Lorsqu'elle en a été détachée, il y a cinq cents ans, elle a reçu tous les droits et privilèges reconnus à l'autre partie, qui maintenant porte seule le nom d'Empire. C'est un blaspème de dire que l'empereur a le droit d'intervenir dans la législation de la France. Il ne peut pas plus donner des lois au royaume que le roi n'en peut donner à l'Empire¹.

Là-dedans rien de très neuf : c'est l'argumentation traditionnelle. La *Quaestio in utramque partem*, avec sa formule du *rex imperator*, apporte quelque chose de plus. Les Francs, nous explique-t-on, n'ont jamais été soumis à personne, comme l'indique leur nom. Ils descendent de Troyens réfugiés en Europe après la ruine de leur ville et qui vinrent s'installer sur le Rhin, puis en Gaule, hors des pays soumis à la domination de Rome. Leurs souverains n'ont donc jamais été dans la dépendance de l'empereur ni du pape². D'ailleurs, même si ce que nous apprennent les histoires n'était pas exact, c'est chose certaine que les rois de France ont gouverné leurs États pendant plusieurs siècles sans intervention de quiconque. Et, de ce fait, leur indépendance se trouve couverte par la prescription. Car, même contre l'Église, un délai de cent années suffit à assurer la prescription³.

Une thèse très analogue est présentée dans le *De potestate regia et papali*, de Jean de Paris. Ce dominicain prit part à la grande querelle de 1302, mais avec un certain souci d'objectivité, comme nous dirions aujourd'hui, en s'efforçant d'élever le débat. Son œuvre, par la qualité de la pensée et la modération de la forme, se distingue de celle des autres polémistes, ses contemporains, qui abritent leurs violences de langage sous le voile de l'anonymat. Jean de Paris s'incline en passant devant la conception traditionnelle de la chrétienté soumise à un chef unique, au temporel comme au spirituel. Mais il conteste son utilité

1. Scholz, p. 348 et suiv. ; Rivière, p. 260-261.

2. La légende de l'origine troyenne des Francs est très ancienne. On la rencontre dès le VIII^e siècle, dans les *Gesta regum Francorum*. Bon nombre de chroniques et d'histoires l'avaient reprise et développée ; elle était donc familière aux contemporains de Philippe le Bel.

3. Scholz, p. 239-240 ; Rivière, p. 132-135. — La prescription centenaire est aussi invoquée par l'auteur anonyme du traité intitulé *Quaestio de potestate Papae*, et plus souvent appelé *Res pacificus* : « Reges Franciae longe plus quam a centum annis sunt in possessione pacifica quod solum Deum superiorem habent in temporalibus, nullum alium recognoscentes superiores in istis, nec imperatorem nec papam » (Rivière, p. 268).

pratique. Dans l'intérêt supérieur de la paix du monde, il estime préférable la multiplicité des souverains¹. En ce qui concerne plus spécialement la France, il note que l'empereur est pour elle un étranger. Les Francs, descendants de réfugiés troyens, n'ont jamais été soumis à Rome : il y avait des rois en France avant même qu'il y eût des chrétiens. Au surplus — même conclusion que dans la *Quaestio in utramque partem* — contre toute revendication de souveraineté de l'empereur à l'égard de la royauté française il y a dès longtemps prescription².

Dans l'histoire des idées, le *De potestate* mérite une place à part, en raison de sa prise de position contre la monarchie universelle. C'est la première atteinte portée à la conception unitaire du monde, dont la pensée du Moyen Age avait fait un dogme. Le monisme politique cesse d'être hors de discussion. Sa vertu commence à s'épuiser. Il n'est pas indifférent de constater que c'est un Français qui a pris l'initiative de lui porter les premiers coups, en s'appuyant d'ailleurs sur l'autorité d'Aristote et de saint Augustin³.

À côté du théologien qu'est Jean de Paris, il faut nommer, parmi les adversaires de la monarchie universelle au début du xiv^e siècle, un simple publiciste, le célèbre Pierre Dubois. Sa pensée n'a pas la même unité ni la même valeur que celle de Jean de Paris. Ses œuvres sont des écrits de circonstances. Et de l'une à l'autre on n'a pas de peine à relever des contradictions. Nationaliste avant la lettre, Pierre Dubois n'a en vue que l'intérêt de la France et de son roi. C'est parce que les prétentions des empereurs allemands l'offusquent qu'il déclare inutile l'unité temporelle de la chrétienté. Mais, entrevoit-il pour son maître, le roi de France, la possibilité de se hisser à l'Empire, alors l'idée de la monarchie universelle ne lui apparaît plus dénuée de tout attrait ni de tous avantages. Il ne fait donc pas figure de doctrinaire, mais d'opportuniste⁴.

1. « Melius autem est plures pluribus regnis dominari quam unum toto mundo. Quod etiam ex hoc apparet quod tempore imperatorum nunquam fuit mundus in tanta pace quanta fuit postea et ante » (chap. xviii).

2. Scholz, p. 326 et suiv. ; Rivière, p. 281 et suiv. ; cf. Landry, introduction à *Dante « De la monarchie »*, 1933, p. 13-19.

3. Sur Jean de Paris et son œuvre, on consultera l'*Histoire littéraire de la France*, t. XXV, 1869, p. 244 et suiv. (par F. Lajard). Sur les idées unitaires du Moyen Age et leur affaiblissement progressif, cf. Gierke, *Les théories politiques du Moyen Age*, trad. de Pange, 1914, p. 128, 132 et suiv. ; Scholz, p. 444 et suiv. ; R. W. et A. J. Carlyle, *A history of medieval political theory in the West*, Londres, t. III, 1915, p. 178.

4. Scholz, p. 395, 409 et suiv. — Sur les ambitions démesurées que P. Dubois nourrit pour le roi de France, voir plus loin.

La thèse romaine et impériale, battue en brèche dans le royaume capétien, trouve au dehors un défenseur illustre en la personne de Dante. Dans son *De monarchia*, vers 1311, il s'efforce de fonder en raison, suivant les règles de la logique scolastique, le vieil idéal menacé. Notons, d'ailleurs, que l'empire qu'il rêve n'est pas germanique. C'est un empire d'essence cosmopolite, mais qui a sa base en Italie, à Rome, un empire de constitution analogue à la Papauté d'aujourd'hui : le pape est le père commun des chrétiens ; sa fonction est universelle ; mais c'est toujours un Italien d'origine¹.

Ni sous une forme ni sous une autre le passé ne ressuscitera. Il y a quelque chose de changé dans l'esprit des hommes, et particulièrement dans celui des Français. L'imposante construction idéologique que représentait encore, cinquante ans plus tôt, le Saint-Empire romain apparaît chancelante. L'Interrègne l'a ébranlée. Elle n'inspire plus le même respect superstitieux que jadis. A l'occasion, elle suscite même la raillerie : un dominicain normand, Guillaume de Sauqueville, plaisante lourdement l'Empire dans un sermon prononcé aux alentours de l'an 1300².

Toutefois, si l'Empire a perdu de son prestige, la dignité impériale reste très haut placée dans l'estime universelle. Et elle continue à être convoitée. Voici le moment venu où les rois de France vont la briguer. Leur grandeur nouvelle les y encourage. Philippe le Bel, par la victoire qu'il a remportée sur la Papauté, s'est acquis le premier rang parmi les souverains. Que pèsent auprès de lui un Adolphe de Nassau ou un Albert d'Autriche, rois allemands et empereurs ? « Il est pape et empereur, écrit un Espagnol. Tout le monde sait que le pape compte pour zéro et que le roi en use à sa fantaisie avec lui et avec l'Eglise. Et, d'autre part, ce qui est plus stupéfiant encore, rois, princes et seigneurs lui obéissent comme à un empereur³. »

En 1308, l'assassinat d'Albert d'Autriche ouvre une vacance de l'Empire. Philippe, tout aussitôt, pense y pousser son frère, personnage insignifiant, mais remuant, et qui, depuis longtemps déjà, rêve d'une couronne impériale. Ayant épousé la petite-fille du dernier empereur

1. E. Jordan, *Dante et la théorie romaine de l'Empire* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XLV-XLVI, 1921-1922) ; cf. du même, *Le gibelinisme de Dante ; la doctrine de la monarchie universelle* (*Dante. Recueil d'études publié pour le sixième centenaire du poète sous les auspices de l'Union intellectuelle franco-italienne*, 1921). Traduction récente, plus haut citée, du *De monarchia*, par B. Landry, 1933.

2. Marc Bloch, *Les rois thaumaturges*, 1924, p. 131.

3. H. Finke, *Papstum und Templerorden*, t. II, p. 123 (dans *Vorreformatorische Forschungen*, t. V, 1907) ; cf. Kern, *op. cit.*, p. 292-293.

latin de Constantinople, Baudouin II, il a jeté son dévolu sur l'Empire grec. Il voudrait y mener une nouvelle croisade. Il s'y prépare, hautement encouragé par la Papauté. Sans doute Philippe espère-t-il que le pape ne pourra rien objecter à la candidature d'un prince aussi pieux, aussi bien intentionné. Le pape, c'est Clément V, un Français, le premier des papes d'Avignon. Philippe lui en parle dans une entrevue qu'ils ont à Poitiers. Mais le jeu de Clément V va être à peu près le même que, naguère, celui de Grégoire X : désireux de ne pas mécontenter le roi de France, il lui donne de bonnes paroles, s'engage même à favoriser la candidature de Charles de Valois. En réalité, il ne veut pas, lui non plus, d'un empereur français. Il écrit aux Électeurs pour les encourager à choisir un prince dévoué à l'Église et prêt à faire la croisade : libre à eux de comprendre s'ils le jugent à propos... Le nom du candidat français ne sera prononcé que dans une lettre non officielle, émanant d'un cardinal influent, dévoué aux intérêts français ; encore cette démarche n'aura-t-elle lieu qu'*in extremis*, à un moment où l'élection d'un Allemand sera assurée. Le roi, cependant, essaye d'agir directement sur les Électeurs. Il leur envoie des ambassadeurs chargés de leur distribuer argent et présents. Mais il ne rencontre pas les bonnes volontés sur lesquelles il croyait pouvoir compter. Les Électeurs laïques se tiennent sur la réserve. Parmi les ecclésiastiques, seul Cologne accepte de prendre des engagements. Trèves et Mayence, que Philippe considérerait pourtant comme ses clients, écoutent froidement l'envoyé du roi et ne répondent pas. Il doit se contenter de voir l'Empire passer à un prince qui est son familier, un prince tout français de langue et d'éducation, Henri de Luxembourg¹.

À la différence de la candidature de Philippe le Hardi, celle de Charles de Valois n'a pas été secrète. On en a parlé. Pierre Dubois a pris la plume et écrit au roi. Il est de la famille de ces raisonneurs en chambre qui, de temps en temps, refont au gré de leur fantaisie la carte de l'Europe. Dans le *De Abreviatione guerrarum* (1300), le roi de France conquerrait le monde à son profit. Dans le *De recuperatione Terrae Sanctae* (1306), il parvenait à la domination universelle en se mettant à la tête d'une fédération entre tous les peuples d'Occident. La dignité impériale, à en juger par ces premiers écrits, ne paraissait pas fasciner l'esprit chimérique de Dubois. Il visait surtout à des acquisitions territoriales ; et

1. C. Wenck, *Clemens V und Heinrich VII. Die Anfänge des französischen Papstums*, 1882, p. 100-110 ; J. Petit, *Charles de Valois*, 1900 ; Lizerand, *Clément V et Philippe le Bel*, 1910, p. 170-189 ; F. Kern, *op. cit.*, p. 298-308 ; E. Stengel, *Avignon und Rhens*, 1930.

il admettait (dans le *De recuperatione*) que la maison de Habsbourg reçût l'hérédité de l'Empire ; en compensation, elle aurait cédé à la France la rive gauche du Rhin ; Charles de Valois aurait eu l'Empire de Constantinople¹. En 1308, lorsqu'il adresse ses conseils à Philippe le Bel, son point de vue s'est modifié. L'Empire doit changer de mains. Les empereurs allemands ne se préoccupent pas assez de la Terre sainte ; ils en sont empêchés par le manque de ressources, et par la guerre civile qui sévit trop souvent en Allemagne. Le roi de France, grâce à sa justice, saurait faire régner la paix en Occident. Il unirait tous les princes et les entraînerait à la délivrance de la Terre sainte. Dubois ne compte pas que les Allemands se donneront d'eux-mêmes au roi son maître. C'est uniquement en la Papauté qu'il espère. Le pape pourrait dessaisir les Électeurs d'un droit dont ils ont fait mauvais usage : ils en avaient été pourvus à seule fin de donner à l'Église des défenseurs ; or, ils ont élu des empereurs qui, loin de défendre l'Église, l'ont combattue².

Les idées de Dubois n'engagent que lui seul. On a prouvé qu'il n'avait exercé aucune fonction officielle et n'avait jamais siégé dans les Conseils du roi. Ses écrits n'ont certainement eu aucune influence sur la politique de son temps. Nous ne devons donc pas attacher à la lettre de 1308 plus d'importance qu'elle n'en mérite. Encore garde-t-elle la valeur d'un témoignage — témoignage de l'orgueil et des ambitions qu'a fait naître dans l'esprit d'un bourgeois français du début du xiv^e siècle l'issue victorieuse de la lutte engagée par Philippe le Bel contre Boniface.

Lorsqu'en 1312 Henri VII se fut fait couronner à Rome, il notifia l'événement aux princes et aux rois par une lettre dans laquelle il affirmait la suprématie universelle de l'Empire. Manifestation hors de saison dans une Europe où la monarchie française exerçait l'hégémonie de fait. Philippe le Bel ne la laissa pas sans réponse. En termes énergiques il rejeta les prétentions impériales : la France, depuis l'ère chrétienne, n'avait jamais dépendu que de son roi ; et celui-ci n'avait jamais reconnu aucun supérieur au temporel ; telle était l'opinion de ses ancêtres, la sienne et celle de ses sujets ; la France, d'ailleurs, était le seul royaume exempt de toute suzeraineté, par faveur spéciale du ciel³.

1. *De recuperatione*, éd. Langlois, 1891, p. 103 ; cf. Scholz, *op. cit.*, p. 409 et suiv.

2. *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. XX², p. 186-188. — Notons que Dubois, quoique Français et plein d'orgueil français, parle de translation de l'Empire aux Allemands en l'an 800, comme le plus grand nombre de ses contemporains (« *translatum fuit imperium in persona Caroli Magni a Graecia in Germanos...* » *Ibid.*).

3. *Monumenta Germaniae. Constitutiones et Acta*, t. IV, p. 802, 812 ; cf. Fournier, *op. cit.*, p. 157.

Et, pour bien marquer qu'il entendait frayer avec l'empereur sur le pied d'égalité, Philippe, dans la formule de salutation, s'abstint de placer le nom de l'empereur avant le sien, comme il était d'usage¹.

L'année suivante Henri VII mourait, et l'Empire était de nouveau vacant. L'opportunité d'une nouvelle candidature française fut débattue au Conseil royal; il fut question une seconde fois de Charles de Valois, et aussi d'un autre frère du roi, Louis d'Évreux, ou encore de son second fils, Philippe, comte de Poitiers, lequel avait des parents et des domaines en Allemagne. Aucune décision ne fut prise. Mais le roi, faisant état de lettres par lesquelles les archevêques de Cologne et de Mayence lui disaient leur désir de lui complaire lors de l'élection, fit recommander secrètement au pape la candidature du comte de Poitiers. Nous ne savons quel fut le résultat de cette démarche². Il semble que Clément V ait cherché à se renseigner sur les véritables intentions de Mayence et de Cologne : ceux-ci éludèrent toute réponse à ses questions. Aussi est-on en droit d'affirmer que, pas plus qu'en 1308, il ne patronna la candidature française³.

Dix années se passent et l'on parle, une fois de plus, d'élever un Français à l'Empire. Cette fois, le roi lui-même est sur les rangs. Charles IV le Bel, troisième fils de Philippe le Bel, convoite pour lui-même cette couronne que, plus prudemment, son père voulait faire attribuer à l'un de ses proches. Si effacée que soit à distance la personne de ce roi, le dernier des Capétiens et l'un des moins illustres, si faible que soit l'éclat du règne, cette audace ne doit pas nous étonner. Rien encore n'avait fait déchoir la monarchie du rang prééminent que Philippe le Bel lui avait assuré. Et nulle ambition ne paraissait trop haute pour elle, nul éloge supérieur à ses mérites. Jean de Jandun, dans un *Traité des louanges de Paris*, plein de flatteries à l'adresse de Charles le Bel, déclare que « la monarchie du monde entier doit appartenir aux rois de France, du moins en vertu de leur inclination naturelle vers la perfection⁴ ».

1. En quoi, nous explique C. Wenck (*Philipp der Schöne von Frankreich*, 1905, p. 51), il imitait Henri VII, qui, en sa qualité d'empereur couronné, avait fait précéder du sien le nom du roi de France. La formule, pourtant traditionnelle en pareil cas, avait irrité Philippe le Bel.

2. Elle ne nous est connue que par des notes mises par l'ambassadeur du roi, P. Barthelemy, en marge de son instruction. Le document a été publié par Schwalm (*Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtsk.*, t. XXV, 1900, p. 564).

3. C. Wenck, *Französische Werbungen um die deutsche Königskrone zur Zeit Philippe des Schönen und Clemens V* (*Hist. Zeitschr.*, t. LXXXVI, 1901). — Lizerand (*op. cit.*, p. 356-359) pense que la candidature du comte de Poitiers était agréable au pape et qu'il le laissa paraître.

4. Dans Le Roux de Lincy, *Paris et ses historiens*, 1867, p. 61.

Il n'y a pas vacance de l'Empire en 1324. Le roi des Romains, Louis de Bavière, est engagé dans une lutte acharnée avec le pape Jean XXII, qui vient de le déclarer excommunié et déchu. Les Allemands, d'ordinaire, ne tiennent pas grand compte de pareille sentence : ils déniaient à la Papauté le droit de déposer les empereurs. Mais, à ce moment, ils sont très divisés. Et l'occasion paraît tentante, pour les maisons princières évincées par le Bavaois, de se défaire de lui. Les Luxembourg pensent ressaisir la couronne qui leur a échappé après la mort d'Henri VII. Ils s'ouvrent de leurs intentions au roi de France, dont il importe de s'assurer l'appui. Les Habsbourg, qui savent leurs propres chances assez faibles, se tournent aussi vers Charles le Bel, mais c'est pour lui offrir l'Empire, tout au moins à titre viager. A cet effet, ils s'entendent avec le pape ; du moins est-on amené à le supposer en raison des événements qui suivent. Au mois de juillet 1324, le duc Léopold d'Autriche a une entrevue avec Charles le Bel, à Bar-sur-Aube, et conclut un traité avec lui : il s'engage à agir en Allemagne pour faire élire le roi et à le soutenir ensuite contre Louis de Bavière ; le roi, pour sa part, versera à Léopold des subsides qui l'aideront à délivrer son frère, prisonnier du roi des Romains ; et, s'il parvient à l'Empire, il promet au Habsbourg, pour lui et les siens, toutes sortes d'avantages pécuniaires et territoriaux. Le traité est conclu pour deux ans seulement, mais il pourra être prorogé si le pape le désire : c'est bien là la preuve que Jean XXII, sans être partie dans l'accord, en est secrètement complice.

Mais l'Allemagne n'est pas disposée à faire le jeu des Habsbourg. On s'en aperçoit au mois de septembre suivant, lors d'une assemblée tenue à Rhense entre des représentants du pape, du roi de France et de plusieurs Électeurs. La candidature française ne réussit pas à rallier la majorité. Aussi s'en tiendra-t-on là. Nul ne se soucie de se compromettre pour une cause perdue d'avance. Seul le pape s'obstine, rappelle au duc d'Autriche ses promesses, pousse Charles le Bel à l'action. Il se heurte à l'inertie de tous. On racontera plus tard à la cour pontificale que le roi de France, abandonnant les voies de l'intrigue, avait essayé d'acheter son adversaire, dont il connaissait les terribles embarras d'argent ; il lui aurait fait demander de lui abandonner la couronne, et offert, en échange, de le libérer de ses dettes ; le Bavaois aurait répondu avec hauteur¹.

1. C. Müller, *Der Kampf Ludwigs des Baiern mit der römischen Curie*, t. II, 1880, p. 106-125 ; P. Fournier, *Le royaume d'Arles*, 1891, p. 384-390 ; Priesack, *Die Reichspolitik des Erzbischofs Balduin von Trier in den Jahren 1314-1328*, 1894, p. 164-175 ; Slevvers, *Die politi-*

En 1328, Jean XXII, toujours aussi hostile à Louis de Bavière, chercha encore à provoquer une nouvelle élection en Allemagne. D'après certains historiens, il aurait pensé au roi de France, Philippe VI de Valois, qui venait de monter sur le trône. Mais on n'en a pas de preuve certaine¹.

L'orgueil germanique, à cette époque, baisse le ton dans la mesure où l'orgueil français hausse le sien. Le temps est passé des déclarations arrogantes : celle d'Henri VII, au temps de son couronnement romain, aura été la dernière. En 1333, comme on parle de l'abdication de Louis de Bavière, les Luxembourg recherchent de nouveau le concours du roi de France ; il s'agit cette fois de pousser au trône le gendre du roi Jean de Bohême, Henri de Basse-Bavière. Un arrangement se conclut à Francfort, en vertu duquel le royaume d'Arles tout entier sera engagé au roi de France si l'Allemand est élu roi des Romains. Et celui-ci reconnaît en termes formels l'indépendance de la couronne de France envers l'Empire².

Les théoriciens, eux aussi, font des concessions. Dès les temps de l'Interrègne, nous l'avons vu, Alexandre de Roes a donné l'exemple. Lupold de Bebenburg est l'auteur d'un *Tractatus de iuribus regni et imperii*, composé à Augsbourg en 1340. Les rois, dit-il, sont tenus à l'obéissance envers l'empereur, à moins qu'ils ne soient exempts. Il admet donc la théorie de l'exemption, soutenue depuis toujours par les Français. Et il ne conteste pas le bien-fondé de certains de leurs arguments. Il se garde, au reste, de trancher la question en leur faveur. Il se dérobe en déclarant que c'est affaire à de plus savants que lui.

Avec Lupold de Bebenburg la nationalité de Charlemagne est mise en cause pour la première fois. Nous avons eu l'occasion de constater que le peuple bénéficiaire de la *Translatio* de l'an 800 avait été successivement désigné, dans les textes du Moyen Age, des noms de *Franci*, puis de *Germani*, sans que d'ailleurs la seconde appellation apparût comme en opposition avec la première, les Allemands étant considérés comme issus des Francs, au même titre que les Français. La question

schen Beziehungen Kaiser Ludwigs des Baiern zu Frankreich in den Jahren 1314-1337, 1896, p. 16 et suiv.

1. Priesack, p. 149 ; Sievers, p. 185-187 ; Stengel, p. 49-50.

2. « ... Regni Francorum, quod in nullo subicitur regno seu imperio Romanorum » (J. F. Böhm, *Acta Imperii selecta*, 1870, 2^e partie, p. 725). — L'épisode est rapporté en détail dans les principaux travaux sur l'histoire du royaume d'Arles, celui de P. Fournier, déjà cité, p. 390-400, celui de Grieser, *Das Arelat in der europäischen Politik von der Mitte des 10 bis zum Ausgange des 14 Jahrhunderts*, 1925. — Au xvi^e siècle, Bodin, qui avait vu les pièces, faisait état de ce texte de 1333 dans sa *République* (éd. Lyon, 1579, p. 130-131).

de savoir si Charlemagne appartenait à la France ou à l'Allemagne eût paru oiseuse tant que subsistait chez les deux peuples quelque souvenir de leur origine commune. A l'époque où nous sommes arrivés, ce passé vieux de cinq siècles est décidément oublié. Et voici que l'on éprouve en Allemagne le besoin de germaniser Charlemagne : réaction défensive contre les aspirations françaises à l'Empire. L'Empire, d'après Lupold de Bebenburg, a été enlevé aux Grecs et transféré aux Francs, c'est-à-dire aux Allemands. Il ne pose pas, en principe, l'identité entre Francs et Allemands, mais il affirme que Charlemagne, en faveur de qui la *Translation* a été faite, était un Allemand, un *Franc-Allemand* (*Deutschfranke*), car il est né à Ingelheim, il a donné des noms allemands aux vents et aux mois, il a promulgué des lois en langue allemande, etc.¹...

Le même point de vue est défendu dans un traité, *De translatione Imperii*, composé par Conrad de Megenberg en 1354, et qui, par ailleurs, sur certains points essentiels, est en opposition directe avec celui de Lupold de Bebenburg. Touchant le problème des relations entre France et Empire, sa position est plus nettement définie. L'Empire est la monarchie du monde entier ; s'il arrive que des rois s'y soustraient en prétendant ne pas reconnaître de supérieur, c'est un simple état de fait qui n'entame pas le droit. En droit, lorsqu'un trône devient vacant, c'est l'empereur qui exerce le pouvoir par intérim, aussi longtemps que dure la vacance².

Même chez les jurisconsultes de l'école de Bologne on constate un fléchissement de la doctrine traditionnelle. Bartole, le plus illustre, écrit : « Celui-là serait peut-être hérétique et irait contre la doctrine de l'Eglise qui dirait que l'empereur n'est pas le seigneur et souverain du monde entier. » Mais il ne dispute pas à la France l'exemption de fait dont elle jouit de longue date³. Et son disciple Balde déclare : *quod super omnes reges christianorum rex Francorum obtinet coronam libertatis et*

1. Herm. Meyer, *Lupold von Bebenburg, Studien zu seine Schriften*, 1909. — Le problème de la *Translatio* a connu un regain d'actualité au temps des luttes entre Louis de Bavière et Jean XXII, époque d'intense activité publicistique (voir le livre de Riezler, 1874). Un chanoine de Chartres, Landulf de Colonna, dans un *De translatione* composé entre 1310 et 1320, a distingué entre la translation de 800, faite *ad Francos* (ou *Latinos*), et celle de 962, *ad Germanos*. Un traité *De origine ac translatione et statu romani Imperii*, d'époque voisine (éd. par Krammer, 1909), a repris les mêmes idées (cf. R. Moeller, *Ludwig der Bayer im Kampf um das Reich*, 1914, p. 185-205). Marsile de Padoue, dans son *De translatione Imperii*, postérieur de peu à 1324, a répondu à Landulf de Colonna (*ibid.*).

2. Cf. Höfler, *Aus Avignon*, 1868, p. 24 et suiv.

3. Jordan, *Le gibelinisme de Dante*, p. 84 ; Bodin, *République*, éd. 1579, p. 132.

gloriae. Pour cette pensée d'allure mystique, et pour quelques autres adages de même tendance, Balde sera mis très haut par les juriscultes français¹.

En 1385, un professeur des deux droits à l'Université de Pavie, Uberto de Lampugnano, envoyé vers le roi Wenceslas par le comte de Milan, prend pour thème de « disputation » publique à Prague la question suivante : *Utrum omnes christiani subsunt romano imperio?* Un sommaire de son exposé nous a été conservé. Il s'occupe en commençant du cas des souverains exempts. Et il justifie à sa façon l'exemption du roi de France. Ce problème une fois résolu, il affirme d'ailleurs la pleine souveraineté de l'empereur sur tous les chrétiens, et il s'approprie le mot de Bartole : hérétique qui soutient le contraire².

* * *

Le xiv^e, le xv^e siècle sont une nouvelle ère de difficultés et de périls pour la royauté française. On s'étonnerait à bon droit de la voir poursuivre son rêve impérial alors que la lutte contre l'Anglais requiert toutes ses énergies. Aussi bien, pendant longtemps, à la suite de l'échec de Charles IV, n'est-il plus question de candidatures françaises. Mais c'est sagesse toute provisoire. On ne renonce pas pour autant. Certains témoignages, assez rares il est vrai, prouvent que l'ambition conçue par Philippe le Bel et son fils n'est pas abandonnée par leurs successeurs plus faibles. C'est un legs que les rois semblent se transmettre de l'un à l'autre.

Dans l'histoire de l'orgueil monarchique en France, il faut donner une place à part au règne de Charles V. Sous l'influence d'un roi profondément pénétré de la grandeur de sa fonction, rien n'est négligé de ce qui peut contribuer à en rehausser le prestige aux yeux du monde. Tout un travail de propagande tendant à l'exaltation de la monarchie s'accomplit dans son entourage³. Le souvenir de Charlemagne est naturellement cultivé avec prédilection. Une miniature du temps du

1. Il écrit ailleurs que *contra regis Francie decorem, id est contra prima vexilla invictissimi regis Francorum, nemo præsumat honorem* (cité dans les additions à l'éd. de Bâle, 1574, du *Speculum* de Guillaume Durant, p. 839) ; cf. Bodin, *op. cit.*, p. 145. — Pour avoir adopté la formule *rex imperator*, Balde a passé pendant un temps pour en avoir été l'inventeur (cf. Esmein, *Manuel d'histoire du droit*, p. 384).

2. Th. Dolliner, *Einige Nachrichten über den Rechtsgelehrten Ubertus von Lampugnano* (*Zeitschr. für geschichtl. Rechtswissenschaft*, t. II, 1816, p. 246-256).

3. « Jamais », écrit M. Marc Bloch, « on ne fit sonner plus haut toutes les traditions miraculeuses dont s'enorgueillissait la monarchie des fleurs de lis » (*Les rois thaumaturges*, p. 137).

sacre nous montre le roi tenant un sceptre terminé par une statuette de son glorieux ancêtre¹. Des égards spéciaux sont témoignés à la ville d'Aix-la-Chapelle, qui a été la capitale de Charlemagne et qui conserve ses reliques : Charles V confère à ses marchands l'exemption de tous les droits perçus dans le royaume sur les étrangers². Rappelons aussi qu'à cette époque le roi de France émet la prétention d'être seul à se faire qualifier de *très chrétien*³. Prétention qui triomphera sans grande peine au siècle suivant⁴.

Du point de vue de la pensée politique, l'époque est médiocrement originale ; on l'a depuis longtemps constaté. Elle a fait œuvre de vulgarisation plutôt que de science. Charles V a surtout demandé des traductions aux clercs qu'il employait à l'enrichissement de sa célèbre librairie. Pourtant, sur le point particulier qui nous occupe, il est indéniable qu'un pas important a été franchi. Le mérite en revient à l'auteur du *Songe du Verger*, personnage anonyme à qui depuis peu un état civil a été rendu grâce aux recherches de M. Coville⁵. Évrart de Tremeaumont — tel est le nom de ce jurisconsulte obscur — traitant l'éternel sujet des rapports entre les pouvoirs spirituel et temporel, n'apporte, sur le fond, rien de nouveau. Tout a été dit au temps de Philippe le Bel. Le *Songe du Verger* emprunte aux écrits des premières années du siècle l'essentiel de son argumentation et jusqu'à sa forme : il est bâti sur le modèle de la *Disputatio inter clericum et militem*⁶. Mais on discerne un accent nouveau, un accent propre au règne de Charles V dans la façon dont le titre royal est exalté. Voici, par exemple, comment, vers la fin de l'ouvrage, s'exprime le chevalier, défenseur contre le clerc des thèses gallicane et royale. Le royaume de France, pour toutes sortes de raisons bien connues, pourrait à aussi juste titre que d'autres parties de l'Empire de Charlemagne conserver le nom d'Em-

1. Delachenal, *Grandes chroniques de France*, t. IV, p. 26.

2. Peltzer, *Die Beziehungen Aachens zu den französischen Königen* (*Zeitschr. des Aachener Geschichtsvereins*, t. XXV, 1903). — Ce privilège sera constamment renouvelé par ses successeurs.

3. Sur cette question, déjà élucidée par N. Valois, M. Marc Bloch (*loc. cit.*) a apporté un certain nombre de textes nouveaux, confirmant ceux que l'on connaissait.

4. En 1399 encore, un ambassadeur français applique cette dénomination à l'empereur Wenceslas (N. Valois, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 295).

5. A. Coville, *Évrart de Tremeaumont et le « Songe du Verger »*, 1933.

6. Les analogies avec la *Quæstio de potestate papæ* et la *Disputatio* ont été depuis longtemps signalées (C. Müller, *Ueber das Somnium Viridarii*, dans la *Zeitschr. für Kirchenrecht*, t. XIV, 1879). Il serait bien désirable que l'étude en fût reprise et approfondie. Nous manquons, sur cet important traité, d'une de ces monographies comme il en existe en Allemagne pour la plupart des auteurs ou des œuvres qui ont marqué dans l'histoire des idées politiques.

pire. Et le roi est pleinement fondé à se dire empereur en son royaume. Mais à ses yeux le titre d'empereur n'est pas supérieur au sien, loin de là. Dans la Bible, il n'est question que de rois, jamais d'empereur. « Le nom doncques de roy est plus ancien, plus honorable ; car il est approuvé en l'ancien testament et en la loy nouvelle que le nom de l'empereur est plus nouvel trouvé. Et aussi celui qui a tout le monde créé si s'appelle roy des roys, non pas empereur des empereurs... Concluons donc que, jaçoit ce qu'il soit empereur en son royaume et qu'il se puisse empereur appeller, toutesfois il ne se peut plus dignement appeller que roy de France¹. »

Attitude sans précédent. Celle du renard devant la treille, pourrions-nous être tenté de penser : ce qui très probablement serait injuste, car l'espoir de la couronne impériale n'est pas mort, il s'en faut. Comble de suffisance, devons-nous plutôt dire, dont la hardiesse dut surprendre et où l'on peut conjecturer que les traditionalistes virent un excès. Pendant un siècle et demi, en tout cas, le *Songe du Verger* fut seul, dans la littérature politique, à représenter cette opinion scandaleuse, voire même, du point de vue romain, quasi sacrilège.

Parmi les contemporains de Tremeaçon, Raoul de Presles, dans son Prologue à une traduction nouvelle de la *Cité de Dieu*, se contente d'appeler le roi de France « le plus grand, le plus hault, et le plus catholique et le plus puissant roy chrestien² ». Le carme Jean Golein, dans son *Traité du sacre*, parle de « l'empereur de France » ; il emprunte à Raoul de Presles, dont il se dit le disciple, le récit légendaire de l'oriflamme rapportée de Constantinople par Charlemagne et laissée par lui en France « en signe d'Empire perpétuel³ ». Un sujet d'Empire, Honoré Bonet, auteur d'un ouvrage de droit international, l'*Arbre des batailles*,

1. Nous citons d'après l'adaptation française qu'on trouve dans J.-L. Brunet, *Traitez des droitz et libertez de l'Eglise gallicane*, 1731, t. II, p. 97. Ces quelques phrases sont assez exactement traduites de l'original latin (dans Goldast, *Monarchia sancti romani Imperii*, t. I. Hanovre, 1612, p. 58-229). Mais il n'en est pas de même d'un bout à l'autre de l'œuvre. La version française est très abrégée : ainsi le chapitre 181 de l'édition latine, auquel appartient le passage cité, correspond au chapitre 88 du texte français. — Notons encore ces arguments du chevalier : le peuple romain a acquis l'Empire par violence ; au contraire, « les roys de France, par juste conquête, en épandant leur propre sang et en la sueur de leur corps, ont le pays de France des mescreans acquis et subjugué, ne en cellui temps il ne estoit aulcun empereur qui donnast aulcune aide auxdits roys... Et aussi ne peut pas l'empereur dire : que selon droit canon il soit seigneur de tout le monde, car jaçoit ce que le saint père de Rome ait transporté l'Empire des Grecs aux Alemans, toutesfois il ne peut plus transporter ce que luy-mesme avoit » (éd. J. L. Brunet, chap. xxxvi).

2. Éd. 1531, folios 1-2.

3. Cf. Marc Bloch, *Les rois thaumaturges*, p. 235-236, 480, 486.

consacre tout un chapitre à cette question : « Comment pourrions-nous soutenir que le roi de France ne soit sujet à l'empereur¹? »

La littérature apocalyptique continue à être riche et instructive. Au milieu du XIV^e siècle, un cordelier, Jean de Roquetaillade (*Johannes de Rupescissa*), exploite au profit de la royauté française la tradition, léguée par les Joachimites, d'un Antéchrist qui sera l'émule de Frédéric II, ou même naîtra de ses cendres. Cet ennemi de l'Eglise, après avoir triomphé de Rome, sera vaincu par de nouveaux Macchabées de sang français ; le pape sera restauré ; il régnera, appuyé sur un roi des Francs qu'il aura directement appelé à l'Empire et, avant la fin des temps, Empire et Papauté seront transférés à Jérusalem. Frère Télesphore de Cosenza, un ermite italien, vaticine un peu plus tard dans le même sens : un saint pape sera persécuté par un empereur ; il sera secouru par le roi Charles de France, qui l'aidera à vaincre et qu'il couronnera empereur ; puis tous deux travailleront à la réforme de l'Eglise. Par le canal de frère Télesphore, les prophéties de Jean de Roquetaillade se répandent non seulement en Italie mais en Allemagne².

La mystique impériale, donc, n'est pas morte. Les avatars subis depuis un siècle par le Saint-Empire ont surtout fait du tort à la nation qui prétendait le monopoliser et n'a pas su sauvegarder son éminente dignité. La couronne romaine apparaît toujours infiniment désirable. Le roi de France est considéré, en France et hors de France, comme fort capable de se l'adjuger quelque jour. En 1343, dans le premier traité qui introduit la maison de Valois en Dauphiné, on spécifie que la province ne pourra être unie au royaume que si l'Empire lui-même vient à y être uni³.

Les efforts des Français pour ramener la Papauté à Avignon, au début du Grand Schisme, fournirent aux Allemands l'occasion de dénoncer leurs visées ambitieuses. Ce n'était plus seulement la couronne impériale que rêvait de s'attribuer le roi de France, mais la tiare ; devenu pape, il conférerait l'Empire à son fils ; ainsi jasait-on sur le compte de Charles V⁴. Et le pape Urbain VI, contre lequel un parti français avait suscité l'élection de Clément VII, propageait ces racontars quand, un peu plus tard, il écrivait à l'empereur Wenceslas : « La nation française

1. Éd. Nys, 1883, p. 184-190.

2. Bezold, *op. cit.*, p. 564-565 ; Kampers, *Kaiseridee*, p. 116 et suiv. ; cf. de Puymaigre, *Folklore*, 1885, p. 181 et suiv.

3. Guiffrey, *Histoire de la réunion du Dauphiné*, 1868, p. 161.

4. Sur cette prétendue candidature de Charles V à la tiare, cf. N. Valois, *La France et le grand Schisme*, t. I, p. 86, et Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. V, 1931, p. 144.

a toujours aspiré à l'Empire. Quant à la Papauté, à quoi bon en parler? Ce n'est pas seulement la Papauté, pas seulement l'Empire, que les Français seraient disposés à usurper si leurs moyens correspondaient à leurs ambitions, mais la monarchie du monde entier; la chose est notoire et sans contestation possible. » Propos passionnés qu'on peut s'étonner de trouver dans la bouche d'un pape, mais qu'explique l'ardeur de la lutte engagée à cette date (1382) autour de la chaire de saint Pierre¹.

En fait de méfiance, les Français n'étaient pas en reste avec leurs voisins. Et celle qu'ils manifestaient à leur égard avait du moins dans le passé des fondements sérieux; elle ne se nourrissait pas d'appréhensions imaginaires. La première année du Schisme, en 1378, l'empereur Charles IV vint à Paris. Voyage politique, probablement, auquel servit de prétexte le désir du vieux souverain de revoir les lieux où il avait passé sa jeunesse et de resserrer les liens de famille qui l'unissaient au roi de France. Charles V se serait sans doute bien passé de recevoir cet oncle d'outre-Rhin. Les marques d'honneur et de déférence qui lui étaient dues en sa qualité d'empereur furent soigneusement dosées. La chronique rapporte qu'au moment où l'empereur se préparait à faire son entrée dans la capitale, le roi lui envoya un cheval « morel », c'est-à-dire noir, « de celui poil », nous explique-t-on, « qui est plus loing et opposé du blanc, pourceque ès coutumes de l'Empire les empereurs ont accoustumé d'entrer ès bonnes villes de leur Empire, et qui sont de leur seigneurie, sur cheval blanc; si ne vouloit pas le Roy que en son royaume le feist ainsi, afin qu'il n'y peut estre noté aucun signe de dominacion² ». Et ce ne fut pas la seule mesure de précaution; d'autres du même genre attestent la vivacité persistante des susceptibilités françaises³.

Sous le règne suivant, en 1416, après Azincourt, quand l'empereur Sigismond, voulant arbitrer le conflit entre France et Angleterre, séjourna à son tour à Paris, on fut moins prudent, semble-t-il. Du moins ne sut-on pas prévenir une de ces manifestations de supériorité que l'on redoutait. Un jour, Sigismond alla « seoir en la chambre de Parlement, avec les présidens et autres conseillers ». Il prit place sur le siège réservé au roi et assista aux débats. L'affaire en instance concernait

1. Cf. N. Valois, t. II, p. 279, 309.

2. *Chronique des règnes de Jean II et Charles V*, publ. par Delachenal, t. II, 1916, p. 211.

3. Les diverses chroniques qui relatent le voyage de Charles IV sont indiquées par Leroux (*Recherches*, p. 284-285), P. Fournier (*Royaume d'Arles*, p. 502), et Delachenal (*Histoire de Charles V*, t. V, p. 61 et suiv.).

un chevalier et un écuyer qui se disputaient l'office de sénéchal de Beaucaire. Le premier arguait que, pour tenir pareil office, il fallait être chevalier. Sans doute le bon droit apparaissait-il du côté de l'écuyer, car l'empereur, s'étant fait apporter son épée, le fit sur le champ chevalier, ce qui permit à la cour de lui adjuger l'office. De quoi, rapporte le chroniqueur, le roi et son conseil ne furent pas contents : « car il sembloit que cette besogne se feist comme par auctorité et haulteur de la pouvoir faire au royaume de France, ce que pour nulle raison on ne lui eust souffert ¹. » Le Parlement, gardien des prérogatives royales, inséra une protestation en forme dans le procès-verbal de la séance : il y rappelait « que le roy est empereur dans son royaume et le tient de Dieu et de l'épée ² ». Ici apparaît pour la première fois, à notre connaissance, cette variante de la formule du XIII^e siècle qui évoque le droit de l'épée. Elle sera désormais fréquemment répétée ³.

Dans l'intervalle entre ces deux réceptions d'empereurs allemands, Charles VI avait eu, en 1400, la visite de l'empereur d'Orient, Manuel Paléologue, venu implorer son appui contre les Turcs. Le cérémonial avait été réglé de telle manière que les deux souverains apparussent comme égaux en dignité et en droits : on avait vu le roi attendre l'empereur sans quitter son trône ; ils s'étaient découverts en même temps, puis très simplement embrassés ⁴.

Charles VI, dans une ordonnance de 1385, s'appliquait à lui-même l'appellation de *vicair de Dieu*, réservée de toute ancienneté à l'empereur ⁵. En 1392, le duc de Milan, Jean-Galéas Visconti, lui soumit un projet de traité. L'un des articles envisageait l'éventualité que le roi ou quelque prince de son sang fût élu empereur ; en ce cas, Jean-Galéas recevrait dans sa principauté le titre qu'il solliciterait. Il s'agissait, bien entendu, du titre royal, car c'était le privilège de l'empereur de faire

1. *Monstrelet*, éd. Douet d'Arcq, t. III, 1859, p. 138.

2. Cité par A. Babeau, *Les souverains étrangers en France du X^e au XVIII^e siècle* (*Revue des questions historiques*, t. LXXIII, 1903, p. 129). — Un autre incident marqua le passage de Sigismond à Lyon : les officiers royaux s'opposèrent à ce que, dans cette ancienne ville d'Empire, il conférât publiquement le titre de duc au comte de Savoie ; cf. N. Valois, *op. cit.*, t. IV, p. 359 ; Bodin, *La République*, éd. 1579, p. 131.

3. Jean Jouvenel la reproduit dans le récit qu'il donne de l'incident (éd. Michaud et Poujoulat, 1881, p. 530) — ce qui laisse supposer qu'il a connu le texte même de la protestation du Parlement.

4. R. de Maulde, *La diplomatie au temps de Machiavel*, t. I, p. 66 (d'après une chronique latine).

5. « Non immerito Dei vicarius quoad jurisdictionem temporalem appellari possumus et debemus » (cité par J. Rivière, *op. cit.*, p. 440).

des rois. Les instructions de Charles VI à ses ambassadeurs ne firent aucune observation sur cet article¹.

Ce n'était pas en vain, donc, que Charles V avait travaillé à développer l'orgueil monarchique. Son fils, malgré ses malheurs, portait la tête aussi haut que lui. On s'explique que ses adversaires, à plus d'une reprise, en 1397 et 1398 par exemple, aient pu lancer à la face du roi dément l'accusation de convoiter la couronne impériale².

Cette accusation allait devenir un des *leit motive* de la polémique allemande dans les moments de tension entre la France et l'Empire. On est quelque peu surpris de la voir surgir de nouveau en 1444, lors de la double expédition de Charles VII et du dauphin en Lorraine et en Alsace³. S'il est un prince qui a dû s'interdire de penser à la couronne impériale, c'est assurément celui qui, pendant un temps, ne fut pas même le roi de toute la France, mais seulement le roi de Bourges. Sans doute, les choses avaient changé depuis l'époque de Jeanne d'Arc. Mais la puissance de la maison de Bourgogne faisait peser sur le royaume, à peine délivré des Anglais une nouvelle menace. Les temps glorieux de Philippe le Bel et de la prépondérance française n'étaient pas revenus, et de grands desseins eussent été prématurés.

Vers la fin du règne, en 1457, il y eut un fugitif projet de candidature française aux couronnes de Bohême et de Hongrie, que la mort du roi Ladislas laissait vacantes. Charles VII entretenait de bonnes relations avec Ladislas ; il lui avait promis sa fille ; il pensa lui donner un de ses fils pour successeur. Ce fut l'occasion de reparler des chances que la maison de France pouvait avoir de parvenir un jour à l'Empire⁴. Mais le projet fut mal accueilli à Prague. Et Georges de Podiébrad, un Tchèque, fut élu.

En cette seconde moitié du xv^e siècle, où s'inaugure l'absolutisme, la royauté française manifeste une estime d'elle-même qui n'a peut-être

1. E. Jarry, *Vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, 1899, p. 110, 427.

2. N. Valois, *op. cit.*, t. III, p. 127 ; Leroux (*Rev. histor.*, t. XLIX, 1892, p. 280-281) ; de Maulde, *op. cit.*, t. I, p. 55.

3. Cf. Leroux, *Nouvelles recherches*, p. 258, note 2, et 278.

4. Un envoyé français à Vienne écrivait peu après au dauphin : « Si Dieu par sa grâce donnoit que le Roy, vous, et mon dit seigneur de Bourgogne fussiez en bonne intelligence, je ne doute pas que la très chrestienne maison de France en brief eust en main et l'Empire et les royaumes de Hongrie et de Bohaigne, et l'onneur de secourir la foy... Et scay que plusieurs grans seigneurs et presque tout le commun peuple d'Alemaigne s'atendent que ainsi aviegne et le désirent... » (*ibid.*, p. 306). — Dans *Le débat des héraldix d'armes de France et d'Angleterre*, œuvre de cette époque, le héraut français déclare : « Je suis hérault du plus grant roy des chrestiens et lequel, quelque part que il soit, sur tous roys tient la main destre... » (éd. Pannier et Meyer, 1877, p. 4).

pas été dépassée dans la suite, même au temps de Louis XIV. Plus que jamais elle fait valoir le caractère sacré que lui confèrent son don de guérir les malades, la sainte ampoule, et les autres traditions légendaires relatives à l'origine des fleurs de lis ou de l'oriflamme¹. Avec Louis XI, elle se rattache plus étroitement que par le passé à la mémoire de Charlemagne. Aucun roi n'a montré plus de dévotion envers celui qu'il appelle son « très glorieux progéniteur, Monsieur Charles ». Il rend son culte obligatoire en France, décrète que le 28 janvier, date de la mort de l'empereur, sera fête chômée. Il reprend la politique de Charles V envers Aix-la-Chapelle et ses bourgeois, fait don à la basilique d'un riche reliquaire et d'une rente annuelle². Son entourage, parfois, ne résiste pas à la tentation d'employer, jusque dans des actes officiels, des expressions qui l'assimilent à un empereur. En 1470, un ambassadeur envoyé près du duc de Bourgogne reçoit des instructions qui parlent de la maison de France, « où gist la majesté du sceptre impérial et royal³ ». Et le clergé, dans un message de 1478 au pape Sixte IV, rappelant que le titre de très chrétien a été conféré aux rois de France en reconnaissance des services par eux rendus à l'Eglise, ajoute que les mêmes mérites leur ont valu d'obtenir l'Empire dans leur royaume⁴.

Gaston ZELLER.

(Sera continué.)

1. Cf. Marc Bloch, *Les rois thaumaturges*, p. 237.

2. Peltzer, *art. cité*.

3. Bibl. nat., Fonds français 6977, fol. 104. — Déjà, en 1458, des remontrances de la Chambre des monnaies parlent de la « majesté royal et impérial » (cité par P. Viollet, *La question de légitimité à l'avènement de Hugues Capet*, 1892, p. 2). Signalons encore une lettre du roi à l'empereur, en 1478, qui apparente adroitement, en les unissant dans une seule et même formule, les titres de roi très chrétien des Français et de saint empereur des Romains (« divos Romanorum et christianissimos Francorum reges ») (*Lettres de Louis XI*, publiées par Vaisset, t. VII, p. 37).

4. « ... Et in eorum regno imperium merito habere meruerunt et obtinuerunt » (Combet, *Louis XI et le Saint-Siège*, 1903, p. 257 ; cf. *ibid.*, p. 170).

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX
DE
L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE
DU MILIEU DU XVI^e SIÈCLE A LA FIN DU XVIII^e¹

Je voudrais, sans entrer dans le détail des faits, sans accumuler les chiffres, retracer l'évolution de l'économie française entre la crise financière qui secoua ce pays, avec d'autres, vers 1557-1559, et la grande crise où s'abîma l'ancien régime. Je voudrais, en ce résumé, dégager les caractères qui donnent à la France sa physionomie économique particulière.

I

Au milieu du xvi^e siècle, la France possédait dans le « change » de Lyon l'un des grands centres internationaux du commerce de l'argent et du mouvement des capitaux. Les affaires de change, c'est-à-dire le transfert de place à place de sommes qui pouvaient être payées au destinataire en une autre monnaie que celle qui avait été versée par le débiteur primitif, se faisaient à Anvers, particulièrement pour les transactions entre la banque allemande et l'Espagne ; à Gênes, pour les relations interimpériales de la monarchie espagnole et même des Habsbourg ; à Lyon, pour tous les pays avec lesquels la France était en rapport. Sa foire aux marchandises, où l'on échangeait les laines espagnoles, les toiles bretonnes, les soieries, dentelles ou gants d'Italie, contre les livres dont l'imprimerie lyonnaise était si fière, les vins de la région de Rhône et Saône, les draps du Midi, les épices venues du Levant, avait tout naturellement évolué vers le type du marché des

1. Nous donnons sous ce titre le texte original d'un article paru en anglais dans *The Economic History Review*, octobre 1933. Cet article ne comportait ni références ni discussions. Il va de soi que chacune des affirmations qu'il contient devrait être reprise en détail. Nous ne le présentons donc que comme un cadre de recherches.

valeurs mobilières, parce que chacune des quatre grandes foires annuelles y était suivie d'une période — huit, quinze jours — dite des « paiements », c'est-à-dire que marchands et vendeurs, et aussi bénéficiaires ou payeurs de lettres de change, qui s'étaient contentés pendant la foire d'inscrire leurs créances et leurs dettes sur leurs carnets, comparaient alors leur actif et leur passif respectifs et soldaient leurs différences soit en espèces, soit plus souvent en nouvelles lettres de change à une usance (c'est-à-dire à trente jours) ou même échéant à la prochaine foire ; elles pouvaient d'ailleurs, au bout du trimestre, être reportées à nouveau et de foire en foire, moyennant une nouvelle commission d'environ 4 % pour chaque foire. Pour assurer le fonctionnement de ce véritable *clearing house*, les banquiers de Lyon usaient d'une monnaie de compte invariable, imitée de l'argent *banco* qu'on avait imaginé autrefois à Venise et à Florence, à savoir le « marc d'or de change ».

C'est ainsi, par la sécurité absolue qu'elle offrait aux capitaux, que la ville était devenue le centre régulateur des changes. Des marchands de Londres avaient besoin de lettres de change sur Lyon pour payer non pas seulement le vin qu'ils achetaient à Bordeaux, mais les marchandises des Indes qu'ils se procuraient en Espagne. Le change lyonnais faisait ainsi la loi non seulement à Rome, où la Curie recevait par ce canal les taxes ecclésiastiques, mais dans une partie de l'Allemagne et jusqu'en Scandinavie et dans les pays baltiques.

Cette puissance d'argent, concentrée en un petit nombre de mains, ne laissait pas d'exercer son action sur la politique européenne. Ce sont des *fuorusciti*, des représentants à Lyon des maisons de banques italiennes victimes des révolutions de la péninsule, qui financèrent les guerres des rois de France en Italie et qui les excitaient sans cesse à descendre au sud des Alpes. Contre les banquiers de l'Allemagne protestante qui voulaient l'attirer au delà du Rhin, ce sont les Florentins, vaincus par la politique médicéo-espagnole, qui poussèrent Henri II à reprendre l'aventure d'Italie.

Les banques lyonnaises pratiquaient donc, vis-à-vis de l'État français, une constante inflation de crédit. Tentation bien dangereuse, pour des pouvoirs publics perpétuellement au-dessous de leurs dépenses, que d'avoir chez eux cet énorme et facile réservoir de capitaux. Un agent local de l'autorité royale, le cardinal de Tournon, imagina une opération grandiose où devaient se combiner le crédit public et le crédit privé : appel direct à l'épargne, contre promesse d'un intérêt fixe ;

utilisation des fonds ainsi obtenus pour un vaste plan d'amortissement de la dette publique. C'est ainsi du moins, tout balancé, que l'état actuel des documents permet de se représenter ce *grand parti*, gigantesque inflation dont la condition de succès était la victoire française. La défaite de Saint-Quentin amena la chute du papier royal, crise qui coïncida avec la banqueroute de l'Espagne et se répercuta en Allemagne¹.

Cette crise frappait une nation qui passait pour traverser une ère de prospérité.

La France d'alors avait, certainement, la population la plus dense de l'Europe. Depuis la fin des guerres anglaises et féodales du *xv^e* siècle, l'œuvre de défrichement y avait été poussée avec une telle activité que les seigneurs terriens y ressentaient un vif besoin de main-d'œuvre. Aussi voyait-on s'élever le niveau de vie de la classe paysanne. Le servage avait à peu près complètement disparu. Depuis le *xiii^e* siècle, la tendance dominante, chez les seigneurs eux-mêmes qui avaient besoin d'instruments monétaires, avait été de remplacer les redevances en nature par des redevances fixes en argent. La dépréciation constante de l'unité de compte (livre tournois, divisée en sols et deniers), puis la baisse du pouvoir de l'argent et de l'or (en espèces métalliques réelles dont le type était l'écu soleil) allégeaient doublement la charge du tenancier, qui par ailleurs vendait mieux les produits de son travail. La France restait donc une nation de paysans, avec une consistance rurale divisée entre un très grand nombre de laboureurs jouissant d'un droit de propriété quasi complet, et une nombreuse petite noblesse de gentilshommes campagnards, exploitant directement une partie de ses domaines et recueillant du reste une rente foncière nominalement invariable, réellement décroissante. Seigneurs et tenanciers pratiquent des méthodes agricoles très rudimentaires, l'assolement triennal (avec jachère tous les trois ans) dans le Nord, biennal dans le Midi, sur des terroirs morcelés, depuis un temps immémorial, en une multitude de parcelles petites et séparées, généralement étroites et allongées, spécialisées surtout dans la culture des céréales, froment sur les terres riches, seigle sur les autres, et dans un élevage grossier ; cet élevage fournissant le seul amendement connu, le fumier de ferme. Le tout suffisait d'ailleurs aux besoins d'une population peu exigeante et laissait même, en dehors des perturbations météorologiques ou biologiques et des

1. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de modifier gravement ce passage après la publication (*Rev. hist.*, t. CLXXI et CLXXII) des articles, d'ailleurs remarquables, de M. R. Doucet.

crises politico-militaires, une certaine marge pour l'exportation. Sur les coteaux bien exposés, la vigne était une richesse française, très réputée au dehors depuis le temps où Bordeaux et La Rochelle avaient été villes anglaises et Dijon la capitale d'un État qui comprenait les Flandres.

Malgré ce caractère essentiellement paysan de la nation française, les villes, surtout depuis la fin du x^v^e siècle, avaient pris de plus en plus d'importance, villes qui conserveront d'ailleurs longtemps (et parfois jusqu'à nos jours) l'aspect semi-rural de marchés de produits agricoles et d'asiles nocturnes pour les travailleurs des champs. Le Paris de François I^{er} et de Henri II passait communément pour la ville la plus peuplée de l'Europe chrétienne, avant les villes italiennes ou flamandes, avant Lisbonne. On lui prêtait 300, parfois 500,000 habitants : exagération probable, qui s'explique par l'effet produit sur les visiteurs par la foule grouillante et cosmopolite des étudiants de son université, le nombre des officiers de justice et de finance qui gravitaient autour de la royauté, l'encombrement de ses rues étroites riches en boutiques, l'activité de son fleuve, l'afflux des étrangers.

Mais Paris n'est pas seul. Rouen est cité d'ordinaire alors comme la seconde ville du royaume, point d'échange entre la batellerie parisienne et la navigation maritime à destination de l'Angleterre et des Pays-Bas, et aussi principal centre de l'industrie drapière. Ce second rang lui est disputé par Lyon, l'antique métropole gallo-romaine du confluent de Rhône et Saône, croisée historique de la voie qui mène de la Méditerranée provençale et de la Haute-Italie aux mers nordiques et de la voie qui s'enfonce dans l'Europe centrale, ville alors frontière et peuplée d'étrangers, Italiens, Allemands, Suisses, Néerlandais même, autant que de Français du Centre, de l'Est, du Midi. Les Italiens surtout y étaient si nombreux qu'on l'appelait une « Toscane française ». Nous avons signalé son importance commerciale et financière. Il y faudrait joindre Marseille, qui prélude à son rôle de porte de l'Orient, depuis que les relations des rois Valois avec la Porte ont assuré à la France une position hors de pair dans le Levant et aussi dans les États barbaresques. A l'ouest, nous avons déjà cité Bordeaux, mais il faut y ajouter les ports des pêcheurs basques, comme Bayonne (pêcheurs de balaines et de morues), la république marchande de La Rochelle, Nantes, à la sortie d'un fleuve alors navigable, enfin ces villes de la Loire, le long desquelles une royauté toujours itinérante promène sa cour et, peut-on dire, sa capitale : Amboise, Tours, Blois, Orléans.

La France a la réputation d'une terre heureuse, qui peut se passer de ses voisins tandis que ses voisins ne se peuvent passer d'elle. Si le mot d'*autarkie* avait existé, on l'eût appliqué à la France du milieu du *xvi^e* siècle. Elle passait pour n'être déficiente que sur quelques points : les métaux précieux et les minéraux utiles à l'industrie, comme l'alun.

Depuis l'établissement de la paix intérieure par une monarchie qui tend vers l'absolutisme centralisateur, depuis l'amélioration (toute relative, mais sensible pour les contemporains) des voies de communication, elle a fortement accru son commerce et vu s'ouvrir devant elle les « avenues » de la mer. Si la France est arrivée trop tard pour disputer sérieusement aux Ibériques les routes du Catay, si les tentatives de Coligny aboutissent à des échecs en Floride et au Brésil, elle a, comme les Néerlandais et les Anglais, essayé d'enlever aux Hanséates l'empire de la Baltique. Et elle a trouvé son moyen de prendre sa part des trésors du Nouveau Monde, c'est de vendre à la famélique Espagne ce qui lui manque, pour elle et pour ses terres d'outre-mer, à savoir des blés, des toiles et aussi des bras. De vraies « colonies françaises », attirées par la différence entre le pouvoir de l'argent entre les deux versants des Pyrénées, s'en vont « à la file » en Espagne, comme charrons, jardiniers, charpentiers, etc., et ramènent chez eux le plus clair de leurs hauts salaires. C'est pour enrichir les Français, dit-on, que les Espagnols fouillent la terre d'Eldorado.

II

La crise de 1559 aurait probablement été réglée, comme toute crise d'assainissement, par quelques débâcles financières, sans deux événements : d'une part, l'explosion des guerres civiles qui suivirent la mort de Henri II et durèrent plus de trente ans ; de l'autre, le fait que la vague de cherté qui avait déferlé sur l'Espagne atteint maintenant la France, limitrophe de l'Espagne, ne l'oublions pas, non seulement sur les Pyrénées, mais sur la Saône et aux sources de l'Oise.

Ce phénomène de la hausse rapide des prix déconcerte les contemporains, qui voient s'effriter non seulement la monnaie de compte, la livre tournois, mais les monnaies réelles. On fait bien un effort désespéré, en 1577, pour stabiliser la livre, pour en faire le tiers de l'écu d'or. Mais, contrairement à ce qui se passait en Angleterre, cette tentative échoua.

Quelles furent les conséquences de la révolution monétaire ? Comme

dans toutes les époques d'inflation, la hausse des prix aboutit à une sorte d'expropriation des classes vivant de leurs revenus, au bénéfice des débiteurs. La petite noblesse, qui vivait de ses rentes, les vit positivement s'évanouir. Seules survécurent les familles qui quittèrent leurs manoirs pour aller vivre dans la domesticité de la cour. Très souvent, les terres nobles furent rachetées à vil prix par les bourgeois des villes, enrichis dans le négoce ou les fonctions publiques, et qui feront souche de gentilshommes à leur tour. Les paysans auraient dû être les grands bénéficiaires de cette révolution, mais les guerres religieuses, c'est-à-dire le pillage systématique des terres, la destruction du cheptel par les armées des deux partis, souvent l'anéantissement des villages, empêchèrent le libre jeu des lois économiques. Jeu trop souvent contrarié, en France, par les catastrophes politiques.

La grande victime fut la classe ouvrière, qui vivait de ses salaires. Il ne faut pas négliger le développement qu'avaient pris, depuis le début du siècle, les industries, si ce mot convient à une époque où dominait l'artisanat. Certaines des industries traditionnelles avaient déjà une allure nettement capitaliste, comme la draperie, avec sa stricte division des opérations et la relative complication de son machinisme. Mais bien plus grave était la situation des industries nouvelles nées de la Renaissance, imprimerie, soierie, qui échappaient aux règles corporatives. A la hausse des prix ne correspondait que très lentement la hausse des salaires, hausse nominale que les compagnons n'arrachaient aux maîtres que par l'arme de la grève. La formation d'un véritable prolétariat ouvrier, joint à la persécution religieuse, déterminait une abondante émigration.

Deux classes surtout grandissaient. D'abord, celle des prêteurs d'argent, banquiers et financiers, particulièrement de ceux qui, isolément ou groupés en sociétés ou *partis*, avançaient à l'État le produit, hypothétique par nature, des impôts indirects. Comme la royauté et — à son imitation — les villes multipliaient sans cesse les sources de revenus extraordinaires, le nombre de ces *partisans* ne cessait de croître. C'avait été d'abord des étrangers rompus aux pratiques financières, des Italiens de Lyon ou d'ailleurs, des Allemands. Puis les Français s'y mirent, et jusqu'à des laquais qui, après s'être enrichis en prêtant à leurs maîtres, font fructifier leurs économies dans les affaires publiques. Dès le temps de Henri IV, c'est une des caractéristiques des lors permanentes de l'économie française que cette domination des traitants. Une sorte d'ascension sociale ne tarde pas à les faire monter, eux ou

leurs fils, dans les couches sociales supérieures, surtout parce qu'ils entrent souvent, après fortune faite, dans une autre classe bénéficiaire du nouveau régime, celle des détenteurs de fonctions publiques.

Charges de judicature, de finances, d'administration, et jusqu'aux petits emplois créés par la pénurie du Trésor, tout cela était vénal, et comme mis aux enchères, les pouvoirs publics échangeant ainsi un revenu futur contre un capital immédiatement disponible. Une fois payés, les offices devenaient, pour leurs titulaires, productifs de salaires et d'autres avantages chiffrables. Depuis la fin du règne de Henri IV, ils sont pratiquement héréditaires, ou du moins transmissibles à la volonté de l'officier. En outre, ils confèrent, dans un grand nombre de cas, la noblesse, c'est-à-dire des privilèges, parmi lesquels celui de ne pas payer les impôts directs, notamment l'impôt sur la terre. Aussi les lettres d'office sont-elles très recherchées, vendues et revendues.

La constitution d'un marché de ces valeurs mobilières d'un genre spécial a eu des conséquences incalculables sur l'économie nationale. Tandis qu'en Hollande, et même en Angleterre, un commerçant, un industriel, un financier enrichi n'a d'autre désir que de voir ses fils étendre le rayon d'action de sa maison, en France le rêve de tout parvenu est d'acheter à son fils aîné une charge : s'il est au haut de l'échelle, il en fera un conseiller dans un Parlement ou dans une Chambre des comptes ; petit boutiquier, il en fera un commis. Ainsi, par une sorte d'hémorrhagie constante, les capitaux, à peine formés, sont enlevés au fonds des affaires, et la classe commerçante est décapitée par la transformation de ses meilleurs représentants en gens d'écritoire. Les cadets de ces mêmes familles, devenant gens d'Église, touchent par ailleurs des revenus. Par là s'explique le rétrécissement de l'horizon commercial des Français, la diminution de l'esprit d'aventure et d'entreprise, le triomphe du revenu fixe qui donnera à ce pays d'anciens voyageurs et conquérants de terres lointaines la psychologie d'une nation de rentiers.

Il faut faire une place à part à l'élément huguenot. Les idées de Calvin sur la licéité du prêt à intérêt modéré, ses idées aussi sur la nécessité de faire son salut dans l'exercice même de sa profession aboutissent, en France comme ailleurs, à une sorte d'équation entre capitalisme et puritanisme, le succès en affaires étant comme un signe qu'on marche dans les voies du Seigneur. L'honnêteté des banquiers huguenots, leur comptabilité strictement tenue leur valent la confiance de la clientèle. Ce n'est pas par hasard que le cardinal de Richelieu confie à

des banquiers protestants sa fortune personnelle, et souvent même des opérations utiles à l'État. D'autre part, malgré l'égalité inscrite dans l'édit de Nantes, les protestants accèdent difficilement aux charges publiques. A partir de 1661, elles leur sont pratiquement fermées, en attendant de l'être légalement. Il n'y a donc pas, pour les familles protestantes de La Rochelle, de Bordeaux, de Nîmes, de Lyon, de Paris, tentation ni possibilité d'investir leurs capitaux commerciaux en offices. Même après la Révocation de l'édit de Nantes, les familles des Nouveaux Convertis conserveront ces habitudes et ces aptitudes. Au moment du grand exode, il se produira, dans un grand nombre de ces familles riches et actives, une sorte de scissiparité : quelques fils émigrant dans les pays protestants, les autres se ralliant à un catholicisme plus ou moins sincère pour éviter la confiscation du patrimoine familial, mais les deux fractions de la famille restant en rapports d'affaires. Même Louis XIV, durant les grandes disettes, en 1694, en 1709, abaissera son orgueil devant des banquiers de Rouen ou d'ailleurs qui, par leurs parents émigrés, pouvaient se procurer du crédit à Amsterdam, à Londres, à Hambourg, à Dantzic.

Dans le domaine industriel, la crise des prix déclanchée entre 1566 et 1578, et qui dura jusqu'au début du XVII^e siècle, a favorisé l'essor d'une théorie déjà fort répandue, de plus en plus soutenue par les députés du Tiers (c'est-à-dire des communautés de métiers) aux États-Généraux, la théorie à laquelle les siècles postérieurs donneront le nom de mercantilisme. Dans la France des Valois et des premiers Bourbons, comme dans l'Angleterre de Lord Burleigh, il ne s'agit pas seulement de faire entrer de l'or et de l'argent dans le royaume et d'empêcher la sortie des métaux précieux. Il s'agit de fournir du travail aux nationaux, donc de ne laisser entrer dans le royaume que les marchandises dans lesquelles est incorporée une part aussi faible que possible de travail étranger ; c'est à savoir les matières premières, indispensables aux industries françaises, ou les produits semi-ouvrés aux premiers stades de leur transformation. L'œuvre de restauration à laquelle se livrera Henri IV après la dévastation des guerres civiles, les tentatives de Richelieu bien avant celles de Colbert auront pour objet d'implanter en France toutes les industries dont elle achetait les produits à l'étranger, les marchandises de luxe, soierie, dentelle, tapisserie, verrerie, aussi bien que les industries immédiatement utiles à la production nationale, comme celle des instruments agricoles, ou susceptibles d'une grande exportation, comme les diverses formes de la draperie. On espère

arriver à ce résultat par deux voies : la prohibition plus ou moins complète des produits qui pourraient concurrencer ceux qu'on veut fabriquer désormais en France ; l'introduction d'ouvriers étrangers experts dans leur art et qui instruiront les nationaux.

On aurait voulu aller plus loin, du temps de Henri IV, en promouvant l'esprit d'invention. Le Bureau du Commerce convoqué par ce roi a presque fonctionné comme une commission des inventions, et les procès-verbaux semblent annoncer un premier triomphe du machinisme. Mais toute tentative de progrès industriel se heurtait à une organisation sociale essentiellement conservatrice, celle des corps de métier. Même dans les métiers dont nous avons vu qu'ils échappaient juridiquement aux règlements, même dans les villes, très nombreuses, où il n'y avait pas de communautés jurées et où, croyait-on, le travail était libre. En réalité l'oligarchie patronale était souveraine ; son intérêt était de maintenir les situations et les habitudes acquises, de limiter la concurrence à la fois en nombre et en puissance dynamique. A deux reprises, en 1587 et 1597, la royauté, dans un intérêt fiscal autant et plus que dans un intérêt mercantiliste, avait essayé à la fois d'universaliser et de rendre moins malfaisant le régime des maîtrises. Elle avait échoué devant la coalition des intérêts. A ceux qui souhaitaient l'essor de nouvelles industries, par exemple aux fabricants de soieries de Tours, s'étaient opposés les purs commerçants, les importateurs lyonnais de soieries italiennes. Et ceux-ci avaient eu pour alliés les nombreux Français qui, attachés aux traditions purement rurales de la nation, voulaient s'opposer à ce qu'ils auraient appelé, s'ils avaient eu notre vocabulaire, les excès de l'industrialisation. C'est ce qui donne une allure si dramatique à la lutte entre deux conseillers de Henri IV, Barthélemy de Laffemas et Sully, lequel semble un précurseur de la physiocratie.

En fait, la France n'eut pas son *Statute of Artificers*. Et les créations d'industries nouvelles, non négligeables d'ailleurs, s'y présentèrent exclusivement sous l'aspect de manufactures royales, c'est-à-dire d'établissements de l'État ou privilégiés par l'État.

III

On a prononcé, à propos de l'œuvre économique de Colbert, le mot de socialisme d'État. C'est, de toute évidence, un anachronisme. Mais nous dirons que ce grand commis, assurément beaucoup moins intel-

ligent que Richelieu, mais plus tenace et mieux servi par les circonstances, a conçu la production et la distribution des richesses comme des services d'État.

Il n'est pas niable que ce système a donné, matériellement, des résultats dans l'ordre industriel. Abrisées par des privilèges, administrées sous le contrôle des intendants des généralités et sous la surveillance supérieure du contrôleur-général, il est incontestable que les manufactures royales, en dépit des lois économiques, se sont créées, ont vécu, ont produit et vendu. Les draperies du Languedoc ont longtemps conservé, contre la concurrence hollandaise et anglaise, un large marché dans le Levant. Les industries nouvelles, soutirées à Venise ou aux Provinces-Unies, ont connu la prospérité. En particulier, beaucoup d'industries d'art, et qui contribuent encore au renom de la France, ont été fixées dans notre pays.

Les ouvriers des manufactures royales sont devenus, bon gré malgré, une sorte d'armée industrielle, soumise à l'autorité, et dont les tentatives de grève sont assimilées à des rébellions. Les formes spontanées d'organisation ouvrière, les compagnonnages par exemple, ne vivent que d'une vie clandestine, et l'État pèse de tout son poids dans la balance en faveur des employeurs. Dans les petits métiers, qui représentent, malgré l'essor des manufactures, la majorité de l'activité industrielle, les statuts corporatifs sont devenus des lois de l'État. Ici comme là règne le règlement ; non pas seulement le règlement du travail, mais le règlement de fabrication, hostile à toute innovation, à tout perfectionnement mécanique, à toute modification dans l'emploi ou la combinaison des matières premières. Ce régime très dur a du moins l'avantage de donner au produit français la réputation d'un produit *standard*, aux caractéristiques invariables. C'est une force pour le commerce d'exportation que d'avoir des marques d'origine universellement appréciées.

Mais le commerce se laisse difficilement enrégimenter. Véritable épopée héroï-comique que la lutte entre le contrôleur-général et la ville qui est le plus grand centre commercial de ce temps-là, à savoir Marseille. Les Marseillais, qui se considèrent comme une sorte de république marchande, sont les maîtres du trafic barbaresque et levantin, du Maroc à Constantinople : « nation française » ou consuls de France dans les Échelles, ce ne sont que des Marseillais. Ces gens-là veulent, avant tout, faire des affaires. Mais le ministre professe, sur le commerce du Levant, l'opinion partagée par tous les gens de son temps, à deux

exceptions près : Richelieu en France et Thomas More en Angleterre. Mauvais commerce, dit-on, puisqu'il fait sortir de l'argent du royaume pour y faire entrer des marchandises de luxe, donc superflues. La querelle sera poursuivie par le successeur de Colbert, Louvois, sur un terrain spécial, celui des toiles peintes et teintées de l'Inde. En France comme en Angleterre, la prohibition des cotonnades de l'Inde sera la grande affaire du temps, pendant un siècle. Lorsqu'on verra la rigueur des doctrines fléchir sous les coups de la bienfaisante contrebande, c'est qu'un nouveau stade de la vie économique aura commencé.

Pour Colbert comme pour ses prédécesseurs, Henri IV et Richelieu, le modèle, en matière de grand commerce maritime, a été donné par les Hollandais avec leurs Compagnies. Il semble qu'il n'y ait qu'à les copier, comme l'ont fait les Britanniques. Mais c'est alors qu'on mesure le mal fait à l'économie française par le préjugé anticommercial qui, de la noblesse, est descendu à la haute bourgeoisie, et par la généralisation du système des offices. Les Compagnies néerlandaises, projection sur le plan économique de l'organisation politique des Provinces-Unies, sont nées spontanément du désir des capitalistes. Colbert croit aboutir au même résultat avec des ordres royaux, sommations de souscrire des actions, menaces contre les récalcitrants. Là sera la grande faiblesse des compagnies coloniales françaises : elles n'auront jamais de base dans les couches capitalistes de la nation. Par suite, malgré des apparences somptueuses, l'œuvre coloniale française, dès le *xvii^e* siècle, sera faible et inconsistante. Peu d'émigration volontaire, d'autant qu'on a fermé la Nouvelle-France aux seuls Français qui auraient de bon cœur mis l'Atlantique entre l'autorité persécutrice et eux. Une Église intolérante et dominatrice, un régime seigneurial sans souplesse, l'application rigide d'un système colonial qui entrave toute activité locale aux Indes occidentales comme au Canada. Ce premier empire colonial français est une façade.

Le financement du commerce extérieur n'est pas moins défectueux. La place de Lyon a bien conservé la tradition de ses foires, mais elles n'ont plus un rayonnement européen. Pas de grandes banques en France, mais seulement des maisons qui font le commerce et la banque. Pour négocier avec les pays baltiques, même lorsqu'une Compagnie du Nord est créée pour y concurrencer le commerce hollandais, les Français doivent se procurer du papier sur Amsterdam, à moins qu'ils n'en trouvent sur Hambourg. Aussi le change français est-il déplorable. Le louis est coté au-dessous du pair en Hollande, en Angleterre, pendant tout le règne de Louis XIV.

L'histoire simpliste dit : « Prospérité du temps de Colbert ; décadence après sa mort. » Cela n'est pas. Colbert a fait, en 1661, un gros effort de redressement financier, de clarté budgétaire, d'allègement fiscal. Mais il n'a pas su voir que ce qui importait avant tout, dans ce pays rural, c'était la prospérité paysanne ; il n'a pas su améliorer le rendement de la terre. La politique d'industrialisation réglementée, celle des Compagnies coûtaient cher. La cour plus encore, et Colbert ne pouvait refuser au roi Versailles et ses fêtes, ni le luxe des guerres pour la gloire. Lui-même a été perdu par une véritable haine, mauvaise conseillère, la haine de la Hollande. C'est lui qui a poussé le roi dans la guerre contre les Provinces-Unies. Il a commencé par une guerre de tarifs en 1667 : de cette guerre économique menée contre un État qui ne vivait que du commerce, la guerre devait sortir. Ainsi, la politique de Colbert s'abîmait dans une contradiction.

C'est après lui, il est vrai, que vint la Révocation. Et c'est bien sans lui, on peut dire contre lui, que la politique de la Révocation avait commencé avant sa mort, chassant dès lors nos chefs d'ateliers et nos ouvriers, nos industries chez nos concurrents. On a dit cent fois ce que la France y a perdu, directement en forces actives, indirectement par la création de forces rivales. La guerre qui suivit a été très bien appelée : guerre anglo-hollandaise contre le commerce français. Et l'autre, celle de Succession d'Espagne, aura le même caractère. Lorsqu'en 1713 la reine Anne célébrera sa victoire, elle dira très justement à son Parlement que c'était la victoire du commerce britannique. Pour soutenir cette guerre, Louis XIV a définitivement ruiné ses finances, très endommagées déjà dans les derniers temps de Colbert. Le déficit permanent, l'endettement croissant du Trésor, les impôts accrus, l'instabilité monétaire et l'inflation sous toutes ses formes, la misère paysanne allant jusqu'à la sous-alimentation et à la famine, la France importatrice de céréales et ne trouvant plus de crédits pour les importer, ce ne sont pas là des conditions très favorables à l'activité du commerce et de l'industrie. Quelles classes restent riches ? Celle des nobles de cour, vivant des subsides du roi ; les parlementaires, qui sont devenus de grands propriétaires terriens. Et surtout se sont enrichis les manieurs d'argent. C'est le règne des fermiers généraux.

IV

On sait qu'après le rétablissement de la paix, entre 1713 et 1715, il y eut un peu partout, en France et en Angleterre particulièrement, une

crise de spéculation. En France, elle aboutit à la création, puis à l'échec retentissant du système Law.

Nous commençons à mieux connaître la valeur historique de cette expérience, qu'on a trop longtemps jugée du point de vue de l'orthodoxie économique. Law s'est brisé, en somme, devant les forces créées ou maintenues par le passé français : la timidité d'un peuple de paysans et de rentiers, les privilèges des classes possédantes, l'hostilité traditionnelle de la magistrature et de l'administration contre les hommes d'argent, l'insuffisance de l'organisation du crédit. L'impopularité des notions bancaires a été accrue par son échec retentissant et, par conséquent, elle a retardé l'évolution normale du crédit.

Ce serait cependant nier l'évidence que de ne pas reconnaître que le Système a donné un nouvel essor au commerce d'outre-mer et à l'industrie. Si la France a pu supporter la très mauvaise situation commerciale qui lui était faite par les traités d'Utrecht, elle le doit à ce coup de fouet de 1720. Et, dès lors, le progrès continuera. Tous les renseignements que nous recueillons peu à peu nous permettent de considérer les années 1740 comme une période de remarquable activité commerciale. Beaucoup de faillites, assurément, mais parce qu'il y a beaucoup d'entreprises, de créations de sociétés. Malgré la domination commerciale exercée par l'Angleterre dans les eaux de l'Amérique espagnole, il est notable que les marchands-banquiers de Saint-Malo, recueillant des capitaux par toute la France et commanditant le travail domestique des tisserands-paysans de Bretagne, ravitaillent l'Espagne et, par l'intermédiaire de Cadix, les colonies espagnoles, sans parler du commerce interlope qu'ils réussissent à faire en droiture avec ces colonies. Nantes s'enrichit, de son côté, par le transport des noirs entre la côte de Guinée et les Indes occidentales, d'où elle reçoit à son tour le sucre nécessaire à ses raffineries et le rhum, sans parler des denrées, tissus, porcelaines, etc., apportés d'Orient par la Compagnie des Indes.

Malgré la guerre de la Succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans, malgré la guerre d'Amérique et les déceptions commerciales qui devaient suivre la paix de 1763, malgré les concurrences rencontrées dans la Méditerranée, le commerce français ne cesse de croître, en poids et en valeur. Le traité de commerce conclu en 1786 avec l'Angleterre apparut, aux yeux des mercantilistes, comme un arrêt de mort. Mais on en disait autant à Londres, ce qui prouve que ce traité était, en somme, avantageux pour les deux nations. En 1789, la valeur totale du commerce français dépassait pour la première fois le chiffre d'un milliard

de livres tournois, que l'on ne retrouvera plus en francs que beaucoup plus tard, en 1806, et pour le perdre de nouveau. Ce commerce se faisait en grande partie avec l'empire colonial français, cependant douloureusement amputé en 1763, mais qui conservait la « perle des Antilles », Saint-Domingue. Bordeaux, principal refuge des Juifs portugais, joue ainsi un très grand rôle colonial. Marseille n'est pas moins prospère. Paris devient non pas encore une ville industrielle, mais un grand centre commercial de concentration et de distribution, et non plus simplement une grande ville de petits boutiquiers.

La faiblesse de ce commerce, c'était l'organisation du crédit. C'est seulement avec le ministère de Turgot que nous voyons fonctionner une caisse d'escompte (on redoute, depuis Law, le nom de banque) où il est légitime de chercher l'une des origines de la Banque de France. Lorsque le gouvernement français voudra, indirectement d'abord, ouvertement à partir de 1778, financer la révolte des insurgents américains, il devra passer par l'intermédiaire des banques hollandaises.

L'activité commerciale rend très difficile le maintien du système réglementaire élaboré par Colbert. On note, dans les délibérations du Conseil du commerce, surtout à partir de 1750, un libéralisme croissant, une tendance aux dérogations. En 1759, l'autorisation d'importer les cotonnades indiennes est complétée par celle de fabriquer à peu près librement les produits similaires ; or, on sait que, par nature, l'industrie cotonnière est une industrie révolutionnaire et qui fait éclater les vieux cadres. Lorsque Turgot supprime les corporations, il ne frappe qu'une institution déjà agonisante. Lorsqu'on les rétablit après sa chute, il s'agit en réalité d'institutions très différentes. L'esprit d'invention s'introduit de plus en plus, à l'imitation de l'Angleterre. Missions de l'Académie des sciences, par exemple, pour l'étude de la sidérurgie à la houille et au coke, primes aux inventeurs et création de musées industriels ou de sociétés scientifiques, espionnage industriel, recherche de dessins de machines et débauchage d'ouvriers, installation en France d'industriels britanniques, tous les moyens sont employés par le gouvernement et par les grands seigneurs qui se piquent de science. La France connaît, vers les années 1780, un premier essor de la révolution industrielle. De grands ateliers se créent, avec une nombreuse population ouvrière, et ce n'est pas par hasard que le mot *industrie* revêt alors sa signification moderne. La houille commence à jouer son rôle, surtout grâce à la loi minière de 1744, provoquée par la pénurie de combustible végétal.

L'évolution agricole a-t-elle marché du même pas ?

Au milieu du XVIII^e siècle, la physionomie de la campagne française est restée à peu près conforme au type traditionnel. La culture des céréales, indispensable à un pays de mangeurs de pain, continue à prédominer ; c'est à peine si le seigle, ou même le sarrasin dans les terres granitiques de l'Ouest, reculent devant le froment et le méteil. Culture tellement aléatoire qu'on craint à tout instant la famine dans une province, tandis que d'autres connaissent l'abondance. Aussi le pouvoir royal flotte-t-il constamment entre deux politiques contradictoires : liberté du commerce des grains ou interdiction de la circulation intérieure, personne n'osant aller jusqu'à la liberté d'entrée et de sortie. Lorsqu'une disette est un peu générale, on voit des partisans du laissez-faire, comme Turgot en Limousin, obligés de donner un démenti à leurs théories et d'acheter administrativement des grains dans la Baltique pour ne pas laisser mourir de faim les sujets du roi.

L'élevage du bétail ne donne toujours que des animaux médiocres, utilisés indifféremment pour le trait et pour la boucherie. L'usage des prairies artificielles, qui avait passé de Flandre en Angleterre, n'est pas encore répandu. Il est d'ailleurs difficilement extensible, en raison du morcellement des parcelles et des vieilles coutumes rurales : extension des communaux, terres vagues laissées à l'état de landes où les petits tenanciers ont le droit de faire paître un maigre cheptel, de ramasser du bois, de la litière pour leurs étables ; interdiction de clore les propriétés, maintien de ce qu'en Angleterre on appelle l'*open field*, qui permet la pâture sur les champs moissonnés ; par suite, fidélité au système des assolements avec jachère interposée.

Cet état arriéré se modifie lentement à partir de 1750 environ. La doctrine des physiocrates n'est que la traduction en langage philosophique de la pratique suivie par quelques grands propriétaires, qui connaissent les expériences anglaises et qui ont à subvenir aux besoins d'une population en rapide accroissement. S'il ne faut pas exagérer le rôle des sociétés d'agriculture qui se multiplient alors, du moins exercent-elles une action de propagande. La France commence à avoir ses agronomes, qui savent qu'entre le bœuf qui traîne la charrue sur les plateaux du centre de la France et un *durham* primé dans les concours anglais il n'y a que le nom de commun. Plusieurs essaient les cultures secondaires, particulièrement cette fameuse culture du *turnip* où Arthur Young, durant ses voyages en France, apercevait le signe et l'instrument du progrès agricole. Le *turnip* devance la pomme de terre qui, malgré les efforts de Parmentier, ne sert guère encore qu'à

l'alimentation du bétail et dont personne ne pouvait prévoir l'éclatant avenir. Le même Young note l'apparition des clôtures — qui étaient traditionnelles dans les pays bocagers de l'Ouest et même dans une partie du Sud-Ouest. La royauté favorise cette transformation en permettant (par un édit de 1750) la vente des biens communaux, puis (1771) le partage entre les habitants. La lutte entre le pasteur et l'agriculteur devient aiguë, mais les usages ancestraux résistent jusqu'à la Révolution. L'édit de 1767 abolit la servitude de parcours du bétail errant sur les terres de labour et permet de les clore, mais là aussi il faudra encore attendre, pour protéger tant les champs que les prairies artificielles, une loi de 1791. Il n'y a guère entente entre le berger et le laboureur que contre leur commune ennemie, la forêt, déjà menacée par le développement des industries.

Pour comprendre les résistances paysannes aux innovations, il faut se souvenir que, si la propriété rurale était très divisée, s'il y avait, dès avant la Révolution, un très grand nombre de petits propriétaires, l'organisation de la propriété était encore très féodale, c'est-à-dire que la terre roturière était grevée de redevances — impôts qui épargnaient les privilégiés, cens seigneuriaux, dîmes ecclésiastiques, corvées royales ou seigneuriales — et de servitudes peut-être encore plus dures et plus gênantes que les taxes, comme le droit de chasse et les banalités. On a pu soutenir que le droit domanial était même devenu plus oppressif à la fin du XVIII^e siècle : la nouvelle noblesse, celle des nobles de robe et des traitants anoblis, était plus jalouse de ses droits que l'ancienne, et l'absentéisme général de tous les nobles remettait la perception des droits aux mains d'agents dont on ne pouvait attendre aucune pitié. Les paysans, avides de terres, voyaient avec colère les immenses domaines conservés par la noblesse et le clergé et souvent soustraits à la culture utile pour ne servir qu'à des fins somptuaires et d'agrément.

Ce n'est donc pas d'une extrême misère qu'est sortie la révolte des ruraux contre les privilégiés. Si la révolution de 1789 fut essentiellement une révolution paysanne, ce ne fut pas une révolution de « sans terre » pour se partager les domaines des possédants, mais une révolution de petits propriétaires qui veulent à la fois s'arrondir et, surtout, secouer le joug qui pèse sur leur propriété. La Révolution n'aura pas pour effet principal d'aggraver considérablement un morcellement qui était déjà la caractéristique de la campagne française ni d'augmenter dans d'énormes proportions le nombre des propriétaires, mais de libérer la propriété paysanne. Le progrès agronomique, limité du temps de

Young aux vastes domaines de quelques grands propriétaires à l'anglaise, ne pourra se généraliser, peu à peu, que lorsqu'aura été opérée cette libération. Les lenteurs, l'esprit de routine, l'individualisme, la mesquinerie, mais aussi l'ardeur au travail, la passion d'acquérir de la terre, l'esprit d'économie et de résistance qui restent au ^{xx}^e siècle les marques du paysan français, s'expliquent en très grande partie par cette histoire.

Il nous est impossible de savoir quand et comment se serait opérée la révolution agraire si la vie économique n'avait été dominée par la question financière. Quand nous rappelons la prospérité commerciale de la France de Louis XVI et que nous la comparons à la détresse du Trésor, nous donnons en quelque sorte la définition d'un État pauvre, aux abois, dans une nation relativement riche. Le déficit chronique n'a jamais été résorbé depuis Louis XIV et l'État continue à ne vivre que par des faillites successives. Vers le milieu de la guerre de Sept Ans, en 1759, une occasion s'était présentée d'amortir la dette publique : la banque protestante, dont nous avons vu qu'elle continuait à vivre sous le régime apparent de l'unité de foi, en avait offert les moyens, contre concession de l'état civil aux réformés. Le clergé catholique fit rompre des négociations qu'il inculpait de simonie. Plus tard, Turgot fit un effort suprême d'assainissement par l'économie : son plan, d'ailleurs difficilement conciliable avec l'intervention de la France dans la guerre d'Amérique, échoua devant les résistances des privilégiés, depuis la reine jusqu'au dernier des titulaires d'offices. Les efforts, souvent louables, de ses successeurs ne pouvaient que retarder, et peut-être aggraver, la crise.

Ainsi, la révolution de 1789 apparaît comme le dernier acte d'un drame économique dont le début s'était joué en 1557-1559. Les périétés de ce long drame ont imprimé à la physionomie économique de la nation française des traits qui n'ont pas tous disparu aujourd'hui.

Henri HAUSER.

MÉLANGES

LA PRIMATIE DES GAULES

DEPUIS L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE

JUSQU'A LA FIN DE LA QUERELLE DES INVESTITURES

(876-1121)

I

Jusqu'à l'époque carolingienne, le terme de primat a eu un sens mal défini et prêtant à confusion. Comme l'a fort bien montré Mgr Lesne¹, il implique une idée de préséance. Le plus souvent, il est synonyme de métropolitain. Parfois, comme dans la collection canonique connue sous le nom d'*Hispana* il suppose une autorité plus étendue : l'évêque de Carthage, par exemple, a, comme primat, juridiction sur toutes les provinces d'Afrique.

Au milieu du ix^e siècle, avec les *Fausse Décrétales*, la primatie devient, canoniquement tout au moins, « une institution régulière et permanente, un degré ordinaire de la hiérarchie ecclésiastique, une dignité intermédiaire entre la charge de l'évêque métropolitain et celle de l'évêque du siège apostolique² ». Cependant, à travers les textes parfois contradictoires que cite le Pseudo-Isidore, certaines équivoques persistent : la primatie est-elle simplement un privilège honorifique attaché à tel ou tel siège plus illustre ou confère-t-elle à celui qui en est investi une autorité réelle sur d'autres métropolitains ? Les deux conceptions ont été soutenues au Moyen Âge et à l'aide de textes également extraits des *Fausse Décrétales*³.

1. E. Lesne, *La hiérarchie épiscopale. Provinces, métropolitains, primats en Gaule et Germanie depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar, 742-882*. Lille-Paris, 1905, p. 231 et suiv.

2. E. Lesne, *op. cit.*, p. 238.

3. Le pseudo-Victor, VI (édit. Hinschius, p. 185) établit nettement la supériorité du primat sur le métropolitain dans la hiérarchie ecclésiastique : « Si quis putaverit se a proprio metropolitano gravari, apud patriarcham vel primum dioceseos... » Cf. aussi Ps. Sixte, II et III (*Ibid.*, p. 190), et Ps. Jules, XII (*Ibid.*, p. 468). D'autre part, Hincmar, en s'appuyant sur un texte des *Capiula Angilrami*, XXII (édit. Hinschius, p. 298), pourra soutenir que le primat est un archevêque qui n'est soumis à aucune autorité supérieure. Cf. Lesne, *op. cit.*, p. 235-239.

Ce qui augmentait encore la confusion, c'était le fait qu'en des périodes difficiles les papes avaient accordé à certains prélats une véritable délégation de leur autorité souveraine. Sans remonter au « vicariat apostolique », exercé à l'époque romaine et mérovingienne par quelques évêques d'Arles, plus récemment saint Boniface, Chrodegand de Metz, Wilchaire de Sens, Drogon de Metz avaient reçu du Saint-Siège les fonctions de « vicaire du pape » et porté, du même coup, le titre d' « archevêque des Gaules¹ ». N'étaient-ils pas, de ce fait, des « archevêques primats » exerçant sur les autres métropolitains ce pouvoir supérieur, qualifié de *primatie* par le Pseudo-Victor? L'épithète de Drogon porte qu'il fut *primas in Alpes*, ce qui paraît bien indiquer que, même avant l'apparition des *Fausse Décrétales*, les fonctions de vicaire apostolique en Gaule, à lui conférées par Serge II en 844², étaient assimilées à une primatie³.

Toutefois, le terme de *primatie des Gaules* n'est employé pour la première fois qu'au moment du concile de Pontion, réuni le 21 juin 876 par l'empereur Charles le Chauve. Encore cette épiphanie est-elle voilée d'une certaine obscurité.

L'histoire de l'assemblée de Pontion est connue par deux versions assez différentes, parfois même contradictoires, l'une d'origine sénonaise, l'autre rémoise.

La version sénonaise, due au chroniqueur Odoran, qui écrivait pendant la première moitié du XI^e siècle, est ainsi conçue : « Un synode s'est réuni à Pontion l'an 876, sur la convocation du pape Jean et sur l'ordre de l'empereur Charles. Il a promulgué les canons qui suivent : « ... II. Conformément à « la décision du pape Jean qui, fort de l'avis et du consentement du très glorieux empereur Charles toujours Auguste, a voulu qu'Ansgise, vénérable « évêque de Sens, tint sa place et qui lui a conféré la primatie de la Gaule et « de la Germanie, afin qu'il convoquât les conciles, apportât une solution canonique aux affaires qui pourraient surgir et renvoyât à sa connaissance les « plus importantes, nous approuvons unanimement et entièrement la décision pontificale, nous décidons qu'Ansgise aura la primatie de la Gaule et « de la Germanie, lui et tous ses successeurs sur le même siège⁴. »

Le texte d'Odoran a été repris, au XII^e siècle, par un autre chroniqueur sénonais, Clarius, qui, après l'avoir transcrit, ajoute : « L'on trouve également dans les Gestes des archevêques de Reims le passage suivant concernant l'archevêque de Sens : Le seigneur Ansgise, archevêque de Sens,

1. Lesne, *op. cit.*, p. 237.

2. Jaffé-Wattenbach, 2586.

3. Sur Drogon, voir Chr. Pfister, *L'archevêque Drogon de Metz*, dans *Mélanges Paul Fabre*, 1902, p. 101-145. — Quant à la primatie des archevêques de Bourges, à laquelle aurait trait une bulle de Nicolas I^{er} en 864, il est prouvé aujourd'hui qu'elle n'a pas existé, le document en question étant apocryphe. Cf. Pariset, *De primordiis Bituricensis primatiae*. Nancey, 1896.

4. Odoran, a. 876 (Duru, *Bibliothèque historique de l'Yonne*, t. II, p. 393).

obtint du pape Jean et de l'empereur Charles d'être le premier après le pape, de tenir la primatie de toute la Gaule et de la Germanie, de juger les affaires les plus importantes et les plus graves, de convoquer, s'il en survenait, un synode; tous les évêques de Gaule et de Germanie devaient lui obéir comme à l'évêque de Rome. Hincmar, archevêque de Reims, voulut résister, mais il ne le put guère, ayant été convaincu par l'autorité apostolique¹. »

L'autre version du concile de Pontion figure dans les *Annales de Saint-Bertin*, rédigées, pour la période en question, par l'archevêque de Reims, Hincmar². Le récit est beaucoup plus détaillé que celui des chroniqueurs sénonais : c'est une narration, semble-t-il, très complète des débats de l'assemblée, dans laquelle on ne retiendra ici que ce qui a trait à la primatie de la Gaule et de la Germanie.

Celle-ci, si l'on en croit Hincmar, donna lieu à des controverses dès la première session (21 juin 876). Le légat Jean lut ce jour-là plusieurs bulles, dont l'une concernait la primatie d'Ansgise (*epistolam de primatu Ansegisi*). Les évêques, aussitôt, demandèrent à voir le texte de la lettre de Jean VIII qui procédait à cette désignation, mais l'empereur, présent au concile, ne voulut pas faire droit à leur revendication et les pria d'exprimer immédiatement leur avis sur le décret dont on leur avait donné connaissance. « Nous voulons », répondirent-ils, « obéir aux ordres du pape Jean, mais sans porter préjudice aux droits de chaque métropolitain tels qu'ils ont été définis par les canons et par les anciens décrets des papes promulgués dans ces canons. » Charles le Chauve insista pour que la primatie fût acceptée sans réserve (*ut absolute archiepiscopi responderent se obedituros de primatu Ansegisi*), mais il ne put obtenir l'adhésion des évêques, à l'exception de Frotaire de Bordeaux. Il passa outre : après avoir annoncé son intention d'exécuter la décision pontificale, il remit à Ansgise la bulle de Jean VIII et, malgré les protestations d'Hincmar de Reims, lui fit prendre place sur un siège d'honneur à côté des légats.

Il ne fut plus question des pouvoirs de l'archevêque de Sens jusqu'à la septième session (14 juillet), à laquelle le légat Jean de Toscanella lut une seconde fois, sur l'ordre de l'empereur, la lettre du pape instituant la primatie d'Ansgise (*pro primatu Ansegisi*), afin d'amener les évêques à y répondre favorablement. Ceux-ci manifestèrent à nouveau leur volonté d'obéir au pape régulièrement (*regulariter*), comme l'avaient fait leurs prédécesseurs. L'empereur n'étant pas là, on n'insista pas. Le 16 juillet, à la séance de clô-

1. Clarius, a. 876 (Duru, *op. cit.*, t. II, p. 475). Le souvenir de la version rémoise en question est conservé dans Flodoard, *Historia Remensis ecclesiae*, t. III, p. 21 (*Monumenta Germaniae historica*, t. XIII, p. 515), où il est dit que Jean VIII s'efforça de faire d'Ansgise un primat des Gaules et de Germanie, mais Hincmar s'opposa à cette tentative efficace.

2. On en trouvera le texte dans les *Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. I, p. 498-500.

ture, en présence cette fois de Charles le Chauve, Eude, évêque de Beauvais, lut quelques *capitula* qu'Hincmar considère comme dépourvus d'intérêt et que les légats, Anségise et Eude avaient, dit-il, rédigés à l'insu du concile en leur attribuant la valeur de décisions prises par l'assemblée : à cette occasion, on parla de nouveau de la primatie d'Anségise qui ne put rien obtenir de plus que précédemment.

Ces deux versions, contradictoires sur certains points, sont l'une et l'autre sujettes à critique.

La version sénonnaise est tardive et, avec une partialité voulue, elle dénature sur un fait essentiel la source dont elle procède. Elle dérive, en effet, des canons lus devant le concile de Pontion par l'évêque Eude de Beauvais, qu'Hincmar mentionne également ; mais, tandis que, dans ces canons, la primatie est conférée personnellement à Anségise, sans qu'il soit fait état de ses successeurs sur le siège de Sens, Odoran, suivi par Clarius, maintient à ceux-ci la dignité accordée au seul Anségise.

La version d'Hincmar a une supériorité sur celle des chroniqueurs sénonais : elle émane d'un témoin oculaire, mais ce témoin est-il véridique et sincère ? On ne saurait l'affirmer : Hincmar est le principal intéressé dans l'affaire ; archevêque de Reims depuis 845, il jouit sur l'Église de Gaule d'une véritable prééminence et il a, jusqu'à présent, dirigé presque seul les affaires religieuses du royaume de *Francia occidentalis*. Or, le vicariat apostolique d'Anségise risque de lui faire perdre cette puissance incontestée et il se sent très directement visé par Jean VIII avec lequel il entretient depuis un certain temps des relations peu amicales. Son témoignage est celui d'un opposant décidé, bien résolu à empêcher par tous les moyens l'application du décret pontifical. D'ailleurs, son récit, si détaillé qu'il soit, n'est pas dépourvu d'obscurité, notamment en ce qui concerne les canons lus par Eude de Beauvais et reconnus par les chroniqueurs sénonais comme les canons officiels du concile. Selon Hincmar, ces canons, où se trouve affirmée la primatie sénonnaise, seraient au contraire dépourvus de toute autorité (*ratione et auctoritate carentia*), ce qui le dispense, dit-il, de les transcrire (*idcirco hic non habetur subjuncta*). On doit remarquer, toutefois, que l'archevêque se garde bien de dire si, après avoir été lus, ils ont été approuvés ou rejetés par le concile, ce qui constitue un argument en faveur de la première hypothèse, car, s'il y avait eu désapprobation formelle, il n'aurait pas manqué de la signaler.

De là il résulte que l'opposition des évêques à l'organisation projetée n'a peut-être pas été aussi exclusive ni aussi intransigeante que l'insinue l'archevêque de Reims. Quel qu'ait été d'ailleurs le degré de leur résistance, un fait essentiel reste acquis, sur lequel les deux versions sont en parfait accord : Anségise a été désigné par le pape Jean VIII comme primat des Gaules et de Germanie.

Or, on a conservé la bulle de Jean VIII à laquelle font allusion les deux

chron.
Ansé-
lique
dit,
voqu
dra n
/ruat
mulg
mis,
les a
qu'il
En
en G
lors c
Jubi
ségise
Pe
sont
bulle
sion
de Se
subor
ponti
trois
écir
sénon
les ci
mats
reme
trans
nie a
Av
on p
pouv
qu'à
1. J
t. CX
2. F
3. I
xvi, x
ayant
à celle

chroniqueurs, et le mot de primate n'y figure aucunement. Le pape institue Anségise non pas comme primate, mais simplement comme vicaire apostolique, et définit les fonctions qu'il exercera comme tel : « Chaque fois, y est-il dit, que les nécessités ecclésiastiques l'imposeront, soit qu'il s'agisse de convoquer un synode, soit qu'il y ait d'autres affaires à régler, il (Anségise) tiendra notre place en Gaule et en Germanie (*in Gallias et Germanias vice nostra fruatur*). Nous voulons que les décrets du siège apostolique vous soient promulgués par lui et que, réciproquement, ce qui aura été fait nous soit transmis, s'il est nécessaire, par son intermédiaire, afin que nous revendiquions les affaires les plus importantes et les plus difficiles, ainsi que toutes celles qu'il considérerait comme devant être réglées et éclaircies par nous¹. »

En un mot, Anségise est investi d'une délégation de l'autorité apostolique en Gaule et en Germanie, sans qu'il soit question de *primatie*. Faut-il dès lors conclure avec M. l'abbé Rony, auteur d'un article assez partial sur *Saint Jubin, archevêque de Lyon, et la primatie lyonnaise*², que « la primatie d'Anségise sur les Gaules et la Germanie n'a jamais existé » ?

Peut-être serait-ce aller un peu vite en besogne, car, si Odoran et Hincmar sont en désaccord au sujet de l'accueil réservé par les évêques français à la bulle de Jean VIII, il résulte de la version rémoise aussi bien que de la version sénonnaise que le *vicariat apostolique* confié par le pape à l'archevêque de Sens a été considéré par l'empereur et par le concile comme une *primatie* subordonnant à Anségise les autres métropolitains. Hincmar qualifie la bulle pontificale d'*epistola de primatu Ansegisi* et ce mot de *primatus* revient à trois reprises dans sa narration. Peu de temps après le concile de Pontion, il écrira aux évêques français une longue lettre pour combattre la primatie sénonnaise (et non pas le vicariat apostolique), et le seul fait qu'il accumulera les citations pour prouver que les métropolitains, ayant porté le titre de primats, n'ont jamais exercé aucune juridiction sur leurs collègues, prouve clairement que le *vicariat apostolique* accordé par Jean VIII à Anségise s'est transformé, au concile de Pontion, en une *primatie des Gaules et de Germanie* au profit de l'archevêque de Sens³.

Avant d'examiner comment s'est opérée cette curieuse transformation, on peut se demander au préalable pourquoi Jean VIII, en définissant les pouvoirs d'Anségise, évite de prononcer le mot de primate. Il est probable qu'à Rome il n'était pas encore d'un usage courant. Les *Fausse Décrétales*,

1. Jaffé-Wattenbach, 2260. On trouvera le texte de la bulle dans Migne, *Patrologie latine*, t. CXXIX, col. 160.

2. *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. XV, 1929, p. 417.

3. Hincmar, *Epist.*, 30 (*Patrologie latine*, t. CXXVI, col. 189-210). Cf. notamment ch. v, xvi, xxx, où, à propos de cas particuliers, Hincmar insiste sur ce fait que les métropolitains ayant porté le titre de primate n'ont jamais exercé sur leurs collègues une juridiction analogue à celle que Jean VIII institue en faveur de l'archevêque de Sens.

qui ont si largement contribué à sa diffusion, sont d'origine française et, s'il paraît établi qu'elles étaient connues du Saint-Siège dès 854¹, elles n'ont pas conquis droit de cité du jour au lendemain ; il semble même que l'on n'ait pas vu tout de suite le parti que l'on pourrait en tirer pour le développement de l'autorité apostolique. Aussi Jean VIII conserve-t-il tout naturellement la nomenclature traditionnelle et attribue-t-il à Anségise les fonctions que ses prédécesseurs avaient autrefois confiées à Boniface, à Wilchaire et à Drogon.

A défaut de cette hypothèse, qui paraît la plus vraisemblable, il en est d'autres également plausibles. A supposer que Jean VIII fût plus familier qu'on ne le pense avec les *Fausse Décrétales*, il a pu redouter qu'un primat des Gaules ne considérât sa dignité comme attachée à son siège et non pas à sa personne, et qu'il ne fit figure de chef d'Église nationale plutôt que de délégué du Saint-Siège. Le vicariat a toujours été jusque-là transitoire et révocable ; la primatie, telle que la comprennent la plupart des *Fausse Décrétales*, se transmet et se perpétue ; aussi risque-t-elle de compromettre l'exercice de la puissance apostolique.

Le silence offrait encore un autre avantage. En ne se servant pas du terme de primat, Jean VIII pouvait espérer qu'il ne blesserait pas la susceptibilité d'Hincmar de Reims, très fier de la suprématie morale qu'il exerçait sur l'épiscopat français². L'opposition manifestée au concile de Pontion par le bouillant archevêque indique assez que cette précaution n'était pas inutile.

Peu importe d'ailleurs le titre. Ce que veut le pape en la circonstance, c'est subordonner davantage à l'autorité romaine les églises de Gaule, sur lesquelles l'archevêque de Reims, Hincmar, exerce en fait, sinon en droit, un ascendant qui peut devenir inquiétant. Pour le Saint-Siège, le vicariat apostolique d'Anségise est avant tout une mesure de centralisation destinée à affermir la puissance pontificale qu'avant lui Grégoire IV (827-844), puis Nicolas I^{er} (858-867) se sont attachés à restaurer dans sa plénitude. Il s'agit uniquement de faire contrepoids à la puissance d'Hincmar en créant un représentant permanent du Saint-Siège en Gaule ; dans la pensée du pape, Anségise n'est qu'un intermédiaire, un « vicaire » qui n'a d'autre autorité que celle qui lui vient de Rome. Hincmar ne s'y est d'ailleurs pas trompé et il a essayé de provoquer parmi ses collègues une opposition dont il a peut-être, dans sa narration, exagéré l'âpreté³.

1. Cf. Paul Fournier et Gabriel Le Bras, *Histoire des collections canoniques en Occident depuis les « Fausse Décrétales » jusqu'au décret de Gratien*. Paris, 1931-1932, t. I, p. 232.

2. Flodoard, *Historia ecclesiae Remensis*, t. III, p. 10 : « Quia Remorum episcopus primus inter primates et unus de primis Galliae primatibus extitit, nec alium se potiorum praeter apostolicum praesulem habuit » (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. XIII, p. 489).

3. C'est sur ce point que divergent, en effet, les versions sénonaise et rémoise. Suivant la première, la primatie d'Anségise n'aurait suscité aucune difficulté de la part du concile de Pontion. Il en aurait été tout autrement d'après la seconde. En raison de la partialité évi-

Les
tologique
transf
aucun
Chauv
mains,
c'est s
est, en
de Re
d'avoi
l'appu
grité l
nexer
tion à
pays
qu'il y
Chauv
réalise
ecclési
ne pou
servai
de Po
apost
délégu

Il n
les pr
sible
une n
ses pr
Le m
reste
On

dento
questi
1. S
cité, p.
Charle
seine
carolin
2. C

Les *Annales de Saint-Bertin* expliquent fort bien comment le vicariat apostolique, créé par la bulle de Jean VIII, s'est, lors du concile de Pontion, transformé en primatie des Gaules et de Germanie ; sur ce point, il n'y a aucune raison de suspecter leur témoignage. L'initiative vient de Charles le Chauve et, si l'empereur ne permet pas aux évêques de tenir entre leurs mains, comme ils en avaient exprimé le désir, le texte de la bulle pontificale, c'est sans doute parce que le terme de *primat* n'y figure pas. Charles le Chauve est, en effet, d'accord avec Jean VIII pour briser l'autorité de l'archevêque de Reims, mais pour des motifs assez différents : il reproche à Hincmar d'avoir contrarié le projet de restauration impériale réalisé, en 875, grâce à l'appui du pape. En outre, l'empereur rêve de reconstituer dans son intégrité l'empire de Charlemagne : or, l'Allemagne lui échappe et il rêve de l'annexer le jour où son rival, Louis le Germanique, aura disparu. La subordination à un vicaire apostolique, pris parmi l'épiscopat français, de tous les pays carolingiens de l'Ouest et de l'Est peut favoriser ce dessein, en sorte qu'il y a parfaite identité entre les vues de Jean VIII et celles de Charles le Chauve¹. Le vicariat d'Ansgise est la résultante de cet accord, mais, pour réaliser le rattachement de la Germanie à la France au sein de la hiérarchie ecclésiastique respectueuse de l'unité carolingienne, le vicariat apostolique ne pouvait suffire : la primatie, telle qu'elle émergeait des *Fausse Décrétales*, servait infiniment mieux le dessein impérial. Et voilà pourquoi, au concile de Pontion, la volonté de l'empereur a transformé le traditionnel vicariat apostolique en primatie des Gaules et de Germanie, sans que les fonctions déléguées par le Saint-Siège eussent été modifiées.

II

Il n'entrait pas dans la pensée de Jean VIII d'attacher au siège de Sens les prérogatives reconnues à Ansgise par la bulle de 876. Il est même possible que le vicariat apostolique s'enonçât ait pris fin assez vite, car, en 878, une nouvelle bulle restituée à l'archevêque d'Arles, Rostaing, le vicariat dont ses prédécesseurs des ^v^e et ^{vi}^e siècles avaient été investis à plusieurs reprises². Le mot de primatie n'est d'ailleurs pas plus prononcé qu'en 876 et Rome reste fidèle à ses méthodes de centralisation ecclésiastique.

On pourrait dès lors se demander si la primatie des Gaules et de Germanie,

dente et fatale des deux sources en présence, il est impossible de conclure avec certitude. La question n'est d'ailleurs qu'accessoire.

1. Sur les rapports d'Hincmar avec la papauté et Charles le Chauve, voir, outre Lesne, *op. cit.*, p. 247 et suiv., J. Calmette, *La diplomatie carolingienne du traité de Verdun à la mort de Charles le Chauve*. Paris, 1901 ; M. Schroers, *Hinkmar, Erzbischof von Reims, sein Leben und seine Schriften*. Fribourg-en-Brisgau, 1884 ; A. Lapôtre, *L'Europe et le Saint-Siège à l'époque carolingienne. Le pape Jean VIII*. Paris, 1895.

2. Cf. Lesne, *op. cit.*, p. 261-263.

imaginée par Charles le Chauve en 876, n'aurait pas disparu dès la mort de l'empereur, survenue en 877. On ne relève aucune allusion à un vicariat apostolique, sénonais ou autre, dans les bulles pontificales du x^e siècle, mais il ne faudrait pas tirer de ce silence des conclusions trop catégoriques. La mort de Jean VIII (882) ouvre pour la papauté une crise sans précédent qui, avec des interruptions et des moments d'accalmie, se prolonge jusqu'au milieu du xi^e siècle. Pendant cette période de désagrégation, les liens de la hiérarchie ecclésiastique se distendent et le pouvoir du Saint-Siège sur la chrétienté occidentale ne s'exerce qu'à de rares intermittences : aussi le vicariat apostolique ne répond-il plus à aucune nécessité.

Cependant, vicariat et primatie des Gaules ne paraissent pas avoir disparu. Le chroniqueur Odoran note, à l'année 999, que l'archevêque Séguin a reçu des mains du pape Jean XIV le *pallium* archiepiscopal et la primatie de la Gaule¹. Est-ce réellement la *primatie* qui a été remise au successeur d'Ansgise? Il est possible qu'il y ait là une invention ou, tout au moins, une interprétation sénonaise. Il semble pourtant qu'il y ait eu, à la fin du x^e siècle, une réédition des événements de 876, car un passage des *Acta concilii Causeiensis*, dont l'auteur n'est autre que Gerbert, le futur pape Silvestre II, apporte une intéressante confirmation au témoignage de l'historiographe sénonais². Gerbert, en effet, à propos du concile de Saint-Basle de Verzy (991), invoque, pour prouver la validité des décisions prises par cette assemblée, la présence du vénérable Séguin, archevêque de Sens, « qui, dit-il, inaugura à cette occasion le vicariat à lui confié, lors d'un séjour à Rome, par le pape Jean, et cela avec l'assentiment de tous les évêques³ ». Sans doute, le mot de primatie est encore absent ici, mais les pouvoirs conférés à Séguin par Jean XIV sont exactement les mêmes que ceux que Jean VIII avait remis à Ansgise, et il n'est pas surprenant qu'à Sens on ait converti le vicariat apostolique en primatie, les deux termes étant, depuis 876, considérés comme synonymes.

Il est donc permis de conclure que vicariat apostolique et primatie des Gaules se sont perpétués au x^e siècle. Toutefois, le caractère et l'esprit de l'institution, quelle que soit la dénomination que l'on emploie, ont quelque peu changé.

On remarquera d'abord que, ni chez Odoran ni chez Gerbert, il n'est question de la Germanie et qu'à la différence de celle d'Ansgise, la primatie de Séguin concerne exclusivement la Gaule. Cela n'a rien de surprenant : l'Empire a été reconstitué en 962 au profit d'une dynastie germanique et les des-

1. Odoran, a. 999 (Duru, *op. cit.*, t. II, p. 395).

2. *Gerberti acta concilii Causeiensis*, dans *Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. III, p. 693.

3. Sur le concile de Saint-Basle de Verzy, voir F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle*, Paris, 1903, p. 31 et suiv., et A. Fliche, *La Réforme grégorienne*, t. I. Louvain-Paris, 1924, p. 13-14.

tinées de la *Francia orientalis* sont désormais séparées de celles de la *Francia occidentalis*.

Une autre différence doit être notée. A Pontion, en 876, la primatie sénonaïse a suscité l'opposition violente d'Hincmar et reçu de l'épiscopat un accueil pour le moins assez froid. Il en est tout autrement en 991 : personne ne conteste l'autorité prééminente de Seguin et les évêques s'abritent derrière sa dignité pour justifier, aux yeux de Rome, une attitude canoniquement discutable. En d'autres termes, Seguin fait beaucoup plus figure de primat des Gaules, chef d'une église nationale de tendances nettement gallicanes, que de vicaire apostolique, de délégué du Saint-Siège, chargé de saisir le pape des questions délicates et de transmettre les ordres de Rome.

La papauté ne pouvait laisser subsister une puissance capable de se dresser, à un moment donné, devant la sienne. Du jour où elle prit en mains la réforme de l'Église et où, pour en provoquer le succès, elle voulut assurer son autorité effective sur les églises locales, elle fut amenée sinon à supprimer la primatie des Gaules, du moins à en modifier le caractère.

Par deux bulles du 19 avril 1079, Grégoire VII décerne à l'archevêque de Lyon, Gebuin, le titre de primat des Gaules¹. C'en est donc fini de la primatie sénonaïse, dont il est encore fait mention à propos du successeur de Seguin, Liétry, qui, selon Odoran, l'aurait reçue du pape Silvestre II². Cependant, il ne s'agit que d'un simple déplacement de la primatie des Gaules d'un siège à un autre. Il suffit de parcourir les bulles pontificales pour constater que la primatie de Gebuin ne ressemble en rien à celle dont Jean VIII avait investi Anségise deux siècles plus tôt. Elle ne s'exerce même plus sur la totalité de la Gaule, mais seulement sur les quatre provinces qui, à la fin de l'Empire romain, avaient porté le nom de Lyonnaise et qui étaient devenues, par la suite, les provinces ecclésiastiques de Lyon, Rouen, Tours et Sens. En outre, la primatie sénonaïse, au temps de Jean VIII, avait pour origine et raison d'être un « vicariat apostolique » qui faisait de l'archevêque de Sens le représentant permanent du pape, l'intermédiaire entre le Saint-Siège et les églises locales. L'archevêque de Lyon, en 1079, n'est pas vicaire apostolique ; c'est le légat pontifical, et non pas lui, qui préside les conciles nationaux. Bref, le primat n'est plus qu'un tribunal d'appel et, comme le pape saisit ses représentants de toutes les causes ayant quelque importance, la juridiction du primat ne s'exercera effectivement que lorsque le primat lyonnais sera en plus, comme il est arrivé de 1082 à 1106, investi d'une légation romaine.

Ainsi la primatie des Gaules, en 1079, change entièrement de physionomie. Du même coup, elle émigre de Sens à Lyon et si, pour justifier ce déplacement, Grégoire VII met en avant des motifs historiques tirés des *Fausse*

1. *Gregorii VII Registrum*, VI, 34 et 35 (édit. Caspar, p. 447-452). Cf. A. Fliche, *op. cit.*, t. II, 1925, p. 227 et suiv.

2 Odoran, a. 1032 (*Duru, op. cit.*, t. II, p. 402).

Décrétales, en réalité le pape procède à cette substitution parce qu'il se méfie de l'archevêque de Sens, métropolitain du domaine royal et tout dévoué au roi capétien. Pour lui, Lyon a l'avantage d'être une ville d'Empire à peu près autonome et, si le primat des Gaules a l'occasion d'exercer sa juridiction sur les métropolitains des autres Lyonnaises, il a chance d'agir avec plus d'indépendance à l'égard du pouvoir temporel, avec plus de docilité aux impulsions romaines. Née en 876 sous la forme d'un vicariat apostolique qui, dans la pensée de Jean VIII, devait faciliter l'action pontificale en Gaule, la primatie des Gaules, en 1079, sous une forme nouvelle, répond à la même pensée centralisatrice et à la même volonté de subordonner étroitement au Saint-Siège les diocèses français, mais, pas plus que la primatie sénonaise de 876, la primatie lyonnaise n'allait trouver d'occasion de faire prévaloir la conception des *Faussees Décrétales*.

III

La décision de Grégoire VII ne suscita pas d'opposition immédiate et l'archevêque de Sens ne formula, pour le moment du moins, aucune protestation. Le siège était occupé, depuis 1062, par Richer, prélat très fidèle au roi capétien et plutôt tiède à l'égard de la réforme grégorienne, ce qui lui avait valu d'être suspendu, en 1078, par le légat Hugue, au concile de Poitiers. Presque aussitôt absous par le pape¹, il n'a peut-être pas osé, au moment où il venait d'être l'objet d'une mesure de clémence, entamer un débat dont il ne pouvait espérer une issue favorable, puisque le mot de *primatus* n'avait pas figuré jusque-là dans les textes émanant du Saint-Siège. Il est plus probable encore que Richer, qui semble avoir généralement puisé ses inspirations auprès du roi Philippe I^{er}, n'a pas reçu de celui-ci l'ordre de prendre l'offensive contre la primatie lyonnaise, à laquelle le souverain, occupé ailleurs, n'a sans doute accordé aucune attention au début.

En 1095 tout change et, peu avant le concile de Clermont, Richer part en guerre contre le primat de Lyon. Mandé par le pape, il ne répond pas à la convocation qui lui est adressée et refuse formellement de reconnaître, comme on le lui demandait, les droits de l'archevêque de Lyon tels que les avait établis la bulle de 1079. On insiste auprès de lui ; l'archevêque de Lyon, Hugue, qui avait succédé à Gebuin en 1082², lui dépêche Aganon, évêque d'Autun, et Lambert, évêque d'Arras, pour lui arracher son adhésion : Richer persiste dans son opposition et accepte d'être privé du *pallium* plutôt que de s'incliner devant la primatie lyonnaise³. Cette fois, la lutte est engagée et elle va se poursuivre avec âpreté pendant les années suivantes.

1. *Gregorii VII Registrum*, V, 17 (édit. Caspar, p. 373-386). Cf. A. Fliche, *La Réforme grégorienne*, t. II, p. 221-224.

2. Cf. Hugue de Flavigny, liv. II (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. VIII, p. 460), et *Gregorii VII Registrum*, IX, 18 (édit. Caspar, p. 598-599).

3. Tous ces faits sont connus par une lettre d'Urbain II (Jafté-Wattenbach, 5600).

Il paraît étonnant que Richer ait mis seize ans pour s'apercevoir que son église était lésée par la proclamation de la primatie lyonnaise. Si l'on cherche quelles raisons ont pu le déterminer à rompre son silence prolongé, on constate que sa maladroite offensive coïncide avec la lutte sans merci engagée entre la royauté capétienne et le Saint-Siège à la suite du divorce de Philippe I^{er} et de son mariage adultérin avec Bertrade de Montfort, elle-même épouse du comte d'Anjou, qui date de l'été de 1092¹. Dès le 27 octobre de la même année, Urbain II a condamné cette union si contraire aux canons de l'Église². Pour parer aux injonctions pontificales, Philippe a recherché l'appui des évêques français et convoqué, en 1094, un concile à Reims. Richer, mandé à cette assemblée, répondit à l'appel du roi, *per dilectionem et orationem regis*, suivant l'expression du chroniqueur Clarius³. Au cours des mois qui suivent, son dévouement au roi s'affirme encore à plusieurs reprises : pendant l'été de 1095, il assiste de nouveau à une cour royale, tenue à Mont-Notre-Dame, où le mariage avec Bertrade donne lieu, une fois de plus, à des échanges de vue⁴, et, en 1096, il sera ouvertement réprimandé par le pape Urbain II pour n'avoir jamais cessé d'entretenir des rapports avec le roi adultère, malgré les observations du Saint-Siège⁵.

Ainsi personne, parmi les hauts dignitaires du domaine royal, ne s'est montré plus attaché au roi que l'archevêque de Sens et plus disposé à le soutenir contre le Saint-Siège. En revanche, Philippe s'est heurté bien des fois à l'intransigeance exclusive et hautaine de l'archevêque de Lyon, Hugue, l'ancien légat de Grégoire VII, qui, après une longue disgrâce, due à son attitude à l'égard de Victor III (1086-1807), avait recouvré la confiance du Saint-Siège et, avec elle, les fonctions précédemment exercées⁶. C'est Hugue de Lyon qui, le 16 octobre 1094, au concile tenu à Autun sous sa présidence, a excommunié le roi adultère, « parce que, du vivant de son épouse, il s'était uni à une autre femme⁷ » ; c'est lui très probablement qui, lors d'une entrevue à Mozat avec Philippe I^{er}, peu de temps avant le concile de Clermont, signifia au souverain qu'il ne pourrait être réintégré dans la communion tant qu'il n'aurait pas donné toutes les garanties requises par l'Église⁸.

L'entrevue de Mozat se place après le 22 mai 1095 et le concile de Clermont s'est ouvert le 18 novembre de la même année. C'est à ce moment que Richer, pris de scrupules tardifs, s'est insurgé contre la primatie lyonnaise, qu'il avait jusque-là acceptée. Ce synchronisme est tout à fait curieux et,

1. Cf. A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France (1060-1108)*. Paris, 1912, p. 41-51.

2. Jaffé-Wattenbach, 5469.

3. Clarius, a. 1094 (Duru, *op. cit.*, t. II, p. 512).

4. A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}*, p. 57-58.

5. Jaffé-Wattenbach, 5636.

6. Cf. A. Fliche, *Le pontificat de Victor III*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. XX, 1924, p. 397 et suiv.

7. Bernold de Constance, a. 1094 (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. V, p. 461).

8. A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}*, p. 58-59.

étant donné les liens d'amitié qui existaient entre le roi et l'archevêque de Sens, il y a tout lieu de penser qu'ils ont élaboré ensemble un plan d'attaque contre le pape qui se refusait à reconnaître l'union illicite de Philippe I^{er} avec l'épouse du comte d'Anjou. La querelle de Sens avec Lyon pour la primatie des Gaules est donc née, semble-t-il, à l'occasion du grave démêlé qui, par suite du divorce de Philippe, mit aux prises le roi de France avec le Saint-Siège, l'épiscopat du domaine royal avec le légat pontifical.

Que cette explication soit admise ou non, le débat était ouvert et, d'un côté comme de l'autre, on ne se montrait pas disposé à céder. Richer mourut en 1097¹, sans avoir reconnu la primatie lyonnaise ni obtenu la moindre concession de la part de l'archevêque Hugue ni du pape Urbain II.

L'évêque de Chartres, Yves, homme de juste milieu qui devait plus tard ménager un compromis entre les thèses pontificale et royale de l'investiture, essaya de faire prévaloir une solution conciliatrice. Après la mort de Richer, auquel il avait vainement conseillé de produire les textes favorables à ses revendications², il mit en avant une conception de la primatie qu'il avait déjà indiquée dans ses recueils canoniques, composés quelques années plus tôt (1093-1094)³ et déjà très répandus en Occident. Comme Hugue de Lyon lui refusait l'autorisation de consacrer le nouvel archevêque de Sens, Daimbert, élu par les chanoines, parce qu'il n'avait pas voulu reconnaître la primatie de Lyon sur Sens⁴, Yves ne craignit pas de lui faire remarquer que ses prétentions ne reposaient sur rien ; bien au contraire, une lettre de Nicolas I^{er}, relative au cas de Raoul, archevêque de Bourges, qui voulait lui aussi exercer les droits primatiaux, établissait que les primats et les patriarches n'avaient sur les autres évêques d'autres privilèges que ceux qui leur étaient concédés par les canons et par une antique coutume, en sorte que les églises pouvaient conserver leurs propres privilèges⁵. Quelques semaines plus tard, dans une autre lettre, adressée cette fois à Urbain II en personne, Yves se montrait plus catégorique encore : il ne trouvait, disait-il, ni dans la coutume ni dans les lois canoniques, rien au sujet de cette *professio* qui, selon Hugue de Lyon, devait être faite par les métropolitains aux primats⁶.

Yves de Chartres ne faisait en somme que rééditer contre la primatie lyonnaise la thèse qu'Hincmar, à l'époque du concile de Pontion, avait produite contre la primatie sénonaise, thèse qui refusait aux primats toute juridiction sur les métropolitains et réduisait la primatie des Gaules à un privilège hono-

1. A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}*, p. 432.

2. Yves de Chartres, *Epist.*, 50 (*Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 87).

3. Sur les deux recueils d'Yves, le *Decretum* et la *Panormia*, et leur date de composition, cf. Fournier et Le Bras, *op. cit.*, t. II, p. 81-83 et 95-97.

4. Yves de Chartres, *Epist.*, 59 (*Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 90). Cf. aussi la lettre de Hugue à Yves (*Ibid.*, p. 94-95).

5. Yves de Chartres, *Epist.*, 60 (*Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 92-94). Cf. aussi *Panormia*, IV, 29.

6. Yves de Chartres, *Epist.*, 65 (*Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 96).

rifique. Cette thèse allait à l'encontre de celle d'Urbain II, qui semble avoir voulu faire de la primatie un rouage intermédiaire entre le Saint-Siège et les métropolitains et qui, non content de renouveler la primatie de Lyon sur toutes les Lyonnaises, a créé celle de Reims sur la Belgique, celle de Narbonne sur toute l'ancienne Narbonnaise², en attendant que Pascal II, sans doute vers 1112, décrêtât celle de Bourges sur l'Aquitaine¹. Tandis que Grégoire VII a voulu surtout, en donnant la primatie des Gaules à Gebuin, supprimer la primatie sénonaise, qu'il estimait dangereuse pour sa politique de centralisation, Urbain II et Pascal II ont inauguré des méthodes nouvelles et accordé aux divers primats plus d'importance que par le passé.

La conception romaine l'emporta tout d'abord. Après avoir quelque temps résisté, l'archevêque de Sens, Daimbert, finit par se rendre à Rome dans le courant de l'année 1098. Là, à la demande d'Urbain II et en présence des délégués de l'archevêque Hugue, il reconnut la primatie de l'église de Lyon sur celle de Sens et s'engagea à se rendre à Lyon pour renouveler sa soumission en présence de tout le chapitre³. Urbain II et Hugue avaient toute satisfaction et le débat semblait terminé.

De fait, le 14 mars 1116, Pascal II confirma à nouveau la primatie de l'archevêque de Lyon sans soulever la moindre protestation⁴. Après l'avènement, à Lyon, d'un nouvel archevêque, Humbaud, élu en 1119, Calixte II eut qu'il pouvait renouveler le privilège lyonnais (5 janvier 1121⁵), sans voir dans ce geste autre chose qu'une formule de chancellerie, mais, cette fois, le pape s'attira de vives remontrances de la part du roi de France, Louis le Gros, qui, dans une lettre adressée à Calixte II pendant l'été de 1121, lui déclara tout net qu'il préférerait voir son royaume en cendres et sa tête en danger plutôt que d'accepter l'opprobre résultant de la subordination de l'archevêque de Sens à l'archevêque de Lyon⁶.

L'affaire rebondissait une fois de plus, mais cette fois sur le terrain politique. Si Louis VI intervient dans cette question de juridiction ecclésiastique, c'est — il le dit brutalement — parce que Lyon, alors ville d'Empire, « fait partie d'un royaume étranger » et que l'église de Sens, malgré les promesses d'un archevêque qui n'aurait pas dû disposer de ce qui ne lui appartenait pas, ne pouvait être astreinte à une dépendance qu'elle n'avait jamais connue. Le roi ne revendique d'ailleurs pour Sens aucune primatie sur Lyon ;

1. Jaffé-Wattenbach, 5415 (25 décembre 1089) et 5688 (6 novembre 1097).

2. Sur les origines de la primatie de Bourges, outre l'ouvrage de Pariset déjà cité, cf. L. Lacger, *La primatie et le pouvoir métropolitain de l'archevêque de Bourges au XIII^e siècle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. XXVI, 1930, p. 45.

3. Ces faits sont connus par la lettre II, 18, de Geoffroy de Vendôme (*Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 271), qui s'est trouvé à Rome en même temps que Daimbert. Cf. A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}*, p. 350.

4. Jaffé-Wattenbach, 6510.

5. Jaffé-Wattenbach, 6888.

6. On trouve cette lettre dans le *Recueil des historiens de France*, t. XV, p. 339-340.

il fait sienne la théorie d'Yves de Chartres ; il réclame uniquement pour Sens le maintien de l'ancienne liberté et se refuse à accepter « une subordination décrétée en cachette et comme à la dérobee, à l'insu du clergé sénonais, sans que les évêques suffragants aient été consultés et que le roi ait été mis au courant ».

On n'a pas conservé la réponse de Calixte II, mais il semble bien que l'intervention royale ait fait entrer la question de la primatie des Gaules dans une phase nouvelle, celle du repos. Rome évitera désormais de soutenir la primatie lyonnaise sans jamais reconnaître officiellement les droits de l'église de Sens. Le débat ne se rouvrit plus qu'à des intervalles éloignés et la primatie, au fur et à mesure que s'accrut l'œuvre de centralisation ecclésiastique commencée sous le pontificat de Grégoire VII, ne resta plus qu'un lointain souvenir ou, si l'on préfère, une dignité honorifique dépourvue de tout pouvoir effectif, selon la conception d'Hincmar et d'Yves de Chartres. Aujourd'hui encore, en souvenir d'Anségise, l'archevêque de Sens porte le titre de primat des Gaules et son collègue de Lyon en fait autant, sans en tirer autre chose qu'une satisfaction historique de vanité.

Augustin FLICHE.

LES MÉMOIRES DU GÉNÉRAL DE CAULAINCOURT

DUC DE VICENCE, GRAND ÉCUYER DE L'EMPEREUR¹

M. le commandant Jean Hanoteau, dont l'Institut vient de couronner l'œuvre historique et auquel nous devons entre autres la présentation des *Mémoires de la reine Hortense*, publiés par le prince Napoléon (Paris, 1923, 3 vol. gr. in-8°), ainsi que le tome XVII du *Recueil des instructions données aux ambassadeurs de France* (Paris, 1911), nous fait connaître maintenant un des plus essentiels parmi les documents récemment parus sur la personnalité de Napoléon. Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* de 1928 avaient pu s'en convaincre en lisant un extrait de ces *Mémoires*, qui raconte le voyage de Napoléon et Caulaincourt de Smorgoni à Paris, du 5 au 18 décembre 1812.

I

Ces *Mémoires* n'embrassent pas toute la carrière de Caulaincourt au service de Napoléon : ils partent de la nomination du duc de Vicence à l'ambas-

1. Éditées par Jean Hanoteau. Paris, 3 vol. gr. in-8° (1933-1934).

sade de Pétersbourg, le 3 novembre 1807, pour se fermer sur le traité du 11 avril 1814, qui laisse à Napoléon la souveraineté de l'île d'Elbe. De plus, il s'y trouve une lacune portant sur la campagne d'Allemagne de 1813, y compris l'armistice de Pleisswitz et le congrès de Prague : toutefois, on relève plus loin, au tome III, un jugement de Napoléon sur ce congrès, jugement très important (p. 455). M. Hanoteau a doté ces *Mémoires* de la préface la plus nourrie, la plus judicieuse, qui constitue à elle seule toute une biographie de Caulaincourt. Bien que Caulaincourt, commune à quelques kilomètres de Saint-Quentin, et son château, avec de riches archives, n'aient pas été oubliés par les Allemands dans leurs opérations de vandalisme durant la Grande Guerre, M. Hanoteau a pu ajouter à ces *Mémoires* non seulement une abondance de notes dont se satisferait l'érudit le plus revêché, mais des papiers de Caulaincourt lui-même, des témoignages de ses contemporains qu'il avait réunis en vue de sa narration et qui nous sont non moins précieux, par exemple ce memento anonyme sur les déplacements quotidiens de l'Empereur du 9 mai 1812 au 11 octobre, dont les détails sur l'activité surhumaine de Napoléon dépassent presque les limites de la vraisemblance. M. Hanoteau se serait-il borné à nous donner la teneur stricte des *Mémoires* que l'histoire pourrait lui être reconnaissante de tout ce que nous apprenons par ce texte même. La personnalité de Caulaincourt, sa situation auprès de Napoléon, la conception qu'il a de son rôle de mémorialiste, donnent à ce qu'il dit une valeur extraordinaire. Marquis de Caulaincourt, de vieille souche, appartenant à la noblesse militaire provinciale et, par suite, une des voix les plus autorisées d'une aristocratie point contaminée par le vie de cour, rallié à la Révolution pour défendre le pays, servant à l'armée du Rhin, la plus pure des armées républicaines, une fois rallié à Bonaparte, il est devenu général de division, duc de Vicence et grand écuyer de l'Empereur. De sa dignité de grand écuyer, il pratique tous les devoirs avec passion, attaché à sauver des gelées pendant la retraite de Russie les chevaux de selle de Napoléon, aussi bien qu'attentif à se jeter devant Hanau entre Napoléon et un obus qui s'enfonce près d'eux dans la terre détrempée. Sauf pour sa mission de Russie de 1807 à 1811, où son témoignage de compagnon du tsar Alexandre n'est pas moins précieux à recueillir, et pour d'autres missions diplomatiques beaucoup plus courtes (au congrès de Prague, à celui de Châtillon, 1813 et 1814), il ne quitte pas le souverain plus que son ombre, pourrait-on dire. Mieux averti par suite que la plupart des membres de l'entourage impérial, il a un extrême souci de la vérité. En toutes circonstances, « dans le cabinet, au bivouac », les mains transies à chaque relais entre Smorgoni et la Pologne, il note ce qu'a dit l'Empereur, textuellement ; et ce sont ses notes, que nous pouvons lire, car il n'a pas eu le loisir, au cours de sa disgrâce sous la Restauration, de les reprendre dans une rédaction plus soignée. « Ce journal n'est qu'une ébauche », dit-il sous forme d'excuse. Bienheureuse circonstance, car il nous donne les propos de Napoléon tout chauds pour ainsi dire de passion, d'élan, d'improvisation ardente, de dé-

cousu prime-sautier. Et cela vous a une autre allure, un autre accent que les fameux Bulletins et tous les documents officiels. Précisément sur le fond de couleur assez neutre et d'une prose assez banale de Caulaincourt, la parole de Napoléon se détache avec un relief prodigieux, et nous avons l'assurance d'entendre « le monstre lui-même ». Du reste, toujours sans qu'il y ait là aucun apprêt, aucun artifice de Caulaincourt, l'émotion qu'il a ressentie à la vue des événements les plus tragiques s'exprime en termes sobres, exacts pourrait-on affirmer, d'un réalisme poignant. Et je ne sais rien de plus vécu, au sens propre du mot, que la description, à l'entrée dans Moscou en 1812, de la stupeur, de l'effarement, du découragement qui pénètrent l'armée française devant le silence, l'abandon de toute cette immense capitale, suivie aux premières heures de la nuit par les crépitements de l'incendie. Qu'on lise aussi, à la page 405 du tome II, le passage du Rhin pour la campagne d'Allemagne de 1813 par les levées de la Jeune Armée, à peine armée, à peine instruite, qui, dès son premier contact avec les masses des coalisés, va gagner la bataille de Lutzen. Le cœur de Caulaincourt se serre en songeant à tant d'héroïsme inutile, et il atteint à l'éloquence par la sincérité.

Il serait très vain et même bien fâcheux de nous substituer à Caulaincourt et d'essayer de donner un résumé de ses *Mémoires*. Il suffira d'en esquisser la trame. Mieux vaudra insister ensuite sur ce que leur doit de clartés l'histoire de l'Empire et, à l'opposé, sur les problèmes dont les assertions de Caulaincourt augmentent plutôt l'obscurité.

II

Les *Mémoires* de Caulaincourt commencent, disions-nous, à son ambassade de Russie au début de 1808. Déjà Bonaparte, Premier Consul, lui avait confié la mission d'aller saluer Alexandre I^{er} lors de l'avènement de ce dernier. Caulaincourt est merveilleusement accueilli par le tsar. Mais l'alliance conclue à Tilsitt n'est déjà plus entière et, dans l'entourage du souverain russe, la méfiance pour Napoléon, accrue par l'attentat de Bayonne vis-à-vis des souverains d'Espagne, est déjà si grande que l'opinion de la cour de Pétersbourg voit dans le projet de l'entrevue d'Erfurth une machination pour attirer Alexandre dans un guet-apens qui ferait de lui le captif de Napoléon. Une partie de l'opinion européenne pense du moins que Napoléon et sa dynastie rêvent de la monarchie universelle, ce que Talleyrand et même Caulaincourt ne sont pas éloignés de croire. De son côté Napoléon, depuis Erfurth, s'irrite que la Russie se dérobe à son projet d'une attaque franco-russe contre l'Inde. De cette attaque, Napoléon dévoile à Caulaincourt les lignes essentielles au tome II des *Mémoires*. Déçu dans ses plans, Napoléon songe désormais à affaiblir la Russie comme l'Angleterre, à la rejeter hors d'Europe par la création d'un grand État intermédiaire. On voit que les soupçons et malentendus allaient se greffer de part et d'autre sur ce premier dissentiment. Caulaincourt, lui, croit à la sincérité de l'amitié d'Alexandre

pour Napoléon, naïveté extrême que Napoléon s'explique par la séduction personnelle du souverain russe vis-à-vis de l'ambassadeur de France. L'emprise d'Alexandre à l'égard de Caulaincourt est telle que le représentant de l'Empire français, calomnié auprès du tsar pour la part qu'il avait prise à l'enlèvement du duc d'Enghien, s'en va solliciter du despote moscovite un verdict d'absolution pour cette imputation. Napoléon sermonne Caulaincourt, lui reproche de devenir « plus Russe que Français », le rappelle, enfin, le 17 février 1811. Rentré de mission, Caulaincourt s'évertue à faire craindre à Napoléon la rupture avec la Russie. Au contraire, Napoléon se passionne « dans l'intérêt bien calculé de la vieille Europe et de la civilisation » pour une guerre contre les Russes, le « fléau » de « tous les peuples ». Alexandre, lui, médite sur la guerre d'Espagne, où s'est révélé l'élan d'une nation qui ne veut pas mourir, et il est décidé à se retirer « plutôt au Kamtchatka » que de capituler.

Napoléon, de prime abord, conçoit la guerre avec la Russie comme une action à mener en deux ou trois campagnes d'été séparées par un hivernage prudent à Witepsk, par un second à Smolensk, et ce projet rassure quelque peu Caulaincourt. On sait, au contraire, quelle entreprise téméraire se déroule précipitamment, en une seule marche pour ainsi dire, du Niémen à Moscou, l'abîme de la plaine russe attirant toujours plus avant l'armée française, parmi les solitudes qui lassent les jeunes soldats jusqu'au suicide, parmi les incendies et les dévastations systématiques des Russes. De ces sacrifices résolus par l'ennemi, le militaire français s'épouvante. L'armée russe, de son côté, effectue sa retraite avec une méthode qu'il faut suivre dans le récit de Caulaincourt. Les Russes « n'abandonnent pas une charrette » et les étapes de leur recul sont jalonnées de batailles telles que Smolensk, la Moskowa, où quarante-neuf généraux français sont mis hors de combat. Puis c'est l'entrée dans le vide morne de Moscou, désert, et ensuite l'incendie formidable. Du reste, Caulaincourt le montre bien, l'incendie laisse subsister de vastes quartiers, d'immenses ressources. Seulement, pour réprimer le pillage et annuler le gaspillage, toute administration fait défaut ; même note pour le service hospitalier, pour les précautions que commande l'approche de l'hiver : le grand ressort de l'administration de l'armée, qui avait eu des arrêts et des mécomptes même dans la campagne d'Austerlitz, dans celle de Wagram, au milieu des riches plaines d'Allemagne et d'Autriche et sous un ciel clément, ce grand ressort est définitivement faussé. Le premier coupable, on le voit dans notre mémorialiste, c'est Napoléon lui-même : établi à Moscou, il ajourne toute décision, se laisse abuser par des feintes de négociations que les Russes esquissent autour de Murat, commandant de l'avant-garde. Napoléon oppose même aux avis pressants de Caulaincourt et autres un silence fataliste. En réalité, il n'agit que pour maintenir le contact avec la France. Comme à Finkenstein, en 1807, un service d'estafettes est organisé par Lavallette, et Moscou-Paris, comme nous dirions aujourd'hui, fonctionne en quinze jours pour prouver au Grand Empire et à l'Europe que, où

que se trouve l'Empereur, il gouverne le monde et même la Comédie française.

Quand, ayant perdu son temps à Moscou (quinze jours, dira-t-il, avec une extrême indulgence pour cette erreur terrible), Napoléon évacue la grande cité du 19 au 23 octobre, il mène la retraite, sans rien sacrifier si possible de son artillerie, en vue d'une grande bataille d'offensive à laquelle se raccrochent ses espérances, sans se résigner à abandonner aussitôt tous les impédiments. Il n'a point imposé de mesures pour préserver les soldats des morsures du froid, pour ferrer les chevaux à glace. « Aussi incertain, aussi indécis le premier jour que le dernier », il ne combine rien pour que l'armée se garde contre les hourras des Cosaques, pour préserver de leurs audaces sa personne même, qui, au moins une fois, n'a évité d'être enlevée que par le secours d'un peloton d'officiers généraux, dont Caulaincourt, au milieu desquels il était réduit à faire blanc de sa petite épée. On pourrait croire que Napoléon était hanté exclusivement par les soucis politiques : n'avait-il pas, au départ de Moscou, objecté : « c'est qu'en France on sera sans nouvelles de nous », considération dont d'ailleurs l'affaire Malet allait montrer la justesse ? Surtout il fut toujours incapable de penser à la probabilité de défaites, à la nécessité d'organiser une retraite (après la retraite de Russie, nous aurons la retraite de Leipsig). Il faut lire dans Caulaincourt, après bien d'autres, l'odyssée de cet immense désastre et tout ce qu'il relève de grandeur d'âme à l'honneur de l'Empereur, surtout à l'honneur de ses troupes, de Ney aux soldats les plus obscurs.

À la nouvelle de l'affaire Malet, Napoléon, à Smorgoni, le 5 décembre, décide : « L'Empereur partira avec le duc de Vicence dans la voiture de Sa Majesté. » L'Empereur croit du reste encore, malgré l'avis de Caulaincourt, que la retraite pourra s'arrêter à Vilna et y trouver toute la Pologne en armes. Et c'est alors dans les *Mémoires* du duc de Vicence le morceau capital, que nous avons déjà signalé en tête de cette analyse : « En traîneau avec l'Empereur », où Napoléon déroule à Caulaincourt le trésor de sa pensée intime, de ses souvenirs, de ses projets, de ses coups de passion pour ou contre les acteurs de son épopée, jusques et y compris son aveuglement bête de bourgeois prudhommesque pour Marie-Louise. C'est aussi la course, sous le couvert de l'anonymat, à travers l'Allemagne jusqu'en France, course où les soucis du présent et de l'avenir ne font pas oublier à l'Empereur d'acheter des verroteries pour l'Impératrice et pour « la dame des pensées » de Caulaincourt ni, à Verdun, des dragées pour le roi de Rome.

C'est enfin l'arrivée aux Tuileries, la reprise du pouvoir, l'effort surhumain de travail pour faire sortir de terre la « Jeune Armée » en vue de reconquérir toute l'Allemagne. Mais c'est encore, au grand désespoir de Caulaincourt, par exemple dans le conseil du 3 janvier 1813, le retour du conquérant incorrigible aux pratiques d'une diplomatie sans sincérité, pour duper l'Europe, même l'Autriche, qui demeurerait la dernière carte à jouer contre la sixième coalition en voie de formation.

Nous n'avons pas, je l'ai dit, la portion des *Mémoires* de Caulaincourt consacrée au récit de la campagne d'Allemagne de 1813. L'exposé, tel que nous le donne le tome III, reprend aux tentatives faites durant la campagne de France de février-mars 1814 pour renouer les négociations officiellement rompues du congrès de Châtillon, alors que Caulaincourt, mandataire de Napoléon à ce congrès, l'a quitté le 21 mars pour aller retrouver l'Empereur. Précisément, le premier chapitre de ce tome III contient les explications du négociateur français sur son impuissance à obtenir la paix des Alliés. Viennent ensuite les événements, que le titre de cette phase suprême résume ainsi : « L'agonie de Fontainebleau », c'est-à-dire la capitulation de Paris du 30 mars ; l'envoi par Napoléon, qui se porte à Fontainebleau, de Caulaincourt pour négocier dans la capitale dès le 31 au matin ; les tentatives infructueuses de Caulaincourt auprès du tsar, de Schwarzenberg, de Talleyrand pour rétablir le contact ; puis la première abdication, celle en faveur du roi de Rome. La trahison de Marmont entraîne la seconde mission de Caulaincourt à Paris et, après qu'elle a échoué, Napoléon, à Fontainebleau, se résout à l'abdication pure et simple. Alors, une troisième mission de Caulaincourt à Paris obtient pour le souverain déchu la possession de l'île d'Elbe par traité du 11 avril. Au retour du duc de Vicence auprès de lui, Napoléon, pour ses derniers fidèles et pour la postérité, fait le tableau de sa vie, résume ses volontés suprêmes. Après quoi il essaye de s'empoisonner, mais n'y réussit pas. Caulaincourt le quitte le 18 avril pour aller faire ratifier à Paris le traité du 11. De Paris, le mandataire impérial part pour Grosbois, où il va prendre congé de Marie-Louise. Il présente ensuite ses devoirs aux souverains alliés, à Louis XVIII, entrevue sur laquelle il est très bref dans son récit, et pour cause. Il s'enferme, enfin, dans la retraite, d'où il sortira aux Cent-Jours. Il consacre ses dernières pages à une justification simple et digne de ses actes, justification qu'il termine en rappelant que Napoléon « a dit plus d'une fois dans son adversité : Caulaincourt est un homme d'honneur ».

III

Quelles contributions nouvelles le document Caulaincourt apporte-t-il aux connaissances historiques ?

Tout d'abord il met en lumière Caulaincourt lui-même, et ce personnage est bien original. Il représente, dans le milieu napoléonien, ce qu'on appelait au XVIII^e siècle « le militaire philosophe », dont le comte de Guibert, le prince de Ligne, le général Lloyd, le général du Teil furent des types inoubliables. C'est un psychologue acharné à deviner la psychologie de Napoléon, acharné aussi à le juger en toute objectivité. Soumis, comme tous ceux qui approchent l'Empereur, à la prodigieuse attraction du souverain, il veut s'en défendre. On le voit constamment en méfiance vis-à-vis des tentations de séduction de Napoléon : il lui oppose un front contraint, morose, il se montre censeur osé

des propos et des projets de l'Empereur, distant, atrabilaire. Il en arrive même, par esprit d'opposition, par réaction, à oublier toute défensive vis-à-vis du tsar et, sous couleur de garder son libre arbitre entre les deux souverains, il penche, inconsciemment sans doute, du côté d'Alexandre. Y a-t-il là quelques motifs personnels, rancune de ce que Napoléon contrarie et retarde les projets de mariage de Caulaincourt avec la belle Mme de Canisy, reconnaissance de ce que le tsar s'est efforcé de le blanchir aux yeux des légitimistes de l'Europe pour l'affaire du duc d'Enghien? Cependant, Caulaincourt ne nourrit point d'aversion personnelle pour l'Empereur. On ne relèverait pas chez lui cette joie de salir le Maître à laquelle s'adonne souvent la valetaille dorée des courtisans. Il ne cache pas ce qu'il trouve de bien chez l'Empereur, il s'élève même jusqu'à l'éloquence pour signaler, exalter ses bons côtés et, quand il cite dans son prince des traits de dignité, d'humanité, d'affection, il éprouve une vraie joie; il regrette que l'opinion publique tout entière ne soit pas à même d'apprécier ce qu'il admire tout le premier. La preuve qu'il se juge impartial vis-à-vis de Napoléon, c'est qu'il avait, paraît-il, l'intention, écrivant dans la retraite sous la Restauration, de dédier ses *Mémoires* au duc de Reichstadt!

Une hypothèse vient à l'esprit pour expliquer la singularité, la sincérité aussi de son attitude. Ami de Talleyrand, sans épouser ses passions et mobiles, il aurait été avec lui à la cour impériale un des chefs du parti de la paix. De fait, il est résolument pacifique. Sur ce point plus que sur tout autre, il ose rompre en visière à Napoléon, il brave même alors le danger d'une disgrâce, il en vient presque à la solliciter. Mais il n'y a pas alors en France un parti de la paix. Que le nombre de ceux qu'épouvante l'esprit de vertige de l'Empereur aille croissant depuis 1807, cela ne prouve point qu'il y ait là un parti. Qu'est-ce qu'un parti sans organisation, sans liens entre ses membres, sans discipline et sans directives? Caulaincourt, dans les conseils de Napoléon, est toujours davantage considéré comme l'homme de la paix, rien de plus. Il n'empêche que, dans l'entourage du souverain, il joue le rôle d'Alceste du *Misanthrope*, avec motifs à l'appui. La postérité peut donc placer ses *Mémoires* parmi les œuvres des moralistes politiques d'alors, à égale distance des pamphlétaires, comme Mme de Staël, Chateaubriand, Benjamin Constant, et des thuriféraires, ceux-là infiniment plus nombreux.

Il y a beaucoup à cueillir pour l'histoire intérieure dans ces *Mémoires* de Caulaincourt. On y voit au retour de Russie, après l'affaire Malet, Napoléon soucieux d'affermir le régime et de guérir les Français du goût des révolutions par des institutions nouvelles. Il songe donc à une évolution dans le sens aristocratique, à une Chambre des pairs, par exemple. Cela ne l'empêche pas, avec une magnifique inconscience, d'affirmer son goût pour l'égalité, pour le rôle de défenseur des droits individuels et de représentant du peuple français. Notons des portraits esquissés dans le tête-à-tête de Smorgoni à Paris : de Murat, de Fouché, de Fontanes, ce dernier gravé au fer rouge, etc. Il y a aussi des retours de Napoléon sur certains drames du passé

consulaire : l'assassinat du duc d'Enghien, par exemple ; des renseignements bien imprévus sur les agents des Bourbons dans le plus haut personnel gouvernemental, par exemple sur l'ex-troisième consul Lebrun, dont Napoléon apprécie la dualité de rôle et de sentiments avec un parfait détachement ; des jugements définitifs sur d'autres souverains : le roi de Prusse, « un sergent instructeur, une bête » ; le tsar, dont Napoléon a deviné toute « l'exquise fourberie » (ce mot est d'Albert Sorel). A signaler, chemin faisant, que, d'après Napoléon, le mécontentement du tsar à son égard serait motivé en partie par l'annexion de la Hollande à la France, cette opération empêchant la Russie de recourir aux banquiers d'Amsterdam pour son trésor obéré.

Il n'y a pas moins à moissonner pour l'historien dans les propos de Napoléon à Caulaincourt sur la politique extérieure. La Russie, naturellement, est au premier plan de leurs entretiens. Napoléon n'a que mépris pour l'ignorance des chefs russes, « des gens qui ne savaient pas se battre » ; pour Kutusoff et pour Alexandre, « qui se laissait imposer un mauvais général » ; pour l'administration militaire des Russes, vénale de tout temps, qui faisait payer par le tsar la solde pour 600,000 hommes, alors que les effectifs réels étaient de 100,000, ce qu'exprime Caulaincourt en ces termes : « les chefs et les commissaires mettaient un quart de l'armée dans leurs poches ». Par contre, Napoléon, comme à Eylau, est très impressionné par le stoïcisme du soldat russe, celui que Dragomiroff appellera plus tard « la sainte brute grise ». M. Hanoteau nous cite en note, extraite des archives de Caulaincourt, une proclamation de Kutusoff, du 31 octobre 1812, à ses soldats, qui est bien un des documents les plus curieux sur la mentalité, aussi primitive que mystique, des troupes russes et de leur généralissime. D'autre part, nous apprenons que le consul général de France à Moscou, Lesseps, et Caulaincourt comme lui, c'est-à-dire, en somme, les deux Français les mieux renseignés sur les affaires intérieures de la Russie, désapprouvent nettement et contribuent à faire rejeter par Napoléon l'offre faite par des Allemands de déchaîner les serfs contre leurs maîtres, sous prétexte que ce serait une mesure révolutionnaire « contraire aux principes » de Napoléon, principes qui tendaient au « rétablissement de l'ordre social » en Europe, comme si le mot de la situation n'avait pas été dit par Carnot en l'an II : « la guerre est un état violent ; il faut la faire avec violence ». Qu'eût été la destinée de l'empire russe si Napoléon n'avait pas fait alors le délicat sur le choix des moyens ? Et Merejovski n'est-il pas fondé à dire que 1812 aurait avancé d'un siècle le cataclysme de 1917 ? Naturellement, dans le tête-à-tête de Smorgoni à Paris, Napoléon s'est expliqué avec Caulaincourt sur les affaires d'Espagne. Il lui a répété que toute la faute en était à Talleyrand. Il ne lui a rien dit qui vienne infirmer le très bel ouvrage d'André Fugier sur *Napoléon et l'Espagne*¹. Mais il a envisagé l'action des Anglais dans la péninsule Ibérique avec une philosophie qui rend compte de sa négligence pour ce théâtre

1. Cf. *Revue historique*, t. CLXVI, p. 142.

de la guerre. « Si 30,000 Anglais débarquaient en Belgique ou dans le Pas de Calais..., ils nous feraient bien plus de mal qu'en obligeant à avoir une armée en Espagne. » D'autre part, un mot de Napoléon vient renforcer le faisceau de preuves dont sa *Correspondance* est si riche et que nombre d'historiens s'obstinent à ignorer, en faveur de ce fait que l'Empereur depuis Trafalgar n'a jamais renoncé à lutter sur mer : « L'Angleterre sait bien que je profiterai de la paix pour avoir une marine », et, en réalité, il y a reconstitution tenace de toute une flotte éparse dans les ports de construction, n'ayant point appris la navigation et la manœuvre, parce que le blocus britannique l'empêchait de sortir de ces ports, mais constituant des éléments magnifiques pour une revanche et pour la conquête de la liberté des mers. En 1814, toute cette flotte, cette flotte absolument neuve, allait être livrée d'un trait de plume par l'ineptie du comte d'Artois et l'indifférence de Talleyrand, selon les termes de la convention du 23 avril, à l'Angleterre et aux Alliés. Enfin, pour la dernière période, celle de la chute de l'Empire, le tome III de Caulaincourt est décisif sur bien des points. On se rend compte, d'après son exposé, des responsabilités de Napoléon dans l'échec des pourparlers avec les Alliés au cours de la campagne de France en 1814 : bévues sur la mentalité de Metternich et de l'empereur d'Autriche, bévues sur l'Angleterre ; goût des cachotteries, des réticences, des négociations mystérieuses engagées à l'insu de son mandataire officiel ; manifestations évidentes de son aversion pour une solution pacifique immédiate le 21 février ; le 23, vis-à-vis de M. de Saint-Aignan ; le 24 mars, même à Saint-Dizier. On y discerne la mentalité des Parisiens à l'entrée des armées étrangères dans la capitale, mentalité beaucoup plus complexe que ne l'indiquait Houssaye, et quels encouragements cela constitue pour les Alliés. D'autres affirmations de Caulaincourt sont d'un pittoresque très imprévu : Caulaincourt propose au tsar comme successeur à Napoléon sur le trône d'empereur des Français un des grands-ducs frères d'Alexandre, un Cosaque auraient dit les Français de l'époque ! Voit-on, gouvernant la France, le névrosé que fut le grand-duc Constantin ou le très obtus Nicolas Ier ? Non moins imprévu est le certificat d'amour conjugal libellé par Caulaincourt à la date de 1814 en faveur de Marie-Louise : on s'étonne qu'il ne l'ait pas, dans la suite, rayé du texte de ses *Mémoires*, puisque c'est lui qui, au mois d'avril 1815, se chargea de révéler à Napoléon le plein succès rapidement obtenu par Neipperg dans les préférences nouvelles de la sentimentale Allemande. Par contre, les détails sur les scènes faites à l'Empereur par ses maréchaux pour l'obliger à abdiquer et la narration de sa tentative de suicide à Fontainebleau font, sans aucune recherche de style, l'impression la plus tragique.

IV

A côté des faits bien établis, acquis désormais à l'histoire par la publication de M. Hanoteau, les *Mémoires* de Caulaincourt mettent en vedette des questions qu'ils contribuent plutôt à obscurcir qu'à résoudre.

Nous n'en retiendrons ici que quatre : le cas de la Pologne, celui de Talleyrand, celui de Maret, duc de Bassano, ministre des Relations extérieures de 1811 à 1813, celui, surtout, des services rendus à l'Empereur et à l'Empire par Caulaincourt.

Entre l'Empereur et les Polonais existe un malentendu, dont les conséquences pour la campagne de Russie et ensuite pour la cause de la Pologne sont des plus funestes. Personne ne le met en lumière comme Caulaincourt. Napoléon n'avait, bien avant 1812, qu'une estime relative pour les Polonais : ils lui apparaissaient comme une nation légère et divisée. Sans compter qu'il ne voyait pas de moyen de reconstituer la Pologne sans irriter à la fois la Prusse, l'Autriche et surtout la Russie. Mais, en 1812, cette seconde considération n'a plus la même valeur et, par contre, Napoléon pense bien obtenir des Polonais des sacrifices immenses pour la campagne. Lors de la retraite, Napoléon juge qu'un soulèvement national de la Pologne lui permettra de tout réparer et le fantôme des « cosaques polonais » venant barrer la route aux hordes russes obsède littéralement l'Empereur. De leur côté, les Polonais, dès le début, ont accusé Napoléon de vouloir épuiser leur pays par des exigences fort disproportionnées à ses facultés et se méfiaient grandement de son dévouement à leur cause. Toujours est-il que, sauf l'attitude splendide du corps polonais et de son chef Poniatowski dans la Grande Armée, Napoléon n'eut point à se louer des levées, des contributions de la nation polonaise. Les Lithuaniens lui manifestèrent presque de l'hostilité. Il faut faire la part de la sottise criminelle de l'ambassadeur de Napoléon à Varsovie, Mgr de Pradt. Peut-être, surtout, faut-il distinguer chez les Polonais entre, d'une part, la jeunesse de la classe noble, superbe d'héroïsme et déjà sous les aigles napoléoniennes, et, d'autre part, les hommes d'âge mûr, hantés de l'esprit de discorde séculairement entretenu par les magnats et par les femmes, craintifs pour tout avenir après les malheurs de leur patrie, comme il faudrait alléguer encore l'ignorance, l'avilissement des petits bourgeois et des paysans. Et, pourtant, Napoléon avait sans doute songé à la Pologne dans son rêve d'un grand État d'Europe centrale à opposer à la barbarie russe. Il y avait songé pour son frère Jérôme qui serait devenu roi de Pologne. Et, en 1812, dans la Grande Armée, au témoignage de Caulaincourt, il était admis que les forces de l'Empire s'ébranlaient vers l'Orient « pour une seconde campagne de Pologne » qui compléterait celle de 1806-1807. Ce rêve faisait déjà place, du reste, dans les projets fumeux de l'Empereur quand il s'enfonça en Russie, à celui d'un partage de la Pologne entre le roi de Saxe, Poniatowski et Davout. En réalité, M. Mansuy le montre dans sa thèse très neuve et très substantielle : *Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812* (Paris, 1930), il y avait une méconnaissance réciproque et « fabuleuse » entre France et Pologne depuis le *xvii^e* siècle, méconnaissance qui avait précisément éveillé dès juillet 1812, chez Jérôme Napoléon, le « bon sens » et le sens critique de ce personnage d'ordinaire irréflecti et aveuglement ambitieux, et qui l'avait détourné d'aller régner à Varsovie pour le compte de son terrible

frère. Toujours est-il que Napoléon a, durant toute la retraite de Russie, manifesté le désir de s'arrêter sur le sol de la Pologne pour en organiser les forces et reprendre bientôt l'offensive, et qu'au contraire il traverse alors la Pologne et sa capitale même incognito et en hâte. Il reste là un problème, et je souhaiterais que M. Mansuy, utilisant maintenant les *Mémoires* de Caulaincourt, nous donnât une œuvre d'ensemble sur la place du mirage polonais dans la décision prise par Napoléon de rompre avec la Russie, sur l'apport réel de la Pologne à la campagne de Russie, sur l'influence qu'ont pu avoir les déceptions ainsi éprouvées de part et d'autre des divisions à l'égard des Polonais en 1813.

Le cas de Talleyrand nous semble, après l'apparition du document Caulaincourt, aussi difficile à régler que le cas de la Pologne. La publication que M. Lacour-Gayet a faite d'un *Talleyrand* n'a pas projeté sur ce personnage une lumière dont on puisse se satisfaire. De même les papiers sortis depuis peu et que la *Revue de Paris* (15 décembre 1933) et la *Revue des Deux Mondes* (1^{er} janvier 1934) ont servis à leurs lecteurs. Rien d'étonnant à cela, puisque Talleyrand mettait lui-même son point d'honneur (si l'on peut parler ainsi) et tout son art diabolique à ne se laisser pénétrer par personne. Un point surtout demeure obscur : pour quel motif réel Napoléon a-t-il écarté Talleyrand au retour de l'Espagne en 1809 ? Pour quel motif ensuite, malgré la nécessité, malgré Caulaincourt et bien d'autres intercessions, Napoléon s'est-il montré si réfractaire à rendre à l'activité le prince de Bénévent, soit comme ambassadeur en Pologne, où il eût assurément mieux fait que Mgr de Pradt, soit comme ministre des Relations extérieures à la fin de 1813 ? Caulaincourt, ami de Talleyrand, mêlé à ces diverses tractations, devrait, semble-t-il, plaider à leur occasion dans ses *Mémoires* l'innocence de Talleyrand, et il aurait dû en étaler les preuves aux yeux de Napoléon. Il n'en fait rien et, d'autre part, il n'enregistre, jusqu'aux trahisons de Talleyrand en 1814, aucune imputation bien sérieuse de l'Empereur vis-à-vis du serviteur en disgrâce : il ne rapporte que des propos vagues du souverain, des ragots sur les mauvaises fréquentations masculines et féminines du prince de Bénévent, sur l'ex-M^{me} Grand, dont il avait fait sa femme, sur son goût de l'intrigue et ses appétits d'argent. La seule précision que Napoléon donne sur Talleyrand, et tardivement, en 1813, avant les négociations de Francfort, à Caulaincourt, est celle-ci : « il a voulu être prince et grand dignitaire, cela est incompatible avec la qualité de ministre », et Napoléon conclut par cette grossièreté célèbre : « c'est de l'or à côté de la merde ». Cependant, à qui donc dans son entourage Napoléon a-t-il tenu longtemps rigueur pour des intrigues, des maîtresses, de la vénalité ? Qui croira que Napoléon a refusé le cumul de deux dignités à Talleyrand au nom du protocole ? Et quand Napoléon tombe victime de la trahison de Talleyrand il déclare : « je le savais, j'aurais dû le faire arrêter, mais je répugnais aux mesures de rigueur ». Après quoi il donne un satisfecit caté-

gorique à Talleyrand diplomate, et, non content d'une telle longanimité, il ajoute : « c'est encore l'homme qui peut le mieux tout rallier, tout faire marcher ». Peut-être la publication que nous annonce M. Hanoteau de la *Correspondance de Caulaincourt avec Talleyrand* éclairera-t-elle le mystère des relations personnelles de l'Empereur avec Talleyrand et de la disgrâce de ce dernier. Jusque-là, plus encore qu'avant l'apparition des *Mémoires* de Caulaincourt, l'histoire de l'Empire comporte une énigme : l'énigme de Talleyrand.

Le document Caulaincourt nous présente une autre énigme, qui pourrait bien elle-même se rattacher au cas Talleyrand : l'énigme Maret. Maret, duc de Bassano, ministre des Relations extérieures jusqu'en novembre 1813, où Caulaincourt lui succède par suite de la non-acceptation de Talleyrand, Maret demeure secrétaire d'État et accompagne Napoléon durant la campagne de France. Les *Souvenirs d'histoire contemporaine* du baron de Bourgoing (Paris, 1864), le livre du baron Ernouf : *Maret, duc de Bassano* (Paris, 1878), notent que l'entourage impérial taxait Maret de bellicisme et les *Mémoires* de Caulaincourt confirment cette opinion ; pour nombre de gens, dans cette période d'inquiétudes, il y a auprès du souverain, se disputant l'influence sur lui : Maret, l'ange de la guerre, Caulaincourt, l'ange de la paix. Ainsi, Napoléon, le souverain le plus réfractaire à toute volonté de son entourage, l'homme d'État le plus imbu de sa seule pensée, de son infaillibilité, de l'égoïsme nécessaire et impitoyable de ses intérêts, enfin l'esprit le plus réaliste et le plus hostile aux idéologies (du moins on se le figure communément comme tel), Napoléon aurait été au fond un fantoche oscillant entre les poussées contraires d'un Maret et d'un Caulaincourt, entre les systèmes de politique extérieure de conseillers à la fois simplistes et absolus. La conception se rattache à cette autre déjà mentionnée, encore plus aventureuse, de l'existence alors d'un parti de la paix capable d'une orientation déterminée sous la direction occulte de Talleyrand. Or, que nous disent sur ce point les *Mémoires* de Caulaincourt ? Ils confirment la rivalité de Maret et du duc de Vicence en 1814. Et la présence de Maret aux côtés du souverain, tandis que Caulaincourt est à Châtillon pour négocier la paix, l'obligation imposée par l'Empereur à Caulaincourt de correspondre avec Maret pendant ce temps, tout cela ne facilite guère la communauté d'efforts que les circonstances, bien critiques, requéraient des dirigeants français. Il faut enregistrer, sur l'histoire diplomatique d'alors, cette formule catégorique et pleine de choses de Caulaincourt : « le procès des dernières années de l'Empire est à juger entre M. de Bassano et moi ». Sans doute, Caulaincourt a dû être impressionné par sa jalousie, sa rancune contre son rival quand il émettait cette opinion. Elle ne peut être, toutefois, pleinement rejetée. Sans réduire à des proportions ridicules le rôle de Napoléon dans les dernières phases de ses négociations avec les Alliés de 1814, l'histoire diplomatique de ce temps, que seuls les gens attardés cherchent encore dans les ouvrages

d'Albert Sorel, gagnera sans doute à faire la part de ses deux conseillers opposés, Maret et Caulaincourt, gagnera surtout à les départager, à confronter leurs directions et leurs tendances. Plus encore qu'avant la publication des *Mémoires* de Caulaincourt il subsiste le cas Maret, la querelle Maret-Caulaincourt.

V

Une question domine toutes les autres après lecture d'un mémorialiste comme Caulaincourt. D'après le tableau d'ensemble de son activité, Caulaincourt fut-il un grand serviteur de Napoléon? Fut-il un grand serviteur du pays? Ou, pour mieux préciser, quels résultats lui doit-on?

Se proclamant et proclamé l'homme de la paix, jouant avec intrépidité vis-à-vis du plus grand des conquérants un rôle que nous avons comparé au rôle d'Alceste, il ne mérite à nos yeux, en fait de succès, qu'un succès d'estime au sens propre du mot. D'abord, Alceste n'a sans doute pas été conçu par Molière, ni par aucun de ses commentateurs au cours des âges, comme un homme d'action. Mais sortons de la fiction. Avant la campagne de Russie, l'ambassadeur à Pétersbourg plaide auprès de son souverain la cause du tsar avec tant de conviction que Napoléon en est choqué. Même, rentré en France, en 1811, il commet pour les diplomates du tsar des indiscretions qui méritent la sévérité de l'historien. Condescendance si l'on veut, mais condescendance inouïe. Tentatives d'amorçage? Mais de semblables procédés ne se justifient que par leur succès, et ce ne fut pas le cas pour Caulaincourt. Disons plutôt que de pareilles complaisances font partie du système de pacifisme de Caulaincourt. C'est au détriment des intérêts de son Maître, de son pays. Le fait se renouvelle peut-être en 1813 à Prague, mais nous n'avons pas sur ce congrès la version de Caulaincourt; en tout cas à Châtillon, en 1814, devant les diplomates de la coalition qui, eux, ne payent pas d'une égale franchise le négociateur français. Si bien qu'en définitive M. Madelin, à l'égard du duc de Vicence, diplomate, se déclare « autorisé à tous les soupçons ». Nous n'irons pas jusque-là. Les jugements de l'entourage impérial, celui de Napoléon lui-même et surtout la leçon des faits sont en faveur du loyalisme de Caulaincourt. L'acharnement qu'il a mis, du 31 mars 1814 au 10 avril, de la capitulation de Paris au traité de Fontainebleau, à lutter contre les adversaires de Napoléon et de la France, les souverains étrangers et, à l'intérieur, contre les grands bandits de la politique et les soudards éhontés, tout cela constitue à son actif des preuves de dévouement irréfutables. Et il explique fort bien lui-même l'extrême difficulté qu'il éprouvait alors à obtenir des Alliés un acte qui sauvegardât à la fois la souveraineté de Napoléon et l'avenir de son fils. Il dit lui-même que son attitude entre Fontainebleau et Paris était mal interprétée ou par la bande de Talleyrand et les rois de l'Europe, ou par le désespoir impatient de Napoléon. En somme, c'est grâce à lui que le sort accordé à Napoléon en 1814

fut la royauté de l'île d'Elbe et non pas déjà l'internement à Sainte-Hélène. Le lecteur, en présence du zèle déployé par Caulaincourt à l'heure la plus critique de la destinée impériale, peut lui pardonner de s'être auparavant laissé entraîner jusqu'aux intempérances de langage, par son amour de la paix, en face des diplomates de la coalition.

Le plus grand reproche que nous serions tentés de faire à Caulaincourt, c'est que ce fanatique de la paix, quand il l'a entre ses mains, ne sait pas la faire, n'a pas la force de l'imposer, d'une part à son Maître, l'Empereur, d'autre part à ses adversaires, Metternich et le tsar, en exploitant leur condescendance apparente et leurs avances purement astucieuses. Pourtant, au cours de la campagne de France, des fissures s'étaient produites dans le bloc des coalisés : Metternich et François II hésitaient beaucoup à servir les impitoyables rancunes du tsar. Schwarzenberg considérait Blücher comme un téméraire qui courait à sa perte. Au fond, Napoléon n'avait pas tort de penser qu'on pouvait agir sur l'Autriche et par l'Autriche. Seulement, aux conférences de Lussigny, par exemple, l'Empereur ne réussit qu'à la compromettre aux yeux des autres coalisés, ce dont elle s'effraya et s'irrita. Il n'en reste pas moins que Caulaincourt ne sut profiter d'aucune circonstance favorable. Le 5 février, Napoléon lui avait fait écrire : « Sa Majesté vous donne carte blanche », et ne révoqua cette concession que le 12 ; malgré le vague de ces instructions ou grâce au vague de ces instructions, Caulaincourt, s'il avait eu le courage d'en forcer le sens, se serait cru autorisé à conclure la paix coûte que coûte. Le 6 mars, Caulaincourt a écrit à Napoléon : « Il faut des sacrifices, il faut les faire à temps. » Mais il ne se permet pas de dépasser les conditions de la réponse que lui fait Maret et qui exige les bases de Francfort. Visiblement, durant toute cette période de février-mars, il a peur d'aller de l'avant et il fuit les responsabilités ; il perd son temps à réclamer des instructions et laisse échapper des occasions qu'il aurait dû étreindre anxieusement. Le sens de l'heure lui échappe. Il contribue ainsi, malgré lui, à faire réussir les trames de Talleyrand contre l'Empereur et la France. On croirait que, dans les phases critiques, il est saisi finalement d'une dépression nerveuse, où s'obscurcit sa lucidité de pensée, sa fermeté de caractère.

Ce qui ferait généraliser pareil diagnostic, c'est qu'on retrouvera Caulaincourt également inférieur aux circonstances à la fin des Cent-Jours, époque postérieure à celle qu'il raconte dans ses *Mémoires*. En effet, membre de la Commission du gouvernement après Waterloo, il se laisse manœuvrer par Fouché ; il accepte de Fouché de se faire l'arbitre entre l'Empereur et la Chambre des représentants ; il laisse ainsi acculer son Maître à l'abdication irrémédiable, même au départ vers l'Océan bloqué par la croisière anglaise.

VI

Il est rare de rencontrer en histoire des contrastes entre les intentions d'un personnage et les résultats réels de son action comme ceux que pré-

sente la carrière de Caulaincourt : avoir voulu servir de tout son dévouement Napoléon et la France et contribuer, en fait, à la chute du souverain, à la mutilation de la patrie livrée aux envahisseurs ; avoir déployé une franchise outrancière et une dignité morale reconnue de tous et n'aboutir ainsi qu'à faire le jeu de deux grands coquins préoccupés uniquement de leur propre fortune : un Talleyrand, un Fouché¹ !

L. LÉVY-SCHNEIDER.

1. Les lecteurs d'un compte-rendu sont déçus lorsqu'il ne comporte aucune critique. Signalons donc qu'au tome I, p. 193, un lapsus fait du littérateur Ginguéné un ancien conventionnel ; qu'au même tome, p. 329, note 4, il faut lire 1812, au lieu de 1912 ; qu'au tome II, p. 338, note 2, il faut lire *Kastel* en face de Mayence et non *Cassel*. D'autre part, au tome I, p. 55, note 2, M. Hanoteau publie une lettre d'une soi-disant amie de Caulaincourt, tirée de la bibliothèque Thiers, d'après laquelle, pour se justifier de sa prétendue complicité dans l'enlèvement du duc d'Enghien, Caulaincourt raconte ceci : Bonaparte lui aurait promis sa parole d'honneur que si le duc était arrêté il serait enfermé jusqu'à la paix « au château de Pierre-Cize à Lyon », sans y être connu. Caulaincourt ne se fiant pas à cette promesse, Bonaparte la lui aurait fait écrire par le Grand Juge : « Il me l'a fait lire », continue la femme en question. « Je lui ai dit : il faut la publier. Il pâlit. Il me dit ne l'avoir conservée que pour moi, avoir consenti à la détruire et avoir dit qu'elle n'existait pas. » M. Hanoteau, d'après le contexte, conclut que ce récit est « invraisemblable ». Ajoutons qu'il est absurde : Pierre-Cize ou Pierre-Scize avait été démoli après la reprise de Lyon par les troupes de la Convention, en vertu d'un arrêté des conventionnels Couthon, Maignet, Sébastien de Laporte et Châteauneuf-Randon, du 12 octobre 1793, et ce fait ne pouvait être ignoré de Bonaparte, du grand juge Regnier, de Caulaincourt.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE

DE 1660 A 1789

XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES. — Deux recueils de documents se rapportent à l'ensemble de la période qui sert de cadre à ce *Bulletin*. Ce sont les *Tables capitulaires des Frères mineurs de l'observance et des Récollets de Bretagne (1476-1780)*¹ et le *Nouveau supplément à l'histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur*². Dans le premier de ces recueils, M. COURTECUISE a réuni les archives des couvents franciscains bretons, dont le Saint-Siège a formé, en 1517, la vicairie de Bretagne, à l'exclusion de ceux qui ont continué à dépendre de la vicairie de Touraine. Une introduction nous donne de brèves notices sur chacun d'entre eux (il y en avait dix-huit) et nous renseigne sur la nouvelle réforme ou *récollecion*, qui eut pour résultat, au début du XVII^e siècle, de substituer, non sans luttes, à presque tous les anciens couvents de Frères mineurs ou *Cordeliers*, des couvents de *Récollets*. Parmi les actes de violence dont s'accompagna la *récollecion*, signalons la tentative, d'ailleurs vaine, que firent les Récollets, armés d'un arrêt du Conseil privé, pour prendre de vive force le couvent des Cordeliers de Saint-Brieuc. L'introduction contient également des détails précis, que l'éditeur a tirés des documents eux-mêmes, sur l'organisation intérieure des couvents et la vie conventuelle. Nous y voyons quelles interdictions (par exemple celle de monter à cheval) rendaient singulièrement difficile la stricte observance, en dépit de tout le zèle des moines³. — Dans le *Nouveau supplément à l'Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur*, Dom Ursmer BERLIÈRE et Dom An-

1. Publiées avec une Introduction par Max. COURTECUISE. Paris, librairie philosophique Vrin, 1930, in-8°, LXXXVII-260 p.

2. En sous-titre : « Notes de Henri Wilhelm », publiées et commentées par D. Ursmer BERLIÈRE et D. Antoine DUBOURG, t. II et III. Maredsous et Gembloux, 1931 et 1932, in-8°, VII-283 et 157 p. L'*Histoire littéraire*, qu'achève de compléter ce *Nouveau supplément*, est celle de Dom Tassin. Le tome I avait paru en 1908.

3. Je signale une erreur géographique dans la description des couvents. L'île Verte, écrit l'auteur, « se trouve dans l'embouchure du Trieux, en face de Pontrieux et de Tréguier ». L'île Verte est au large de l'embouchure du Trieux, mais Tréguier n'est pas sur le Trieux.

toine DUBOURG achèvent de publier les précieuses notes biographiques dues à un érudit allemand, Henry Wilhelm, sur tous les Bénédictins qui ont participé tant soit peu à l'activité littéraire de la célèbre congrégation. Un index termine le tome III. L'ouvrage sera désormais un instrument de travail indispensable à tous ceux qu'intéresse l'histoire des lettres aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Les ouvrages qui se rapportent à l'ensemble de notre période sont assez nombreux.

Il est beaucoup trop tard pour présenter aux lecteurs de la *Revue* le volume que M. René PINON a consacré, dans l'*Histoire de la Nation française*, à l'histoire diplomatique des temps modernes de 1515 à 1928¹. Le nom de l'auteur suffirait à nous garantir qu'il est habilement composé et brillamment écrit, et ce n'est pas un médiocre mérite que d'avoir su mettre en ordre et rendre intelligible une pareille masse de faits. Le volume doit son unité au dessein continu que l'auteur attribue à la diplomatie de nos rois, depuis le début du XVI^e siècle, de donner au royaume ses frontières naturelles. Mais puis-je me permettre de regretter que cette théorie des frontières naturelles soit toujours présentée, par ceux qui l'admettent, comme un fait d'évidence, dont on peut se dispenser d'apporter la preuve? On aurait, je crois, quelque peine à le faire².

M. LE BARROIS D'ORGEVAL a consacré à l'histoire du maréchalat de France deux gros volumes³, qui sont le fruit de longues années de patientes recherches. Histoire du maréchalat, et non des maréchaux, comme l'auteur a bien soin d'en avertir dans l'Introduction. Mais il étudie le maréchalat sous tous ses aspects : mode de nomination des maréchaux, leur fonction militaire, leur action judiciaire et sociale, etc... Le premier volume, de beaucoup le plus important, embrasse toute l'histoire du maréchalat sous l'Ancien Régime ; le second, son histoire pendant la période contemporaine, depuis son rétablissement sous le Premier Empire. Il y a là une quantité considérable de renseignements que l'on aurait grand'peine à trouver ailleurs et que M. Le Barrois d'Orgeval a rassemblés en bon ordre. Signalons, en appendice, une liste des maréchaux depuis l'origine, dressée année par année, et qui est probablement aussi complète que le permettent les documents conservés.

On peut rapprocher de ce grand ouvrage celui du général LARRIEU, *Histoire de la gendarmerie*⁴. Mais il ne s'agit ici que d'une réédition, avec quelques remaniements et additions. Le volume paru en 1933 reproduit la

1. *Histoire diplomatique, 1515-1928* (t. IX de l'*Histoire de la Nation française*), par René PINON. Paris, librairie Plon, s. d., in-4°, 646 p.

2. On verra ce qu'en pense M. Gaston Zeller dans un article de la *Revue d'histoire moderne : La monarchie d'ancien régime et les frontières naturelles* (août-octobre 1933).

3. G. LE BARROIS D'ORGEVAL, *Le maréchalat de France, des origines à nos jours*. Paris, éditions Occitania, 1932, in-8°, 2 vol., LVIII-591 et 568 p.

4. Général LARRIEU, *Histoire de la gendarmerie*, Nouvelle édition, revue et augmentée. Pre-

première partie, titre II, de l'ouvrage ancien. Rappelons qu'on y trouve une sorte d'inventaire analytique des ordonnances, édits, déclarations, arrêts du Conseil qui sont, en tout ou en partie, relatifs à la maréchaussée et à la justice prévôtale, depuis la déclaration de janvier 1536 jusqu'à la Révolution.

M. Pierre DARDEL et Dom Joseph DUCHAUSIX ont entrepris une *Histoire de Bolbec des origines à la Révolution*¹ et nous en ont donné le tome I. C'est une mise en œuvre, sobre et méthodique, de tous les documents que les deux auteurs ont pu recueillir (et sans doute ne s'éloignerait-on pas beaucoup de la vérité en disant : de tous les documents qui ont survécu) sur l'histoire de Bolbec. Un chapitre suffit pour rappeler ce qu'a été Bolbec au Moyen Âge ; car nous savons bien peu de chose de l'époque antérieure au grand incendie de 1583, qui détruisit presque entièrement la ville. Les autres chapitres, beaucoup plus riches, atteignent souvent la vie par la précision du détail. Un ouvrage comme celui-ci ne saurait être analysé brièvement ; on ne peut que remercier les auteurs de toute la peine qu'ils ont prise et les féliciter de la rigueur de leur méthode. Je note, en passant, un seul fait : la première mention d'un syndic et d'échevins à Bolbec ne date que de 1692 et la municipalité semble s'être organisée peu à peu au cours du XVIII^e siècle, sans que cette organisation ait été gênée par la création d'offices vénaux, qui ne trouvent pas d'acquéreurs ou sont rachetés par la ville.

Les *Recherches sur l'histoire du Collège de Vienne*, de M. Claude FAURE², ont été, elles aussi, conduites avec méthode ; mais les résultats qui s'en dégagent n'ont malheureusement pas un intérêt très vif, parce que les documents nous renseignent peu sur les études, au temps des Jésuites, qui s'y installèrent en 1604, comme après leur dispersion.

La *Compagnie des secrétaires du roi*, de M. Pierre ROBIN³, est une thèse de droit. C'est une étude consciencieuse de la Compagnie, en tant que Compagnie. L'auteur a exclu de son enquête l'activité personnelle des secrétaires du roi, et sans doute a-t-il eu raison d'un point de vue tout pratique. Mais peut-on bien comprendre la place que tenait la Compagnie elle-même dans l'organisation du royaume, si l'on ne sait rien (et M. Robin ne nous en dit rien) du rôle et de l'importance des secrétaires du roi dans la vie financière de l'ancienne France⁴ ?

mière partie, titre II : *La maréchaussée, de François I^{er} à la Révolution*. Paris, Charles Lavauzelle, 1933, in-8°, 262 p.

1. Pierre DARDEL et Dom Joseph DUCHAUSIX, *Histoire de Bolbec, des origines à la Révolution*, t. I. Rouen, 1933, in-8°, 260 p.

2. Claude FAURE, *Recherches sur l'histoire du Collège de Vienne*. Paris, Auguste Picard, 1933, in-8°, 398 p.

3. Pierre ROBIN, *La Compagnie des secrétaires du roi, 1351-1791*. Paris, Recueil Sirey, 1933, in-8°, 124 p.

4. Une liste des secrétaires du roi n'aurait pas été très difficile à dresser, et elle aurait été très utile, même incomplète.

Les justices seigneuriales de la région parisienne de 1580 à 1789, par M. Pierre LEMERCIER¹, offrent un bon exemple des services que peut rendre une étude poursuivie dans un domaine strictement limité et poussée à fond. Nous voyons ici, par une série d'exemples concrets, comment la monarchie, à partir de la fin du XVI^e siècle, s'est efforcée, ainsi que le dit l'auteur dans l'introduction, « d'adapter un régime administratif à un milieu et à des organismes qui, dans une très large mesure, s'étaient formés et développés sous l'influence de principes féodaux ». Elle y est à peu près parvenue, en respectant les principes, mais en les tempérant au moyen d'aménagements pratiques. Dans la région parisienne, le résultat dernier de l'évolution fut la réunion des justices seigneuriales de Paris au Châtelet, par l'édit de 1674. Dans l'ensemble, M. Lemer cier s'est moins attaché à discuter les théories juridiques qu'à recueillir et à préciser les faits. Les historiens lui en seront reconnaissants.

Ce n'est pas pour eux que M. GARÇOT a écrit *Nancy la Ducale*², mais pour les gens du monde. S'il connaît bien, semble-t-il, l'histoire de Nancy, il n'ajoute rien à ce que ses prédécesseurs nous ont appris et il ne nous dit rien de ses sources. Il est malheureusement évident que l'histoire romancée n'a encore rien perdu de son prestige. Les auteurs même qui ne romancent pas les faits croient nécessaire de romancer au moins leur style. Les dialogues, les exclamations, les prosopopées abondent dans ce livre, qu'on lirait avec plus de confiance s'il était écrit plus simplement³.

C'est de l'histoire des idées morales, plus que de l'histoire proprement dite, que relève *Sorcellerie et religion*, de M. Henri PENSA⁴. C'est bien ce qu'indique le sous-titre : « Du désordre dans les esprits et dans les mœurs aux XVII^e et XVIII^e siècles. » On y trouvera le récit d'un certain nombre de procès de sorcellerie et l'étude de diverses aberrations religieuses ; on y trouvera aussi les réflexions que le tout inspire à l'auteur. Les historiens seront quelque peu surpris et inquiets, lorsqu'ils s'apercevront, en lisant les dernières pages du livre, qu'il a été surtout écrit en vue d'en tirer une leçon relative à « l'inquiétude présente » et aux événements qui l'ont fait naître.

XVIII^e SIÈCLE. PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — Je ne sais trop s'il convient que je signale ici le tome II d'un Recueil des traités qui intéressent l'histoire des États-Unis et de leurs dépendances⁵. Je me le permets pour

1. Pierre LEMERCIER, *Les justices seigneuriales de la région parisienne de 1580 à 1789*. Paris, Loviton et C^e, 1933, in-8°, 295 p.

2. Maurice GARÇOT, *Nancy la Ducale. Ses jours sombres. Ses heures claires*. Nancy, Arts graphiques, 1932, in-8°, xvi-300 p.

3. Je ne parle pas ici du livre de M. Paul HARSIN, *Crédit public et banque d'État en France, du XVI^e au XVIII^e siècle*, qui relève du Bulletin d'histoire économique. Je tiens du moins à en signaler l'importance.

4. Henri PENSA, *Sorcellerie et religion*. Paris, librairie Félix Alcan, 1933, in-12, 383 p.

5. *European treaties bearing on the history of the United States and its Dependencies*, edited by

tant, parce que les traités qu'il rassemble appartiennent tous à la seconde moitié du XVII^e siècle et que le roi de France a été le signataire de plusieurs d'entre eux. Le tome I avait été publié par Miss DAVENPORT en 1917 ; lors de son décès, en 1927, l'auteur laissait la matière de ce tome second, qui comprend la période de 1650 à 1697. On y trouvera, comme dans le précédent, tous les traités dont quelque article intéresse soit les colonies anglaises d'Amérique, soit les territoires ou les îles du Nouveau Monde, où devait s'étendre par la suite la domination ou l'influence des États-Unis. Chaque traité est reproduit dans son texte original, puis en traduction anglaise, sauf quand l'original est en français. Miss Davenport en donne pour raison qu'elle n'imagine pas qu'on puisse étudier l'histoire diplomatique des XVII^e et XVIII^e siècles, si l'on ne sait pas le français. Chaque traité est précédé d'une notice historique, succincte mais précise, qui fait connaître les circonstances dans lesquelles il a été négocié et conclu, et d'une bibliographie très complète. Je ne vois pas que cet excellent instrument de travail laisse rien à désirer.

Parmi les quelques mémoires relatifs au XVII^e siècle qui ont été récemment publiés, je n'en vois pas dont l'intérêt historique dépasse celui des *Mémoires inédits d'Abraham Mazel et d'Élie Marion*¹. Abraham Mazel et Élie Marion sont deux « prophètes » camisards, qui ont joué un certain rôle dans la révolte des Cévennes, à côté de Cavalier et de Roland. La relation de Mazel a été signée de sa main à Londres, où il s'était alors réfugié, le 25 août 1708 (vieux style) ; l'achèvement de la relation de Marion paraît devoir être daté de 1710 ; l'une et l'autre leur avaient été demandées par leurs coreligionnaires anglais, comme une sorte de complément au *Théâtre sacré des Cévennes*, qui venait de paraître en 1707. La bonne foi évidente des deux narrateurs donne confiance en leur témoignage, chaque fois qu'il concerne des faits ; ils nous permettent ainsi de préciser, ou de rectifier, sur bien des points de détail, les *Mémoires* de Cavalier. Mais ce qui fait surtout l'intérêt de ces deux textes, c'est qu'ils nous font mieux comprendre l'extraordinaire état d'esprit de ces Camisards que visitait à tout moment « l'Esprit de prophétie » et qui n'agissaient que par « inspiration ». L'éditeur des *Mémoires*, M. Charles Bosr, a mis en tête du volume une courte mais substantielle introduction et accompagné le texte de notes, que personne autre que lui, sans doute, n'aurait pu faire aussi précises.

J'ai dit, dans un précédent *Bulletin*², ce que je pensais des *Lettres de Michel Begon*, intendant de La Rochelle, à propos du tome I de la publication

FRANCES GARDINER DAVENPORT. Vol. II : 1650-1697. Published by Carnegie Institution of Washington, 1929, gr. in-8°, 386 p.

1. *Mémoires inédits d'Abraham Mazel et d'Élie Marion sur la guerre des Cévennes*, édités par Charles Bosr. Paris, Fischbacher, 1931, in-4°, XVII-234 p., index (Publications de la Société huguenote de Londres, XXXIV).

2. Cf. *Rev. histor.*, t. CLIX, p. 339.

qui en a été entreprise dans les *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*¹. En voici le tome II, et l'édition n'en sera complète qu'avec un troisième volume. Il n'y a qu'à louer le soin et la précision de l'éditeur, M. DANGIBEAUD. Mais il reconnaît que ces « lettres familières » sont pleines d'allusions qui restent pour nous inintelligibles. Begon lui-même, dans la lettre 248, avertit l'un de ses correspondants qu'il doit user d'une extrême prudence : « J'ai toujours eu la précaution », écrit-il, « de ne vous rien écrire, ni à aucun autre, de ce qui devait être secret. » Et M. Dangibeaud d'ajouter : « Comment s'étonner, dès lors, que cette correspondance ne soit pas documentaire autant qu'on le souhaiterait ? » Nous ne nous étonnerons donc pas que les lettres de Michel Begon, si intéressantes que soit le personnage, ne nous apprennent pas grand'chose.

Les *Mémoires de Robert Challes, écrivain du roi*, publiés par M. AUGUSTIN-THIERRY², ne tiennent pas toutes les promesses de la préface. Sans doute Robert Challes se présente-t-il avantageusement comme « un colonial au temps de Colbert » ; il appréciait l'importance des colonies, ce qui n'était pas très commun en ce temps-là, et il a prévu que la France ne conserverait pas le Canada. C'était aussi un esprit libre, qui, bien qu'il admirât beaucoup le roi, ne ménageait pas l'Église (ce qui n'était pas, d'ailleurs, très exceptionnel sous Louis XIV). Mais ce qu'il dit des événements qui se passaient en France n'a pas grande valeur ; les erreurs y abondent, et l'on eût souhaité qu'elles fussent rectifiées en note. Les derniers chapitres, sur les partisans, sont amusants ; mais Challes y a recueilli bien des racontars. Surtout, on voudrait être mieux renseigné sur le manuscrit, sur la façon dont les *Mémoires* ont été composés. Un regard un peu attentif y découvre bien des raisons de les lire avec défiance. Une étude des sources de Robert Challes (en admettant que notre auteur en valût la peine) serait sans doute instructive.

Sous le titre : *Une mystique du XVII^e siècle*³, M. J.-B. ERIAU nous a donné une réédition soignée d'un des plus précieux documents qui nous soient parvenus sur le mysticisme au temps de Louis XIII, la *Vie de sœur Catherine de Jésus*, par la Mère Madeleine de Saint-Joseph, première supérieure française du Carmel. Le texte reproduit est celui de l'édition de 1656. M. Eriau y a ajouté une lettre d'envoi du cardinal de Bérulle à Marie de Médicis et quelques écrits et lettres de sœur Catherine de Jésus, dont l'introduction marque la place dans le développement du mysticisme en France. Notons que M. Eriau a découvert le nom de sœur Catherine, qui avait échappé aux

1. *Lettres de Michel Begon*, annotées par Louis DELAUAUD et Charles DANGIBEAUD, t. II (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XLVIII). Saintes, 1930, in-8°, 294 p., index.

2. *Mémoires de Robert Challes, écrivain du roi*, publiés par A. AUGUSTIN-THIERRY. Paris, Plon, 1931, in-16, xxii-301 p.

3. J.-B. ERIAU, *Une mystique du XVII^e siècle, sœur Catherine de Jésus, carmélite (1588-1623)*. Paris, librairie Desclée et C^{ie}, 1929, in-8°, xvi-204 p.

recherches de M. l'abbé Bremond : elle s'appelait Mlle de Nicolas et elle était née à Bordeaux en 1589.

On accueillera avec plaisir quelques rééditions d'œuvres du XVII^e siècle. Ce sont d'abord, par M. Frédéric LACHÈVRE, celle de *L'autre monde*, de CYRANO DE BERGERAC¹, où l'on trouvera une Bibliographie sommaire des œuvres de Cyrano et une précieuse Notice biographique, et celle des *Œuvres diverses* du même Cyrano². C'est ensuite et surtout (je dis surtout, parce que celle-ci sera plus utile aux historiens) une nouvelle édition des *Historiettes de Tallemant des Réaux*, par M. Georges MONGREDIEN³; elle reproduit le texte de la troisième édition, celle de Monmerqué et Paulin Paris en neuf volumes, mais elle n'en aura que huit, dont six ont déjà paru; les notes, groupées à la fin de chaque historiette, sont précises, mais assez sommaires; on n'a pas voulu sans doute alourdir une édition qui doit devenir un instrument de travail courant.

Je ne puis, enfin, qu'indiquer quelques publications documentaires qui n'intéressent que très indirectement l'histoire générale. Les *Colloques français et allemands* de Daniel Martin, publiés par M. Jacques HATT⁴, sont l'œuvre d'un professeur qui donnait des leçons de français à Strasbourg au commencement du XVII^e siècle et ont été rédigés surtout dans un but pratique d'enseignement. Mais on y trouve décrites, sous la forme de dialogues, la société et les mœurs strasbourgeoises du temps. — Les deux volumes consacrés par M. Émile MAGNE à la *Bibliographie générale des œuvres de Nicolas Boileau-Despréaux*⁵ représentent une somme de travail considérable et rendront de grands services aux historiens de la littérature. Il convient donc d'en remercier l'auteur. — Dans la collection *Les moralistes chrétiens* ont paru un *Bourdaloue* de M. R. DAESCHLER et un *Malebranche* de M. Henri GOUHIER⁶. Ils sont conçus dans la même forme que les volumes précédents : textes et commentaires.

XVII^e SIÈCLE. OUVRAGES. — L'ouvrage de G. N. CLARK, *The seventeenth Century*⁷, dépasse de beaucoup le cadre de ce *Bulletin*, puisqu'il étudie le

1. CYRANO DE BERGERAC, *L'autre monde ou les États et Empires de la lune et du soleil*. Nouvelle édition par Frédéric LACHÈVRE. Paris, Garnier frères, s. d., in-16, LXVI-324 p.

2. CYRANO DE BERGERAC, *Œuvres diverses*. Nouvelle édition par Frédéric LACHÈVRE. Paris, Garnier frères, s. d., in-16, 384 p.

3. *Les Historiettes de Tallemant des Réaux*. Nouvelle édition par Georges MONGREDIEN. Paris, Garnier frères, s. d., in-16, 6 volumes parus, xxxii-324, 342, 302, 339, 333 et 377 p.

4. Jacques HATT, *Les colloques français et allemands* de Daniel Martin, publiés d'après l'édition de 1627 (Publications de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg). Paris, Société d'édition Les Belles-Lettres, 1929, in-8°, 185 p.; prix : 25 fr.

5. Émile MAGNE, *Bibliographie générale des œuvres de Nicolas Boileau-Despréaux*. Paris, Giraud-Badin, 1929, 2 vol. in-8°, 348 et 420 p., index et fac-similés.

6. *Bourdaloue*, par R. DAESCHLER; *Malebranche*, par H. GOUHIER. Paris, Gabalda, 1929, in-16, 317 et 311 p.; prix de chaque volume : 20 fr.

7. G. N. CLARK, *The seventeenth Century*. Oxford, 1929, in-8°, 372 p., index et cartes.

xviii^e siècle dans toute l'Europe, et non pas seulement en France. Je crois pourtant utile de le signaler. C'est une vue d'ensemble sur la civilisation du xviii^e siècle ; mais l'auteur limite ce qu'il appelle la civilisation à certaines de ses manifestations les plus importantes et il consacre les premiers chapitres aux faits économiques, parce qu'ils lui paraissent déterminer les caractères essentiels d'une époque, bien qu'il n'admette pas qu'ils expliquent tout. Aussi ni les faits proprement politiques, ni les lettres ou les arts ne sont-ils négligés. L'auteur est, d'autre part, préoccupé surtout des aspects généraux de la civilisation européenne et des influences qui s'exercent de peuple à peuple, et c'est pourquoi il omet délibérément les faits, si intéressants soient-ils en eux-mêmes, qui présentent, selon les pays où on les considère, des caractères trop dissemblables pour se prêter à une étude générale. Il va sans dire que le contenu d'un pareil livre est trop riche pour qu'il soit possible de l'analyser brièvement. Je signalerai du moins les développements consacrés au mouvement de la population, à l'accroissement de la richesse, au rôle de l'Angleterre et de la Hollande dans la transformation du commerce, à l'évolution de l'idée de frontière, parce que ce sont là des questions qui ne sont guère traitées dans les manuels de cette sorte. M. Clark avait à craindre deux risques : celui d'une information inégale et sur certains points insuffisante ; celui de décrire la civilisation européenne du xviii^e siècle en perdant de vue qu'elle n'a pas cessé d'évoluer. Je crois qu'il a évité ces deux risques, autant qu'il était possible d'y réussir dans une vue d'ensemble comme celle-ci.

La politique intérieure de la France pendant la seconde partie du xviii^e siècle ne sera représentée ici — le fait est symptomatique — que par un seul ouvrage, et de caractère assez particulier : c'est la *Biographie du cardinal de Retz*, de M. Louis BATIFFOL¹, qui servira désormais d'introduction aux *Œuvres du cardinal de Retz*, dans la collection des *Grands écrivains de la France*. Encore est-ce presque autant une publication documentaire qu'un exposé historique. M. Batiffol a eu surtout pour but de contrôler le témoignage des *Mémoires*. Aussi n'a-t-il étudié, en dehors de la jeunesse de Retz, que les principaux épisodes de sa vie ; mais il les a étudiés à fond. Et les notes abondantes et précises qui accompagnent chaque chapitre forment un répertoire de références et de renseignements dont ne manqueront pas de se servir sans cesse tous ceux qui étudieront l'époque de la Fronde et la jeunesse de Louis XIV.

L'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure est plus abondamment représentée. Encore faut-il noter que, dans ce domaine, un seul ouvrage a pour auteur un historien français : c'est l'important ouvrage de M. PICAVET sur *La diplomatie française au temps de Louis XIV*, dont la

1. LOUIS BATIFFOL, *Biographie du cardinal de Retz (Les grands écrivains de la France)*. Paris, Hachette, 1929, in-8°, 249 p. — Signalons une simple réédition de l'ouvrage bien connu d'Armand BASCHET, *Le Roi chez la Reine*. Paris, Plon, 1933, in-16, 316 p.

Revue a déjà rendu compte¹. Nous devons les autres à des historiens belges, anglais ou allemands.

M. Paul HARSIN, professeur à l'Université de Liège, est bien connu par ses travaux d'histoire économique. Son étude sur *Les relations extérieures de la principauté de Liège*² à la fin du XVIII^e siècle ne l'en a détourné qu'un moment. Elle a sa place légitime dans ce *Bulletin*, puisqu'il s'agit là surtout, comme bien l'on pense, des relations de Jean-Louis d'Elderen et de Joseph-Clément de Bavière, électeurs de Cologne et évêques de Liège, avec Louis XIV, à une époque où l'Électorat de Cologne et plus encore, par sa situation géographique, l'évêché de Liège, jouent dans la politique du grand roi un rôle de premier plan. Le travail de M. Harsin ne s'appuie pas seulement sur les sources belges, mais sur un dépouillement méthodique de la Correspondance de Liège et de la Correspondance de Cologne, conservées à Paris, en même temps que des archives du ministère de la Guerre et de nombreux documents de nos Archives nationales ou du département des manuscrits de notre Bibliothèque nationale. Je crois bien qu'aucune question, si minime soit-elle, qui se présentait dans le cadre du sujet, n'a été négligée par M. Harsin. Pourtant son étude reste toujours attrayante, parce qu'il a su faire vivre devant nous ces personnages si curieux que furent les deux électeurs, et particulièrement le second, Joseph-Clément. J'ai dû, récemment, lire d'assez près la Correspondance de Cologne au ministère des Affaires étrangères. J'ai pu constater ainsi qu'après M. Harsin, pour la période qu'il a étudiée, il n'y a plus rien à y découvrir.

C'est du dehors, comme dans le livre de M. Harsin, que nous est présenté l'un des aspects de la politique de Louis XIV par un autre historien belge, M. Joseph NÈVE. L'ouvrage qu'il a composé, en collaboration avec MM. Georges BOUCHELET DE VENDEGIES et Robert SCHOORMAN, sur *Gand sous l'occupation de Louis XIV*³, est une histoire détaillée et minutieuse des trois périodes d'occupation française à Gand, de 1678 à 1679, de 1701 à 1706 et en 1708. Les deux premières sont de beaucoup les plus importantes et diffèrent l'une de l'autre par des caractères essentiels. En 1678-1679, sous l'influence de Louvois, le roi exploite à fond les territoires occupés, avec d'autant moins de scrupules qu'il n'a pas l'intention de les conserver et les considère seulement comme un objet d'échange. Au contraire, en 1701-1706, Louis XIV représente aux Pays-Bas le souverain, son petit-fils le roi d'Espagne. C'est le régime anjoui, ainsi qu'on l'appelle, qui s'y organise, sous l'autorité militaire du marquis de Bedmar et l'autorité civile du comte de

1. Voir *Rev. histor.*, t. CLXV, p. 175.

2. Paul HARSIN, *Les relations extérieures de la principauté de Liège sous Jean-Louis d'Elderen et Joseph-Clément de Bavière, 1688-1718*. Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège, 1927, in-8°, XXI-253 p.

3. Joseph NÈVE, Georges BOUCHELET DE VENDEGIES et Robert SCHOORMAN, *Gand sous l'occupation de Louis XIV*. Gand, Librairie moderne, 1929 [en réalité 1930], in-8°, 370 p.

Bergeyck, surintendant général des finances, assisté d'un intendant français, Dugné de Bagnols. Pourtant le but de l'administration anjouine est encore à peu près le même : tirer du pays le plus possible en troupes et en argent. Elle se développe selon la formule française d'alors, qui déplait aux Flamands par ses tendances centralisatrices et tracassières. On peut, malheureusement, reprocher à M. Nève d'assez nombreux hors-d'œuvre, qui alourdissent un récit déjà très chargé de détails¹.

Ne quittons pas les Pays-Bas sans parler du livre de Roderick GEIKIE et d'Isabelle MONTGOMERY, *The Dutch Barrier (1705-1719)*², bien que la diplomatie de Louis XIV n'y joue qu'un rôle très effacé. Du moins est-il incontestable que l'établissement de la « barrière » eut, sur la politique française au dehors, une influence considérable. Les multiples négociations relatives à la barrière, depuis 1706, y sont étudiées et expliquées minutieusement, probablement aussi de façon définitive. Les phases successives de la question apparaissent en pleine clarté et peuvent être résumées de la façon suivante. En juin 1706, dès que les États-Généraux se sont réservé, par un « décret organique », l'administration provisoire des Pays-Bas, ils préviennent le roi d'Espagne (alors l'archiduc Charles) qu'il n'en pourra prendre possession qu'après l'établissement d'une « barrière » à leur profit. Mais ils n'ont à ce moment aucune entente avec l'Angleterre. C'est un peu plus tard, lorsqu'un condominium anglo-hollandais a remplacé l'administration hollandaise, que des pourparlers s'engagent, avec l'approbation de l'Électeur de Hanovre, entre Heinsius et un plénipotentiaire anglais, Halifax ; mais la négociation échoue, sur le refus de l'Angleterre de comprendre Ostende dans la barrière (décembre 1706). Elle n'est renouée qu'après l'arrivée des whigs au pouvoir, et Townshend la fait alors aboutir assez promptement au premier traité de la Barrière, du 29 octobre 1709, qui devra être inclus dans le traité de paix générale. Mais la chute du ministère whig rend douteuse la valeur du traité de 1709, d'autant plus que le condominium a procuré aux Provinces-Unies, toutes proches, des avantages commerciaux qui n'ont pas tardé à inquiéter les Anglais. En février 1712, l'Angleterre, qui a signé avec la France la convention secrète de septembre 1711, répudie même ouvertement le traité de Barrière. C'est la victoire française de Denain qui permet la signature d'un nouveau traité anglo-hollandais, celui du 30 janvier 1713, à peu près conforme au traité définitif, accepté par l'Empereur, du 14 novembre 1715³.

L'ouvrage de M. Paul RITTER sur le projet égyptien de Leibniz⁴ est beau-

1. On s'étonne que M. Nève juge Philippe V d'après la *Grande Encyclopédie* et qu'il renvoie seulement à Léonard pour le texte des traités de Nimègue, sans même citer l'ouvrage de VAST, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, si sûr et si commode.

2. Roderick GEIKIE et Isabel A. MONTGOMERY, *The Dutch Barrier*. Cambridge University Press, 1930, in-8°, xxi-418 p.

3. Les textes des trois traités de 1709, 1713 et 1715 sont publiés en appendice.

4. Paul RITTER, *Leibniz Aegyptischer Plan*. Darmstadt, Otto Reichl, 1930, gr. in-8°, 183 p.

coup plus important qu'on ne pourrait le supposer d'après le titre. Il renouvelle, en partie, nos connaissances sur la politique de Philippe de Schönborn, Électeur de Mayence, et par conséquent sur les rapports de Louis XIV avec l'Allemagne pendant les années décisives de 1668 à 1672. Il précise pour la première fois, dans tout le détail, l'histoire du fameux plan de Leibniz, dont M. Ritter a donné, pour l'Académie des sciences de Prusse, une édition définitive. Cette histoire est très curieuse. Le projet de Leibniz fut connu pour la première fois en 1803, par une publication anglaise qui entendait prouver que les ambitions françaises sur l'Égypte remontaient au temps de Louis XIV. La publication anglaise fut traduite en allemand en 1804. Plus tard, Guhrauer donna du fameux projet une édition incomplète et fautive. En réalité, la substance du plan est répartie entre sept écrits distincts, non datés, dont une étude précise a permis à M. Ritter de montrer comment ils se rattachaient les uns aux autres. Et cette étude suggère la conclusion que le plan n'a jamais été complètement rédigé. Mais, ainsi motivée, la conclusion n'est encore qu'une hypothèse très vraisemblable. D'autres constatations la transforment bientôt en certitude. M. Ritter suit pas à pas Leibniz et Boynebourg, le ministre de l'Électeur, de 1668 à 1672¹. Il montre que l'idée du plan appartient bien à Leibniz et qu'elle s'est formée dans son esprit à l'automne de 1667. A ce moment, l'alliance de l'Électeur de Mayence avec Louis XIV était très relâchée et Boynebourg avait été disgracié en 1664. Mais, en 1668, par l'entremise de Guillaume de Furstenberg, il obtint son pardon, sans pourtant retrouver la confiance de son maître, et sa fille épousa le neveu de l'Électeur, Melchior-Friedrich von Schönborn. Puis, après la mort de Lionne, un rapprochement sembla se préparer entre la Cour électorale et la France. C'est alors que Boynebourg, qui connaissait le plan de Leibniz, pressa celui-ci d'en achever la rédaction et eut l'idée de s'en servir, pour compléter tout à la fois la réconciliation des deux cours et le rétablissement de son influence personnelle. Leibniz partit pour Paris en mars 1672. Mais il ne put se faire recevoir, ni par Pomponne, ni même par le premier commis, Tourmont ; il rapporta en Allemagne les lettres qui devaient l'introduire auprès d'eux. D'ailleurs, Louis XIV était parti pour la Hollande et Boynebourg mourut le 15 décembre 1672. On peut conclure, avec M. Ritter, que le plan d'une expédition française en Égypte, imaginé par Leibniz, ne fut point connu de l'Électeur de Mayence, ni présenté à Louis XIV, et que Leibniz n'en acheva même jamais la rédaction.

Dans le domaine, d'ailleurs assez disparate, de l'histoire maritime, coloniale et commerciale, je tiens d'abord à signaler l'importance particulière du récent volume ajouté par M. DE LA RONCIÈRE à sa monumentale *Histoire*

1. Il se sert, en particulier, d'une correspondance inédite de Boynebourg avec son gendre, Melchior-Friedrich von Schönborn, conservée dans les archives de la famille de Schönborn à Wiesenheid (cf. P. RITTER, *Neue Leibnizfunde*, dans *Abhandlungen der Preuss. Akademie der Wissenschaften*, 1904).

de la marine française¹, et dont il sera rendu compte plus complètement d'autre part. Il traite de cette dernière période du règne de Louis XIV — après Colbert — si curieuse, parce qu'elle est, presque à tous points de vue, une période de transformations rapides, qui préparent le siècle suivant. M. de La Roncière nous montre, en particulier, comment, pendant les jours sombres de la guerre de la Succession d'Espagne, la nation répondit à l'appel du roi. Dans l'histoire de la marine française, c'est l'époque glorieuse des grands corsaires².

On ne peut parler de corsaires sans penser à leur historien le plus qualifié, M. Henri Malo. Nous devons à celui-ci deux volumes, qu'il a écrits pour le grand public, et comme en manière de récréation. Le premier porte un joli titre : *Les îles de l'Aventure*³. M. MALO y décrit la vie aux Antilles, au temps des corsaires et des flibustiers ; il nous apprend à distinguer la course de la flibuste et nous présente, en épisodes successifs, les exploits d'une série d'aventuriers : récits pittoresques, mais établis (le nom seul de l'auteur suffirait à nous en donner l'assurance) d'après les sources les plus sûres. Le second est une biographie, non pas romancée, mais très vivante, de Jean Bart⁴. Personne n'était mieux préparé à l'écrire que M. Henri Malo, et il faut espérer qu'elle aura sa place dans toutes les bibliothèques. Quant aux historiens, ils seront reconnaissants à l'auteur de n'avoir pas hésité à placer, à la fin d'un livre de vulgarisation, une courte mais substantielle bibliographie des sources et des imprimés. — Ce n'est pas une biographie que le *Jean Bart* de M. A. LESMARIÉS⁵, mais presque un inventaire analytique des documents relatifs à Jean Bart, à ses origines et à ses proches, que contiennent les archives départementales du Nord (annexe de Dunkerque) et les archives communales dunkerquoises. C'est dire qu'un pareil volume est précieux.

Le général DE LA VILLESTREUX nous raconte la vie de deux corsaires peu connus, tous deux de Saint-Malo, le sieur de La Villestreux et Pierre Perrée de Coudray⁶. Il s'est servi de témoignages directs, rapports au retour de course et journaux de bord. Mais il ne s'est attaché qu'au récit des navigations. Ce qui concerne la guerre de course en général et le commerce de la mer du Sud est emprunté uniquement à Dahlgren⁷. — M. Louis CHARPEN-

1. CH. DE LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, t. VI. Paris, Plon, 1932, in-8°, v-603 p.

2. Je ne parle pas ici, parce qu'il en a été déjà parlé ailleurs (cf. *Rev. histor.*, t. CLXXI, p. 214), de l'important ouvrage de M. Albert GIRARD sur *Le commerce français à Séville et Cadix au temps des Habsbourg*.

3. HENRI MALO, *Les îles de l'Aventure*. Paris, éditions Pierre Roger, 1928, in-12, 256 p.

4. HENRI MALO, *Jean Bart*. La Renaissance du livre, s. d., in-16, 230 p.

5. A. LESMARIÉS, *Jean Bart. Ses origines et ses proches*. Dunkerque, 1933, in-8°, 278 p.

6. GÉNÉRAL DE LA VILLESTREUX, *Deux corsaires malouins sous le règne de Louis XIV*. Paris, Champion, 1929, in-16, 258 p.

7. On est surpris que les travaux de M. Henri Malo ne soient pas cités.

TIER, dans son livre sur *D'Amblimont, chef d'escadre*¹, ne nous cache pas qu'il entend nous offrir une « histoire romancée ». A la bonne heure ! Et l'on s'en aperçoit de reste. L'auteur se conforme à toutes les règles du genre. Il y ajoute même de singulières erreurs. Il n'écrit pas pour les historiens². — C'est de même une vie très romancée que celle de *Duguay-Trouin, corsaire du roi*, par M. PONCETTON³. Ceux qui voudront connaître ce grand marin feront mieux de lire ses propres Mémoires, si vivants et si instructifs.

Dans le domaine de l'histoire militaire, M. THOMÉ DE MAISONNEUVE nous donne, sans bibliographie des sources (il y a, il est vrai, des références au bas des pages), une histoire détaillée de *L'invasion du Dauphiné en 1692*⁴. Elle paraît avoir été corrigée, parfois même rédigée, avec quelque négligence⁵. Un chapitre final étudie le rôle légendaire attribué à Philis de La Charce. M. de Maisonneuve n'a pas de peine à prouver que Philis n'a pris, et ne pouvait prendre, aucune part effective à la défense du Dauphiné. — Quant au livre du général CAMON, *Condé et Turenne*⁶, il a été écrit uniquement pour « les officiers désireux de s'instruire dans l'art de la guerre ». On y trouvera seulement l'analyse des batailles gagnées par Condé et des campagnes conduites par Turenne. Je ne pense pas que le général Camon lui-même attache grande importance, du point de vue historique, au chapitre de trois pages qu'il a intitulé : « La politique de la France en 1643 », et qu'il a écrit, nous dit-il en note, d'après Jacques Bainville. Peu importe, puisque nous n'avons ici qu'une étude de tactique et de stratégie.

L'histoire religieuse continue à retenir l'attention des historiens. Dans une thèse, présentée à la Faculté des lettres de Paris, M. J.-B. ERIAU avait étudié minutieusement *L'ancien Carmel du faubourg Saint-Jacques*⁷, depuis sa fondation jusqu'à la dispersion des Carmélites en 1792 ; il y avait, en passant, corrigé quelques menues erreurs commises par l'abbé Houssaye dans son étude sur *Mgr de Bérulle et les Carmélites de France*. Plus récemment, il

1. Louis CHARPENTIER, *D'Amblimont, chef d'escadre de Louis XIV*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1928, in-8°, 116 p.

2. L'expression : « Les Royaumes-Unis des Pays-Bas », peut n'être qu'un lapsus. On est surpris d'apprendre qu'en traversant l'Ardenne Louis XIV « trouva dans ce somptueux paysage l'inspiration de cet art nouveau au XVII^e siècle que fut l'art des jardins ». M. Charpentier affirme froidement que les Hollandais ont été, par leurs « machinations », les instigateurs de la guerre de Hollande.

3. Fr. PONCETTON, *Monsieur Duguay-Trouin, corsaire du roi*. Paris, Plon, in-12, 308 p.

4. P. THOMÉ DE MAISONNEUVE, *L'invasion du Dauphiné en 1692*. Grenoble, Didier et Richard, s. d., in-16, 159 p.

5. Clérambault pour Clérambault ; Catinat, qui n'a (p. 8) que 12,000 hommes, en détache (p. 10) 15,000 vers la Provence. — P. 7 : « En 1688, la Hollande, l'Angleterre, l'Espagne, le Brandebourg et l'Empire d'Allemagne contractèrent une alliance offensive contre la France. Cette coalition porte dans l'histoire le nom de Ligue d'Augsbourg. »

6. Général CAMON, *Condé et Turenne*. Paris, éditions Berger-Levrault, 1933, in-8°, 164 p., cartes et plans dans le texte et hors texte.

7. J.-B. ERIAU, *L'ancien Carmel du faubourg Saint-Jacques*. Paris, de Gigord et Picard, 1929, in-8°, ix-513 p.

a publié une *Louise de La Vallière*¹, où il étudie la conversion et l'entrée au Carmel ; c'est un ouvrage d'édification, mais écrit par un érudit bien informé, et où l'on rencontre, chemin faisant, des indications utiles à l'histoire. M. Eriau croit devoir restituer à Louise de La Vallière les « Réflexions sur la miséricorde de Dieu », que l'abbé Langlois attribue à Beauvillier, et il les reproduit d'après la première édition, celle de 1680. — C'est une apologie, où la critique fait souvent quelque peu défaut, que le livre du R. P. Bessières, *Deux grands méconnus : Gaston de Renty et Henry Buch*². Il réalise un vœu du congrès de Namur de 1902, qui a défini Buch et Renty les « modèles et patrons de l'apostolat social et du laïcat catholique ». Le volume est mal composé et les digressions abondent. On pourra du moins relever quelques faits intéressants dans les monographies relatives à plusieurs filiales de la Compagnie du Saint-Sacrement. — Il y a, au contraire, malgré le ton parfois apologétique, mieux qu'une apologie dans le *Saint Jean-Baptiste de La Salle* de Fernand LAUDET³. On y trouvera une histoire détaillée et précise de la fondation d'une première école de Frères à Reims, en 1679 ; de la création, en 1682, de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes ; de l'activité de Jean-Baptiste de La Salle à Paris, à partir de 1688 ; des règles qu'il impose à son Institut en 1690⁴ ; des difficultés qu'il rencontra ; enfin des méthodes d'enseignement adoptées par les Frères. — On lira avec profit et plaisir, comme les précédents, le dernier livre de Mlle Cécile GAZIER, *Ces Messieurs de Port-Royal*⁵. Il est écrit du même ton d'admiration sincère et attendrie que l'*Histoire du monastère de Port-Royal*, qui l'a précédé de peu. On y trouvera des monographies de presque tous les « Messieurs », sans compter Saint-Cyran ; la dernière est celle de Nicolas Fontaine, à qui l'auteur, cela va sans dire, a beaucoup emprunté. — C'est une étude d'histoire religieuse, mais en même temps d'histoire diplomatique, que celle de M. O'BRIEN sur *Innocent XI and the Revocation of the Edict of Nantes*⁶. L'auteur a procédé à un dépouillement considérable d'inédits et d'imprimés, un peu disproportionné à l'importance du sujet, qui est assez mince. Qu'importe que l'on puisse ou non attribuer à Innocent XI quelque complicité morale dans la Révocation, puisqu'il est bien certain que Louis XIV ne lui a demandé

1. J.-B. ERIAU, *Louise de La Vallière. De la Cour au Carmel*. Paris, de Gigord, 1931, in-42, ix-256 p.

2. R. P. BESSIÈRES, *Deux grands méconnus : Gaston de Renty et Henry Buch*. Paris, éditions Spes, 1931, in-8° carré, 480 p.

3. Fernand LAUDET, *Saint Jean-Baptiste de La Salle*. Paris, Alfred Mame, 1929, in-46, 263 p.

4. C'est alors que furent introduites dans les statuts de l'ordre les deux règles fondamentales : les Frères ne pourront recevoir la prêtrise ni lire aucun livre latin.

5. Cécile GAZIER, *Ces Messieurs de Port-Royal*. Paris, Librairie académique Perrin, 1932, in-46, 254 p., 10 portraits.

6. Louis O'BRIEN, *Innocent XI and the Revocation of the Edict of Nantes*. Berkeley (Californie), 1930, in-8°, 232 p. Note bibliographique.

aucun conseil et n'en a reçu aucun? On savait déjà que le pape avait approuvé la Révocation, mais non les persécutions qui la suivirent; que Louis XIV espéra un moment, mais en vain, obtenir de Rome, en rétablissant l'unité religieuse dans le royaume, une attitude plus conciliante à l'égard des évêques qui avaient pris part à l'assemblée de 1682. Je ne crois pas que l'ouvrage de M. O'Brien, d'ailleurs très estimable, nous apprenne rien de bien neuf. — Notons, enfin, la fréquence des études relatives aux Camisards. Celle de M. TOURNIER¹, malgré les déclarations par lesquelles elle débute, est bien moins une histoire de la révolte des Cévennes qu'une promenade à travers le pays, au cours de laquelle sont rappelés, sans aucun souci de chronologie, presque tous les épisodes de la guerre, à propos des lieux qui en ont été le théâtre. — M. André DUMAS débute par une description du *Désert cévenol*²; puis il trace à larges traits l'histoire de « la Cévenne », depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours, en un récit où les jugements et les considérations morales abondent, mais où les historiens n'auront pas grand'chose à glaner. — Le livre de M^{me} Lucienne ERCOLE, *Vie et mort des Camisards*³, n'est, lui aussi, qu'un large récit de la révolte cévenole, précédé de chapitres introductifs sur la Royauté et la Réforme, sur l'Édit de Nantes et sur la Révocation. — C'est, enfin, une étude de caractère tout local, mais précise et instructive, que *Le mouvement protestant et la révocation à Saint-Antonin*, de M. Jean DONAT⁴.

La biographie est plus que jamais en honneur; mais les ouvrages de ce genre sont aussi différents que possible par le caractère et par la valeur. Je n'essaierai pas de classer ceux dont j'ai à rendre compte ou que je dois, tout au moins, signaler ici. — Je placerai pourtant en tête deux simples brochures, mais qui ont pour auteurs des érudits éprouvés. M. Léon MINOT précise, en quatorze pages, quelques détails de la vie de *Marion de l'Orme*⁵ (elle est née le 3 octobre 1613 sur la paroisse Saint-Paul), mais nous parle surtout de sa mort, le 30 juin 1650; il note que l'inventaire fait de ses meubles après son décès nous donne « la description complète du trousseau d'une élégante du XVII^e siècle ». M. Émile LALOY traite une fois de plus la question : *Qui était le Masque de Fer*⁶? Il écarte l'hypothèse Matthioli et conclut en faveur

1. Gaston TOURNIER, *Au pays des Camisards*. Publication du musée du Désert, 1931, in-8° carré, 309 p., carte et illustrations en couleur.

2. André DUMAS, *Le désert cévenol*. Paris, La Renaissance du livre, 1932, in-16, 254 p.

3. Lucienne ERCOLE, *Vie et mort des Camisards*. Paris, Rieder, in-8°, 214 p.

4. Jean DONAT, *Le mouvement protestant et l'édit de révocation à Saint-Antonin*. Toulouse, Édouard Privat, 1932, in-8°, 173 p.

5. Louis MINOT, *Autour de la mort de Marion de l'Orme*. Paris, Jean Schmit, 1926, in-8°, 14 p.

6. Émile LALOY, *Qui était le Masque de Fer?* Paris, Klincksieck, 1931, in-8°, 27 p. — L'identification de Dauger avec l'un des Cavoye s'appuie sur un extrait de baptême recueilli par Jal : « Le 18 février 1639 fut baptisé Eustache, né le 30 août 1637, fils de François Dauger, escuyer, sieur de Cavouet. » François de Cavoye était capitaine des mousquetaires du cardinal de Richelieu.

(si je puis dire) de Dauger, par des raisons assez fortes et neuves ; il ne prétend d'ailleurs apporter, dans sa conclusion, que des « conjectures vraisemblables » ; il est bien probable qu'on ne pourra jamais aller au delà. M. Laloy est pourtant revenu sur la question dans deux articles du *Mercur de France*, des 15 août 1932 et 15 mars 1933, et il est enclin à penser, comme M. Maurice Duvivier, qu'Eustache Dauger pourrait bien être l'un des Cavoye. — La nécessité d'un volume de plus sur *Nicolas Fouquet* ne se faisait peut-être pas très vivement sentir ; celui de M. Marcel BOULENGER¹ sera lu avec plaisir dans les salons, car il est agréablement romancé ; ce n'est pas ce qui le recommandera aux historiens. J'en dirai volontiers à peu près autant de l'un des derniers ouvrages de M^{me} Claude SAINT-ANDRÉ (qui nous a heureusement donné des études plus solides que celle-là), *Henriette d'Angleterre et la cour de Louis XIV*² ; on y trouvera nombre d'affirmations, qui ont peut-être pour elles la tradition, mais qui n'en sont pas moins contestables. — M. E. DE LANOUELLE a étudié la carrière militaire du *Maréchal de Créquy*³, qu'il ne faut pas confondre avec son frère, le duc de Créquy, dont l'ambassade à Rome fut marquée par le fameux attentat de la garde corse. L'auteur nous raconte en détail les campagnes de François de Créquy, qui reçut le bâton de maréchal de France en 1668 et qu'illustra surtout sa campagne de 1677. Mais il est regrettable qu'un certain nombre d'erreurs, dont quelques-unes assez surprenantes, se soient glissées dans le récit⁴. — Je n'attirerai l'attention des historiens ni sur *La vie mystérieuse de Dom Juan de Watteville*, de M. Henry MERCIER⁵, dont l'auteur a surtout étudié les deux conquêtes de la Franche-Comté, mais s'est attardé bien longtemps aux légendes singulières qui entourent la jeunesse de son héros ; ni sur le roman historique, où M^{me} Marthe BASSENNE⁶ n'hésite pas à affirmer qu'Henriette d'Angleterre a été empoisonnée par d'Effiat, qui était l'ami et aurait été l'instrument du chevalier de Lorraine ; ni sur la *Vie et mort de la marquise de Brinvilliers*⁷, où

1. Marcel BOULENGER, *Nicolas Fouquet*. Paris, Grasset, s. d. (1933), 299 p.

2. Claude SAINT-ANDRÉ, *Henriette d'Angleterre et la cour de Louis XIV*. Paris, Plon, s. d., 226 p.

3. E. DE LANOUELLE, *Le maréchal de Créquy*. Paris, éditions Jules Tallandier, 1931, in-8°, 321 p.

4. « L'Électeur de Bavière, Frédéric-Guillaume », n'est sans doute qu'une inadvertance. Mais que dire des passages suivants : Lionne, pour isoler la Hollande, avait « désagrégé la Ligue du Rhin » (p. 155). — « Louis XIV, mettant à profit les obscurités du traité de Munster, qui définissait mal la situation de Strasbourg, fit bloquer la place » (p. 259). On sait qu'à l'égard de Strasbourg le traité de Munster était d'une clarté parfaite. — « Louis XIV avait établi à Nancy une chambre royale... », et, en note : « On l'appela plus tard la Chambre de réunion. »

5. Henry MERCIER, *La vie mystérieuse de Dom Juan de Watteville*. Besançon, 1930, in-16, 224 p.

6. Marthe BASSENNE, *Le chevalier de Lorraine et la mort de Madame*. Paris, Plon, 1930, in-16, 285 p.

7. Robert BURNAND, *Vie et mort de la marquise de Brinvilliers*. Paris, éditions Tallandier, s. d., in-16, 224 p.

M. Robert BURNAND donne à son récit la forme d'une prétendue confession d'un prétendu témoin, amoureux de la marquise.

M. Jacques ESTARVIELLE, en dédiant son livre sur *Monsieur de Montespan*¹ à Marcel Prévost, le qualifie lui-même d'« essai de réhabilitation ». Il est certain que nous ne connaissons guère Louis de Pardeilhan de Gondrin, marquis de Montespan, que par l'éclat de sa disgrâce, et que le prestige du Grand Roi auprès de tant d'historiens leur a peut-être fait admettre un peu vite ce qu'il voulait que l'on en pensât. M. Estarvielle n'est pas ébloui par ce prestige ; il s'efforce d'interpréter les documents sans parti pris. Je l'en loue. Il reste que M. de Montespan, fût-il (et je le crois) beaucoup plus digne d'estime que sa femme, n'intéresse pas l'histoire autant qu'elle. — M. le vicomte DU JEU nous offre, après M. Henri Bremond, une nouvelle vie de Rancé, sous le titre : *Monsieur de La Trappe*². Il ne fait de *L'abbé Tempête*, et sans en donner le titre, qu'une brève et élogieuse mention. Mais il semble bien qu'il a voulu surtout dédommager M. de La Trappe des appréciations parfois sévères de son précédent biographe. Le livre du vicomte Du Jeu est muni du *Nihil obstat*. Je crois bien que celui de l'abbé Bremond s'en était passé. — Je ne sais si l'on doit qualifier de biographie la *Madame de Maintenon* de M. Marcel LANGLOIS³. L'auteur semble avoir eu surtout le dessein de grouper, sur les différentes périodes de la vie, sur les différentes activités de Mme de Maintenon, tous les témoignages utiles, dont les plus nombreux sont ceux de Mme de Maintenon elle-même. Il arrive que M. Langlois réunisse une série de citations et laisse au lecteur le soin de se former une opinion lui-même, ou, s'il donne la sienne, c'est avec tant de brièveté, sinon de réticences, qu'on n'est pas toujours certain de le bien comprendre. Il semble que M. Langlois, à qui Mme de Maintenon n'est certainement pas sympathique, se retient de le dire et s'efforce même de ne pas le laisser paraître. Il en résulte que l'impression qu'il donne est parfois un peu incertaine. Le livre de M. Langlois sera, en tout cas, indispensable, surtout jusqu'au moment où l'auteur aura fait paraître l'édition des « Œuvres complètes » de Mme de Maintenon, dont il nous fait espérer la publication prochaine.

Comme les biographies, les ouvrages relatifs à l'histoire de la société et des mœurs s'adressent tantôt au public mondain, tantôt (et le cas est malheureusement plus rare) aux historiens. Encore parmi les premiers y aurait-il bien des distinctions à faire. Voici, par exemple, deux livres écrits en forme de roman et qui pourtant ne se ressemblent pas. Celui de M. Bernard BARBERY, *L'éphémère seigneur de Caille*⁴, est l'histoire d'un soldat de marine qui,

1. Jacques ESTARVIELLE, *Monsieur de Montespan*. Paris, Firmin-Didot, 1929, in-8°, 172 p.

2. Vicomte E. DU JEU, *Monsieur de La Trappe. Essai sur la vie de l'abbé de Rancé*. Paris, librairie académique Perrin, s. d., in-16, 210 p.

3. Marcel LANGLOIS, *Madame de Maintenon*. Paris, Plon, 1932, in-16, v-291 p., index.

4. Bernard BARBERY, *L'éphémère seigneur de Caille*. Paris, librairie académique Perrin, 1932, in-16, 270 p.

semble-t-il (car le mystère n'est pas éclairci), réussit à se faire passer pour le fils d'un noble huguenot, réfugié en Suisse, et à qui le parlement d'Aix donna raison, tandis que celui de Paris lui donna tort ; ce n'est là qu'une anecdote, sans aucune portée historique et sans aucune référence aux sources. *Un galérien de qualité*, par M. René CHAVANCE¹, est, au contraire, un bon exemple de « roman vrai », simplement écrit d'après le dossier d'un procès, et qui du moins fait bien apparaître le peu de garanties que la procédure criminelle d'ancien régime donnait aux accusés. — C'est pour un large public, mais instruit et curieux, que M. REYNIER a écrit son ouvrage sur *La femme au XVII^e siècle*² ; le nom de l'auteur est une suffisante garantie qu'on le lira avec plaisir et profit ; les historiens regretteront pourtant un peu que M. Reynier ait plutôt traité le sujet du point de vue de l'histoire littéraire que de l'histoire de la société et des mœurs. — Mme SAINT-RENÉ TAILLANDIER ajoute à la série de ses études sur le Grand Siècle un livre sur *Le Grand Roi et sa cour*³, dont Saint-Simon surtout, cela va sans dire, lui a fourni la substance ; et M. MONGREDIEN a réuni en volume, sous le titre alléchant : *Libertins et amoureuses*⁴, une série de monographies érudites qui vont d'Angélique Paulet à Mlle Chouin ; nous permettra-t-il de lui reprocher d'avoir employé ici (sans doute pour ne pas surprendre ses lecteurs) le terme de libertins dans le sens actuel, encore qu'il sache mieux que personne le sens assez différent que le XVII^e siècle lui donnait. — Enfin, M. FELGÈRES, et plus encore MM. LEMOINE et DE LA ROGERIE, s'adressent avant tout aux historiens. Ce n'est pas que le premier, dans ses *Scènes et tableaux de l'histoire d'Auvergne*⁵, ne cède quelque peu (le titre même l'indique) au désir d'intéresser ceux qu'une présentation trop austère rebuterait ; grouper des « Scènes et tableaux » pour faire l'histoire d'un pays n'est certes pas une méthode que les historiens de métier recommanderaient ; du moins, les récits de M. Felgères ne s'inspirent-ils d'aucune idée préconçue du passé et s'appuient-ils sur une documentation précise, le plus souvent inédite, et sur laquelle des notes assez abondantes nous renseignent ; on trouvera dans son livre bien des indications intéressantes sur la vie locale et sur l'administration des intendants d'Auvergne, en particulier au temps de Mazarin et de Colbert. Quant à MM. Lemoine et de La Rogerie, ils n'ont pas hésité à publier de larges extraits du *Livre de comptes de l'abbé Rahuel*⁶, le « receveur »

1. René CHAVANCE, *Un galérien de qualité*. Paris, Marpon et C^{ie}, s. d., in-16, 227 p.

2. Gustave REYNIER, *La femme au XVII^e siècle*. Paris, éditions Jules Talandier, s. d., in-8°, 271 p., 18 illustrations hors texte.

3. M^{me} SAINT-RENÉ TAILLANDIER, *Le Grand Roi et sa cour*. Paris, Hachette, s. d., in-16, 253 p.

4. Georges MONGREDIEN, *Libertins et amoureuses*. Paris, Perrin, 1929, in-16, 314 p.

5. Charles FELGÈRES, *Scènes et tableaux de l'histoire d'Auvergne*. Aurillac, édit. V. S. H. A., 1930, in-8°, xii-461 p., index et gravures hors texte.

6. J. LEMOINE et H. BOURDE DE LA ROGERIE, *Le livre de comptes de l'abbé Rahuel*. Rennes, Plihon, 1930, in-8°, 181 p. La publication en a été déjà signalée dans la *Revue*, t. CLXIV, p. 421.

de M^{me} de Sévigné aux Rochers. A ce titre, l'abbé assumait, de 1669 à 1676, toute l'administration financière du château et des terres qui en dépendaient. Ses comptes, et la préface où les deux auteurs en font le commentaire, sont pleins de renseignements précieux sur les revenus et les dépenses que comportait, au temps de Louis XIV, l'exploitation d'un grand domaine rural. Nous y voyons aussi les salaires à la journée des ouvriers qui y travaillaient ; les prix du bois, des denrées, du vin, des volailles, etc., qu'achetait ou vendait l'abbé Rahuel. C'est un document que l'on peut rapprocher des « Livres de raison », mais qui est plus riche en renseignements précis que la plupart d'entre eux¹.

Je terminerai ce qui concerne le xvii^e siècle en énumérant quelques ouvrages relatifs à l'histoire des idées ou à l'histoire proprement littéraire. M^{lle} Betty MORGAN a fait avec conscience l'*Histoire du Journal des Savants*², depuis 1665 jusqu'en 1701, sous les quatre directions de Denis de Sallo, le fondateur, de l'abbé Gallois, de l'abbé de La Roque et de Louis Cousin ; un Appendice sur les imitations du *Journal des Savants* et une Bibliographie seront utilement consultés. M^{me} CONSTANTINESCU-BAGDAT nous apporte sur Bayle³ une « étude d'histoire pacifiste », où elle fait de l'idée pacifiste le centre de la philosophie de Bayle ; il n'y faut pas chercher autre chose, et la bibliographie qui termine le volume est bien incomplète. Enfin, c'est uniquement aux historiens de la littérature qu'il convient de signaler l'ouvrage de M. Arthur TILLEY, *The decline of the age of Louis XIV*⁴, où l'auteur est d'ailleurs préoccupé de replacer les auteurs et les œuvres dans le milieu historique ; la monographie de M. EVANS sur l'historien Mézeray⁵ ; les études de M. MONGREDIEN sur *Athalie*⁶, et d'Alphonse HALLAYS sur *Regnard*⁷.

XVIII^e SIÈCLE. PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — Les publications de documents sur l'histoire du xviii^e siècle sont naturellement très différentes de nature et d'importance. Parmi les mémoires jusqu'ici inédits, il faut placer au premier rang le *Journal de l'abbé de Véri*, dont le baron Jehan DE WITTE⁸

1. Je me contenterai de citer ici un intéressant ouvrage de M^{lle} Yvonne BEZARD, *Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV*, dont il a été déjà parlé dans la *Revue* (novembre-décembre 1933).

2. Betty TREBELLE MORGAN, *Histoire du Journal des Savants depuis 1665 jusqu'en 1701*. Paris, les Presses universitaires, 1929, in-8°, 269 p., index.

3. M^{me} CONSTANTINESCU-BAGDAT, *Études d'histoire pacifiste. Bayle*. Paris, les Presses universitaires, 1928, in-8°, 120 p.

4. Arthur TILLEY, *The Decline of the age of Louis XIV*. Cambridge, At the University Press, 1928, in-8°, xviii-458 p.

5. W. H. EVANS, *L'historien Mézeray et la conception de l'histoire en France au XVII^e siècle*. Paris, librairie universitaire Gamber, 1930, in-8°, 205 p., index.

6. G. MONGREDIEN, *Athalie*. Paris, Edgard Malfère, 1929, in-12.

7. André HALLAYS, *Regnard*. Paris, 1929, in-12.

8. *Journal de l'abbé de Véri*, publié avec une Introduction et des notes par le baron Jehan DE WITTE. Paris, Jules Tallandier, s. d., in-8° carré, t. I, xvi-501 p. ; t. II, xx-452 p.

nous a déjà donné deux volumes ; le second nous conduit jusqu'en janvier 1781. Le *Journal* proprement dit, qui commence à l'avènement de Louis XVI, est précédé d'une autobiographie de l'auteur, malheureusement assez sommaire, et d'un Précis du règne de Louis XV. Il avait été consulté déjà en manuscrit par quelques historiens, en particulier par le marquis de Ségur, lorsqu'il écrivit *Au couchant de la monarchie* ; mais il méritait plus que beaucoup d'autres d'être publié tout entier. L'abbé de Véri, qui fut l'ami de Maurepas, de Turgot, de Malesherbes, et qui, sans doute, aurait pu devenir ministre s'il l'avait voulu, était informé de première main et nous apporte un témoignage d'autant plus précieux qu'il ne semble gâté par aucun des défauts si fréquents chez les mémorialistes : Véri ne cherche pas à se faire valoir ; il n'exagère pas son rôle personnel, qui fut toujours discret, mais parfois efficace ; très clairvoyant, il n'est pas malveillant ; mais il ne se fait illusion ni sur la faiblesse de Maurepas, ni sur les maladresses de Turgot, ni sur l'insuffisance de Louis XVI, ni sur la légèreté de Marie-Antoinette. C'est un témoin sévère, qui paraît équitable. L'éditeur du *Journal* ne nous cache pas qu'il a pratiqué des coupures dans un texte souvent prolix ; il n'a supprimé, nous dit-il, que les passages où l'abbé s'étend sur des événements qu'il n'a pas connus par lui-même ou dont le récit se trouve partout. Du moins, des points de suspension indiquent-ils la place des passages supprimés. Les notes, malheureusement reléguées à la fin de chaque volume, sont abondantes et seront utiles¹.

Les *Mémoires du comte d'Angiviller*, publiés par M. Louis Bobé², n'ont pas la même importance. Ce ne sont pas, à proprement parler, des mémoires, mais des « Notes sur les Mémoires de Marmontel », que le comte d'Angiviller rédigea, à soixante-quinze ans, pour son amie, la comtesse de Munster, à Kiel, où il s'était réfugié pendant l'émigration. Ce sont surtout des réflexions morales, mêlées de souvenirs. La sincérité d'Angiviller n'est pas contestable ; mais ses principes moraux, très rigides, ne lui permettent pas toujours d'être impartial. La partie la plus intéressante de ses souvenirs se rapporte à ses relations avec Turgot, dont il admire la vertu, et avec Necker, dont il avait été longtemps l'ami, mais qu'il juge avec sévérité. Il est, il est vrai, beaucoup plus sévère encore pour Mme Necker, qu'il ne peut souffrir ; mais il ne la sépare pas de son mari : « Occupés l'un et l'autre », écrit-il, « de s'acquiescer une renommée, une considération et des partisans, l'amitié était pour eux un trafic, dont ils se réservaient le profit pour eux seuls. » Il faut signaler les détails très précis que donne le comte d'Angiviller sur les intrigues de Necker contre Turgot après l'édit sur les grains.

C'est à un âge encore plus avancé que le comte DE SAINT-PRIEST écrivit

1. J'ai relevé très peu d'inexactitudes dans les notes. Je signalerai pourtant la note 84 du t. I, où le Grand Conseil est confondu avec le Conseil d'État.

2. *Mémoires de Charles-Claude Flahaut, comte d'Angiviller*, publiés par Louis Bobé. Copenhague et Paris, Klincksieck, 1933, in-8°, xxxv-219 p., belles planches hors texte, index.

ses *Mémoires*¹, d'après ses souvenirs seuls, car tous ses papiers avaient été brûlés pendant la Terreur. Il avait alors plus de quatre-vingts ans, et c'était après 1815. Aussi s'excuse-t-il des erreurs de date qu'il a pu commettre. Le premier volume, seul paru, s'arrête à l'année 1789; on y trouvera surtout l'ambassade à Constantinople. La lecture en est agréable. Mais les historiens n'auront pas grand'chose à y prendre.

On peut rattacher aux *Mémoires* deux documents qui nous viennent d'Angleterre. C'est d'abord le *Journal of my journey to Paris in the year 1765*, du Rév. William COLE, publié par Fr. Griffin STOKES², d'après un manuscrit du British Museum. Il contient une grande abondance de détails sur les monuments, les habitants, la vie de Paris, mais très peu de renseignements sur les événements politiques. Ce sont ensuite les *Lettres sur les Anglais et les Français* de MURALT, éditées par Charles GOULD³. Sainte-Beuve, il y a longtemps, en avait remarqué l'importance.

Plusieurs recueils de lettres inédites sont à signaler, mais aucun n'est d'importance capitale. *La catholicité du monde chrétien*, par A. SALOMON⁴, est en fait un recueil des lettres qu'adressa le comte Louis de Zinzendorf, le futur fondateur de la secte des Frères moraves, au cardinal de Noailles et à quelques évêques appelants, entre 1719 et 1728. Elles manifestent l'ardent désir qu'avait Zinzendorf de voir rétablie l'unité du monde chrétien; mais elles nous renseignent aussi sur l'état d'esprit des jansénistes pendant la période qui a précédé le ministère Fleury. — Les *Lettres du président de Bosses à Loppin de Gemeaux*, son cousin, que M^{lle} Yvonne BEZARD⁵ a tirées des archives du château de Gemeaux, ont pour principal intérêt qu'elles ont été écrites sans aucun apprêt et pour celui seul à qui elles étaient adressées. Elles complètent ce que nous savions déjà du président, de son caractère et de ses goûts. Elles nous apportent, en outre, la preuve incontestable que les fameuses *Lettres d'Italie* ont été rédigées longtemps après le voyage qui en forme le sujet, et que leur valeur est donc surtout d'ordre littéraire. — M. Gilbert CHINARD⁶ a découvert, dans la « Clements Library » de l'Université de Michigan, un lot de lettres inédites de Beaumarchais, de sa femme

1. Comte DE SAINT-PRIEST, *Mémoires. Règnes de Louis XV et de Louis XVI*, publiés par le baron DE BARANTE. Paris, Calmann-Lévy, 1929, in-16, t. I, 247 p.

2. *A Journal of my journey to Paris in the year 1765*, by the Rev. William COLE, édité par Francis Griffin STOKES. Londres, 1931, in-8°, xxxii-410 p.

3. B.-L. DE MURALT, *Lettres sur les Anglais et les Français et sur les voyages (1728)*, éditées par Charles GOULD. Paris, Honoré Champion, 1933, in-8°, 381 p.

4. *La catholicité du monde chrétien*, d'après la correspondance inédite du comte Louis DE ZINZENDORF, par A. SALOMON. Paris, Alcan, 1929, in-8°, 80 p. (Publications de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg).

5. Y. BEZARD, *Lettres du président de Bosses à Loppin de Gemeaux*. Paris, Firmin-Didot, 1929, petit in-8°, 365 p.

6. *Lettres inédites de Beaumarchais, de M^{me} de Beaumarchais et de leur fille Eugénie*, publiées par Gilbert CHINARD. Paris, Librairie historique, et Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1929, in-8°, 139 p.

et de sa fille ; il les a publiées, en réduisant volontairement au minimum les commentaires et les notes. Ces lettres nous renseignent, d'une part, sur la première affaire que traita Beaumarchais pour le compte des États-Unis, l'achat de la forêt de Chinon, et sur les difficultés qu'il eut à ce propos avec le Congrès américain ; d'autre part, sur son exil à Hambourg et sur les efforts de sa femme pour le faire rayer de la liste des émigrés. — La *Correspondance de Valbonnais avec Mgr Passionei*, publiée par M. Marius ROLLET¹, intéresse l'histoire religieuse au début du XVIII^e siècle. Valbonnais se fit, sans le vouloir, à l'occasion d'une correspondance entre érudits, l'informateur de Mgr Passionei sur tout ce qui se passait en Dauphiné. Les lettres publiées ici, au nombre de quarante-huit, se placent chronologiquement avant celles qu'a fait connaître Ulysse Chevalier. Les deux plus importantes concernent, l'une (de Mgr Passionei) les négociations secrètes qui firent de Dubois un cardinal, et l'autre (de Valbonnais) le concile d'Embrun et la condamnation de l'évêque de Senes. Tout ce que les lettres contiennent d'intéressant pour l'histoire est d'ailleurs signalé, et cité, dans l'introduction. — Enfin, les *Lettres inédites de M^{me} d'Épinay et de l'abbé Galiani*, publiées avec une introduction et des notes par M. Fausto NICOLINI², intéresseront à la fois les historiens des lettres et ceux des idées³.

Les documents inédits publiés par M. Henri SÉE sur le commerce de Cadix⁴ pourraient servir de pièces justificatives à la thèse récente de M. Albert Girard, s'ils ne se rapportaient pas à une période un peu plus étendue. M. Girard n'a étudié le commerce de Cadix qu'au temps des Habsbourg d'Espagne, et le plus important des mémoires que M. Sée a tirés des archives du ministère des Affaires étrangères est celui que rédigèrent les députés du Commerce en 1728. L'introduction indique avec précision, mais sommairement, les conditions dans lesquelles se faisaient le commerce de l'Espagne avec ses colonies d'Amérique et le commerce français à Cadix. Il va sans dire qu'elle ne saurait remplacer le tableau beaucoup plus complet, quoique chronologiquement plus étroit, que nous a donné M. Girard.

Trois autres publications de textes sont d'un caractère très particulier, mais doivent être signalées néanmoins. Dans un beau volume, orné de planches nombreuses et intitulé : *Cérémonial du sacre des rois de France*, M. Charles MILLON⁵ a réuni les textes des prières du sacre (texte latin et tra-

1. *Correspondance de Valbonnais avec Mgr Passionei, nonce du pape (1724-1728)*, publiée par Marius ROLLET. Grenoble, 1933, in-8°, 152 p.

2. *La Signora d'Épinay et l'Abate Galiani. Lettre inédite*. Introduction et notes de Fausto NICOLINI. Bari, 1929, in-8°, 399 p.

3. Il a déjà été parlé de la *Correspondance de M^{me} de Médel*. Cf. *Revue historique*, t. CLXVII, p. 181.

4. Henri SÉE, *Documents sur le commerce de Cadix*. Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, s. d., in-8°, 121 p. ; Albert GIRARD, *Le commerce français à Séville et Cadix au temps des Habsbourg*. Paris, de Boccard et Bordeaux, Feret, 1932, in-8°, 631 p.

5. *Cérémonial du sacre des rois de France*, avec le formulaire en latin et en français, publié par Charles MILLON. La Rochelle, 1931, in-4°, 120 p., avec planches hors texte.

duction française, sur deux colonnes), le serment prononcé par le roi, et la description des cérémonies, d'après les ouvrages contemporains. Les planches sont la reproduction des gravures qui ornaient le volume édité à l'occasion du sacre de Louis XVI. — Le comte Arnauld DORIA reproduit fidèlement, d'après un manuscrit conservé à l'École des Beaux-Arts, un discours que Tocqué lut à l'Académie de peinture et de sculpture, le 7 mars 1750, sur *Le genre du portrait*¹. — Enfin, M. André SPIRE nous donne la reproduction phototypique d'un *Plaidoyer pour deux Juifs de Metz contre l'hôtel de ville et le corps des marchands de Thionville*², prononcé en 1777 par Pierre-Louis Lacretelle aîné, et de la réédition qui en fut faite en 1823.

Il est presque inutile de souligner les services que rendra aux élèves des grandes classes de nos lycées, aux étudiants, et même aux professeurs, le *Montesquieu* que M. Gustave LANSON vient de publier dans la collection des *Réformateurs sociaux*³. Ils y trouveront un choix abondant d'extraits de *L'esprit des lois*, reproduits, cela va sans dire, d'après les méthodes les plus scrupuleuses, précédés de Notes bibliographiques et biographiques et d'une précieuse Introduction. — C'est aussi un choix de textes, mais d'une tout autre sorte, que nous offre l'agréable volume de M. J.-G. PROD'HOMME, *Voltaire raconté par ceux qui l'ont vu*⁴; des textes de toute nature, lettres, fragments de mémoires, pièces administratives, habilement groupés de façon à nous « raconter » la vie de Voltaire jusqu'en 1754. Le tout est accompagné de notes précises. — Il semble que ce soit de même en vue de l'enseignement que M. W. F. REDDAWAY a édité les *Lettres de Catherine II à Voltaire*⁵, en les accompagnant des « grandes instructions » de la souveraine, celles-ci en version anglaise.

Parmi les rééditions qui nous sont parvenues, plusieurs ne sont pas sans intérêt pour les historiens. Signalons *Mahomet ou le fanatisme*, de VOLTAIRE, avec une préface et des documents réunis par M. Gossez⁶; une édition critique du célèbre ouvrage de FONTENELLE, *De l'origine des fables*, par M. J.-R. CARRÉ⁷; une édition des *Mémoires de M^{me} de Genlis*, avec une pré-

1. *Le discours de Tocqué sur le genre du portrait*. Avant-propos et notes par le comte Arnauld DORIA. Paris, Jean Schemit, 1930, in-8° pièce, 47 p.

2. Pierre-Louis LACRETELLE aîné, *Plaidoyer pour deux Juifs de Metz*. Reproduction phototypique avec préface d'André SPIRE. Paris, Lipschutz, 1928, in-8°.

3. *Montesquieu*, par Gustave LANSON. Collection « Réformateurs sociaux ». Paris, Félix Alcan, s. d., in-8° écu, 208 p.

4. J.-G. PROD'HOMME, *Voltaire raconté par ceux qui l'ont vu*. Paris, Stock, s. d., in-16, xv-286 p.

5. *Documents of Catherine the Great*, avec introduction et notes de W. F. REDDAWAY. Cambridge University Press, 1931, in-8°, xxxii-349 p.

6. VOLTAIRE, *Mahomet ou le fanatisme*. Préface et documents par M. Gossez. Le Mercure universel, petit in-8°, 123 p.

7. FONTENELLE, *De l'origine des fables*. Édition critique par J.-R. CARRÉ. Paris, Félix Alcan, 1932, in-8° écu, 103 p.

face de M. LUCAS-DUBRETON¹. Mais il faut mettre à part la « première traduction complète » des *Voyages en France* d'Arthur YOUNG², que le regretté Albert Mathiez avait demandée à M. Henri SÉE pour inaugurer la collection des « Classiques de la Révolution française ». Texte impeccable ; annotation substantielle, sans développements superflus ; précieuse Introduction sur Arthur Young, sa vie, son œuvre et la valeur de son témoignage : le tout constitue un instrument de travail longtemps attendu et de premier ordre. — Enfin, bien que la *Dîme royale* relève évidemment du *Bulletin d'histoire économique*, je tiens à remercier ici, au nom des historiens, M. COORNAERT³ de nous en avoir, enfin, donné l'édition critique qui nous faisait encore défaut⁴.

XVIII^e SIÈCLE. OUVRAGES. — L'historiographie actuelle du XVIII^e siècle, comme celle du XVII^e, et peut-être encore davantage, nous offre beaucoup d'ouvrages, d'importance très diverse et souvent écrits pour le public mondain, sur la société et les mœurs, sur l'histoire des idées ou des lettres, beaucoup de biographies, plus ou moins romancées, mais très peu d'études d'histoire politique ou administrative ; en sorte qu'un *Bulletin*, où il doit être tenu compte de tous les envois, se trouve nécessairement encombré d'une poussière de brefs comptes-rendus, parfois de simples mentions, dont l'utilité peut paraître contestable aux historiens.

Un ouvrage récent, et d'intérêt général, appelle des observations plus développées : c'est *Le siècle de Louis XV*, de M. Pierre GAXOTTE⁵. Il a été écrit pour le grand public. Il en a été très bien accueilli : le nombre des éditions qui se sont rapidement succédé en est une preuve suffisante. Il n'est pas douteux, d'autre part, que le succès était assuré à l'avance par la réputation de M. Gaxotte et la certitude qu'avaient ses lecteurs ordinaires de trouver dans son livre une certaine conception de l'ancienne monarchie qui leur est chère. Mais les mêmes raisons devaient éveiller quelques défiances (M. Gaxotte le sait bien) dans l'esprit des historiens d'une autre école. A vrai dire, il serait à souhaiter qu'il n'y eût point d'écoles en histoire, mais

1. *Mémoires de M^{me} de Genlis*. Préface de J. LUCAS-DUBRETON. Paris, Firmin-Didot, 1928, in-12, 2 vol., XXI-223 et 227 p.

2. Arthur YOUNG, *Voyages en France*. Première traduction complète et critique par Henri SÉE (*Les classiques de la Révolution française*). Paris, Armand Colin, 1931, in-8°, 3 vol., avec pagination unique, v-1279 p. Longue introduction (62 p.) sur Arthur Young, sa vie et son œuvre. Notes et index.

3. VAUBAN, *Projet d'une dixme royale*, publiée d'après l'édition originale et les manuscrits, avec une introduction et des notes par E. COORNAERT. Paris, Alcan, 1933, in-8°, LXVI-295 p.

4. Je signale, parce que je l'ai reçu, un volume de M. Guy DE LA BATUT, intitulé : *Louis XV*. Il semble en annoncer d'autres, puisque le titre particulier est précédé d'un titre général : *Les amours des rois de France racontées par leurs contemporains*. L'auteur réunit, sans les critiquer ni faire aucune différence entre eux, les passages des mémoires du temps qui parlent des amours de Louis XV. Il n'écrit évidemment pas pour les lecteurs de la *Revue historique*.

5. Pierre GAXOTTE, *Le siècle de Louis XV*. Paris, Arthème Fayard, s. d. [1933], in-16, 662 p.

seulement des historiens de tempéraments divers (ce qui me paraît très souhaitable), également doués de sincérité et d'esprit critique. Je crois que ceux-ci, s'il en existe, ne seront pas toujours d'accord avec M. Gaxotte ; mais je crois aussi qu'ils reconnaîtront bien volontiers que son livre est nourri de connaissances étendues et qu'il n'est certes pas négligeable. Je ne lui cacherais pas que, dans ce *Siècle de Louis XV*, le roi (proche parent du Louis XV de M^{me} Claude Saint-André) me paraît être ce qu'il y a de plus contestable. Je lui accorde que l'opinion courante sur Louis XV est faite, en partie, de beaucoup de légendes, et que, trop souvent, comme le dit M. Gaxotte dans l'avant-propos, « Louis XV a été jugé d'après les seuls témoignages de ses ennemis ». Il en est de même pour d'autres personnages notoires du xviii^e siècle, comme Maupeou ou l'abbé Terray. Il en a été ainsi pour bien d'autres, ce qui rend possibles les réhabilitations, auxquelles se plaît tout particulièrement l'historiographie moderne. Et je reconnais aussi que M. Gaxotte ne prétend pas faire de Louis XV le modèle des souverains. J'ai peine à croire, néanmoins, qu'un si grand nombre de ses contemporains, qui l'ont sévèrement jugé, se soient entièrement trompés sur son compte. J'ai peine à croire qu'il ait eu autant de bonne volonté et d'énergie que lui en attribue M. Gaxotte, et que l'amour du bien public l'ait inspiré autant qu'il le pense. Mais laissons Louis XV. Je suis, par contre, tout à fait d'accord avec l'auteur sur ce qu'il dit du xviii^e siècle dans l'avant-propos ; je crois, comme lui, que les historiens l'ont beaucoup trop étudié en y recherchant avant tout les causes de la Révolution, c'est-à-dire en mettant toujours l'accent sur les fautes du souverain et des ministres, sur les tentatives de réformes avortées, sur les faiblesses, sur tous les symptômes de désorganisation. Il ne me semble pas que l'on ait encore tout dit sur les causes de la Révolution ni que tout ce que l'on a dit soit définitif. — Il était inévitable que le livre de M. Gaxotte fût inégal. Il est bien difficile à un historien de s'intéresser également à toutes les parties de l'histoire de tout un siècle, ou d'être même, à leur sujet, également informé. L'histoire de la politique étrangère ne nous apporte rien de neuf que des opinions, qui pourront être contestées. L'histoire financière, si importante ici, n'a pas de valeur originale ; elle est traitée presque uniquement d'après les ouvrages de M. Marion, mais de façon claire et assez vivante. Enfin, je louerai presque entièrement les deux chapitres qui précèdent le chapitre final et qui portent (sans doute à l'intention du grand public) deux titres qui étonnent quelque peu : « Le côté du Roi » et « Plaisir et danger d'être riche ». On y trouvera, sur le gouvernement et l'administration du royaume, sur les réformes administratives accomplies à la fin du règne, sur ce que l'on pourrait appeler « la révolution agricole », sur l'activité économique, des pages très bien venues, où M. Gaxotte était soutenu tout à la fois par des travaux excellents parus dans ces dernières années et par ses propres études. C'est, à mon sens, la partie

la plus solide, et qui sera, pour bien des lecteurs, la plus neuve du livre¹. Elle laisse une impression que je crois conforme à la réalité historique : c'est que la civilisation (au sens que nous donnons communément à ce mot) a marqué, en France, du siècle de Louis XIV à celui de Louis XV, un progrès considérable, sans que nous puissions nous bien rendre compte de toutes les raisons de ce progrès.

L'histoire politique et administrative de la France au XVIII^e siècle (comme au XVII^e) a été peu étudiée depuis quelques années. Nous n'avons à signaler ici, dans ce domaine, que deux ouvrages de première importance. La *Revue* a déjà rendu compte du premier : *Les États de Bretagne de 1661 à 1789*, par M. RÉBILLON². L'autre est le dernier livre de M. Pierre DE VAISSIÈRE, *Curés de campagne de l'ancienne France*³. Bien qu'un premier chapitre y rappelle le passé, c'est surtout en se plaçant à la fin du XVIII^e siècle, et plus encore au XVIII^e, que M. de Vaissière étudie, dans le plus grand détail et sans ménager les citations, la condition juridique, matérielle et morale du clergé des campagnes. On ne trouverait nulle part ailleurs autant de données précises sur les multiples questions que posent, pour les curés, la levée des dîmes et l'exploitation des terres de la paroisse. Voilà un livre qui rendra les plus grands services aux historiens. — L'étude de M. Roger BICKART, *Les parlements et la notion de souveraineté nationale au XVIII^e siècle*⁴, n'est certes pas sans intérêt ; mais c'est une thèse de droit et le sujet y est traité surtout du point de vue juridique. Elle sera d'ailleurs utile, parce que l'on y trouve, consciencieusement recueillis et bien classés, presque tous les textes, tirés des *Remontrances*, qui touchent à la question de la souveraineté. — *La Chambre de justice de 1716*, par M. Pierre RAVEL⁵, est aussi une thèse de droit, mais dont l'auteur fait preuve d'une grande inexpérience d'historien. Il s'est à peu près contenté de mettre en fiches et de réunir assez maladroitement les indications que lui ont fournies sur le sujet les mémoires du temps et quelques manuscrits. Aucune des questions intéressantes n'est élucidée, et bien des références surprennent. L'auteur manquait d'une connaissance assez précise des institutions françaises au XVIII^e siècle pour tirer un profit réel de ses recherches⁶. — M. LÉON CAHEN nous donne, par intervalles, en attendant l'ouvrage important qu'il prépare, de courtes études, dont l'intérêt est très supé-

1. Je note que M. Gaxotte s'est fait, de l'esprit du XVIII^e siècle en France, une conception très différente de celle de Taine, et qui s'inspire beaucoup plus des travaux de MM. Gustave Lanson et Daniel Mornet.

2. Cf. *Revue historique*, t. CLXX, p. 304. — La plus grande partie de l'étude se rapporte naturellement au XVIII^e siècle.

3. Pierre DE VAISSIÈRE, *Curés de campagne de l'ancienne France*. Paris, éditions Spes, 1933, in-16, 307 p.

4. Roger BICKART, *Les parlements et la notion de souveraineté nationale au XVIII^e siècle*. Paris, Alcan, 1932, in-8°, xi-285 p.

5. Pierre RAVEL, *La Chambre de justice de 1716*. Paris, E. de Boccard, 1928, in-8°, 160 p.

6. Il confond évidemment, par exemple, les receveurs généraux avec les fermiers généraux.

rieur à l'étendue. C'est le cas des quelques pages qu'il a consacrées à *L'approvisionnement de Paris au XVIII^e siècle; la question de la boulangerie*¹. Un passage, que je tiens à citer, en résume les conclusions : « Les deux tiers des patrons [boulangers] de la ville, négligeant les halles et les marchés, se consacrent à la fabrication des sortes fines, qu'ils livrent aux clients, soit à domicile, soit dans leurs boutiques. Leurs confrères des faubourgs approvisionnent d'abord la population suburbaine et portent deux fois ou quatre fois par semaine, sur les carreaux métropolitains, leurs disponibilités ; enfin les forains, dont certains devaient transporter aussi d'autres denrées, apportaient deux fois par semaine leur fabrication, consistant surtout en gros pain bis. Ce sont eux qui jouent le principal rôle dans le ravitaillement en pain de la classe pauvre. » Le résultat, c'est que Paris est « constamment exposé à manquer de pain ». — *Les Menus plaisirs du roi*, de MM. J.-G. PROD'HOMME et E. DE CRAUZAT², est l'œuvre de deux érudits très bien informés, qui ne résistent pas au plaisir de présenter tous les résultats de leurs recherches, sur le sujet et autour du sujet. Les digressions abondent ; mais elles sont presque toujours instructives. Nous avons ici, jusque dans les plus minces détails, toute l'histoire de l'Hôtel des Menus-Plaisirs, depuis l'époque où il fut bâti, en 1763, jusqu'à nos jours, et de tous les gardes généraux des Menus plaisirs du roi. C'est en 1780 que l'Opéra fut réuni à l'administration des Menus ; en 1784, que l'École royale de musique (devenue le Conservatoire de musique en 1795) fut construite sur un terrain attenant à celui des Menus. — Ce sont deux simples tirages à part que M. Jean YVER nous présente sous les titres suivants : *Les offices municipaux à Caen au XVIII^e siècle* et *Une administration municipale orageuse à Caen à la fin de l'Ancien Régime*³. Mais ce sont deux contributions très utiles à l'histoire des variations du régime municipal caennais, depuis l'édit de 1692 jusqu'à la Révolution. Nous y apprenons que, si la création des offices vénaux frappa la ville d'une charge financière assez lourde, elle lui permit du moins (conséquence assez inattendue) de se donner un maire élu, qu'elle ne possédait plus depuis longtemps. Quand la ville eut racheté les offices, il y eut bien, à Caen, comme maire en titre, un « homme vivant et mourant », pour que le Trésor pût encaisser les droits de mutation ; mais ce ne fut qu'un homme de paille, et la Communauté, propriétaire des offices réunis, put se donner, en fait, un maire électif. Mais, d'autre part, il en résulta (autre conséquence inattendue) que l'édit de Choiseul, en 1764, qui passe pour avoir rétabli partout la liberté des élections, la restreignit, au

1. LÉON CAHEN, *L'approvisionnement en pain de Paris au XVIII^e siècle et la question de la boulangerie*. Paris, s. d., Librairie des sciences économiques et sociales, in-8° pièce, 15 p.

2. J.-G. PROD'HOMME et E. DE CRAUZAT, *Les Menus plaisirs du roi*. Paris, 1929, Delagrave, in-8°, 143 p.

3. JEAN YVER, *Les offices municipaux à Caen au XVIII^e siècle*. Extrait des *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen*. Caen, 1931, in-8° pièce, 34 p. — *Une administration municipale orageuse à Caen à la fin de l'Ancien Régime*, 30 p.

contraire, à Caen, puisque le roi devait désormais choisir le maire parmi trois candidats élus. Il est vrai que l'édit de 1766, qui prévoyait l'application à Caen de l'édit de 1764, y resta lettre morte. On voit que de pareilles études, si menues qu'elles soient en apparence, sont parfois plus instructives que de gros volumes.

Ceux de M. BRAURE, *Lille et la Flandre wallonne au XVIII^e siècle*¹, représentent de longues années de recherches patientes dans les fonds d'archives de notre département du Nord. Ceux-ci sont d'ailleurs l'objet, dans la Bibliographie, d'une description très riche et très précise, en particulier les archives départementales et les archives communales de Lille et de Douai. M. Braure n'a négligé aucune partie du sujet. Après avoir étudié le milieu, puis les années d'occupation hollandaise, qui préparèrent l'adhésion unanime des habitants à l'établissement de la domination française, M. Braure consacre de longs chapitres à l'organisation administrative, à la vie économique, à la vie intellectuelle et sociale. Il va sans dire qu'une étude d'histoire locale aussi amplement conçue ne peut manquer d'apporter d'intéressantes contributions à l'histoire générale. Je signalerai seulement quelques-uns des faits significatifs dégagés par M. Braure dans le domaine de l'histoire administrative. Ce sont, par exemple, les caractères que prend l'intendance, à Lille, au cours du XVIII^e siècle : ses tendances centralisatrices, mais qui provoquent de telles résistances que la centralisation était encore bien loin d'être complète quand l'Ancien Régime s'effondra ; les limites que cette centralisation rencontre dans le cadre même de l'intendance, alors que l'intendant est le plus souvent absent, dans ses propriétés ou à la Cour, et laisse presque toute l'autorité effective, soit aux subdélégués, recrutés dans le pays même, et dont M. Braure note la puissance, soit aux secrétaires de l'intendant, qui se succèdent de père en fils. M. Braure insiste aussi sur la très grande indépendance financière du magistrat de Lille ; sur ce qu'a d'illusoire le contrôle financier de l'intendant, qui ne s'exerce pas sur les engagements de dépenses. Tout cela invite à réfléchir sur ce que l'on appelle la centralisation administrative sous l'Ancien Régime.

Une seule étude d'histoire diplomatique, et qui ne relève que partiellement de ce *Bulletin* : c'est le bel ouvrage de Sir Richard LODGE, *Studies in Eighteenth-Century diplomacy (1740-1748)*². Il reprend, en réalité, l'histoire entière de la guerre de Succession d'Autriche, et nous appartient, de ce fait que Sir Richard Lodge y étudie de près, et de façon très neuve, la politique du marquis d'Argenson (chap. III, IV et V). Sir Richard Lodge note avec raison, dans sa préface, que les sources anglaises de cette histoire étaient restées, jusqu'ici, en partie inexplorées. Arneth n'avait travaillé que d'après les ar-

1. Maurice BRAURE, *Lille et la Flandre wallonne au XVIII^e siècle*. Lille, Émile Raoust, 1932, 2 vol. in-4° à pagination unique, 737 p. (index et planches).

2. Sir Richard LODGE, *Studies in eighteenth-century diplomacy*. Londres, John Murray, s. d., in-8°, vii-421 p., index.

archives autrichiennes ; le duc de Broglie n'avait connu les archives anglaises que de façon très incomplète ; les historiens allemands avaient concentré uniquement leur attention sur Frédéric II. Sir Richard Lodge les corrige et les complète par la largeur de ses vues et son perpétuel souci de tenir compte de tous les facteurs, même matériels, qui ont pu déterminer la politique anglaise sur le continent. Il a été ainsi conduit à étudier de très près le fonctionnement du Cabinet et (d'après les papiers de Lord Sandwich en particulier) les relations personnelles des ministres entre eux, de Newcastle avec Harrington et Chesterfield, et de tous trois avec Sandwich. Sir Richard Lodge a mis aussi pour la première fois en pleine lumière les buts et l'action personnelle de Carteret¹.

Deux études d'histoire militaire sont d'importance inégale. M. Maurice PERROT a consacré un gros volume (un trop gros volume) à deux épisodes de guerre : *La surprise de Jersey en 1781* et *La prise de Capri en 1808*². Le sujet n'aurait fourni que deux plaquettes si l'auteur n'était entré dans les plus petits détails, dont beaucoup n'ont guère d'intérêt ; s'il n'avait pas fait précéder le premier épisode d'un long « Aperçu historique », qui remonte jusqu'à la séparation de Jersey et du Cotentin, et s'il n'avait pas encadré la « Surprise de 1781 » (qui, d'ailleurs, échoua totalement) dans une histoire de l'île, qui n'était pas, semble-t-il, indispensable. Ce qui en ressort de notable, c'est que les corsaires de Jersey faisaient courir de perpétuels dangers à notre commerce de cabotage, et que, pendant tout le XVIII^e siècle, s'élaborèrent périodiquement des projets de descente dans l'île, dont un seulement, celui de 1781, aboutit à un essai de réalisation.

M. Spenser WILKINSON, dans un ouvrage intitulé : *The Defence of Piedmont (1742-1748)*³, a voulu montrer ce que Bonaparte, pour sa première campagne d'Italie, doit à ses prédécesseurs sur ce théâtre de guerre, Conti et Maillebois, ainsi qu'à l'écrivain militaire Bourcet, l'auteur des « Principes de la guerre de montagne ». Le livre est donc une étude de stratégie ; mais il doit être signalé aux historiens, parce que l'auteur s'est rendu compte qu'il ne ferait comprendre les mouvements des armées qu'en les mettant perpétuellement en rapport avec les événements politiques. Aussi nous donne-t-il une histoire très complète (et très sérieusement établie) des campagnes de 1742 à 1748 en Italie. Notons qu'il résume très nettement, dans les premiers chapitres, le rôle des passages des Alpes dans la politique de la Maison de Savoie et cette politique elle-même, depuis le traité d'Utrecht jusqu'au début de la

1. Arthur H. BUFFINTON, *The second hundred years War (1689-1717)*. New-York, 1929, in-16, 114 p., n'est qu'un manuel destiné à l'enseignement secondaire, mais très clair, ne retenant des faits que l'essentiel, intelligent.

2. Maurice PERROT, *Surprise de Jersey en 1781. Prise de Capri en 1808*. Paris, Berger-Levrault, 1929, in-8°, viii-422 p. (23 cartes et gravures hors texte).

3. Spenser WILKINSON, *The Defence of Piedmont (1742-1748). A Prelude to the study of Napoleon*. Oxford, At the Clarendon Press, 1927, in-8°, 336 p. (cartes hors texte).

guerre de la Succession d'Autriche. De nombreux croquis et des cartes hors texte permettent de suivre dans le détail le récit.

L'histoire maritime et coloniale s'est enrichie de deux volumes de M. MARTINEAU. Avec l'un s'achève la longue enquête de l'auteur sur *Dupleix*. Nous y trouvons l'analyse des Mémoires justificatifs, publiés contradictoirement par Dupleix et par la Compagnie des Indes, et l'histoire du procès, qui durait encore lorsque Dupleix mourut. Les principales conclusions de M. Martineau sont nettement formulées. Dupleix, pense-t-il, aurait facilement évité le mauvais vouloir des directeurs en se montrant un peu plus souple à leur égard ; une grande partie des dettes, dont il réclamait le remboursement, provenaient, non de ses dépenses en Hindoustan, mais des imprudences qu'il commit après son retour en France, en particulier de ses spéculations et de la malencontreuse affaire des « savons sans feu », où il s'engagea de la façon la plus imprudente. En tout cas, c'est presque exclusivement les dettes ainsi contractées qui furent liquidées après son décès. — L'autre volume, *Dupleix, sa vie et son œuvre*¹, rendra de grands services aux professeurs et aux étudiants. Il ne nous apprend rien de plus, cela va sans dire, que le grand ouvrage dont il n'est que le résumé. Mais il en contient l'essentiel et sera d'une consultation beaucoup plus facile. On doit remercier M. Martineau de nous l'avoir donné.

L'étude de M. DALGLIESH sur *La Compagnie des Indes à l'époque de Dupleix*² ne fait pas double emploi avec les études qui l'ont précédée, bien qu'elle se rapproche beaucoup, par son objet, tout au moins de l'une d'entre elles, celle de Weber ; elle les complète. M. Dalgliesh semble avoir étendu ses investigations à peu près à toutes les sources d'archives qu'il lui était possible d'atteindre et à toute la littérature du sujet. En ce qui concerne les archives de nos comptoirs de l'Inde, il n'a pu se servir, bien entendu, que des documents dont nous devons la publication à M. Martineau. Il ne pouvait s'agir pour lui, et il le reconnaît lui-même, de dégager des conclusions bien neuves. Mais il a étudié avec soin l'organisation de la Compagnie à Paris, à Lorient, dans l'Inde, ses rapports avec le gouvernement, son activité financière et commerciale, et cette étude précise, un peu sèche, mais sûre, rendra d'incontestables services.

M. François CHARLES-ROUX est infatigable. Dans *Les échelles de Syrie et de Palestine* (une publication de grand luxe avec vingt-sept planches hors texte), il étudie d'abord le régime particulier des échelles, tel qu'il fut créé par les Capitulations ; la composition de la Nation française au Levant, le rôle des consuls, de l'ambassadeur de France à Constantinople, de la Chambre

1. A. MARTINEAU, *Les dernières années de Dupleix*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1929, in-8°, 182 p. — *Dupleix. Sa vie et son œuvre*. Ibid., 1931, in-8°, 365 p.

2. Wilbert Harold DALGLIESH, *The Company of the Indies in the days of Dupleix*. Easton (Pennsylvania), 1933, in-8°, 238 p.

de commerce de Marseille dans la vie des échelles ; les rapports qu'elles entretiennent avec les pachas turcs, les Druses, les Maronites ; leur histoire pendant tout le XVIII^e siècle et leur désorganisation après 1789. — *Le projet français de commerce avec l'Inde par Suez sous le règne de Louis XVI*¹ se rattache aux autres études qu'a déjà publiées M. Charles-Roux sur les origines lointaines de l'expédition d'Égypte. Dans l'introduction, il rappelle les tentatives plus anciennes de la monarchie pour ouvrir à la France le commerce de l'Inde par la mer Rouge. Puis il nous apprend comment Truguet fut envoyé en Égypte, en 1784, par Choiseul-Gouffier, notre ambassadeur auprès du sultan, et comment il y remporta d'abord un succès inespéré. Mais l'opposition de la Compagnie des Indes orientales, ressuscitée en 1785, rendit ce succès inutile : Choiseul-Gouffier n'obtint pas, à Constantinople, le firman nécessaire pour confirmer les conditions accordées par les Beys, et le ministre Calonne abandonna l'entreprise. — Dans *Saint-Domingue en 1756 et 1757*, M. TRAMOND² nous présente, d'après la correspondance de Lambert, ordonnateur au Cap-Français de Saint-Domingue, le tableau de la vie dans l'île pendant les premières années de la guerre franco-anglaise : interruption partielle des relations commerciales entre Saint-Domingue et la France ; avilissement des prix des denrées, qui ne peuvent plus être exportées qu'à grand risque, en particulier du sucre ; raréfaction consécutive du numéraire et situation monétaire difficile ; disette des vivres, qui venaient tous du dehors en temps de paix, en particulier de la farine. Du moins l'île était-elle assez bien défendue pour que l'Angleterre ne se risquât pas à l'attaquer : la guerre maritime ne s'y fit sentir que par ses répercussions économiques.

Les ouvrages qui traitent de questions intéressant la société, les mœurs et le mouvement des idées au XVIII^e siècle ne sont pas en ce moment très nombreux. Il faut mettre hors de pair l'importante étude de M. Daniel MORNET sur *Les origines intellectuelles de la Révolution française*³, qui sera précieuse aux historiens ; mais je ne veux que la signaler ici : elle mérite un compte-rendu particulier. Le livre de Muriel DOODS, *Les récits de voyages sources de l'Esprit des lois*⁴, est un peu déconcertant ; l'auteur se contente de rechercher les récits de voyages que Montesquieu a connus ou pu connaître et dont il a vraisemblablement tiré les renseignements dont il se sert et les opinions qu'il exprime ; il a même, dans une troisième partie, juxtaposé, sur deux colonnes, des extraits de l'*Esprit des Lois* et des récits de voyages

1. François CHARLES-ROUX, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII^e siècle*. Paris, Paul Geuthner, 1928, in-fol., 224 p., 27 planches. — *Le projet français de commerce avec l'Inde par Suez sous le règne de Louis XVI*. Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, s. d., in-8°, 105 p.

2. J. TRAMOND, *Saint-Domingue en 1756 et 1757*. Paris, éditions Leroux, s. d., in-8°, 110 p.

3. Daniel MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*. Paris, librairie Armand Colin, 1933, in-8°, 548 p.

4. Muriel DOODS, *Les récits de voyages, sources de l'Esprit des lois*. Paris, Honoré Champion, in-8°, 303 p.

qui semblent les avoir inspirés. Mais la question essentielle n'est guère élucidée : dans quelle mesure Montesquieu a-t-il fait la critique des témoignages qu'il invoque ? On est un peu surpris que l'auteur n'ait pas cité le petit livre d'Atkinson, qui a traité, sur un autre plan, à peu près la même question, et la bibliographie des récits de voyages, qui termine l'ouvrage, est loin d'être complète. — Dans ses *Portraits du XVIII^e siècle*, M. Pierre DE NOLHAC¹ nous donne une série d'essais, consacrés surtout à des artistes (Natoire, Boucher, La Tour, Fragonard, Hubert Robert, M^{me} Vigée-Lebrun), mais où prend place aussi une étude sur Voltaire et M^{me} de Pompadour. On retrouve ici la présentation élégante et facile, la connaissance intime et comme attendrie du XVIII^e siècle qui font le charme de tous les essais de M. de Nolhac. Il va sans dire qu'il n'est question que de la cour et des artistes qui gravitent autour d'elle et que le ton général de l'ouvrage répond entièrement au sous-titre : « La douceur de vivre. » — Un tout autre aspect du siècle apparaît, au contraire, dans l'ouvrage de M. Robert ANCHEL, *Crimes et châtiments au XVIII^e siècle*². À l'aide de nombreux documents d'archives, en particulier des papiers personnels d'un substitut du procureur du roi au Châtelet, nommé Gueulette, M. Anchel nous parle avec humour, mais avec une scrupuleuse exactitude, des diverses catégories de criminels, des prisons, des peines et des supplices, et tout cela ne fait certes pas penser à « la douceur de vivre ». — Dans son joli volume, *Une famille bourguignonne au XVIII^e siècle*, M^{lle} Yvonne BEZARD³ a tiré un heureux parti de la correspondance familiale de Charles-Catherine Loppin, baron de Gemeaux, avocat général au parlement de Bourgogne, tandis que M. Gérard GAILLY, dans *L'affaire de la rue des Maçons*⁴, n'a eu d'autre souci que de nous raconter, d'après les documents judiciaires et surtout d'après les factums de l'époque, une affaire criminelle assez mystérieuse. — *L'affaire Calas*, de M. Marc CHASSAIGNE⁵, est un volume assez troublant. L'auteur y analyse avec grand soin toute la procédure contre Calas. Il veut être impartial. Mais il n'en est pas moins évident qu'il y eut, au point de départ de son enquête, le désir de prouver, non pas que Calas ait été coupable, mais que les juges de Toulouse ont pu croire sincèrement à sa culpabilité et n'ont pas été inspirés par le fanatisme. La construction que nous présente M. Chassaigne est vraisemblable ; mais elle n'exclut pas la possibilité d'une autre construction, étayée sur d'autres parties de l'enquête, et qui paraîtrait vraisemblable aussi. Elle éveille le doute ; elle

1. P. DE NOLHAC, *Portraits du XVIII^e siècle*. Paris, Plon, in-8°, 228 p., nombreuses photographures.

2. Robert ANCHEL, *Crimes et châtiments au XVIII^e siècle*. Paris, librairie académique Perrin, 1933, in-16, vii-237 p.

3. Yvonne BEZARD, *Une famille bourguignonne au XVIII^e siècle*. Paris, Albin Michel, s. d., petit in-8°, 309 p., 16 hors-texte.

4. Gérard GAILLY, *L'affaire de la rue des Maçons* (Énigmes et drames judiciaires). Paris, librairie académique Perrin, 1933, in-16, 206 p.

5. Marc CHASSAIGNE, *L'affaire Calas*. Paris, librairie académique Perrin, 1929, in-16, 294 p.

n'emporte pas la conviction. Et, d'ailleurs, M. Chassaigne, s'il n'admet pas le suicide, n'écarte pas une autre hypothèse, celle de l'assassinat par un inconnu ; il se contente de laisser voir qu'il n'y croit pas. — Les publications relatives à la franc-maçonnerie et aux sectes mystiques qui s'y rattachent sont assez fréquentes. La *Revue* a déjà rendu compte de la principale, celle de M. G. HUARD, un des spécialistes de ce genre d'études, sur *L'art royal*¹. M. Paul VUILLIAUD² n'est pas un initié ; il nous l'affirme et nous donne toutes raisons de le croire. C'est sans indulgence qu'il expose l'histoire, les doctrines et les pratiques des Rose-Croix au XVIII^e siècle, à l'aide des archives retrouvées de Willermoz, un des premiers disciples de Martinez de Pasqually. Ces archives contiennent la correspondance de Willermoz avec Pasqually ; les protocoles de l'Ordre de la stricte observance, c'est-à-dire de la loge lyonnaise de la Bienfaisance, et les cahiers d'initiations de cette même loge. M. Vuilliaud verse ainsi au dossier de la franc-maçonnerie un lot considérable de documents, aussi instructifs qu'authentiques. — Je tiens, enfin, à signaler, bien qu'ils valent surtout par les illustrations, la série des ouvrages publiés sous le titre général : *La vie au XVIII^e siècle*³. C'est uniquement de l'aspect extérieur de la vie qu'il s'agit. Mais on ne peut que conseiller aux historiens de feuilleter ces attrayants volumes.

Il me reste à passer en revue les nombreuses biographies de personnages plus ou moins importants du XVIII^e siècle. Elles sont, cela va sans dire, de nature et d'importance très diverses. — Un premier groupe est celui des biographies romancées, qui n'ont été écrites que pour le public mondain. Certaines ont une valeur littéraire que je ne contesterai pas ; il est néanmoins inutile d'attirer longuement sur elles l'attention des historiens. Telles sont *La vie du maréchal de Richelieu*, de MM. R. HONNERT et M. AUGAGNEUR⁴, et *La vie intime et amoureuse de Mirabeau*, de M. D. MEUNIER⁵, et je me permettrai, à leur propos, de regretter ce qui se mêle d'intentions un peu troubles dans le choix de pareils sujets, si souvent traités déjà. Tel est aussi le livre de M. André MAUREL sur *M^{me} du Châtelet*⁶, où il serait de plus très facile de relever bien des erreurs. — Un second groupe pourrait comprendre des ouvrages d'historiens, où pourtant les historiens n'auront pas beaucoup à prendre. M. P.-E. SCHAZMANN, ajoutant le contenu de quelques dossiers iné-

1. Cf. *Revue historique*, t. CLXIX, p. 390.

2. Paul VUILLIAUD, *Les Rose-Croix lyonnais au XVIII^e siècle*. Paris, librairie critique Émile Nourry, 1929, in-8°, 391 p.

3. Charles OULMONT, *La maison* ; Carlos FISCHER, *Les salons* ; André BRULÉ, *Les gens de lettres* ; Henri LIONNET, *Les comédiennes*. Paris, éditions Marcel Seheur, s. d., in-4°, 91, 121, 121 et 132 p., nombreuses illustrations dans le texte et hors texte.

4. R. HONNERT et M. AUGAGNEUR, *La vie du maréchal de Richelieu*. Paris, librairie Gallimard, 1929, in-16, 226 p.

5. D. MEUNIER, *La vie intime et amoureuse de Mirabeau*. Paris, éditions Jules Tallandier, s. d., petit in-8°, 299 p.

6. André MAUREL, *La marquise du Châtelet*. Paris, Hachette, s. d., in-8°, 236 p.

dits à l'apport de la plus récente littérature sur Rousseau et ses entours, nous donne une biographie de *La comtesse de Boufflers*¹, qui n'est pas roman-cée, mais dont la substance est un peu mince. Était-il bien nécessaire qu'un historien comme M. Albert-Émile SOREL écrivit un livre de plus sur *La princesse de Lamballe*² et y prolongeât la vie de quelques légendes, que ses lecteurs auraient été surpris de n'y pas trouver, mais que contredisent des documents précis? Je rapprocherai du livre de M. Schazmann, pour le peu d'importance qu'offre le sujet, celui de M. Armand PRAVIEL sur *M. Du Barry et sa famille*³, et je regretterai que M. Pierre DE LA MAZIÈRE, dans son *Lally-Tollendal*⁴, ait fait, lui aussi, un peu trop de concessions au goût du public. — Pour d'autres raisons, dont la principale est mon incompetence, je ne ferai que nommer les études de pure histoire littéraire, qui ont été ou seront certainement appréciées ailleurs. Ce sont celles de May WALLAS sur *Vauvenargues*⁵; d'Albert CLERC sur *Barthélemy-Christophe Fagan*⁶, auteur comique; de BRUNET sur *Maupertuis*⁷; du D^r Raymond BOISSIER sur *La Mettrie*⁸; d'HUBERT sur *D'Holbach et ses amis*⁹; de GABOR sur *Chamfort*¹⁰; de WHITFIELD sur *Gabriel Bonnot de Mably*¹¹. — Enfin, je terminerai par quelques ouvrages qui relèvent plus directement d'un *Bulletin* tel que celui-ci.

Beaumarchais, le brillant armateur, de M. Roger LAFON¹², malgré le titre, qui inquiète, est une utile contribution à l'histoire si compliquée des opérations commerciales de Beaumarchais, au temps où il avait entrepris de secourir les « insurgents » d'Amérique. — M. Abel DECHÈNE ne m'a pas convaincu, je l'avoue, que *Le Dauphin, fils de Louis XV*¹³, ait eu (en plus de ses vertus, que personne ne conteste et sur lesquelles l'auteur s'attendrit) toutes les qualités de caractère et tous les talents dont M. Dechêne se plaît à le

1. P.-E. SCHAZMANN, *La comtesse de Boufflers*. Paris, Fernand Roches, 1933, in-12, 230 p., 2 portraits hors texte.

2. Albert-Émile SOREL, *La princesse de Lamballe*. Paris, Hachette, s. d. (1933), 236 p.

3. Armand PRAVIEL, *M. Du Barry et sa famille*. Paris, Armand Colin, 1932, petit in-8°, 238 p.

4. Pierre DE LA MAZIÈRE, *Lally-Tollendal*. Paris, Plon, 1931, in-16, 249 p.

5. May WALLAS, *Luc de Clapiers, marquis de Vauvenargues*. Cambridge, At the University Press, 1928, in-8°, 308 p.

6. Albert CLERC, *Barthélemy-Christophe Fagan, auteur comique*. Paris, E. de Boccard, 1933, in-8°, 226 p.

7. Pierre BRUNET, *Maupertuis, l'œuvre, et Étude biographique*. Paris, librairie scientifique Albert Blanchard, 1929, in-8°, 487 et 199 p.

8. D^r Raymond BOISSIER, *La Mettrie*. Paris, « Les Belles-Lettres », 1931, in-8°, 182 p.

9. René HUBERT, *D'Holbach et ses amis*. Paris, André Delpeuch, 1928, in-12, 222 p.

10. D^r Georg GABOR, *Die Misanthropie Chamforts*. Berlin, K. Curtius, 1928, in-8°, 92 p.

11. WHITFIELD, *Gabriel Bonnot de Mably*. London, Routledge and Sons, 1930, in-8°, 311 p.

12. Roger LAFON, *Beaumarchais, le brillant armateur*. Paris, Société d'éditions maritimes et coloniales, 1928, in-16, 316 p.

13. Abel DECHÈNE, *Le Dauphin, fils de Louis XV*. Paris, librairie du Dauphin, s. d., petit in-8°, 363 p.

parer. — Après son *Louis XV*, que l'on n'a pas oublié, M^{me} Claude SAINT-ANDRÉ nous donne *Le Régent*¹. Elle l'a composé dans le même esprit, mais avec un tact et une mesure dans l'éloge, un souci des nuances qui ne surprendront personne. D'ailleurs, si même on n'accepte pas sans restriction la dernière phrase du livre — « Nous sommes au 2 décembre 1723 ; un grand prince français vient de mourir » — on ne niera pas qu'il y ait eu, chez Philippe d'Orléans, des parties d'un grand prince, et M^{me} Claude Saint-André ne dissimule pas les défauts, ni même les vices du Régent, tout en insistant un peu plus sur son intelligence et sur ses talents. — *Necker, fourrier de la Révolution*², de M. E. LAVAQUERY, vient de paraître. Certes, les historiens ne devront pas le négliger. Mais combien M. Lavaquery aurait donné plus de force à sa thèse s'il avait pris un autre ton ! Je suis tout prêt, pour ma part, à lui concéder que la publicité faite inlassablement, autour des moindres actes du ministre, par Necker lui-même, par sa femme et par sa fille, n'a pas été sans influence, non seulement sur l'opinion des contemporains, mais encore sur celle même de la postérité. Je suis convaincu de l'insuffisance du personnage et des résultats néfastes de sa politique financière. M. Marion ne l'a-t-il pas déjà affirmé et prouvé ? Mais les historiens regretteront que M. Lavaquery ait pris le contre-pied des opinions reçues avec une passion qui ne les laissera pas sans inquiétude. Il définit lui-même son livre dans l'avant-propos, quand il écrit qu'il a voulu dégager « la réalité qui se cachait sous un masque d'apparat, dût la vérité, après ces longues complaisances, prendre un air de réquisitoire ». Son *Necker* est bien un réquisitoire, par le ton, qui est celui du ministère public, et quant au fond, car M. Lavaquery n'a composé son dossier que de témoignages accusateurs, sans donner audience à aucun témoin favorable, s'agit-il même de simples témoins de moralité. Et ce n'est pas seulement le procès de Necker qu'instruit M. Lavaquery : c'est celui de la Révolution même et celui de tous les historiens qui n'ont pas tout à fait rompu avec la tradition élogieuse ou indulgente. Et pourquoi ? « La vérité », écrit l'auteur, « c'est que, plus ou moins consciemment, on sait gré à Necker d'avoir rendu la Révolution nécessaire. Tel est le préjugé favorable qui, seul, a pu empêcher sa mémoire de sombrer dans la réprobation et le ridicule. Voilà ce qui lui a valu les faveurs de l'histoire officielle³. » Ne pourrait-on pas tirer d'une affirmation comme celle-ci la preuve d'un état d'esprit qui ne donne pas toute garantie d'impartialité ? Ne doit-on pas craindre que le jugement impitoyable de l'auteur ne lui ait été dicté par sa conviction que la Révolution fut le résultat néfaste de la propagande cachée des « sociétés de pensée » et de la franc-maçonnerie ? Ceci dit, il n'est pas douteux que

1. Claude SAINT-ANDRÉ, *Le Régent*. Paris, éditions Jules Tallandier, s. d., petit in-8°, 252 p. — Il va sans dire qu'il faut chercher ici, uniquement, le portrait du Régent. L'auteur n'a entrepris aucune recherche nouvelle.

2. E. LAVAQUERY, *Necker, fourrier de la Révolution*. Paris, Plon, 1933, in-8° écu, 385 p.

3. « L'histoire officielle » dont il est ici question est, bien entendu, celle d'Ernest Lavisse.

les historiens devront désormais tenir grand compte du réquisitoire de M. Lavaquery et du nombre considérable des témoignages à charge qu'il a recueillis contre Necker et son œuvre, même s'il leur fait parfois un peu trop complaisamment confiance¹.

G. PAGÈS.

1^{er} février 1934.

1. On s'étonne que M. Lavaquery parle du pacte de famine (parce qu'il peut y compromettre Necker), comme on en pouvait parler il y a quelque trente ans (p. 29 et 104), et qu'il attribue à Turgot le *Mémoire* sur les municipalités, comme s'il ne connaissait pas l'édition de Schelle; ce n'est d'ailleurs pas à celle-ci qu'il renvoie, mais à celle de Daire et Dussard. — Pourquoi le témoignage des *Mémoires d'Angiviller*, récemment parus, et si précis en ce qui concerne les intrigues de Necker contre Turgot, n'est-il pas cité? Il est pourtant très défavorable à Necker, plus encore à M^{me} Necker, et d'autant plus significatif que d'Angiviller est un très honnête homme et avait été longtemps l'ami des Necker.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

English place-names Society. Cambridge University Press. 10 volumes, 1924-1933.

La *Revue historique* a déjà mentionné à plusieurs reprises les ouvrages publiés par cette Société savante ; la valeur de ses travaux est telle qu'il faut y regarder de plus près.

Elle est dirigée par deux éminents érudits spécialisés : l'un, M. Allen Mawer, dans l'étude philologique de la langue anglaise au Moyen Age¹ ; l'autre, M. F. M. Stenton, professeur à l'Université de Reading, dans l'histoire médiévale. Leur intime collaboration n'a pas été interrompue depuis une dizaine d'années et leur nom figure en tête de chacun des volumes déjà mis dans le commerce. S'il leur est arrivé, une fois déjà (dans le volume sur le comté d'York, *North Riding*), de s'effacer devant M. Smith, ils ont pris soin de prévenir qu'ils ont revu de près son manuscrit et qu'ils lui ont suggéré d'importantes retouches. C'est aussi dans cette mesure qu'ils ont utilisé l'expérience spéciale acquise soit par leurs secrétaires, M. Gover et Mrs. Rose-Troup, soit par des collaborateurs volontaires dont le nom est inscrit en tête de chaque volume. Disons enfin que, dès le début, le travail commun a été exécuté selon un plan rigoureusement conçu et fidèlement exécuté. En voici d'ailleurs l'économie. Après une brève introduction historique résumant ce qu'on doit ou peut connaître sur les origines ethniques du peuple anglais, on aborde la nomenclature. On lui a donné pour cadre les comtés et les *hundreds* tels qu'ils ont traversé les siècles jusqu'à nos jours, où les comtés sont, pour l'Angleterre et le pays de Galles, au nombre de quarante². Dans chacune de ces divisions, les noms de lieu se suivent d'après un ordre alphabétique d'ailleurs assez compliqué. Chacun d'eux est présenté avec la graphie des documents originaux, dans un ordre strictement chronologique et avec la prononciation figurée, dont on trouve d'ailleurs la clé au début du volume. Viennent, enfin, les tables, où sont catalogués les éléments qui entrent dans la composition des noms de lieux et de personnes, et ceux qui appartiennent à la langue de la féodalité ou qui désignent les manoirs, les terres et lieux-dits. Le sens de chacun de ces éléments est donné, pour autant qu'il est possible de le démontrer, en termes brefs ; dans le cas contraire, l'auteur n'hésite pas à confesser son ignorance. Il insiste, au contraire, quand il s'agit de documents publiés par lui pour la première fois. Un index général termine le livre et, dans une pochette ména-

1. On doit à M. Mawer une sorte d'introduction à l'étude des noms de lieu dans *Problems of place-name study* (1929) ; c'est un recueil de trois conférences lues à King's College, sous les auspices de l'Université de Londres.

2. Au Moyen Age, chaque *hundred* avait un lieu, habité ou non, où le peuple se réunissait pour traiter de ses affaires. On remarquera que ce chef-lieu, si l'on peut hasarder cette expression, est souvent, dans nos textes, indiqué comme ayant disparu.

gée dans la couverture, on trouve des cartes établies en partie d'après les feuilles de l'état-major (*Ordnance survey*). Quant à l'ordre d'après lequel chaque comté est traité, il dépend évidemment des circonstances, indépendantes de la volonté des collaborateurs. Dans le présent compte-rendu, on suivra simplement la date de mise en vente des volumes, et l'on commencera par le tome II, le tome I ayant été déjà signalé dans la *Revue historique*, tome CXLVII, p. 243¹.

Tome II : *Buckingham*. — Ce nom apparaît pour la première fois dans les textes en 1016 ; mais la ville elle-même était habitée bien avant cette date. La région montagneuse des Chiltern, qui atteint à son plus haut point dans le comté, fut, au VIII^e siècle, conquise par des Saxons de l'Ouest, tandis que le Nord fut occupé par des Angles payens, dont on retrouve les traces dans d'assez nombreux cimetières². Le comté fit alors partie, avec ceux de Bedford, de Hertford et de Huntingdon, de ce qu'on appela le Danelaw. On sait comment le Conquérant récompensa ses compagnons en leur distribuant les terres des vaincus, dépossession dont certains noms de lieu ont conservé le souvenir³.

Au temps où fut compilé le *Domesday book*, le comté était divisé en huit hundreds, plus tard groupés en triples hundreds, séparés ensuite et ramenés au chiffre actuel de dix-huit. Pour la curiosité des faits, mentionnons, dans celui de Risborough, la localité appelée aujourd'hui (p. 170) *Monks and Princes Risborough*. Elle comprend deux éléments distincts : *Monks* (c'est-à-dire Little Risborough), qui, avant la conquête, appartenait à Christ Church de Canterbury, et *Princes* (ou Great Risborough), manoir appartenant au Prince Noir, d'où le nom actuel. Nous voilà en pleine période féodale. Quant au chef-lieu, il a toujours été, semble-t-il, fixé à Birmingham, dans un site péninsulaire que l'Ouse entoure en partie et limite par une sorte de vaste demi-cercle.

Le tome III contient les deux comtés de Bedford et de Huntingdon⁴. Le premier, limitrophe de Buckingham, occupe la vallée de l'Ouse et de ses affluents. C'est une région de basses terres qui ne pouvait pas opposer de sérieux obstacles aux envahisseurs. Elle est nommée pour la première fois dans la Chronique anglo-saxonne (à l'année 571⁵), où il est dit qu'un chef appelé Cuthwulf vainquit les Bretons à « Bedcanford » et leur prit quatre villes (« tunnas ») ; mais on tient maintenant pour certain que le nom du lieu où fut livrée la bataille ne s'applique pas à la localité moderne et qu'il faut chercher ailleurs. Ce résultat négatif a d'ailleurs son importance parce qu'il empêche de croire que les Saxons de l'Ouest avaient déjà, en cette année-là, atteint la vallée de l'Ouse. En réalité, l'invasion a suivi deux routes divergentes : celle des Saxons par le Sud-Ouest et celle des Angles venant du Nord-Ouest, Hunts ayant été occupé avant Beds. L'arrivée des Scandinaves au IX^e siècle a laissé peu de traces dans la nomenclature ; mais il est certain que la contrée fit partie du

1. *Buckinghamshire*, par A. Mawer et F. M. Stenton, 1925, xxx-274 p., 2 cartes.

2. Rappelons pour mémoire que l'ancienne province de Bretagne fut envahie et occupée par des hordes germaniques : les Angles, les Jutes, les Saxons et les Danois.

3. Ainsi, dans *Therfield*, le premier élément est celui d'une personne d'origine danoise (p. 196), nom qui fut bientôt déformé en *Turville*.

4. *Bedfordshire et Huntingdonshire*, publ. par A. MAWER et F. M. STENTON, 1926, xli-816 p. ; prix : 18 s. — Parmi les collaborateurs volontaires, on signale M. Fowler, fondateur de la « Bedfordshire historical Society ».

5. Edit. Plummer, t. I, p. 18, à qui l'on doit la publication du cartulaire de l'abbaye d'Old Warden ; cf. *Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 207.

Danelaw, les différences entre la loi des Saxons, des Angles et des Danois n'ayant alors qu'un médiocre intérêt pratique. Enfin, peu de noms ont été empruntés à la langue de la féodalité. Certaines sources écrites : le *Liber Eliensis*, la *Historia Ramnesiensis*, contiennent de précieux renseignements. En ce qui concerne les divisions administratives, à côté des neuf hundreds actuels on constate l'existence de demi-hundreds¹.

Dans le comté de Huntingdon, on compte seulement quatre hundreds où certains noms ménagent des surprises au lecteur non initié. Dans *Normancross* (p. 180), le premier élément : *Norman*, est, à l'année 963, écrit *Northman*, ce qui dénote une origine scandinave et non pas normande. *Sautrey* est encore plus compliqué par l'abondance de ses formes : *Saltrey All saints* and *St. Andrew, Saltreya Monachorum, Saltreya le Moynne* (p. 195). Si l'on en dégage assez facilement l'anglais *Salt*, qui convient à une localité spécialisée dans le transport du sel, le second élément, qu'il faut lire *rethe*, indique le ruisseau utilisé par les marchands. *Sawtrej monachorum* rappelle que la localité dépendait de la riche abbaye de Ramsey, et *Sawtry All saints* and *St. Andrew*, que l'église était dédiée à saint André; enfin, que *Saltreya le Moynne* appartenait à une famille appelée *Moynne*, connue en 1279 (p. 196). Dans le quatrième hundred, *Toseland* est formé d'éléments tous scandinaves : *Toss* étant un nom de personne et *land* une expression scandinave toute pure (*loundr*). A ce même hundred appartient *Godmanchester*, qui est mentionné plus de vingt fois sous des formes différentes, de 1086 à 1597 (p. 256); le second élément : *chester* ou *ceaster* (= *castellum*), a fait penser qu'il s'agit d'une station romaine : *Durolopons*, qui est mentionnée dans l'Itinéraire d'Antonin.

Tome IV : *Worcester*². — Avec ce comté, nous passons brusquement de la région de l'Ouse³ à celle de la Severn. Ici, on ne trouve plus de localités portant un nom dont l'élément final est *ingas*, si fréquent en Beds et en Hunts, et dont l'origine scandinave est si caractéristique. D'autre part, on y rencontre des noms de femmes, ce qui, nous dit-on, « suggère une colonisation assez tardive ». L'arrivée des pirates envahisseurs est marquée par la bataille de Dyrham⁴, remportée en 577 par Ceawlin, roi des Saxons de l'Ouest; après quoi le vainqueur s'empara de Gloucester, de Cirencester, de Bath et parvint à la Severn. En 628, un roi de Mercie, pays jusqu'alors rattaché aux tribus des Angles, Penda, envahit les possessions des Saxons de l'Ouest, qu'il chassa après une victoire à Cirencester (628); les Saxons lui abandonnèrent le pays occupé par les « Hwicce⁵ ». En fin, au IX^e siècle, les Saxons renoncèrent à la course pour s'installer à demeure dans leurs conquêtes et bientôt des actes royaux nous révèlent l'existence d'un État organisé. Peu après la conquête normande, nous pouvons en suivre le développement régulier dans un précieux

1. Voir, par exemple, les « half hundreds » marqués dans le hundred de Willey, p. 25.

2. *Worcestershire*, publ. par A. MAWER et F. M. STENTON, avec la collaboration de F. T. S. HOUGHTON, 1927, XLIV-420 p., 1 carte; prix : 20 s. — On a soin de dire que les épreuves ont été relues par des érudits de choix : MM. Ekwall et Tait.

3. A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler qu'il y a, en Angleterre, deux cours d'eau portant le même nom : l'un, au Great Ouse, qui passe à Bedford et à Buckingham; l'autre, qui traverse le comté de Sussex, passe à Lewes et se jette dans la mer à New Haven; on le retrouvera plus loin.

4. L'identification de cette localité n'est pas certaine, lit-on à la note de la page xiv.

5. Tome IV, p. xv.

cartulaire de la cathédrale de Worcester, compilé par le moine Hemming à la prière de l'évêque Wulstan (mort en 1096) ; on est alors justement à l'époque où fut dressé le *Domesday book*, et l'on ne s'étonnera pas s'il s'est glissé dans le cartulaire des documents suspects, sans doute pour justifier les modifications nécessitées par le régime nouveau des personnes et des terres. Il faut aussi se méfier de certaines chartes provenant d'Evesham¹, abbaye située dans le hundred de Fishborough : la plupart sont fausses. Par contre, un livre de comptes, le *Subsidy roll*, établi pour les années 1275-1327, fournit de précieux renseignements sur le régime des terres à l'époque antérieure ; car les biens des églises, les terres dites de mainmorte, sont, moins que les autres, soumis au régime des mutations immobilières. Voici cependant une intéressante exception : dans le hundred de Pershore se trouve une liste de « hides » et de manoirs situés dans le comté ; mais ils ne figurent pas dans le *Domesday book*, parce qu'ils venaient d'être occupés par Édouard le Confesseur et donnés par lui à Saint-Pierre de Westminster (p. 183). La géographie administrative du comté a d'ailleurs été fortement remaniée dans le *Domesday book* : quarante-cinq variantes y ont été relevées pour les années de 691 à 1538. — Dans les chapitres où sont nommées les routes, on notera (p. 4)² les *Saltways*, voies utilisées pour le transport du sel. D'autre part, on se gardera bien d'expliquer hâtivement le nom de *Fishborough*, comme si le premier élément (*Fish*) signifiait poisson, car *Fish* est un nom de personne (p. 260).

Tome V : *Comté d'York (North Riding)*³. — Le comté d'York est, comme on sait, le plus vaste de l'Angleterre. Il est divisé en trois parties : celles du Nord, de l'Est et de l'Ouest, chacune d'elles ayant reçu, depuis le haut Moyen Age, l'appellation de *riding*, la « cité » d'York formant en outre un comté en soi. — Le *North Riding*⁴, que la Tees sépare du comté de Durham, a été peuplé d'abord par des Bretons d'origine celtique, qui n'ont d'ailleurs laissé que de faibles traces dans la nomenclature des rivières et des localités. Occupé d'abord par des Angles, le pays fut conquis au ix^e siècle par les Danois qui commandait un héros en partie légendaire, Ragnar Lodbrok (867), puis par des bandes scandinaves venues d'Irlande (depuis 913). C'est alors que le pays fut divisé en *ridings*, subdivisés à leur tour en *wapentakes* (au lieu de hundreds)⁵. Une autre expression scandinave, celle de *thing*, est entrée en combinaison dans un assez grand nombre de noms, par exemple celui de *Thingwall* (p. xxii et 128). Les différences dialectales sont marquées aux p. xxxi-xxxiii. Dans le corps même du volume, les noms sont classés par wapentakes. Certaines localités, pour diverses raisons, attirent l'attention. Par exemple, Gros-mont⁶, prieuré de l'ordre de Grandmont près de Limoges, et Whitby⁶, où l'élément

1. Voir, p. 262, une description détaillée de cette ville. Une des anciennes formes du nom, *Eofeshamm*, a suggéré l'idée que le premier élément est emprunté à un certain *Eof*, simple berger, à qui la sainte Vierge avait révélé l'importance du lieu ; or, ici la rivière fait là un grand coude (hamm) ; dès lors, tout s'explique sans aucune intervention divine.

2. *North Riding of Yorkshire*, publ. par A. H. SMITH, 1928, xlv-352 p., 1 carte ; prix : 20 s. — M. Armitage Goodall avait déjà publié un volume relatif au *West-Riding*, qui ne nous est pas parvenu.

3. Variantes de ce nom : *Eoferwicsire* (1055), *Eboracensira* (1061), le *counté d'Ewerwyk* (1416).

4. Il y a treize *wapentakes* dans le *North Riding*. Ce terme se rencontre encore, mais exceptionnellement, dans le comté de Northampton (p. xxviii).

5. Variantes : *Grauntmount* et *Gromunde* (1301), *Growmand* (1557).

6. Variantes : *Witebi* (1086), *Whitby* (1138), et même *Quiteby* (1138).

by décèle une origine noroise ; mais l'historien sera plus intéressé par le fait que Whitby est mentionné par Bède le Vénérable sous la forme *Streaneshalch*, comme étant le lieu où se tint le célèbre concile où fut discutée la date de Pâques¹, mais Bède paraît s'être trompé dans la traduction latine qu'il en donne : au lieu de « sinus fari », il faudrait lire « fara », expression du latin médiéval qui signifie « pente » ; *streon* étant un nom de personne (p. 126). Autre cas : celui d'un nom hybride : *Byland abbey* (p. 194), dont les variantes donnent *Begland* ou *Begheland*, où l'on distingue un nom de personne, *Bega* ou *Beaga*. Mais ce qu'il importe surtout de retenir, c'est qu'en latin le nom a pris la forme de *Bellalanda*, ce qui nous éloigne singulièrement du scandinave. Un affluent de l'Ouse (appelée aussi Ure) apparaît sous les formes *Jore*, *Gior*, etc., qu'on retrouve dans Jervaulx, dont le second élément est français, tandis que le premier rappelle le nom d'Ure (*Gior*). C'était une abbaye cistercienne, fondée en 1145 comme dépendance de Byland. De même, Rievaulx ou Rivaulx, dans la vallée de la Rye (p. 73). On sait que les Cisterciens recherchaient de préférence les régions les plus désertes pour y travailler, dans la solitude, à l'œuvre du Salut, en même temps que l'élevage des bêtes à cornes leur fournissait une laine très appréciée sur les marchés étrangers. *Thorton le Street* (p. 205), marqué dans le *Domesday book* sous la forme *Torentium in via*, est sans doute une ancienne voie romaine. Enfin, Richmond, *Rich-Reg*, dans le *Domesday book*, doit son nom définitif à un seigneur breton, compagnon du Conquérant : « terra Alani comitis ». Puissante forteresse ou bourg, Richmond ne tarda pas à devenir le chef-lieu d'un « honneur » ou même d'un « comté en soi ».

Tomes VI et VII : deux volumes pour *Sussex*².

Dans ce domaine, l'étude des noms de lieu prend une importance particulière. On sait à quel point sont suspects les récits fournis par les plus anciennes annales de l'Angleterre concernant l'arrivée d'Aelle et de ses trois fils montés sur trois barques (477). Ils exterminèrent, disent-elles, toute la race des Bretons. En fait, l'onomastique montre que, dans le pays qui allait devenir celui des Saxons du Sud, le Sussex, on ne trouve aucune localité de type breton. Ce fut un petit royaume séparé de ses voisins du Nord par le *Weald*, « la grande forêt que nous appelons Andred³ », et que les dunes (*Downs*) séparent de la mer. Au VIII^e siècle, on y comptait 7,000 familles groupées en villages, ce qui permet de caractériser son organisation sociale. A la différence avec ses voisins du Kent et du Surrey, Sussex ne possède aucun nom de lieu où entre en composition celui d'une divinité payenne ; mais il a de bonne heure possédé un évêché établi d'abord à Selsey (680), puis (1075) à Chichester⁴, dont l'ancien nom (*Cissenceaster*) rappelle celui de Cissa, troisième fils d'Aelle ; l'évêché comprenait alors tout le comté. Quant au comté, il était divisé en soixante-trois hundreds, chiffre tout à fait exceptionnel et non expliqué ; plusieurs sont d'ailleurs de proportions minuscules ; on note, en outre, deux demi-hundreds. Mais ce qu'il importe de retenir pour la singularité des faits, c'est qu'en outre des hundreds il existait une autre division administrative appelée *rope* ou

1. Bède, livre III, ch. xxv : « monasterio quod dicitur Streaneshalc quod interpretatur sinus fari ».

2. *Sussex*, par A. MAWER et F. M. STENTON, avec la collaboration de J. E. B. GOVER, 1929-1930, XLVI-613 p., 1 carte.

3. Nom que l'on retrouve dans *Andredesceaster*, ancienne forteresse romano-bretonne (p. 1).

4. On trouve, p. 10, une liste des noms de rues de cette ville.

*rape*¹, petit centre de justice locale, déjà mentionné dans le *Domesday book*². On note aussi deux demi-hundreds : ceux de Wyndham (p. 209) et de Fishergate (p. 288). On s'intéressera sans doute davantage à certaines localités qui appartiennent à l'histoire générale. Ainsi Lewes³, avec les collines qui l'entourent et ses deux églises, dont le détail topographique contribue à fixer les péripéties de la bataille de 1264. Ainsi encore Senlac, où fut livrée la plus décisive bataille de l'histoire (p. 490) ; Pevensey, si souvent mentionné au Moyen Âge pour le passage de la Manche et qui a sa place sur la tapisserie de Bayeux (p. 443) ; Beachyhead (en français Bevezier = « le beau promontoire »), en face duquel Tourville battit les Anglais en 1690 ; les *Cinque ports*, qui constituaient une puissante « liberté » avec les très anciens ports marchands de Winchelsea et de Rye⁴.

Tomes VIII et IX : deux volumes pour *Devon*⁵. — Ce nom est d'origine celtique ; mais, au début de la période médiévale qui commence pour cette région au VII^e siècle, on n'y trouve plus aucune trace des Bretons ni du paganisme, et voici dans quelles proportions les auteurs établissent l'apport de chaque langue : le celtique est mentionné quatorze fois par eux (p. 681) ; le scandinave, dix-sept fois (p. 187) ; tandis que l'anglo-saxon remplit à lui seul six pages (p. 681-687). Le vocabulaire topographique est donc presque uniquement anglais. La conquête normande a, par la suite, apporté un important contingent de termes propres à la féodalité⁷. Quant aux habitations et cultures, elles appartenaient à ce mode de distribution qui consiste en fermes isolées et non en villages groupés, par exemple, autour d'une église. Le pays était divisé en trente hundreds, ce qui donne déjà une certaine idée de la densité de la population. Il s'y trouve d'importantes localités, telles que Plymouth⁶ et qu'Exeter. Une longue note de la p. 233 énumère les rues de Plymouth avec leur date et la plus ancienne forme écrite du nom. Exeter est une ancienne cité romaine marquée sur la table de Peutinger *Isca Dummoniorum*, où Isca désigne la rivière Esc, qui se jette dans la mer à Exemouth. Un siège épiscopal, établi d'abord à Crediton, sur un affluent de l'Esc (909), fut reporté pour toujours à Exeter (1046). Les archives du diocèse et de la ville ont été exploitées et

1. Une note de la p. 8 nous apprend que la dissertation relative à ce sujet est l'œuvre de M. Tait.

2. Six de ces *rapes* sont mentionnés dans le cours de l'ouvrage : Chichester, Arundel, Bramber, Lewes, Pevensey et Hastings.

3. Une note de la p. 319 fournit un grand nombre de noms de rues.

4. Variantes : *Beauchief*, *Le Beauschieff*, etc. (p. 427). Y a-t-il un rapport phonétique entre ces différentes dénominations ?

5. L'établissement des Jutes dans ce qui devint par la suite le comté de Kent a fait l'objet d'une étude approfondie par M. Jolliffe : *Pre-feudal England : the Jutes* (Oxford historical series ; Londres, Humphrey Milford, 1933, viii-122 p., 1 carte ; prix : 7 s. 6 d.). — Nous y reviendrons.

6. *The place-names of Devon*, par J. E. B. GOVER, A. MAWER et F. M. STENTON, 1931 et 1932, lx-xiv-754 p., 2 cartes. — On s'empresse de nous faire savoir que la part prise par M. Gover à cet ouvrage doit être estimée à 90 % et que l'auteur a été fort aidé par le prof. Blomé, d'Upsal, auteur du vol. *Place-names of North Devon* (1920) ; par le Dr. Wallenberg (*Studia Neophilologica*) ; enfin, par M^{me} Rose-Troup, qui a organisé la « Devonshire Association ».

7. On trouve, p. xxxiii, des notes sur le dialecte de Devon d'après les noms de lieu. Les « addenda et corrigenda » pour les tomes II-VIII occupent les pages xlix-lx.

8. P. 233 : « Ad portum de Plummouth » (à l'année 1231).

en partie publiées dans des ouvrages dont la *Revue historique* a déjà signalé l'intérêt¹.

Tome X : *Northampton*². — Ce comté appartient à une région où l'on a trouvé des tombes payennes à incinération, antérieures à l'arrivée des Angles qui s'établirent dans la vallée du Nene, grosse rivière qui coule dans un sens sensiblement parallèle à la limite orientale du comté actuel. C'est là que se trouvait le monastère de Medeshamstead, mentionné par Bède « in regione Undalun » (aujourd'hui Oundle) ; mais ce monastère fut détruit par l'invasion danoise (870), sans laisser d'autre trace que son nom. Les nouveaux venus, commandés par un certain Hamtun, s'établirent dans la vallée du Nene, qui fut le centre de leur colonisation. Le pays fut d'abord divisé en deux parties, celles du Nord et du Sud ; puis celle du Nord s'est maintenue seule et a donné son nom au comté tout entier. Au x^e siècle, sa limite occidentale ne dépassait pas la grande voie romaine de Watlingstreet. On en trouve la preuve manifeste dans les noms de lieux habités : ceux qui se terminent en *by*, en *toft*, en *biggin* sont clairement d'origine scandinave. C'est pour protéger à son tour la frontière de son royaume que le roi saxon Édouard le Vieux fit construire le « burh » de Towcester, ancien poste romain (castrum) sur la Toree. On constate, d'autre part, que les hundreds du Sud ressemblent par leur structure à ceux de Bedford et de Buckingham, tandis que ceux du Nord appartiennent essentiellement à l'élément danois. « Il n'y a sans doute pas », lit-on p. xxix, « une autre région anglaise où les contrastes soient aussi fortement accentués que dans le Norhants ; c'est le caractère distinctif de son histoire. » Autre caractère distinctif : l'étude minutieuse des noms de lieux et de leur signification permet d'affirmer que la population libre y était plus nombreuse que dans les régions anglo-saxonnes où dominait le servage.

Le comté est divisé en vingt hundreds ; un d'eux est double, celui de Nassaborough, qui se confond avec ce qu'on appelait autrefois le « soke » de Peterborough, survivance de l'ancien Medeshamstead³, maintenant célèbre abbaye dédiée à l'apôtre saint Pierre⁴. Désormais, les chartes, de plus en plus nombreuses, abondent en renseignements précis. En voici une : Badby, dans le hundred de Fawsley, qui date de 944 (p. 10) ; une autre, qui date de 1021-1023, fait connaître Newnham (p. 26). Par contre, Moreton-Pinkney nous transporte par la pensée en Picardie, puisque cette bourgade porte le nom de Picquigny. L'antiquité romaine survit dans des noms tels que *Towcester*, l'ancien *Lactodurum* (p. 94), et que *Castor*, ancien camp romain de Durobriva (p. 232).

Signalons, enfin, une innovation intéressante : jusqu'au temps où fut composé le tome X, les cartes jointes au texte étaient plus ou moins directement calquées sur l'*Ordnance survey* ; très claires, très complètes, trop même, parce qu'elles contiennent un grand nombre de noms sans aucun rapport avec l'objet très limité de

1. *Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 115.

2. *Northamptonshire*, par J. E. B. GOVER, A. MAWER et F. M. STENTON, 1933, xli-311 p. ; prix : 18 s. — Rappelons les publications entreprises par la « Northamptonshire Record Society » et, en particulier, le t. IV, où M. Stenton a publié (1930) un recueil de fac-similés des plus anciennes chartes conservées dans les archives du comté (cf. *Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 114).

3. P. 224 : « Medeshamsteded qui modo Burg dicitur. »

4. Voir, p. 7-8, une minutieuse description de la ville : rues, maisons religieuses, etc.

l'onomastique. Elles étaient, en outre, à cause de leurs dimensions, d'un maniement difficile ; à partir du tome X, on ne trouvera plus que des cartes d'étendue fort réduite, où l'on trouve seulement les localités marquées dans le texte, avec les limites des hundreds ; mais on ajoute de simples croquis où les noms sont remplacés par des signes conventionnels qui font distinguer nettement l'apport des sources verbales d'origine scandinave, anglicane ou anglaise, etc., avec leur groupement et leur répartition sur le sol. Simplifions le plus possible ; il restera toujours un trop grand nombre de points incertains.

Concluons : les historiens accueilleront avec admiration et reconnaissance une œuvre aussi fortement conçue, exécutée avec tant de prudence et de saine érudition.

Ch. BÉMONT.

William REES. *South Wales and the Border in the fourteenth century*. Atlas de 4 feuilles et un *Handbook to the historical Map*. Southampton, impr. de l'Ordnance Survey office (prix variant suivant le mode de présentation, à l'échelle d'un demi-pouce par mille).

Comme l'indique le titre, cet atlas se rapporte seulement à la partie méridionale du pays de Galles et à la région frontière occupée par les Anglais depuis leur conquête en 1282-1283, c'est-à-dire le South Wales et le Monmouthshire, ainsi que les comtés proprement anglais situés à l'ouest de la Severn, ceux de Shrewsbury, de Hereford, de Worcester et de Gloucester. Dans ces divisions administratives, anciennes et modernes, on a marqué, d'une part, les seigneuries et manoirs, les châteaux et les bourgs établis par les conquérants ; d'autre part, les lieux de marchés et de foires, les moulins et les mines, les forêts et terrains communaux, où persista longtemps l'ancien régime celtique ; les divisions ecclésiastiques avec les églises et les monastères ; en somme, c'est tout l'aspect d'un pays qui, ayant perdu son indépendance, s'est adapté, de gré ou de force, aux institutions féodales des vainqueurs, les « landlords » de la Marche. Ce mélange compliqué de deux civilisations si différentes est indiqué sur les cartes avec un soin minutieux et par l'emploi de couleurs différentes. Tout de suite, on y voit clair.

Le XIV^e siècle a été choisi parce que, pour la première fois, on dispose de documents précis et qu'on peut le mieux apprécier la transition entre l'ancien régime et le nouveau. La partie la plus neuve, au point de vue historique, est celle qui concerne le *Border* ; aussi l'auteur a-t-il pris soin de tracer, par un pointillé en rouge, la limite qui séparait le pays gallois de l'Angleterre proprement dite. A l'est figurent en effet les comtés et les centaines (*hundreds*), parties intégrantes du royaume, qui étaient soumises à la « Common law », avec droit d'appel aux tribunaux anglais et au Parlement ; en Galles, au contraire, les seigneuries devaient leur existence non pas à un acte de la volonté royale, mais par droit de conquête, où les « Lords de la Marche » s'étaient violemment substitués aux anciens possesseurs gallois. Ils formaient en terre galloise de petits États indépendants avec des droits d'administration et de justice sans appel. Les territoires occupés ainsi, sorte de confins militaires, pouvaient contenir soit une seule seigneurie ou plusieurs appartenant au même seigneur ; dans le dernier cas, elles constituaient une « baronnie », ou bien

encore ce qu'on appelait un comté. La seigneurie avait sa base dans le « commote » gallois, mais une place forte pour assurer la sujétion du pays conquis. Là le seigneur avait sa chancellerie, son échiquier, sa cour de justice ; là s'introduisirent les méthodes anglaises de culture selon le système de l'exploitation triennale et la tenure servile ; là aussi étaient les bourgs, régime urbain emprunté à l'Angleterre pour contrôler le commerce local et lever les impôts. Les jours de foire et de marché sont marqués sur la carte. Pour le service militaire, les lords appliquaient la méthode anglaise de fiefs tenus à charge du service armé de quarante jours par an et aux frais du vassal, à titre héréditaire. Les tenures sont marquées en rouge sur la carte, qui indique, en outre, les forêts royales et seigneuriales, les mines, etc. ; enfin, les biens d'église. Dès qu'on s'est familiarisé avec ces multiples indications, la carte devient un livre où apparaît aisément toute l'histoire du pays.

Ch. BÉMONT.

M. M. KNAPPEN. *Two Elizabethan puritan diaries by Richard Rogers and Samuel Ward*, edited with an introduction. Chicago, The American Society of Church History, 1933. Prix : 3 dol.

Richard Rogers (1551-1618) et Samuel Ward (1572-1643), dont M. Knappen, professeur à l'Université de Chicago, publie les *Diaries*, sont deux puritains des premiers temps, qui eurent plus ou moins à souffrir pour leurs opinions religieuses, et que n'ignore point le *Dictionary of National Biography*. Sur eux deux on nous donne des précisions, des détails (p. 53-125) qui complètent ou corrigent ce dictionnaire, en particulier pour Ward, qui eut un beau-fils, du même nom, Samuel Ward (1577-1640), ministre puritain, lui aussi, et qui mourut peu d'années avant lui ; d'où confusions assez fréquentes entre l'un et l'autre en telle ou telle circonstance de leur vie.

Sortis tous les deux de Christ's College, centre puritain de l'Université de Cambridge, Rogers et Ward furent des militants qui publièrent des écrits de controverse religieuse dont la vogue fut grande. Rogers pétitionna en 1583 contre les trois articles de l'archevêque Whitgift et fut suspendu de sa charge. Ward, au synode de Dordrecht (1619), où il avait été délégué, se prononça pour la doctrine calviniste. Le premier, simple *lecturer* ou prêcheur, ne fit du ministère ecclésiastique que par suppléance, le titulaire du bénéfice de Wethersfield étant toujours absent. Le second, au contraire, bien nanti, fut chapelain de Jacques I^{er} (1611), archidiacre de Taunton (1615), prébendier de Wells et d'York (1615, 1618), directeur du « Sidney Sussex College » (1610-1643), professeur de théologie à Cambridge (1623-1643).

Ces *Diaries* ne sont point à proprement parler des journaux où sont notés les événements, les impressions du jour — R. Rogers en a rédigé un de cette sorte, qui est resté manuscrit¹ — mais des sortes d'examens de conscience consignés par écrit. A divers jours du mois, Rogers et Ward font un retour plus complet sur eux-mêmes et notent en quoi ils ont fauté, s'en repentent, se promettent de mieux faire à l'ave-

1. Dr Williams Library, 14 Gordon Square (Londres), Morrice Ms. I : Chronological Account. — Benjamin Brook en a publié quelques extraits dans ses *Lives of the Puritans*, 1813.

nir ; ils se reprochent d'avoir violé en tel ou tel point le règlement de vie qu'ils se sont imposés. Car ils ont un règlement : deux heures de méditation et de prière au début de la journée, la préparation de leur prêche deux fois par semaine, neuf ou dix heures d'études quotidiennes et qui se rapportent à leurs devoirs d'État. But et méthode sont des meilleurs auteurs spirituels. Ces puritains agissent comme ces « papistes » qu'ils ne cessent de dénoncer, bien mieux comme les disciples d'Ignace de Loyola, qui ne recommande rien tant que l'oraison et l'examen particulier, qu'il pratique minutieusement, relevant encore ses manquements à la perfection quelques heures avant son agonie.

Toutefois, on reconnaît le puritain en ce qu'il voit une fin dans les consolations spirituelles, une sorte de signe de prédestination (p. 63, 66, 68, 75, etc.), tandis que les maîtres de la vie spirituelle recommandent de s'attacher au Dieu des consolations, mais non aux consolations elles-mêmes, dont sont privées la plus grande partie du temps les âmes les plus saintes.

Nos deux puritains, dont la doctrine nie la liberté humaine, la reconnaissent effectivement par cette pratique assidue du redressement de la volonté, de la correction quotidienne et minutieuse que révèlent leurs *Diaries*. Ils vérifient ce vieux proverbe des ministres anglicans parlant des puritains : « Calvinistes, quand ils prient, ils sont Arminiens quand ils prêchent¹. »

G. CONSTANT.

Hilaire BELLOC. *Charles the First, king of England*. Londres, Cassell, 1933, 366 pages. Prix : 16 s.

Evan JOHN. *King Charles I*. Londres, A. Barker. xii-314 pages. Prix : 10 s.

Ces deux ouvrages ont paru presque en même temps, comme, en 1932, ceux d'Octave Aubry et de Jean de Bourgoing sur le roi de Rome ; mais, tandis que pour ces derniers on peut indiquer lequel a fourni à l'autre les éléments essentiels et la documentation, MM. Hilaire Belloc et Evan John se sont ignorés². Tous les deux cependant ont un but commun, une méthode analogue, et en plus d'un point leur œuvre se ressemble. L'un et l'autre, influencés, comme leurs contemporains, par l'échec ou les abus du parlementarisme en maints pays, par la déroute du capitalisme moderne, n'ont plus pour les institutions parlementaires ce respect quasi révérentiel des Gardiner et des Green, qui imprimèrent à l'histoire d'Angleterre, au temps de la reine Victoria, le sceau des whigs. « Il a coulé tant d'eau sous le pont depuis que Carlyle et Gardiner ont écrit », dit Evan John (p. viii), « et nous

1. Les disciples d'Arminius de Leyde (1560-1609), s'éloignant de la prédestination fatale de Calvin, se rapprochent de la doctrine catholique sur la liberté humaine. Le mouvement qu'ils occasionnèrent en Hollande aboutit au synode de Dordrecht (1619), où fut représenté le clergé d'Angleterre, et auquel assista Samuel Ward.

L'éditeur de ces *Diaires*, M. Knappen, a fait une communication sur les causes de la faillite du puritanisme en Angleterre, 1640-1660, au 47^e congrès de l'*American historical association* (Toronto, 27-29 décembre 1932).

2. Le fait n'est pas rare. En Angleterre, ces derniers temps, ont paru, coup sur coup, trois « Guillaume le Conquérant » et deux « John Hampden ».

envisageons la vie et la politique avec des yeux si différents, qu'il y a place pour une histoire racontée d'une façon nouvelle et moins wigh, pour employer le seul mot qui convienne. »

Le principe monarchique est donc, dans l'un et l'autre ouvrage, remis en honneur. La figure de Charles I^{er} ressort plus sympathique, mieux éclairée. Les causes extérieures, indépendantes du souverain et dues en grande partie aux Tudors, sont mises en relief et développées, comme au début (*The circumstance*) et tout au long du livre d'Hilaire Belloc, comme dans le chapitre *Origins* d'Evan John. L'enrichissement de certaines classes et l'appauvrissement progressif de la Couronne força le roi à recourir aux nouveaux riches, qui, alliés aux légistes se recrutant chez eux, dominaient le Parlement. « Ce fut la lutte pour le pouvoir entre la Couronne appauvrie et la *gentry* nouvellement enrichie¹ », laquelle usa de la passion religieuse des masses populaires pour atteindre ses fins politiques. Le calvinisme, en effet, s'épurant en puritanisme et en presbytérianisme, était entré en conflit avec l'élément catholico-traditionaliste que conservait encore une partie de la *Church of England*. De la façon dont réagira sur les principes destructeurs de la monarchie le caractère du souverain, dépendra l'issue de la lutte et du règne.

Les deux auteurs nient que Charles voulait accroître le pouvoir royal et visait à la monarchie absolue. « C'est un mensonge », s'écrie le roi, quand on accuse Strafford de lui avoir suggéré l'absolutisme ; « je suis amplement satisfait de l'autorité que Dieu m'a départie². » Il veut seulement garder intact le privilège qui lui fut dévolu, en montant sur le trône. Pour maintenir ce privilège, il tente d'établir, par un régime de stricte économie, ce que ses adversaires nommeront tyrannie, ce que M. H. Belloc appelle unité : *The effort for Unity*³.

Ce n'est point sans critique qu'est analysé le caractère du roi, mais non plus sans sympathie. Intelligent, sensible, goûtant la théologie et passionné pour l'art, Charles est énergique quand il agit sous l'impulsion de sa conscience, faible s'il est livré à son propre jugement. Bon soldat, quoique manquant d'expérience, il a souvent de meilleures idées que ses généraux. C'est l'obstination qui le conduira à sa perte.

Georges Villiers, duc de Buckingham, qui eut tant d'influence sur Charles I^{er}, sort en partie réhabilité de l'examen attentif des deux auteurs. Hilaire Belloc (p. 70 et suiv.) lui reconnaît de grandes qualités, le compare comme soldat à Marceau et à Hoche ; il pense qu'il fut le premier à prévoir pour l'Angleterre la maîtrise de la mer et à la lui préparer. Evan John le juge également doué de talents naturels, bon soldat et habile organisateur de la marine, tout en le considérant comme un improvisateur plein de grâce et de séduction, parvenu, par le seul charme de sa personne, aux plus hautes charges de l'État. Il conviendrait, pour parfaire ou modifier le portrait, de lire ce que dit de Buckingham M. Hanotaux, dans la suite de son *Histoire de Richelieu*, publiée, l'an dernier, en collaboration avec le duc de La Force.

M. Hilaire Belloc excelle à user des événements de l'histoire pour exposer une théorie et déduire toute une série de conséquences, qui semblent se tenir comme

1. Hilaire Belloc, p. 26.

2. Evan John, p. 60.

3. Ce chapitre est divisé en quatre parties : 1° *The central effort* ; 2° *The effort in the Church* ; 3° *The effort in Ireland* ; 4° *The abortive effort in Scotland*.

les anneaux d'une chaîne. Evan John rassemble ces mêmes faits en masses nombreuses, sans négliger anecdotes et détails, pour établir l'évidence de sages conclusions. Concis sans obscurité, élégant sans faux éclat, son livre reste très suggestif.

Les deux auteurs ont bien mérité de celui dont la noblesse, écrivit Chateaubriand¹, la patience, le sang-froid, le courage effacèrent le souvenir de ses faiblesses.

G. CONSTANT.

Vernon Louis PARRINGTON. *Main currents in American thought*. New-York, Harcourt, Brace et Cy, 1927-1930. 3 vol. in-8°, 413, x-493 et xxxix-429 pages.

Bien que ce remarquable ouvrage ait été publié déjà depuis plusieurs années (l'auteur est mort prématurément en juin 1929, avant d'avoir pu l'achever entièrement), il n'est pas trop tard, pensons-nous, pour tenter de montrer la riche contribution qu'il apporte à l'histoire des États-Unis et même à l'histoire tout court. Il témoigne non seulement d'une grande érudition, mais, ce qui est plus rare encore, d'une fermeté et originalité de pensée et d'une largeur de vues dignes d'admiration, sans parler d'une forme très brillante, et dont le charme est perceptible même pour des étrangers. L. V. Parrington, professeur à l'Université de l'État de Washington — et professeur incomparable, nous dit-on² — a eu le grand mérite de décrire les principaux courants de la pensée américaine en prenant pour cadre l'histoire politique, économique et sociale. Cette méthode lui aurait été inspirée, paraît-il, par la lecture de l'*Histoire de la littérature anglaise* de Taine ; en tout cas, il l'a appliquée d'une façon plus heureuse que ce dernier, en historien expérimenté.

Dans le tome I, qui comprend la période de 1620 à 1660, il s'applique aussi à marquer la répercussion des courants anglais sur la pensée américaine, en marquant les déviations qu'ils subissent par suite du mode de vie même des colons transportés en Amérique. Ainsi, le puritanisme a exercé une très forte emprise sur la Nouvelle-Angleterre, mais les idées religieuses et politiques sont conditionnées aussi par l'existence d'une société de pionniers, de cultivateurs et de marchands, qui constituent un milieu profondément démocratique. Avec un très grand relief, l'auteur peint les « serviteurs de la théocratie », le pasteur John Cotton, ministre calviniste extrêmement étroit d'idées, et le magistrat John Winthrop, qui sert la même cause sur un autre domaine. A ces figures rigides, il oppose des types d'« Indépendants », le puritain libéral Thomas Hooker et surtout le radical Roger Williams, très en avance sur les idées de son temps, non seulement par sa conception de la tolérance, mais par la hardiesse de sa doctrine politique, qui est d'un extrême radicalisme.

La période de 1660-1720 est, pour Parrington, caractérisée par le crépuscule de l'oligarchie. Elle se distingue par l'extension du « provincialisme » et voici qu'apparaît la physionomie du Yankee. L'auteur décrit avec humour le curieux type de Samuel Sewal, digne représentant de ces « classes moyennes » que gouverne une prudente moralité, mais non exemptes de bonhomie et ne craignant pas de frayer

1. *Les quatre Stuarts. Charles I^{er}*, édit. 1833, p. 82.

2. Voy. la notice publiée par M. E. H. Ebby en tête du tome III.

avec de simples villageois. Voici, en même temps, deux types accentués de presbytériens intransigeants ; Increase et Cotton Mather ; puis un démocrate de village : John Wise.

Après 1720, c'est l'esprit colonial qui se développe, grâce à l'afflux d'immigrants de toutes nationalités et à l'importance croissante que prend la « frontière ». Si un Jonathan Edwards, théologien et philosophe idéaliste, paraît un anachronisme, d'autre part, un Benjamin Franklin, démocrate dans un monde aristocratique, esprit libre, net et réaliste, caractérise admirablement la nouvelle Amérique du XVIII^e siècle ; pour la comprendre, il y a là quelques pages étincelantes que l'on devra lire, même après avoir étudié la bonne monographie de M. Bernard Fay.

On comprendra mieux aussi la Révolution américaine, quand on aura vu défiler les portraits de torys américains, comme le gouverneur Hutchinson, l'homme de la loi Daniel Léonard, le prêtre Jonathan Boucher, puis ceux du whig John Dickinson et du démocrate Samuel Adams, agitateur, politicien, en même temps qu'un des maîtres de la pensée politique d'Amérique. Parmi les causes de la Révolution, Parrington attribue sans doute une place de premier rang aux phénomènes économiques, mais il ne néglige pas les autres et, à cette occasion aussi, il fait preuve d'une grande largeur d'esprit. Puis c'est l'élaboration de la Constitution des États-Unis (1783-1787), qui marque la défaite des agrariens, le triomphe du républicanisme antidémocratique. Voici, fortement campés, les portraits d'un Alexandre Hamilton, homme politique pratique, d'idées nettes, mais très terre à terre, et d'un John Adams, autre type de réaliste, adversaire des penseurs français, de la conception de l'égalité et de la fraternité. Survient la Révolution française ; on lira des pages excellentes sur le contre-coup qu'en a reçu l'âme américaine. C'est alors qu'apparaissent les deux grandes figures de Thomas Paine, le pamphlétaire républicain et démocrate, à la fois réaliste et mystique, et de Thomas Jefferson, l'agrarier, pendant longtemps ennemi déclaré de l'industrialisme et du capitalisme. Abordant le monde des lettres pures, l'auteur ne se défend pas d'un sourire amusé en considérant l'élégant Théodore Dwight, mais on voit qu'il fait plus de cas d'écrivains démocrates, tels que Philippe Freneau, Joel Barlow, Brackenridge.

Dans le tome II, qui comprend la longue période de 1800 à 1860, Parrington reste strictement fidèle à sa méthode, qui consiste à présenter au premier plan la réalité géographique et économique, mais sans négliger la psychologie. Dépeignant « l'esprit du Sud », il distingue essentiellement la Virginie, d'où dérivent les États nouveaux de Kentucky et de Tennessee, la Caroline du Nord et la Caroline du Sud, d'où dérive la « ceinture noire ». L'Ouest agrarien, de son côté, est favorable au jacksonianisme, et ses tendances d'esprit sont bien exprimées par un John Taylor. Des romanciers comme Caruthers et Kennedy représentent le vieil esprit de la colonisation (*plantation*).

L'expansion vers l'Ouest, si favorable au développement ou à la renaissance de l'esclavage, a exercé une influence de premier ordre sur les doctrines politiques de la première moitié du XIX^e siècle. Le réaliste John Calhoun, à partir de 1828, voit nettement les dangers que présente la démocratie pour l'institution de l'esclavage ; il formule nettement la théorie des droits des États. Parrington marque aussi l'intérêt que présente un autre penseur, plus politique qu'économiste, Alexander Stephens. William Grayson, d'autre part, adhère à la conception de la démocratie grecque, conciliable avec l'esclavage et, à l'esclave noir, il oppose l'es-

clave salarié de l'industrie moderne, plus maltraité encore, prétend-il ; c'était une réponse directe aux abolitionnistes du Nord.

L'esprit de l'Ouest est principalement représenté par Andrew Jackson, agrarien, démocrate fervent, ennemi résolu de la puissance bancaire — le premier grand leader populaire des États-Unis — puis par Lincoln, égalitaire et libéral, jeffersonien, défenseur ardent des droits naturels et en même temps politique réaliste.

Parrington dépeint aussi, de la façon la plus heureuse, les principaux centres de civilisation intellectuelle : Charleston, pour les États du Sud ; dans le *Middle East*, Philadelphie et New-York, celui-ci plutôt économique que culturel. Les originales figures de Washington Irving et de Fenimore Cooper ressortent avec un grand relief, et aussi des esprits originaux comme W^m Cullen Bryant, libéral puritain, qui fait une vigoureuse critique du capitalisme, et le radical Horace Greeley, à la fois idéaliste et homme pratique, qui s'intéresse aux cultivateurs, aux salariés et préconise la coopération.

Quant à la Nouvelle-Angleterre, sa renaissance a été tardive ; c'est que le vieux Boston était dur à entraîner. L'agitation y est née des progrès mêmes du capitalisme et aussi de la question de l'esclavage. La conscience sociale, qui s'y développe, est surtout, en somme, l'aboutissement de l'ancien esprit religieux. Contre l'ancien calvinisme se dresse de plus en plus fortement l'*unitarianisme*, imprégné d'esprit social et qui combat l'esclavage au nom des droits de l'homme. L'auteur dépeint en traits vigoureux les principaux militants de l'abolitionnisme : Lloyd Garrison, directeur du *Liberator*, le quaker puritain G. Wittier, Harriet Beecher Stowe, le célèbre auteur de la *Case de l'oncle Tom*. Mais c'est surtout l'« esprit transcendantal », glorifiant la conscience et la volonté, mystique, démocratique et individualiste, qui produit les âmes les plus hautes et les plus grands écrivains, destinés à une gloire mondiale comme Emerson et Henry Thoreau. En ceux-ci s'épanouit ce qu'il y a de plus élevé dans l'âme américaine. Emerson, nous dit l'auteur, a été « la fleur de deux siècles d'aspirations intellectuelles ». A côté d'eux, des hommes de lettres, comme le poète Longfellow, comme le romancier N. Hawthorne, comme le sceptique et élégant Holmes, ne paraissent que d'assez mince stature.

Après la guerre civile, de profonds changements s'opèrent dans l'économie américaine. Le *Gilded Age* (l'âge doré) est marqué par une étonnante expansion économique, qui se manifeste sur tous les domaines ; c'est le développement matériel qui semble l'unique but de la vie. Faut-il s'étonner que les plus grands écrivains de cette période soient précisément ceux qui réagissent contre cette poussée toute-puissante : le grand poète Walt Whitman, démocrate, idéaliste, plein d'une sève prodigieuse et, à un degré moins haut, Mark Twain, l'humoriste, qui se transforme de plus en plus en un satirique virulent de la société contemporaine ? L'auteur met aussi en relief des critiques du capitalisme, comme Wendell Philips et George William Curtis. Notons encore une étude extrêmement instructive et vivante des trois frères Adams, surtout d'Henry, l'auteur du *Mont-Saint-Michel* et *Chartres* (1913), et de Brooks, le rebelle. Quant au réalisme victorien, qui se développe en Amérique « dans les années quatre-vingts », il donne des fleurs assez savoureuses, avec le romancier Henry James et W^m Dean Howells, qui marque tant de sympathie pour les démocrates et même pour les révoltés de tout acabit. Cependant, les souffrances des cultivateurs du *Middle Border* et les troubles sociaux des régions industrielles provoquent un nouveau mouvement démocratique, dont les principaux représen-

tants ont été Hamlin Garland et Edward Bellamy, l'auteur de *Looking backward, 2000-1887*, socialiste, mais non marxiste. Ici s'arrête la partie du tome III rédigée par l'auteur lui-même. Suivent en appendice des morceaux détachés, dont le plus considérable est une étude sur le romancier contemporain Sinclair Lewis.

Nous n'avons pu donner qu'une idée bien imparfaite des richesses contenues dans cette forte synthèse, ainsi que du talent qui s'y déploie à chaque page. Il importe encore de noter l'objectivité que n'a cessé de montrer Parrington. Ce n'est pas qu'il déguise ses sympathies personnelles pour les courants d'idées les plus démocratiques et idéalistes ; mais c'est que ceux-ci, en Amérique, ont donné les fruits les plus savoureux. Constatons d'ailleurs qu'il s'efforce toujours de se montrer juste, même pour les écrivains qui lui sont les moins sympathiques ; ce qu'il pardonne le moins, c'est le manque de sincérité et de courage, la lâcheté vis-à-vis d'un étroit « conformisme ». Un autre trait digne des plus grands éloges, c'est qu'il ne se laisse jamais égarer par les formules. Il ne cesse de montrer comment la réalité et les circonstances opèrent des déviations dans l'ordre des principes abstraits en apparence les plus rigides. Ainsi, on ne doit pas se laisser égarer par le principe de démocratie : « Interprété par les Jacksoniens, il a signifié égalitarisme politique ; par l'économie esclavagiste, démocratie à la grecque ; par l'économie industrielle, droit d'exploitation » (t. III, p. xxiv). Il est peu d'historiens des idées qui donnent une impression aussi forte de la réalité et de la vie.

Henri SÉE.

Christian DE PARREL. **Les papiers de Calonne, documents pour servir à l'histoire de la contre-révolution.** Première série : *Les finances des Princes en 1790, 1791, 1792.* Cavaillon, impr. Mistral, 1932. En dépôt : Messageries Hachette, xxii-270 pages. Prix : 15 fr.

Le 30 octobre 1802, Charles-Alexandre de Calonne mourait en France ; avant de quitter l'Angleterre, il avait confié ses papiers à une Anglaise qui vivait avec lui. S'il faut en croire Lord Malmesbury, le prince de Condé et son fils le duc de Bourbon, que la divulgation de ces papiers eût compromis, pressèrent le ministre anglais Lord Pelham d'obtenir qu'on leur rendit les lettres par eux adressées à Calonne. Le fait est-il exact ? S'il y eut restitution, elle fut incomplète, car on trouve dans les archives de Calonne la correspondance échangée entre Condé et Coblenz en 1791 et 1792. L'ensemble des papiers fut saisi par les autorités, qui les gardèrent moyennant compensation versée au fils de Calonne.

« Tel est », dit l'auteur du présent recueil, « l'historique des papiers de Calonne, dont l'authenticité est indiscutable. Ils dormirent pendant un siècle environ, totalement oubliés, au milieu des archives du Conseil privé ; puis, pour faire place à des archives plus jeunes, ils furent confiés à la garde du Public Record Office, où nous les avons découverts en 1923. »

Ces quinze liasses ont été depuis dix ans triées et classées par M. de Parrel, qui en a dressé le catalogue : travail considérable, étant donné le « désordre indescriptible » où se trouvaient les papiers, et travail dont les chercheurs qui ont eu ces dernières années l'occasion de s'y référer peuvent seuls mesurer toute l'utilité.

En vingt-cinq ans de lectures et de recherches dans les archives de Londres, de Paris et de nos départements, M. de Parrel s'est armé pour des publications dont la première vient de paraître, mais dont les suivantes ne tarderont pas. Les fruits de son labeur sont mûrs. Celui qu'il nous livre aujourd'hui témoigne qu'il connaît mieux que personne l'histoire de l'émigration et de la contre-révolution dans son état actuel, et qu'il est digne de nous guider parmi les documents de première importance dont la divulgation va contribuer à renouveler cette histoire. Bien que modestement il déclare limiter son objet à « un simple exposé de faits, une brève mise au courant, sans commentaires », les précisions — biographiques et autres — et les solides hypothèses dont il accompagne sa publication d'archives prouvent avec quelle aisance et quelle compétence il manie les fils embrouillés de son travail, et avec quelle ampleur il a su l'envisager.

Le présent recueil comprend cent trois pièces divisées en deux dossiers.

Le premier éclaire les tractations menées du mois de novembre 1790 au mois de février 1791 entre les Princes et les frères Durazzo, banquiers et sénateurs de la république de Gènes, par l'intermédiaire de l'abbé de Calonne, frère du ministre, à l'effet de financer une opération contre la ville de Lyon. « Jugeant qu'il fallait au moins un million en caisse avant de tenter l'aventure », Calonne avait, en effet, décidé le comte d'Artois « à mettre une partie — peut-être la totalité, nous ne savons — de ses bijoux en gage ». Ces préparatifs subirent force contretemps. Calonne pensait s'adresser aux banquiers de Turin. Mais Victor-Amédée, roi de Sardaigne et beau-père du comte d'Artois, avait probablement, par souci de neutralité, fait défense à ces banquiers de rien prêter aux Princes. C'est alors que l'abbé de Calonne fut envoyé à Gènes, avec ordre de se procurer des fonds en engageant les pierreries du comte d'Artois « à un douzième moins de leur valeur ». L'abbé fléchit à grand-peine les frères Durazzo, à qui Victor-Amédée avait officiellement fait savoir qu'il désapprouverait l'opération. L'intérêt l'emporta, et les frères Durazzo, maîtres du marché, consentirent à prêter 335,000 livres, soit le tiers environ de la valeur des bijoux d'après l'estimation des experts français. Les lettres de l'abbé, rédigées dans un style vivant et spirituel, retracent ces négociations, non sans imprécations répétées contre les « Arabes » auxquels il avait affaire.

Le second dossier présenté par M. de Parrel se rapporte aux finances des Princes de 1789 au mois de septembre 1792 : point essentiel et cependant demeuré dans l'ombre jusqu'à présent. Parmi les sources utilisées, citons en premier lieu les correspondances adressées aux Princes par le baron de Waechter, ambassadeur du Danemark à la cour de Wurtemberg, et du marquis de Saint-Simon, représentant des Princes auprès du landgrave de Hesse-Cassel ; toutes deux publiées intégralement. Quelques pièces y sont jointes, relatives aux négociations des Princes avec le landgrave de Hesse-Cassel, à l'effet d'engager l'armée hessoise au service de la contre-révolution. L'auteur fait justement ressortir de ces pièces le dévouement avec lequel plusieurs étrangers — entre autres le baron de Waechter, qui s'y ruina un peu malgré lui — subvinrent aux efforts des émigrés, ainsi que « les difficultés au milieu desquelles les Princes et Calonne se débattirent avant la débâcle de l'automne de 1792 ». On n'apprend pas sans intérêt que les Princes, depuis leur arrivée à Coblenze en juin 1791 jusqu'au mois d'août 1792, disposèrent seulement d'environ 12 millions de livres tournois.

Tels sont les premiers résultats du travail de M. de Parrel. Ils ne constituent

qu'un avant-goût de ce que l'auteur nous offrira prochainement sur l'active diplomatie de Calonne et sur la vie de l'émigration, non seulement à Coblenz, mais aussi en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse et au Piémont.

Le livre est agrémenté d'illustrations qui font revivre sous nos yeux nombre de personnages, mal connus jusqu'ici, et dont il est question dans les archives de Calonne.

Jacques VALLETTE.

I. — **Dokumente zur Weltpolitik der Nachkriegszeit.** In Gemeinschaft mit W. BERTRAM herausgegeben von O. HOETZSCH. 2. : *Abrüstung und Sicherheit*, 1932, VII-142 pages ; 6 : *Der europäische Osten*, 1933, VI-135 pages ; 7 : *Südosteuropa und Naher Orient*, 1933, VIII-203 pages. Leipzig, Teubner. In-12. Prix de chaque fascicule : Mk. 2,50.

II. — O. HOETZSCH. **Die weltpolitische Kraftverteilung seit den Pariser Friedensschlüssen.** Leipzig, Teubner, 1933. In-8°, 48 pages. Prix : Mk. 1,50.

I. — A son enseignement d'histoire de l'Europe orientale à l'Université de Berlin, M. Hoetzsch a été appelé, depuis 1927, à joindre un cours spécial de politique extérieure, qui comporte des exercices de « séminaire », c'est-à-dire des conférences d'explication et de discussion. C'est pour les besoins des étudiants qui prennent part à ces exercices qu'il publie la collection de documents dont ont paru jusqu'ici ces trois fascicules.

Ce ne sont que des recueils de textes, reproduits certains in extenso, d'autres en extraits. Les interventions personnelles de l'auteur de la publication se bornent à des notes explicatives, imprimées en un caractère différent des documents, ce qui évite heureusement toute confusion. Les trois fascicules contiennent en appendice des tableaux récapitulatifs ou des tables des matières méthodiques, qui peuvent être de grande utilité ; les nos 2 et 6 donnent en outre des bibliographies choisies, propres à rendre service non seulement aux étudiants, mais aussi à quiconque, publiciste ou politique, sera amené par nécessité ou conscience professionnelle à recourir à ces manuels.

Ils réalisent, sous une forme particulière, un vœu exprimé à plusieurs reprises dans la Conférence permanente des hautes études internationales ou dans les comités qui s'y rattachent. Ce vœu appelait la rédaction d'un manuel international, qui viendra peut-être plus tard. Pour le moment, elle se serait heurtée à d'insurmontables difficultés, matérielles d'une part, intellectuelles et politiques de l'autre. Les manuels nationaux pourront contribuer à réduire au moins certaines de ces difficultés. Il faut donc souhaiter que l'exemple donné par l'Allemagne soit le plus vite possible suivi dans d'autres pays. La juxtaposition et la confrontation des manuels nationaux exerceraient singulièrement l'esprit critique et développeraient le sens de l'impartialité historique.

II. — La plaquette sur *La répartition des forces dans la politique mondiale depuis les traités de paix de Paris* donne une idée de ce qu'est ce cours de politique extérieure de l'Université de Berlin, auquel il serait souhaitable — du simple point de

vue de l'éducation civique et de la recherche historique — que fit face dans une Université française un cours de même nature, aussi général et aussi franchement orienté vers l'étude réaliste du présent le plus présent. Il y a là beaucoup d'idées générales, beaucoup de perspectives historiques et une grande ampleur d'horizon. C'est des forces politiques, ou plus exactement démographico-économico-politiques du monde entier que l'auteur a cherché à dresser ici une espèce de bilan. A tout non-Allemand, et spécialement à un Français, ce bilan semblera accentuer fortement le crédit de l'Allemagne et le débit de tous les autres. C'est sans doute, pour partie, parce qu'il a été établi sous l'influence de la « révolution nationale de l'Allemagne ». Les thèses historiques essentielles de M. Hoetzsch sont que l'Allemagne n'a pas « pu » vouloir la guerre (p. 12), que les traités lui ont enlevé des « parties d'une nécessité vitale à l'Ouest comme à l'Est » (p. 14 ; s'agit-il de l'Alsace et de la Lorraine, qu'on nous reproche, p. 15, de vouloir entièrement « assimiler à la France »?), que le règlement du monde s'est fait par l'établissement d'une hégémonie française en Europe, anglo-saxonne dans le reste de l'univers (p. 22), que la France et l'Angleterre ne peuvent pas, à la longue, ne pas être ennemies, mais que, pour le moment, les soucis que lui donne son empire mondial poussent la Grande-Bretagne à être aux côtés de la France en Europe (p. 35 : n'y a-t-il pas là quelque chose d'un peu antinomique?), que les prétentions politiques de la France et, plus généralement, les rivalités de puissances ont empêché le règlement du problème économique du sud-est de l'Europe, « qui était facile à résoudre par la coopération économique de l'Allemagne et de la France et la coopération financière de la France et de l'Angleterre » (p. 38). Chez nous, on croit plutôt que, dans le bassin du Danube, les prétentions politiques ont été et sont encore du côté de l'Allemagne.

Cette plaquette offre donc, on le voit, large matière à réflexion et à discussion. Elle est, en outre, un témoignage versé au dossier de la conciliation internationale, témoignage intéressant, mais peu encourageant ; car il montre combien des hommes de science, également appliqués à être sincères et convaincus de l'être, peuvent encore, sur la constatation et l'interprétation des faits internationaux, être d'opinions diamétralement opposées.

Louis EISENMANN.

H. ALLIZÉ. Ma mission à Vienne, mars 1919-août 1920. Paris, Plon, 1933.
In-8°, iv-220 pages.

M. Allizé était ministre de France à La Haye — poste d'observation particulièrement intéressant pendant la guerre, par les regards qu'il ouvrait sur l'Allemagne et sur l'Europe centrale — quand, en mars 1919, il fut appelé à accomplir « une mission d'information et d'action politique à Vienne », pour « surveiller les intrigues germaniques en Autriche et les tendances locales vers un rapprochement politique, économique et financier avec l'Allemagne » (p. 31). Il était désigné pour cet emploi par sa connaissance des affaires d'Allemagne, acquise comme secrétaire à Berlin et comme ministre à Munich ; sans doute aussi par ses qualités personnelles de calme, de sang-froid et de réflexion. Mais la définition même — toute négative — de sa tâche ne le condamnait-elle pas d'avance à n'obtenir tout au plus qu'un demi-succès et à orienter la politique de la France vers l'attitude de pure défensive —

résistance au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, sans véritable programme constructif à substituer au programme pangermanique — qui a, depuis lors, contribué à frapper de stérilité tous les efforts de redressement de l'Europe centrale?

Le rapport général qu'il établit en avril 1919 pour M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, et dont ces souvenirs (p. 87-118) donnent une large analyse et des extraits, témoigne de sa conscience et de sa clairvoyance, et contient mainte observation ou mainte suggestion dont les événements ultérieurs et même l'évolution actuelle du problème prouvent la justesse. Par exemple, et pour ne citer que deux points de détail en apparence, mais en réalité de grande portée, la proposition de rectifier entre Innsbruck et Salzbourg, du côté de Berchtesgaden, la frontière tracée en 1814, qui impose au chemin de fer un détour de quatre-vingts kilomètres et, à la route autrichienne entre ces deux villes, le passage par une double ligne de douane allemande, ou du moins d'imposer là à l'Allemagne une servitude de passage (p. 112-113), et l'idée de faire de Vienne un centre d'institutions internationales, au moins pour les pays danubiens (p. 105). Ce n'est donc pas le chef de la mission qu'on pourrait accuser de n'avoir pas eu d'idées positives. Mais il se heurtait à un double obstacle : le manque d'entente entre les Alliés, leurs rivalités, sur lesquelles il apporte des témoignages intéressants (p. 62-67), et le défaut d'une conception d'ensemble de politique française dans l'Europe centrale, à quoi fait allusion, dans une forme diplomatiquement discrète, une phrase de la page 80 et, plus nettement, une autre à la page 161. Sur ces points encore, ces souvenirs diplomatiques sont d'un intérêt singulièrement actuel.

Quelques erreurs, d'ailleurs assez vénielles, qui portent surtout sur des noms et des titres (p. 179, « le comte » Hussarek, M. Tuszar — au lieu de : Tusar — « ministre des Affaires étrangères » ; — p. 19, « 18 octobre », au lieu de : « 28 » ; — p. 53, le Marchfeld à l'ouest de Vienne), déparent un peu le livre, sans en diminuer la valeur. Il a le mérite d'être, sur un moment important de l'histoire la plus récente de l'Europe, le témoignage sincère d'un homme qui a été mêlé à l'action et a su voir jusque derrière les coulisses, qui a, certes, ses préjugés et ses partis pris, d'opinion et de carrière, mais que son intelligence a préservé d'y trop céder. Dans sa courte préface, M. Hanotaux nous apprend qu'en 1920 il fut question de nommer M. Allizé à l'ambassade de Berlin, en particulier à cause de l'information et de la perspicacité dont il avait fait preuve dans les jours critiques de 1914. « Les choses se sont arrangées autrement », et Berlin devint Berne. Peut-être les raisons de ce changement, quand on les connaîtra, aideront-elles aussi à comprendre la politique d'après-guerre de la France.

LOUIS EISENMANN.

La costituzione degli Stati nell'età moderna. Saggi storico-giuridici a cura del Comitato Internazionale di Scienze storiche. I : *Europa, Albanie-Hongrie*. Milan. 556 pages. Prix : 45 lire.

Dans une préface précise et sobre, M. G. Volpe, président de la Commission des Constitutions instituée par le Comité international des sciences historiques, expose la genèse de la présente publication et en marque le caractère. Ce n'est pas, comme le recueil de Darest, refondu par MM. Delpech et Laferrière, les deux premiers

volumes desquels la *Revue historique* a donné le compte-rendu (t. CLXIX, p. 417), une collection de textes précédés d'introductions, mais, au contraire, pour chaque pays, une étude rapide de son évolution constitutionnelle, des origines à l'heure actuelle, accompagnée de la liste des actes législatifs essentiels et d'une bibliographie choisie. L'ouvrage ne fait donc pas double emploi avec d'autres que nous possédons déjà ; il les complète heureusement ; il montre une fois de plus l'étroite liaison des études historiques et des études juridiques, et les services réciproques qu'elles peuvent se rendre.

Les jeunes juristes et les jeunes historiens ont donc désormais à leur disposition la première partie d'un véritable manuel d'histoire constitutionnelle, sous la forme d'une série complète d'études dues chacune à un auteur du pays traité. Le souci de l'exactitude est poussé si loin que, d'après une indication ajoutée à la table des matières, les articles Allemagne et Autriche, qui vont jusqu'en 1932, seront complétés dans le second volume par des suppléments qui exposeront les plus récents changements constitutionnels survenus dans ces deux pays. L'étendue des notices historiques est sensiblement proportionnée à l'importance des États.

Dans l'ensemble, les auteurs ont su éviter les risques de partialité nationale ou politique, qui allaient naturellement croissant à mesure qu'on se rapprochait de la période la plus contemporaine. On pardonnera assez facilement au rédacteur de la notice sur la Hongrie d'avoir, assez discrètement d'ailleurs, glissé dans des incindent et dans une note (p. 522) l'amorce de certains arguments des thèses « revisionnistes » dont on parle beaucoup aujourd'hui, et le lecteur en trouvera sans doute dans certains articles du second volume le contre-pied ; mais peut-être le caractère historique, et non pas seulement juridique, de la publication eût-il exigé qu'à l'analyse, un peu sommaire (p. 534-535), de la loi sur les nationalités (1868, XLIV) fussent ajoutées quelques indications propres à montrer comment elle a été appliquée, et en particulier celle de la fameuse loi scolaire Apponyi. L'exposé de l'évolution constitutionnelle de l'Autriche prête davantage, sur certains points, au reproche de « subjectivité », et sans doute l'affirmation que l'article 88 du traité de Trianon — interdiction du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne — est « une violation patente du droit de libre disposition de l'Autriche allemande » est-elle ici au moins hors de propos (p. 171) ; de même que la conclusion de cette notice (p. 193) déborde un peu le cadre de l'explication historique pour s'aventurer sur le terrain de la controverse politique. L'article sur l'Allemagne, bien fait, intéressant, parfois ingénieux, gagne-t-il à contenir une phrase qui accuse les « ennemis » du *Reich* d'avoir espéré que la guerre en amènerait la dislocation (p. 44) ? Ce genre de remarques, même à les supposer exactes, est-il bien dans la ligne que doit suivre, dans le ton que doit garder l'ouvrage, produit d'une collaboration internationale publié sous le patronage d'un Comité international ? Quant au *lapsus* — car on ne peut guère croire à une intention — qui range (p. 98) l'Alsace-Lorraine, l'éphémère création allemande qui a vécu de 1871 à 1918, parmi « les États allemands aujourd'hui existants », on regrettera pour le ou les collaborateurs français qui partagent la responsabilité de la publication qu'il ait échappé à leur attention. Sans prendre l'affaire au tragique, on ne peut pas ne pas relever l'incorrection — aux deux sens du terme — de ce libellé.

Louis EISENMANN.

Géographie universelle, publiée sous la direction de P. VIDAL DE LA BLACHE et L. GALLOIS. T. III : *États scandinaves, régions polaires boréales*, par M. ZIMMERMANN. Paris, Colin, 1933. In-4°, 328 pages. Prix : 90 fr.

Les deux tiers de ce volume sont consacrés aux trois pays scandinaves, et l'autre aux régions polaires, y compris l'Islande, qui est une « terre de transition ».

Les pays scandinaves sont remarquables par leur stabilité ethnique, par la survivance commune de formes spéciales du droit et par leur incapacité, attestée par mille ans d'histoire, à « se constituer en un corps unique de nation » (p. 3). A l'heure actuelle, les progrès de l'industrialisation (industrialisation de l'agriculture en Danemark, utilisation de la houille blanche en Norvège et en Suède) modifient la répartition géographique et sociale de leur population ; en Norvège, par exemple, ils semblent en voie de transformer l'équilibre et par là l'esprit même de la nation. « L'instant se rapproche où la population ouvrière tiendra en équilibre le vieux fonds paysan qui a toujours constitué le noyau de l'État norvégien » (p. 130). Le Danemark et la Suède ont été, à un certain moment, parmi les premières puissances de l'Europe ; l'un l'a dû à sa position maritime, l'autre, en très grande partie, à ses richesses minières, et notamment au fer. Les mineurs et les forgerons ont joué un rôle non négligeable dans la puissance militaire de la Suède et dans le prestige du « temps de la grandeur » (p. 204). Des conditions naturelles moins favorables n'ont jamais permis à la Norvège de s'élever si haut et expliquent que, durant plus de quatre siècles, elle ait dû vivre sous la domination ou sous la tutelle d'un de ses deux voisins. Du « temps de la grandeur », où elle a pendant un siècle fait l'unité baltique, la Suède est restée inclinée vers le Sud-Ouest, région des détroits, « vestibule de la mer libre » (p. 140) ; c'est là que se développent aujourd'hui sa marine et ses ports : pour l'importance du trafic, Goetaborg a de beaucoup dépassé Stockholm. Dans la vie économique de l'Europe, les pays scandinaves tiennent une place plus importante que celle qui correspondrait à leur population ; mais n'est-elle pas menacée par les progrès que fait partout le nationalisme économique ? Dans la vie intellectuelle de l'univers aussi, l'apport de ce monde scandinave est disproportionné à son importance numérique. Certains des traits géographiques qui sont notés ici en peuvent expliquer la valeur et l'originalité.

Le progrès des moyens de communication, qui a transformé les conditions d'existence de ce monde, n'a pas exercé une moins profonde influence sur la vie des régions polaires : on le voit surtout en Islande, où l'évolution s'accomplit « avec une rapidité vertigineuse, presque américaine » (p. 273). C'est d'ailleurs, semble-t-il, le seul résultat heureux de l'avance des Européens dans ces régions. En tous les autres domaines, elle a eu des conséquences dévastatrices et amené la disparition presque complète des vieilles populations locales comme de la faune. Ici encore, l'industrialisation, et tout d'abord celle de la pêche, a transformé la valeur de la terre et amené par suite un mouvement sinon de peuplement, à quoi s'opposent les conditions du climat, du moins d'établissements temporaires et d'occupation politique. Le Spitzberg, au nom hollandais duquel le sentiment national norvégien, en plein essor depuis quelques dizaines d'années, cherche à substituer l'ancien nom scandinave de Svalbard, est une des grandes réserves de houille du monde (p. 300) ; tout récemment encore, le Groenland, pays des glaces intérieures, donnait lieu à un procès international entre le Danemark, antique propriétaire, et la Norvège,

récent occupant et nouvel exploitant partiel. Ce Groenland, qui, à tous les points de vue — peuplement, protection des indigènes, organisation — occupe une place à part parmi les terres polaires, forme aussi la seule exception à la théorie du « secteur » — dont la Russie et le Canada veulent aujourd'hui faire la base juridique du partage du monde polaire — d'après laquelle « toutes les terres situées dans le cadre de leurs méridiens-limites doivent leur appartenir jusqu'au pôle, découvertes ou non découvertes » (p. 310).

Ce livre, qui se lit avec un intérêt passionné, suggère aux historiens beaucoup d'interprétations de faits importants de leur domaine et apporte une contribution des plus précieuses à l'histoire des races humaines et de l'occupation de la terre par les hommes.

Louis EISENMANN.

Walter Consuelo LANGSAM. *The World since 1914*. New-York, Macmillan, 1932. In-8°, 723 pages.

C'est un projet quelque peu ambitieux, mais utile, de vouloir donner une esquisse de l'histoire du monde de 1914 à 1932. M. Langsam a pris sa tâche au sérieux et s'est livré à un consciencieux travail de documentation, comme le montre la copieuse bibliographie qui clôt le volume. Dans une première partie, il décrit ce qu'il appelle les « scènes internationales », c'est-à-dire la guerre mondiale, les traités de paix, la Société des Nations, le problème des réparations, les efforts des puissances pour conclure une convention de désarmement, tout en garantissant la sécurité. Une seconde partie, consacrée aux « scènes nationales », étudie, en toute une série de chapitres, la Grande-Bretagne et l'Empire britannique, la France victorieuse, l'Italie fasciste, l'Espagne monarchique, puis républicaine, l'Allemagne, les États successeurs de l'Autriche, la Russie soviétique, les États du sud-est de l'Europe, la Turquie, enfin la Chine, le Japon et les États-Unis.

Dans cet exposé volumineux, on trouvera beaucoup de faits, d'indications précises, qui seront utiles non seulement au public américain, mais aux lecteurs européens. L'auteur, visiblement, s'est efforcé d'être impartial, mais peut-être trop parfois. Qu'on nous pardonne cette formule, qui n'est peut-être paradoxale qu'en apparence. Ainsi, parlant des causes immédiates de la guerre mondiale, il nous semble qu'il a quelque peu atténué les responsabilités des Empires centraux. Et il n'est pas juste non plus de dire que, dans toutes les capitales des États belligérants, on a accueilli la déclaration de guerre « avec une joie hystérique » ; il n'a pas vu Paris en août 1914, ni, je pense, aucune des autres capitales ! M. Langsam traite sévèrement les traités qui ont mis fin au conflit. C'est son droit et on peut penser que bien des clauses de ces traités étaient des plus contestables, mais tout n'était pas mauvais en eux : ils ont effectué de justes réparations d'injustices anciennes, sans éviter, il est vrai, quelques nouvelles injustices. D'autre part, l'auteur se montre favorable au principe de la Société des Nations, tout en marquant les imperfections de son action pratique. Si l'œuvre du désarmement n'est pas encore accomplie, il semble en rendre par trop responsable la France, désireuse, pense-t-il, de maintenir son hégémonie ; il ne distingue pas suffisamment les divers courants d'opinion qui se sont fait jour en notre pays. Peut-être les récents événements

auraient-ils modifié son point de vue. Sa seconde partie suffirait à montrer qu'il n'est nullement ignorant des choses d'Europe ; mais peut-être en a-t-il surtout une connaissance livresque et y a-t-il trop peu vécu pour toujours apercevoir la réalité sous les apparences qui la déguisent trop souvent.

Enfin, nous semble-t-il, sa vue des choses serait plus juste et plus large s'il avait examiné d'ensemble quelques-uns des grands problèmes qui se posent d'une façon si angoissante dans le monde d'après guerre, ne fût-ce que les questions économiques, qui ont été par trop négligées. Il ne suffisait pas de décrire, d'une façon fragmentaire, le fascisme italien, le national-socialisme allemand, l'organisation soviétique, mais il eût été bon de mettre en lumière la conception de l'État « totalitaire », qui s'oppose si brutalement aux principes démocratiques, qui, avant 1914, semblaient destinés à triompher partout¹.

Henri SÉE.

Francesco NITTI. *La démocratie*. Paris, Félix Alcan, 1933. 2 vol. in-8°, 430 et 507 pages. Prix : 75 fr.

L'auteur, ancien président du Conseil d'Italie, fait profiter le lecteur des trésors de son expérience politique, ainsi que du butin de lectures très étendues ; c'est aussi un esprit très libre et dont l'humour est souvent fort amusant. Nul n'est à l'abri de ses traits piquants ; ils ne ménagent ni académiciens, ni juristes, ni économistes ou sociologues, ni même historiens. L'histoire lui semble très instructive, à condition qu'on ne lui demande ni leçons, ni prédictions. Réaliste, il se défie des théories. Il ne croit pas non plus qu'il y ait de forme politique « définitive », comme le pensent trop souvent, étrange contradiction, même les personnes qui sont fêrues de l'idée de progrès. Il est seulement fâcheux que son copieux exposé, et qui eût gagné à être plus sobre, ait une allure si peu ordonnée ; un plan plus ferme eût facilité la tâche du lecteur, qui souvent perd pied.

M. Nitti montre avec raison que l'antiquité n'a pas connu de véritable démocratie et que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, on a cru que le régime démocratique n'était vraiment compatible qu'avec des États très peu étendus. De là, l'importance qu'il attribue à la Révolution américaine. Mais, en fait, celle-ci a eu surtout une grande action par l'intermédiaire de la Révolution française, ce que l'auteur n'a pas encore mis assez fortement en lumière. C'est le XIX^e siècle qui a vu le triomphe de la démocratie en même temps que le déclin de la monarchie et surtout de l'absolutisme. Il est vrai qu'à la suite de la guerre mondiale des dictatures se sont implantées dans une bonne partie de l'Europe, mais l'auteur croit cependant à l'avenir de la démocratie et du régime parlementaire.

La démocratie lui semble être le régime qui permet le mieux d'assurer le bonheur de l'humanité. « Les sociétés démocratiques », dit-il, « sont les seules qui permettent au plus grand nombre de citoyens, sinon à tous les citoyens, de jouir de droits égaux, à l'ombre des mêmes lois, de vivre selon leurs goûts et leurs tendances, avec le minimum d'oppression de la part de l'État. » La liberté politique est bien-faisante, car, seule, elle est capable de dénoncer les abus et d'effectuer leurs ré-

1. On félicitera l'auteur des cartes et croquis qui illustrent son volume.

formes, au prix des moindres souffrances. La démocratie a aussi pour vertu de transformer avec avantage les mœurs et les coutumes et de préserver la dignité humaine. Si elle suscite tant de critiques ; si parfois on la croit si corrompue, c'est que, grâce à la liberté politique et notamment à la liberté de la presse, il est facile de dénoncer des tares, qui existent beaucoup plus dans les régimes absolutistes, où aucune pratique condamnable ne peut être ouvertement révélée. En fait, le choix des fonctionnaires et les pratiques de l'administration sont plus satisfaisants dans les démocraties que dans les régimes autoritaires.

M. Nitti, on ne s'en étonnera pas, est l'adversaire résolu de l'État « totalitaire », de toutes les formes du fascisme ; il parle sans ménagement du racisme et de son corollaire l'antisémitisme, montrant avec raison que cette théorie ne repose sur aucune base scientifique ; il ne ménage ses sarcasmes ni à Gobineau¹, ni à Vacher de Lapouge, ni à Houston Stewart Chamberlain.

Sur les relations de la démocratie avec le socialisme et le syndicalisme, les conclusions de M. Nitti semblent quelque peu flottantes. Il critique les doctrines marxistes, et en particulier le matérialisme historique ; d'autre part, il indique quelques-uns des services que le socialisme a rendus et peut rendre à la démocratie. Le syndicalisme lui semble d'un caractère étroit, souvent égoïste et même conservateur ; néanmoins il pense qu'il est utile aux sociétés démocratiques. Très convaincu de l'action des idées, et on ne saurait l'en blâmer, il sous-estime sans doute quelque peu celle des questions économiques.

Henri SÉE.

Camille BLOCH. Les causes de la guerre mondiale. Précis historique. Paris, Hartmann, 1933. In-12, 254 pages. Prix : 12 fr.

Comme le titre l'indique, ce petit livre est un précis des origines de la guerre, à l'usage des « personnes qui ne sont pas des spécialistes », c'est-à-dire du grand public. La plus large diffusion lui est assurée. Il a pour cautions le nom de l'auteur, ses titres, sa réputation d'érudit « rompu aux sévères exigences de la méthode historique ». Autant de raisons pour que la critique lui prête la plus sérieuse attention, étant bien entendu que la déférence n'exclut pas, mais implique le devoir d'objectivité.

Dans l'Avant-propos, M. Camille Bloch définit ainsi ses intentions : « On ne trouvera ici aucun jugement exprimé par l'auteur. Les seules appréciations incluses dans le récit sont empruntées à deux écrivains allemands, Eugen Fischer et Hermann Lutz, [historiens qualifiés et connus] pour pratiquer correctement les méthodes rigoureuses du travail historique... Pour employer une formule courante, la parole a été laissée avant tout aux faits, tels qu'ils ressortent principalement des sources allemandes et autrichiennes, auxquels il a été presque exclusivement fait appel. »

Ces déclarations préalables m'arrêtent. Je n'examinerai pas la question de savoir s'il est possible de « laisser parler les faits » ou si, dans tout exposé historique, de cette ampleur surtout, l'auteur n'intervient pas constamment pour choisir les faits, les ordonner, les présenter, les interpréter, donc les « faire parler » — l'objec-

1. Il croit à tort que Gobineau était antisémite.

tivité consistant (selon moi) bien moins à laisser parler les faits qu'à ne rejeter dans l'ombre (ou dans l'oubli) aucun fait essentiel. — Mais pourquoi le recours « presque exclusif » aux sources allemandes et autrichiennes? En pareil cas, l'internationalisme absolu s'impose : impossible de mettre en lumière tous les aspects d'une crise, qui fut paneuropéenne, sans puiser à toutes les sources et prospecter dans chaque camp. M. C. Bloch a le privilège de pouvoir compulser les documents français, authentiques : combien on regrette qu'il n'ait pas cru devoir saisir une aussi excellente occasion de soulever le voile qui les recouvre encore (pour 1914)¹. Il s'ensuit un certain manque d'équilibre et de proportions dans l'exposé : nous sommes amplement renseignés sur les faits et gestes des dirigeants allemands ou austro-hongrois, plus succinctement sur les faits et gestes des dirigeants français, anglais ou russes — ceux-ci vus parfois à travers les documents allemands (ce qui n'est pas la meilleure façon de les voir). On croit deviner quelle a été la préoccupation de l'auteur : ne rien avancer qui ne fût établi par les sources allemandes ou autrichiennes, c'était porter aux docteurs d'outre-Rhin une botte imparable. Sans doute est-ce pour la même raison que M. Bloch a préféré laisser à Fischer et à Lutz la responsabilité des jugements les plus sévères sur la politique allemande de juillet 14. Mais cette tactique, pour habile qu'elle soit, relève de l'escrime plus que de l'histoire objective. Viendra ensuite un professeur allemand exposer les causes de la guerre en s'appuyant presque exclusivement sur les documents anglais, belges, français ou russes, et qui, empruntant telle phrase à tel historien français, s'abritera derrière lui pour condamner telle démarche de la politique russe ou française en juillet 14. Que M. Camille Bloch pardonne ce parallélisme un peu forcé. Mais il n'ignore pas qu'on trouve, dans les ouvrages de Fischer et de Lutz, bien autre chose que ce qu'il a cité, d'autres jugements sans indulgence, visant d'autres gouvernements². Les historiens allemands ne seraient-ils pas en droit de se plaindre du choix qu'il a fait? Et parfois des citations elles-mêmes, des différences de son qui perçoit une oreille attentive entre le texte allemand et la paraphrase ou la traduction française? Exemple : texte de M. Camille Bloch, p. 52 (à propos du pouvoir en blanc) : « C'est », dit [Fischer] expressément, « la politique approuvée à Berlin le 5 juillet qui a fini par déclencher la guerre mondiale » ; ou encore : « la décision du 5 juillet qui a déclenché la guerre mondiale ». Référence : E. Fischer, p. 167. Or, voici le texte d'E. Fischer, p. 167 : « La politique approuvée à Berlin le 5 juillet et qui, finalement, bien qu'au désespoir du Kaiser et du Chancelier, a déclenché la guerre mondiale, tirait et tire jusqu'à maintenant sa justification de l'agression serbo-russe contre l'Empire de François-Joseph, agression commencée en 1912, victorieusement arrêtée en 1913, redoutée pour un proche avenir sous une forme nouvelle et décisive et prête à être suivie de l'agression franco-russe contre

1. Ai-je besoin de dire que ce regret n'implique aucune « suspicion » à l'égard de la Commission de publication des documents français, pas plus que la phrase incriminée par M. Renouvin (*Rev. hist.*, janv. 1934, p. 191) : « Nous n'avons pas (aurons-nous jamais?) les lettres et les notes de MM. Berthelot, P. Cambon, de Margerie. » La question que pose cette phrase est de savoir si les lettres et les notes — j'aurais dû ajouter pour plus de précision : *particuliers, personnelles* — des personnages cités seront remises à la Commission, dont je n'ai jamais songé à mettre en doute le zèle et la probité.

2. Cf. l'analyse que j'ai faite du livre d'Hermann Lutz à la Société d'Histoire Moderne, séance du 4 mars 1934.

l'Allemagne. » Autre exemple, p. 150 (proposition du Tsar de soumettre le conflit austro-serbe à la Cour de La Haye). Après avoir exposé le refus de Guillaume II et du Chancelier : « Pourquoi », écrit M. C. Bloch, « cette dédaigneuse indifférence? » Hermann Lutz en donne deux raisons. L'une, d'opportunité : la situation requérant une prompte solution rendait vaine une proposition qui impliquait un long examen. L'autre, de fond : c'est que, certainement, « une sentence impartiale aurait repoussé certaines exigences austro-hongroises... comme inconciliables avec le droit des gens ». Référence : H. Lutz, p. 211. Or, voici le texte d'H. Lutz, p. 211 : « Le même jour¹, le Tsar recommanda au Kaiser de soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de La Haye. Le gouvernement du Reich en repoussa l'idée. Plus tard, les puissances ennemies de l'Allemagne — Poincaré et Sazonof l'ont fait encore dans leurs ouvrages — ont fondé là-dessus de graves accusations, qui ne sont pas justifiées. Dès le 27 juillet, le Tsar avait proposé la même idée à Sazonof sous forme interrogative, et il n'y a pas la moindre trace que Sazonof y ait donné suite. L'opinion de celui-ci était qu'on ne pouvait rien espérer d'un tel projet, au point où en était la situation et du fait qu'il fallait à bref délai se décider pour la paix ou la guerre. » H. Lutz ajoute très objectivement : « Par contre, on doit rappeler que la Serbie, dans sa réponse du 25, s'était déclarée prête à accepter la décision de la Cour de La Haye (ou des Puissances). Solution inadmissible pour les desseins de Vienne. Il n'y a d'ailleurs aucun doute qu'un tribunal d'arbitrage impartial aurait dû repousser certaines exigences de l'Autriche-Hongrie comme inconciliables avec le droit des gens. »

Ces premiers sondages conduisent à penser que M. Bloch, entraîné par la force de ses convictions, n'a pas résisté à certaine tentation (que je connais pour l'avoir jadis éprouvée moi-même) : le désir et le plaisir de rassembler en un faisceau bien lié tous les faits qui sont à la charge des Empires centraux, de l'Allemagne surtout. Ces faits sont légion ; ces faits sont criants ; il faut aujourd'hui à certains Allemands (historiens ou non) un singulier manque de mémoire pour l'oublier. Mais de là à écarter ou minimiser tous les faits qui ne « parlent » pas dans le même sens — et ces faits aussi existent — il y a la distance (et l'abîme) qui sépare un réquisitoire d'un précis historique. En tant que réquisitoire, le livre de M. C. Bloch a des qualités précieuses : ton mesuré, documentation riche, récit clair, savamment découpé en petites tranches pour le moindre effort du lecteur, plan ingénieux, auquel je reprocherai toutefois de ne pas suivre le guide le plus sûr, l'ordre chronologique, car on ne peut impunément, dans l'exposé d'un tel problème, intervertir l'ordre des facteurs, par exemple faire connaître « ce qui s'est réellement passé » à Belgrade le 25 juillet, sans avoir parlé au préalable de ce qui s'est passé à Pétersbourg le même jour, et « ce qui s'est réellement passé » à Pétersbourg les 24 et 25 juillet, sans avoir parlé au préalable des entretiens franco-russes des jours précédents². Mais ce livre bien fait a-t-il, dans sa substance, l'objectivité d'un précis historique? Je ne le crois pas, et voudrais essayer de justifier, aussi brièvement que possible, cette opinion.

Dans un chapitre introductif, M. C. Bloch résume la question yougoslave (depuis

1. 29 juillet, 8 h. 20 du soir. L'ordre de mobilisation générale russe, signé depuis le matin, était sur le point d'être lancé.

2. Il est question de la réponse serbe, p. 82 ; des décisions russes du 24 et du 25, p. 108, et des entretiens franco-russes du 20 au 23, p. 121-127.

1878) par la formule suivante : « Tous ces Slaves du Sud sont animés d'une aspiration commune à la liberté et à l'unité... Ils sont pleins de haine contre leurs oppresseurs allemands et hongrois, et c'est vers la Russie, puissance naturellement tutélaire des Slaves, que se tournent leurs pensées et leurs cœurs. » Admettons que cette formule corresponde, pour les Yougoslaves, à la complexe réalité¹. Reste la Russie. Le lecteur de M. Bloch ne se doutera pas que cette puissance tutélaire des Slaves a, de ses propres mains, livré à l'Autriche-Hongrie les Slaves de Bosnie-Herzégovine, non pas une fois, mais au moins cinq fois, par des accords secrets, dont le dernier fut, en septembre 1908, l'accord de Buchlau, chef-d'œuvre d'Isvolsky. Se doutera-t-il même de l'existence et du rôle d'Isvolsky, l'auteur ayant réalisé ce tour de force de ne mentionner le diplomate russe qu'une seule fois² dans les deux cents pages de son livre? Se doutera-t-il que les visées de la politique russe sur les Détroits (dont il n'est pas soufflé mot) sont pour quelque chose — pour beaucoup plus que la mortification de « l'âme » slave — dans la genèse des crises balkaniques par lesquelles on s'achemine à la crise européenne? Seule une discrète parenthèse indique (p. 18) que « la ligue balkanique de 1912 [a été] formée sous les auspices de la Russie ». M. Poincaré était moins discret, en 1912, quand il appréciait les accords balkaniques si longtemps dissimulés par le gouvernement russe : « Le traité contient en germe non seulement une guerre contre la Turquie, mais une guerre contre l'Autriche... » (*Les Balkans en feu*, p. 115); moins discret notre ambassadeur à Constantinople, dans son télégramme du 26 septembre 1912 : « On est forcé d'admettre que la politique orientale de M. Sazonoff tend, consciemment ou non, à un bouleversement dans les Balkans et qu'elle pourrait bien mener à une conflagration générale »; et dans sa dépêche du 27 septembre 1912 : « ... Je demeure inquiet de M. Sazonoff... [Ses procédés d'action créent] un état général de trouble et de surexcitation nerveuse des deux côtés des Balkans d'où pourrait sortir Dieu sait quoi. En moins d'un an, il a mis la péninsule balkanique sens dessus dessous... » (*Doc. fr.*, 3^e s., III, 460, 467); moins discret, notre ministre à Belgrade, dans sa dépêche du 26 novembre 1912 : « Il va sans dire que, sans les excitations venues de Russie, jamais la tension austro-serbe n'aurait atteint son état actuel »; moins discret, notre ambassadeur à Vienne, dans sa dépêche du 13 avril 1913, où le diplomate russe Hartwig est dénoncé comme « le plus notoire agitateur des Balkans » (*Doc. fr.*, 3^e s., IV, 577; VI, 291). Cependant, les multiples démarches, les intrigues, les visées secrètes des dirigeants russes sont des faits historiques dont nul ne peut soutenir qu'ils soient en dehors de la question ou secondaires; dans un récit objectif, ils ont donc droit à la parole, comme les autres. Soucieux d'établir les indéniables responsabilités austro-allemandes, M. Bloch termine ainsi (p. 32) son exposé préliminaire : « Dans les Balkans, il y a une poudre; s'en approcher avec une torche enflammée, c'est à coup sûr la faire sauter et provoquer sciemment une guerre générale... » Très juste : mais ce qui est vrai en 1914 l'était aussi en 1912, et 1912 précède 1914; en 1912, c'est la Russie qui

1. Au sujet des Yougoslaves, on peut relever, par ailleurs, quelques lapsus : p. 14, les Dalmates placés « sous la domination hongroise »; p. 41-42, « l'assassinat du roi Milan et de la reine Draga ».

2. A part les mentions insignifiantes de la p. 131, le nom d'Isvolsky ne figure que dans la table des principaux personnages, p. 12, et dans les références, p. 242-244.

a porté « la torche enflammée » dans « la poudrière balkanique ». Pourquoi ne pas le dire?

Même dans les chapitres que l'on aimerait approuver sans réserves, on est surpris par certains silences, ou certaines affirmations. Page 39, M. Bloch intitule un paragraphe *La complicité de la Serbie ne peut être prouvée*. Il est vrai que la complicité directe du gouvernement serbe n'a pas pu être établie et qu'elle paraît, aujourd'hui encore, invraisemblable; mais il est fort probable que le gouvernement serbe a connu l'existence du complot. Pourquoi ne rien dire du témoignage Yovanovitch, et pourquoi laisser croire que les déclarations du juge Pfeffer soient décisives sur ce point? — P. 69, M. Bloch constate à bon droit l'émotion produite en Europe par l'ultimatum autrichien; mais, puisqu'il parle de la presse anglaise, pourquoi citer le seul *Morning Post* et ne pas ajouter, comme B. Schmitt (trad. fr., I, p. 412), que le « *Times* montra de la modération et les journaux libéraux manifestèrent même une tendance à approuver la note »? Le 25 juillet, Sazonoff se plaint amèrement que « presque toute la presse anglaise soit du côté de l'Autriche » (*Doc. brit.*, 125). — P. 63, affirmation catégorique que les points 5 et 6 de l'ultimatum à la Serbie « furent universellement regardés comme faisant une espèce de scandale dans le droit international public ». Je crois avoir démontré à la Société d'histoire moderne¹, que les opinions exprimées sur le moment même par les divers gouvernements furent beaucoup moins nettes : c'est le point 5 (participation autrichienne à la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'Autriche) qui leur a semblé, à presque tous, inacceptable; or, le point 5 n'a pas été rejeté et c'est le point 6 (participation aux recherches relatives à l'enquête judiciaire) qui, seul, a donné lieu à un refus catégorique. Les torts de l'Autriche sont assez grands, sa responsabilité assez lourde pour qu'on puisse se borner en pareil cas à « laisser parler » les faits, sans les interpréter, sans croire Pachitch ou plutôt M. Savadjian sur parole², et sans masquer les obscurités qui subsistent, puisque les dépêches échangées le 24 et le 25 juillet entre Belgrade et Pétersbourg n'ont pas été intégralement publiées. — « Les amis de la Serbie », écrit M. Bloch (p. 72), « auraient bien voulu qu'une situation déjà trop critique ne s'envenimât pas davantage ». Cette formule anodine recouvre-t-elle toute la réalité telle que nous la connaissons, et notamment les décisions russes du 25 — proclamation de l'état de guerre dans les places fortes et sur les frontières de la Russie (y compris la frontière allemande), application des mesures secrètes pour « la période préparatoire de guerre » dans toute la Russie d'Europe? — P. 72-80, M. Bloch a bien raison de montrer ce qu'il y avait de téméraire et de machiavélique dans la thèse allemande de localisation du conflit. Mais pourquoi, parlant du premier projet anglais de médiation (entre Vienne et Pétersbourg), prend-il la peine de noter tous les sarcasmes du Kaiser, sans mentionner : 1° qu'à ce moment Guillaume II, en mer, ne pouvait exercer une action immédiate sur son gouvernement; 2° que le ministre von Jagow s'est déclaré prêt à accepter le projet anglais (*Doc. all.*, 192)? Comment arrive-t-il à concilier ces deux propositions successives et com-

1. *Bulletin* d'avril 1933, p. 21.

2. Le témoignage cité, daté par erreur de 1918, est de 1920. On peut juger de sa sincérité par cette phrase attribuée à Pachitch : « Nous avons accepté toutes les exigences autrichiennes, avec des réserves sur deux points » (Savadjian, *Origines de la guerre*, p. 58).

tradictioires¹ (dont je respecte la forme) : A. « Le gouvernement allemand comme l'autrichien tenaient la localisation pour irréalisable » ; B. « L'idée de la localisation avait cependant un envers de réalité » ; « escomptant les dispositions pacifiques de l'Entente », les Empires centraux pensaient qu'elle hésiterait à intervenir (autrement dit que le conflit pourrait être localisé) ? Un argument décisif en faveur de la thèse A lui paraît être que Moltke, dès le 26, a rédigé le projet d'ultimatum à la Belgique ; en soi, la rédaction (mensongère) de l'ultimatum est indéfendable ; mais l'argumentation de M. Bloch n'en est pas pour cela plus convaincante : « Le rapprochement des dates s'impose ici, dit-il... Réponse serbe remise le 25, à la fin de l'après-midi, réponse dont le caractère conciliant est... reconnu même en Allemagne... Or, le 26, dès son retour de villégiature, Moltke rédige l'ultimatum [à la Belgique]. » Oui, mais M. Bloch ne peut pas ignorer que, le 26, Berlin ne connaissait pas encore la réponse serbe, les premières informations à ce sujet lui parvinrent le 27 au matin, le texte de la réponse fut remis à von Jagow le 27 à midi². Du fait que Moltke a rédigé le 26 ce projet d'ultimatum, que peut-on déduire ? Qu'après la rupture austro-serbe et le branle-bas de combat de Krasnoïé-Selo, le chef de l'État-major allemand envisageait l'éventualité d'une intervention russe et, par suite, d'une guerre générale, comme tant d'autres, comme Isvolsky et M. Paléologue dès le 25 (« Cette fois, c'est la guerre »), comme M. Winston Churchill quand il donnait à la première flotte anglaise l'ordre de rester concentrée à Portland, comme le gouvernement français quand il préparait le rapatriement des troupes d'Afrique. Ces faits — que M. Bloch ne mentionne pas — sont aussi du 26 juillet.

La mobilisation russe, étudiée avant les entretiens franco-russes, fait l'objet du chapitre IX. Passons sur les mesures militaires décidées le 25³, dont le lecteur est informé en termes un peu vagues, et sur les assurances données par « les autorités russes » à l'attaché militaire allemand, dont il vaut mieux ne pas parler. Restent les graves décisions du 29 et du 30 : la mobilisation générale ordonnée, puis ajournée, puis de nouveau et définitivement ordonnée. Il est tout à fait légitime d'insister sur l'effet désastreux produit à Pétersbourg par la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et le bombardement de Belgrade ; mais sur quoi se fonde M. Bloch pour affirmer que, le 29 juillet, « Sazonof et l'Empereur désiraient qu'on s'en tint à la mobilisation partielle [contre l'Autriche] » ? Le seul témoignage invoqué (mais non cité), celui du général Dobrorolski, prête à une tout autre interprétation : « Le 15/28 juillet, jour de la déclaration de guerre... à la Serbie, son optimisme abandonne tout à coup Sazonof ; il est traversé par la pensée qu'une guerre générale est inévitable, et il appelle l'attention de Janouchkevitch sur la nécessité de ne pas retarder plus longtemps la mobilisation de notre armée » (Rev. Hist. Guerre,

1. De même plus haut (p. 25-27) : A. *L'Allemagne convaincue des dispositions pacifiques de l'Entente* ; B. *La crainte allemande de l'encerclement*.

2. Voir J. Isaac, *Problème des origines de la guerre*, p. 129, n. 1.

3. Entre onze heures et midi (*Journal intime de Nicolas II*, Payot, 1934). Berlin a été avisé, sinon des décisions, du moins du branle-bas, par un télégramme reçu le 26 à 3 h. 28 du matin (Doc. all., 194).

4. Ce texte et la suite du récit de Dobrorolski suffisent à justifier la formule prudente qui m'a valu les critiques de M. Renouvin (*Rev. hist.*, janv. 1934, p. 192) : « Il est permis

juillet 1923, p. 145). Ainsi, l'on peut croire que, dès le 28, Sazonof inclinait vers la mobilisation générale immédiate, réclamée par l'État-major. « Le revirement » du ministre russe, dont M. Bloch parle comme d'un fait incontesté, est bien problématique. « Ce qui est certain, en tout cas », dit-il, « c'est que la résolution [de Sazonof] fut le résultat de la démarche, jugée comminatoire, de l'ambassade d'Allemagne » (p. 130). Je crois avoir démontré¹ qu'il n'y a pas là matière à certitude. Le principal témoin, Dobrorolski, affirme que l'ordre de mobilisation générale portait la signature du Tsar, « le matin du 16/29 juillet », et, dans l'après-midi du 29, il en préparait l'envoi. Entre la démarche Pourtales et l'ordre russe de mobilisation générale, le lien semble à peu près de même nature qu'entre l'annonce de la mobilisation générale russe et l'ordre allemand du *Kriegsgefahrzustand* (encore celui-ci n'était-il pas signé le 31 juillet au matin). Quant à « la portée réelle de la mobilisation russe », M. Bloch résout le problème en vingt lignes, à l'aide d'un document-massue qui lui suffit à éliminer tous les autres et à prouver (contrairement à l'opinion de l'État-Major russe lui-même) que la décision russe n'avait pas « la guerre pour conséquence nécessaire, logique » (p. 117). Ce document est un télégramme du 30 juillet par lequel un officier autrichien de liaison transmet à Vienne l'avis de Moltke : « La mobilisation russe n'est pas un motif pour la mobilisation [de l'Allemagne]. D'abord [il faut] le commencement de l'état de guerre entre la Monarchie [autro-hongroise] et la Russie. Contrairement aux mobilisations et démobilisations russes, qui sont devenues habituelles, la mobilisation allemande amènerait absolument la guerre. » Mais, dans ce télégramme qui répond à des sollicitations autrichiennes, la mobilisation russe dont parle Moltke est, de toute évidence, la *mobilisation partielle* annoncée de Pétersbourg ; cela est si vrai que Bernadotte Schmitt (trad. fr., II, p. 165) transcrit ainsi le même télégramme : « La mobilisation russe (c'est-à-dire la mobilisation partielle) n'est pas encore une raison pour que l'Allemagne mobilise... » Et depuis quand la mobilisation générale était-elle devenue « habituelle » en Russie ? La véritable pensée de Moltke se trouve exprimée assez nettement par ailleurs, ne serait-ce que dans cette dépêche française du 6 mai 1913, où Jules Cambon relate les propos du général : « Si la Russie mobilise, l'Allemagne ne peut ni ne doit attendre » (*Doc. fr.*, 3^e s., VI, 509). Bref, si l'on veut discuter certaine thèse allemande, il faut recourir à de meilleurs arguments et ne pas faire dire aux documents plus qu'ils ne disent².

C'est dans le chapitre suivant qu'il est question de la France, de sa politique d'avant-guerre, des entretiens de Pétersbourg, de l'attitude française pendant la crise. M. Bloch veut qu'elle ait été — à tout moment — irréprochable. Sans le contredire sur ce point, laissons « parler les faits », écoutons les témoignages. « La correspondance diplomatique, la française comme la russe, démontre abondamment », assure M. Bloch, que la France n'a pas varié dans sa décision ferme de « remplir

de croire que, même sans l'intervention de Pourtales, la grave décision eût été prise » (*J. Isaac, ouvr. cité*, p. 182).

1. J. Isaac, *ouvr. cité*, p. 179-182.

2. Dans une réplique à M. Demartial (*Europe*, 15 avril 1934, p. 610), M. Bloch reconnaît que son interprétation du télégramme Moltke est hypothétique. Elle l'est en effet jusqu'à l'in vraisemblance. Mais elle a été présentée, dans son livre et ses articles, comme une certitude et approuvée comme telle par ses commentateurs (*Rev. crit.*, art. cité, p. 421 ; *Rev. hist. moderne*, nov.-déc. 1933, p. 499).

les obligations de l'alliance » et son désir d'« écarter jusqu'à la plus extrême limite le moindre risque de conflit » (p. 120). Mais le propre exposé de M. Bloch ne fournit-il pas la preuve que la politique française a évolué, depuis 1909 au moins, jusqu'à cette date « l'Angleterre et la France, malgré leurs rapports étroits avec la Russie, [n'étaient] pas disposées à s'engager dans un conflit pour les Balkans » (p. 16)? Dans tout pacte d'alliance et son application, il y a la lettre et l'esprit. Et que dirait le lecteur, disposé à croire sur parole un historien patenté, s'il lui prenait fantaisie de feuilleter la correspondance diplomatique russe et s'il y trouvait tels documents bien connus, qu'il serait trop long de citer ici : lettres d'Isvolsky du 7 novembre et du 18 décembre 1912, du 30 janvier 1913, du 1^{er} janvier 1914 (*Livre noir*, t. I, p. 342, 369 ; t. II, p. 20, 223), lettre de Benckendorf du 25 février 1913 (*Livre noir*, t. II, p. 303-304), rapport de l'attaché Ignatieff du 19 décembre 1912 (*Les Alliés contre la Russie*, p. 44)? Déplaisants témoignages qu'on peut discuter, suspecter, dont on peut dire tout ce qu'on voudra, sauf qu'ils soient démonstratifs dans le sens énoncé par M. C. Bloch. Si nous en venons à juillet 14, il est imprudent d'affirmer, d'après une dépêche de Sazonof, que la France et l'Angleterre ont été d'accord avec la Russie pour exercer — avant l'ultimatum à la Serbie — une pression modératrice sur le Ballplatz » : la France (c'est-à-dire M. Poincaré), oui ; l'Angleterre, non ; l'ambassade d'Angleterre à Vienne n'a reçu aucun ordre de ce genre. Interprétés par M. Bloch (qui n'était pas à Pétersbourg), les toasts d'adieu du 23 juillet « ne sonnent pas comme un appel guerrier » : nous n'avons sur leur « résonance » que le témoignage connu de M. Paléologue (« coup de clairon » de M. Poincaré, « regards flamboyants » des grands-ducs) ; pourquoi ne pas le citer? Se référant à M. Poincaré, M. Bloch écrit (p. 126) : « Tout ce que le témoignage [du Président] révèle, c'est un effort pour obtenir que la Russie ne s'engage pas seule et n'engage pas témérairement son alliée dans une aventure balkanique » ; mais pourquoi omettre ici encore le témoignage (non démenti) de M. Paléologue (« Il faut que Sazonof soit ferme et que nous le soutenions »), qui ne rend pas tout à fait le même son? Dans les journées du 24 et du 25, l'action franco-russe ne s'exerce, selon M. Bloch, que dans le sens de la paix ; « Sazonof propose lui-même un échange direct de vues entre Vienne et Saint-Petersbourg » (p. 128) ; mais pourquoi ne pas dire qu'il l'a fait — seulement le 26 — sur la suggestion de l'ambassadeur d'Allemagne, Pourtalès, et que les importantes mesures militaires décidées le 25 à Saint-Petersbourg n'avaient pas une signification purement pacifique (cf. les témoignages Dobrorolski et Paléologue)? « On n'aperçoit », assure M. Bloch (p. 128), « dans les actes du gouvernement français aucun indice d'un désir de pousser la Russie à la guerre » ; je me garderai d'affirmer le contraire, mais le gouvernement français était représenté à Pétersbourg par M. Paléologue, dont il faut bien parler et dont M. Bloch parle le moins possible, ou s'efforce d'atténuer les imprudences, négligences et infractions à la vérité. Ce n'est pas seulement le 28 juillet que « Paléologue a donné à Sazonof la promesse d'un entier concours d'allié », il l'a fait dès le 24 et le 25 (*Doc. brit.*, 101, 125). « Viviani », nous dit-on, « remit incontinent les choses au point » par des instructions approuvées en Conseil des ministres (p. 130) ; il s'agit des instructions du 30 juillet, 7 heures du matin, mais savons-nous comment ces instructions (ainsi que celles du 30, 20 h. 40¹) ont été exécutées

1. M. Bloch assure (p. 243) que le télégramme Viviani du 30 juillet, 20 h. 40, est « encore inédit » : il a été publié en 1927 par M. Poincaré dans *L'Union sacrée*, p. 402-403.

par M. Paléologue? S'il y a quelque lumière sur ce point dans les documents inédits du quai d'Orsay, on eût été reconnaissant à M. Bloch d'en profiter pour nous éclairer. Sans rien dire de l'étrange attitude de l'ambassadeur dans la soirée du 29, M. Bloch termine ce court chapitre par l'analyse du télégramme 102 du *Livre jaune*; mais comment peut-on ajouter foi à un document aussi fallacieux — fait en réalité de deux télégrammes juxtaposés¹? Que signifie la phrase : « Il y a un rapport évident entre cette décision secrète de la Russie [de procéder à la mobilisation générale] et la recommandation française » (p. 132), puisqu'il n'y a pas eu de « décision secrète de la Russie », Sazonof n'ayant exprimé à cet égard qu'une velléité éphémère. « Mais il faut tout de même noter », ajoute M. Bloch, « qu'au moment où Sazonof donnait à l'Allié ces renseignements, il avait déjà obtenu du Tsar l'ordre de mobilisation générale² » (ce *Il faut tout de même noter*, quelle formule révélatrice!). Conclusion qui s'impose : ou Sazonof ou M. Paléologue, ou tous les deux ensemble, n'ont pas dit la vérité. Conclusion de M. Bloch (p. 123) : « De ce qui précède, il ressort que l'action de la politique française s'est exercée dans un sens modérateur sur la politique russe. »

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les derniers chapitres, notamment sur l'argumentation du chapitre XII : *L'Allemagne contre les ultimes tentatives de paix*. Mais il faut savoir se borner et arrêter une discussion qui a pris déjà trop d'ampleur. Cette discussion a paru nécessaire, s'agissant d'un livre appelé à former (ou redresser) l'opinion française, « dont la lecture s'impose, nous a-t-on dit, à tout homme désireux de savoir l'absolue vérité », approuvé d'ailleurs sans réserves par certains historiens et non des moindres. Nécessaire, la discussion m'a été néanmoins pénible pour diverses raisons, dont l'une est que la position adoptée par M. Camille Bloch contraignait le critique à apparaître (à certains esprits prévenus) comme l'avocat du diable, alors qu'il s'est conformé strictement à ce qui est la règle dans cette libre *Revue* : ne considérer les questions posées que sous l'angle de la vérité historique.

Jules ISAAC.

1. Je ne puis que me référer ici à la démonstration qui a été faite dans mon livre, p. 205-210.

2. Plus exactement : « Au moment où Sazonof donnait à l'Allié ces renseignements », l'ordre de mobilisation générale était lancé aux quatre coins de l'Empire.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Antiquité. — *Mémoires de l'Institut national de France.* Académie des inscriptions et belles-lettres. T. XLIII, 1^{re} partie (1933, 190 p. ; en vente chez C. Klincksieck). — Ce volume contient quatre mémoires : 1^o Paul MONCEAUX. Le manichéen Faustus de Milev ; restitution de ses « capitula » (on possède de lui un grand ouvrage, reproduit par saint Augustin dans son traité *Contra Faustum*, mais dans un désordre nécessité par le plan même de la réfutation qu'il en avait entreprise. Le texte ainsi rétabli dans son ordonnance originale remplit les pages 45-111). — 2^o J. LOTH. Les noms du cheval chez les Celtes, en relation avec quelques problèmes archéologiques (étude sur la forme et le sens des mots ou racines, tels que *equus* en latin, *epos* en grec, d'où *Epona*, protectrice des chevaux et des ânes ; *marca*, qui désigne le cheval de guerre après la disparition du char de combat ; *veredus*, qui désigne le cheval d'attelage, divinisé chez les Celtes comme dans l'Inde védique. Le cheval occupe une grande place dans les légendes irlandaises et dans le cycle osianique moderne). — 3^o Stéphane GSELL. La Tripolitaine et le Sahara au III^e siècle de notre ère. — 4^o M. ROSTOVITZEF et Alan LITTLE. La maison des fresques de Doura-Europos (ces fresques, découvertes en 1931, représentent des cavaliers iraniens poursuivant leurs ennemis vaincus. Un dessin très précis donne le plan complet de la maison et trois figures reproduisent les principales scènes de la fresque. Elle commémore probablement une victoire perse à l'époque de la domination sassanide, peut-être celle de Chapour sur Valérien. S'il en est ainsi, elle doit être regardée comme un monument historique d'importance capitale ; elle permet de nous représenter ce qu'ont été « les grandes compositions de l'art triomphal iranien, contemporain et rival de l'art triomphal de l'Empire romain »).

— Pierre-Fr. FOURNIER. *Les ouvrages de pierre sèche des cultivateurs d'Auvergne et la prétendue découverte d'une ville aux côtes de Clermont* (Clermont-Ferrand, 1933, gr. in-8°, 79 p., plans et 39 fig. photot. ; extr. de l'*Auvergne littéraire*, 1933, n° 68).

— Le point de départ de l'étude remarquable de M. Fournier est fondé sur la recherche, tant sur le sol que dans les documents, des conditions de la culture en Auvergne. On aperçoit, en toute certitude, que la nature rocailleuse du sol de nombreuses parties de cette région a contraint les habitants à un « nettoyage » de leurs champs : ils ont commencé par amasser des pierres et en ont constitué des murs, plus ou moins épais et élevés, qui ont dû servir souvent de bornages. Puis, ces pierres ont été employées aussi pour des constructions rudimentaires, élevées comme abris temporaires des cultivateurs, surpris dans leurs champs par les intempéries. C'est rationnel et c'est même une habitude plus générale qu'on le croit d'ordinaire. C'est sans doute le cas pour les cabanes de pierre sèche, si nombreuses sur les plateaux du département de Vaucluse, autour de Gordes et de Saumane.

Un chercheur, plus artiste qu'archéologue, a cru, dans ces dernières années,

pouvoir conclure, de la présence de murs de ce genre, que ces constructions révélaient une ville celtique au sommet des côtes de Clermont, au nord de Clermont-Ferrand, que cette cité inconnue devait être la véritable Gergovie et que, en outre, les données du texte de César s'accordaient bien mieux avec la position de ce site qu'avec la situation de Gergovie, au sud.

S'il s'agissait seulement de murs de pierres sèches, la Gergovie traditionnelle serait presque à égalité avec les « Côtes ». Je puis en témoigner, ayant vu moi-même les « murées » du plateau de Gergovie. Mais, de plus, ce site a livré, à diverses reprises, de nombreuses monnaies celtiques, des chevilles de fer, des débris d'armes de bronze, qui avaient été déposés « dans le Cabinet de l'Académie de Clermont » ; les restes de la période romaine y étaient assez nombreux, ainsi que le démontrèrent plus amplement les fouilles de 1755-1756. D'ailleurs, on a retrouvé, vers 1863, un souterrain-refuge, sûrement très ancien, sur ce même plateau de Gergovie.

Aussi, tant que le plateau des « Côtes » n'aura pas révélé l'existence de restes typiques aussi nombreux que ceux du plateau de Gergovie, je continuerai à croire qu'il n'y a pas lieu de changer nos opinions.

Adrien BLANCHET.

— La troisième carte de la *Forma orbis romani*, publiée par l'Institut de France, est consacrée à la Corse ; elle a été établie, sous la direction suprême de M. Adrien Blanchet, par M. Ambroise AMBROSI, conservateur du musée de Bastia (Ernest Leroux, 1933. Texte, fasc. 3). Le texte de ce 3^e fascicule, complet en vingt-six pages, contient une liste d'ouvrages et de mémoires qui s'y trouvent cités, un répertoire des monuments et découvertes, en très petit nombre, ce qui n'étonnera personne (soixante-dix numéros en tout) ; deux planches, où sont reproduits en photographie quatre monuments anciens, dont un diplôme militaire bien conservé.

— THE CAMBRIDGE ANCIENT HISTORY. T. IX : *The Roman republic, 133-44 b. C.* (Cambridge, University Press, 1932, in-8°, 1,023 p. ; prix : 37 s.). — Un an après le tome VIII (voir *Revue historique*, t. CLXX, p. 522), MM. Cook, Adcock et Charlesworth ont donné le t. IX de la grande histoire qu'ils dirigent. Ce volume commence avec les Gracques et va jusqu'à la mort de César. Une préface, signée par les trois éditeurs, résume à grands traits cette période, qui s'achemine, à travers les crises politiques et les ébranlements sociaux, vers le principat et vers l'organisation du monde sous la forme de l'Empire. La matière est traitée en vingt-et-un chapitres :

Chap. I-IV (par MM. Hugh Last et Gardner) : les Gracques, Marius, la guerre sociale. — Chap. V (MM. Rostovtzeff et Ormerod) : première guerre contre Mithridate. — Chap. VI-VII (MM. Hugh Last et Gardner) : Sulla, Pompée (jusqu'à la loi Manilia). — Chap. VIII-IX (MM. Ormerod, Cary, Bevan) : Rome et l'Orient, les Juifs. — Chap. X (M. Stevenson) : gouvernement des provinces. — Chap. XI-XII (M. Cary) : histoire intérieure, de la loi Manilia à la conférence de Lucques. — Chap. XIII (M. Hignett) : la conquête de la Gaule. — Chap. XIV (M. Tarn) : le royaume parthe. — Chap. XV-XVII (M. Adcock) : fin du premier triumvirat, guerre civile, dictature de César. — Chap. XVIII-XXI (MM. Sikes, Wight Duff, M^{me} Strong, M. de Zulueta) : littérature, vie sociale, art, développement juridique.

On voit par cette table des matières que la clarté de l'exposé et le respect de la chronologie ont été conciliés dans toute la mesure du possible. Le récit des faits est très nourri, et les travaux récents sont utilisés, même quand toutes les conclusions n'en sont pas adoptées (pour le livre de M. Carcopino, *Autour des Gracques*, voir

p. 29 et 891). L'accent est mis, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, sur les faits d'histoire économique : l'importance, de ce point de vue, des colonies de Palma, Pollentia, Narbonne est soulignée comme il convient (p. 112, 152). Sur le mouvement religieux, il n'y a dans ce volume que des indications sommaires (p. 801-802), ces questions devant être reprises d'ensemble pour la fin de la République et le début du principat dans le tome X. Des cartes claires, réduites à l'essentiel, accompagnent le récit ; on appréciera particulièrement la carte du royaume du Bosphore (p. 227), et aussi le plan des temples du Largo Argentina à Rome, donné par M^{me} Strong (p. 829). Un volume de planches (le quatrième) sera commun à ce tome et au tome X.

Un appendice indique les sources littéraires dont nous disposons pour la période étudiée. Six notes discutent des points de détail (chronologie, topographie, etc.). Une copieuse bibliographie (66 pages), des index, des tableaux chronologiques et généalogiques terminent le volume. La bibliographie, p. 960, attribue une édition générale de Cicéron à de La Ville de Mirmont, qui a seulement édité les premiers volumes des *Discours* dans la collection Budé.

E. ALBERTINI.

— CÉSAR. *La guerre civile et la guerre d'Alexandrie*, édition et traduction par Maurice RAT (Paris, Garnier, 1933, in-16, 547 p. ; prix : 18 fr.). — Utile édition de ces textes, si précieux pour l'historien. M. Rat les fait précéder d'une *Introduction*, où il est trop sévère pour Cicéron (p. xv) ; il les fait suivre d'un bon appendice topographique (sur le siège de Marseille et sur Pharsale), de notes historiques et géographiques un peu sommaires, mais, autant que j'ai pu en juger, généralement exactes, et enfin d'un tableau chronologique.

E. A.

— Giovanni VIDARI. *Le civiltà d'Italia nel loro sviluppo storico. I : Le civiltà organizzatrici* (Turin, Unione tipografico-editrice, 1932, in-8°, 480 p. ; prix : 40 lire). — M. Vidari, moraliste et pédagogue, n'a pas écrit à proprement parler un livre d'histoire, mais une sorte de discours sur l'histoire de l'Italie et le rôle civilisateur de Rome. Après trois chapitres d'introduction sur l'Italie dans la Méditerranée, l'Italie en Europe et l'Italie dans le monde, chapitres qui mettent en relief les avantages et les privilèges de l'Italie et de son peuple, M. Vidari retrace à grands traits d'abord les civilisations antiques de l'Italie et « l'organisation civile par le moyen des armes et des lois », puis « l'organisation civile par le moyen de la foi et du dogme », l'Église étant conçue comme institution romaine, et l'œuvre civilisatrice du christianisme ayant par conséquent l'Italie comme centre et comme foyer. L'information historique sur laquelle repose cette longue dissertation n'est ni très précise, ni très au courant (c'est sensible dans les bibliographies), et l'ensemble est médiocrement composé. Mais on relèvera, dans le détail, des indications intéressantes.

E. A.

— Friedrich CORNELIUS. *Cannae, das militärische und das literarische Problem* (*Klio*, 26^{er} Beiheft, Leipzig, 1932, in-8°, 86 p.). — *Das militärische Problem*, c'est l'étude historique de la bataille de Cannes ; *das literarische Problem*, c'est l'étude critique des sources que nous possédons sur cet événement considérable.

F. Cornelius énumère ainsi les divers points de l'étude historique : à quel moment de l'année la bataille s'est-elle livrée ? Comment les deux armées sont-elles arrivées sur le champ de bataille ? Sur quelle rive de l'Aufidus se sont-elles rencontrées et quelle était la direction de leurs fronts respectifs ? Quelle tactique a été em-

ployée par les deux adversaires? Comment la bataille s'est-elle déroulée? Comment les « légions de Cannes » ont-elles été traitées? Voici les réponses que donne à ces questions l'auteur de l'opuscule : la bataille de Cannes eut lieu au début de juin (calendrier julien) ; — quatre jours avant le choc, Hannibal avait réussi à amener les Romains dans la plaine voisine de l'embouchure de l'Aufidus, dont ils ne pouvaient pas sortir sans combat ; — le jour même de la bataille, les deux adversaires étaient placés au sud du cours de l'Aufidus ; — les Romains avaient leur formation accoutumée en manipules ; le front de l'armée d'Hannibal était moins serré et légèrement concave ; — ce front céda sous l'attaque des Romains, mais aux deux ailes la cavalerie punique chassa la cavalerie romaine et se rabattit sur l'infanterie romaine, qui se trouva comme encerclée ; — les soldats romains qui échappèrent au massacre furent envoyés en Sicile ; avec d'autres contingents, ils formèrent deux légions, qui sont parfois appelées les Légions de Cannes, auxquelles ne furent nullement infligées les humiliations que l'on mentionne parfois.

Quant à l'étude critique des sources, elle porte sur les points suivants : quelles ont été les sources de Polybe et quelle confiance peut-on avoir dans son récit? — Quel rapport y a-t-il entre le récit de Tite-Live et celui de Polybe? — Comment se sont produites les altérations des faits dans l'annalistique plus récente et quelles conclusions peut-on en tirer pour l'histoire de la littérature historique romaine? — Le récit de Silius Italicus a-t-il une valeur historique? F. Cornelius estime que nos renseignements sur la bataille de Cannes remontent à certains annalistes contemporains de l'événement, dont les uns, Silenos et Sosylos, vécurent dans l'entourage d'Hannibal, dont les autres sont romains : Fabius, Ennius, Cincius, Caton. Polybe s'est servi de leurs témoignages pour construire sa description de la bataille. La tradition que représente ce récit s'est transmise à travers les siècles jusqu'à Appien. Le récit de Tite-Live, comme plus tard celui de Plutarque, dérive plutôt de l'œuvre de Cincius, qui semble avoir combiné, avec des prétentions à un travail scientifique, la version de Polybe et deux autres versions d'origine romaine, sans avoir toujours bien compris ce qu'il empruntait. Il en résulte que chez Tite-Live et chez Plutarque la reconstitution des péripéties de la bataille laisse fort à désirer ; Frontin, plus compétent, a corrigé ces erreurs. Quant à Silius Italicus, on ne saurait voir en lui un historien.

Cette analyse montre que sous l'un et l'autre aspect, *militärische* und *literarische*, le problème de Cannes a été, dans le travail de M. F. Cornelius, examiné avec soin, méthode et conscience.

J. TOUTAIN.

— John BUCHAN. *Julius Caesar* (Londres, Peter Davies, 1932, in-8°, 170 p.). — Ce n'est point là une œuvre de science. Le texte n'est accompagné d'aucune référence. Une courte bibliographie est donnée en appendice. L'auteur lui-même définit son livre : *a short sketch*. Ce n'est donc qu'une esquisse, sans prétention à l'érudition ni à l'originalité. La lecture en est facile. Les grandes étapes de la vie de César y sont décrites brièvement. Les traits caractéristiques du personnage sont indiqués sobrement.

J. TOUTAIN.

— Corrado BARBAGALLO. *Il « Secolo d'Oro » dell' Impero Romano* (estratto della *Nuova Rivista Storica*, 1932, in-8°, 39 p.). — Le « Siècle d'or » de l'Empire romain est le Siècle des Antonins, jusqu'à la mort de Marc-Aurèle. Ces pages se lisent avec agrément. Il nous semble que Barbagallo sacrifie trop l'œuvre de Trajan à celle d'Hadrien, et que, dans ce Siècle d'or, il accorde trop de place à ce dernier. Il en

résulte que l'équilibre n'est pas assuré dans le tableau de cette période très importante. Nous ne saurions, d'autre part, accepter certaines affirmations, inexactes ou trop absolues : il est faux que les habitants de l'Italie, au II^e siècle de l'ère chrétienne, n'aient, par rapport aux citoyens des provinces, aucun privilège : le *Jus italicum* n'en est-il pas un ? Il est contestable également que tous les citoyens romains, dans quelque partie du monde qu'ils soient nés, aient des droits égaux : les citoyens des municipes n'avaient pas exactement la même condition que ceux des colonies, à plus forte raison que ceux des colonies de droit italique. La théorie d'après laquelle l'empereur doit être l'élu du pouvoir civil, du Sénat, nous paraît en contradiction avec la réalité. Barbagallo ajoute, il est vrai, que le Sénat, dans son choix, est éclairé par la sagesse de l'empereur, qui a désigné son successeur et l'a même parfois associé avant de mourir à son pouvoir. Alors ! Dans sa critique de la politique suivie par Trajan, Barbagallo paraît oublier que cette politique, malgré les apparences, fut surtout défensive, tant sur le Danube contre les Daces que sur l'Euphrate contre les Perses. N'est-il pas excessif de dire qu'à l'époque des Antonins les deux Maurétanies demeuraient rebelles, hostiles soit au gouvernement romain, soit à la civilisation (*al soffio di ogni civiltà*). Barbagallo n'a-t-il jamais entendu parler de Caesarea ou de Volubilis ?

J. TOUTAIN.

— B. L. ULLMAN. *Classical authors in mediaeval Florilegia* (reprinted from *Classical Philology*, 1928-1932, in-8°). — Ce volume est composé de six articles primitivement publiés dans la revue *Classical Philology*. L'auteur a recherché, dans les anthologies littéraires du Moyen Age, connues sous le nom de *Florilegia*, certains textes d'auteurs latins : poèmes de Tibulle, poème intitulé *Laus Pisonis*, extraits de Pétrone, de Valerius Flaccus, morceaux divers du *Culex*, de l'*Aetna*, de Calpurnius et de Nemesianus, de Stace, de Claudien, de Prudence, d'Ovide, d'Horace, de Juvénal, de Perse, de Martial, de Térence, de Salluste, de Cicéron, de Quintilien, etc., etc. La comparaison des extraits cités dans ces *Florilegia* avec les manuscrits des auteurs est parfois utile pour l'établissement du texte.

J. TOUTAIN.

France. — George BOAS. *The happy beast in French thought of the seventeenth century; contributions to the history of Primitivism* (Baltimore, Johns Hopkins Press, 1933, in-8°, vi-159 p. ; prix : 2 doll.). — Heureuses les bêtes ! Heureuses et vertueuses aussi, ou du moins innocentes. Telle est la thèse qui accompagne, chez Montaigne, l'éloge de l'homme primitif, du bon sauvage, thèse déjà soutenue par Jean de Léry et examinée par M. Chinard. C'est en élève de ce dernier que M. Boas étudie, non sans finesse, cette « thériophilie » de Montaigne, qui devient une doctrine chez les imitateurs. Il retourne même en arrière, aux précurseurs de Montaigne, comme Boaystau, qui a surtout commenté Pline.

La doctrine devient tout à fait cohérente chez Pierre Charron. Mais c'est alors qu'elle subit de multiples attaques. D'abord, celles des adversaires patentés de l'impiété, comme le farouche Garasse, pour qui Charron ne vaut guère mieux que Théophile et Vanini. Car la question de l'innocence des animaux, c'est en somme la question même de la divinité de la Nature. Aussi Garasse en veut-il autant aux Peaux-Rouges de la Virginie et du Canada qu'aux bêtes elles-mêmes. Mais la « thériophilie » rencontre un autre ennemi, à savoir le rationalisme cartésien, qui ne veut pas de l'âme des bêtes. La controverse ne s'arrête pas : Bayle y trouve une

abondante matière pour sa critique des idées religieuses, en attendant qu'avec les biologistes du XVIII^e siècle la question se pose sur un terrain scientifique.

C'est ainsi qu'autour d'un sujet qui semble mince M. Boas a su écrire un intéressant chapitre de l'histoire des idées¹.

Henri HAUSER.

— Constant HOULBERT. *Le musée d'histoire naturelle de la ville de Rennes ; origines et accroissement des principales collections, 1794-1923* (Rennes, impr. Oberthur, 1933, in-8°, 242 p. ; en vente au Musée). — Nous ne possédons encore que fort peu d'histoires de nos musées provinciaux qui aient été écrites d'une façon vraiment scientifique. On doit d'autant plus de reconnaissance à M. Houlbert, professeur honoraire à l'École de médecine de Rennes et naturaliste réputé, d'avoir entrepris ce travail. Il a traité l'histoire du musée de Rennes en véritable historien, qui n'a négligé aucune des sources, imprimées ou manuscrites, et qui a fait appel surtout aux documents d'archives. On voit bien nettement que le musée d'histoire naturelle de Rennes a pour origines les confiscations de l'époque révolutionnaire et aussi les mesures prises, à ce moment, pour constituer, au profit de la collectivité, des collections publiques susceptibles de se développer dans la suite. Le premier fonds du musée, ce sont surtout les belles collections qu'avait formées le président Christophe-Paul de Robien (1698-1756), dont la réputation avait été grande au XVIII^e siècle.

Avec beaucoup de précision, M. Houlbert décrit l'évolution du musée pendant toute la période de la Révolution ; il montre que, malgré beaucoup de bonne volonté, les embarras financiers mettent obstacle à une organisation définitive et vraiment satisfaisante. Une nouvelle période s'ouvre en 1805, au moment où les musées deviennent propriétés communales. En 1815, ils trouvèrent asile à l'Hôtel-de-Ville, puis au Palais universitaire, qui fut construit de 1840 à 1850. Au cours du siècle, d'importantes donations accrurent le musée d'histoire naturelle, qui s'enrichit surtout grâce aux collections du naturaliste autodidacte Marie Rouault, dont il entra en possession en 1882, après de nombreuses péripéties ; enfin, à partir de 1887, ce fut, sous la direction du conservateur Bezier, la réorganisation définitive du musée, aujourd'hui confortablement installé.

Henri SÉE.

— *Les trésors de bibliothèques de France*. Manuscrits, incunables, livres rares, dessins, estampes, objets d'art, curiosités bibliographiques (Paris, les Éditions d'art et d'histoire, fasc. XVII, 1933, in-4°, 55 p., 28 figures, 15 planches et 2 fac-similés). — Ce fascicule, aussi heureusement présenté que les précédents, comporte quatre études, fort diverses de sujet, mais également intéressantes. La première, de M. Émile-A. VAN MOË, est consacrée à *Une figure de la Gloire dans deux manuscrits de Pétrarque à la Bibliothèque nationale*. Ces manuscrits, le latin 6069 F et le latin 6069 I, offrent, dans une illustration de tête, le même thème, la même disposition de la Gloire montée sur un char et distribuant des lauriers à une foule avide de cavaliers : le premier est daté de 1379, le second doit être de la fin du XIV^e siècle. M. Van Moë montre qu'ils ne dérivent pas l'un de l'autre, mais qu'ils sont inspirés de la même source, qui est peut-être une peinture que François de Carrare fit exécuter en son palais de Padoue.

L'étude de M. Émile DACIER sur les *Premières reliures à décor doré : l'atelier des*

1. Les textes français, dans l'ensemble, sont reproduits correctement. Cependant, à plusieurs reprises (p. 16, 55), même a été transformé en mesure.

« reliures Louis XII » est la plus importante du recueil. On sait que la reliure à décor doré, en faveur en Italie dès avant 1500, ne se répandit en France qu'assez tard, sous François 1^{er}, les relieurs français restant attachés aux traditions de l'estampage à froid. Toutefois, M. Dacier a pu grouper une douzaine de reliures, s'échelonnant entre 1503 et 1514, qui furent décorées d'ornements dorés ou argentés, combinés avec des motifs estampés à froid. Ces reliures ont une parenté étroite, qui ressort tant du détail de la décoration que du style général, d'ailleurs médiocre et maladroit. Elles ont donc été exécutées avec les mêmes fers, dans le même atelier, qui, sans doute, se trouvait à Blois et était attaché à la cour de Louis XII.

Une étude, illustrée d'un fac-similé, est consacrée par M. Jean CORDEY à l'*Élégie aux Nymphes de Vaux* de La Fontaine, feuillet anonyme, paru sans adresse, qui fut peut-être tiré sur une presse janséniste et qui est devenu rarissime : deux exemplaires s'en trouvent à la Bibliothèque nationale, et l'on a perdu la trace d'un troisième, qui faisait partie de la collection Ambroise Firmin-Didot.

Enfin, M. Georges GAZIER rappelle le souvenir de *Pierre-Adrien Paris* (1745-1819), architecte et amateur ; il connut Fragonard à Rome, lorsque celui-ci y vint en 1774 avec Bergeret, devint architecte des Menus Plaisirs et constitua une magnifique collection de livres et de dessins, qu'il légua à la bibliothèque de Besançon, sa ville natale.

Jean LONGNON.

— Pierre PRÉTEUX. *Armand-Gaston Camus, avocat, premier garde général des Archives nationales, membre de l'Institut, 1704-1804* (Paris, Perche, 101 p.). — C'est avec un réel intérêt et avec profit qu'on lit cet opuscule, dû à un descendant de ce très estimable personnage. Avocat au Parlement de Paris (1760), janséniste et gallican, Camus est l'auteur d'un *Recueil complet de toutes les lois... et règlements des tribunaux souverains sur les questions de mariage* (1770) et de *Lettres sur la profession d'avocat* (1777), qui contribuèrent au rétablissement des parlementaires après la réforme hasardeuse de Maupeou. Il prit une part active à la Révolution dès le début, ayant été élu aux États-Généraux de 1789. A l'Assemblée nationale, il fut un des plus ardents adversaires de la Papauté concernant les libertés de l'Église gallicane. Membre de la Commission chargée d'aller arrêter Dumouriez qui venait de trahir la France avec l'appui de l'Autriche, il fut, avec ses collègues, traité comme prisonnier de guerre pendant trente-trois mois. Libéré en l'an IV, il entra au Corps législatif, qui lui confia le soin d'établir une bibliothèque destinée à faciliter les travaux de cette assemblée ; c'est ainsi qu'il devint par la suite le premier garde général des Archives nationales. Élu membre de l'Institut (15 déc. 1795), il prit une part considérable aux travaux d'érudition entrepris par ce grand corps, héritier des anciens Bollandistes. Il mourut à Paris, rue Guénégaud, le 11 brumaire de l'an XIII, soit le 2 novembre 1804. — Il faudrait corriger à la p. 77 le nom de Ginguéné (*Guinguéné* dans le texte) et, à la p. 93, celui de Lameth (*Lamoith*).

— Maurice BARRÈS. *Mes cahiers* ; t. VII : 1909-1910 (Plon, 1933, 376 p.). — Parmi les pages, en trop grand nombre, qu'on peut négliger, certaines doivent retenir l'attention ; deux au moins : c'est d'abord ce que Barrès intitule lui-même : *Le cahier Pascal, pour une ample étude* ; plan longuement médité (p. 169-203) sur les *Pensées* de Pascal ; l'œuvre de Pascal revient fréquemment sous sa plume. Quant à son action politique, Barrès engagea une ardente polémique à la Chambre des députés, à propos du suicide commis en pleine classe, au lycée de

Clermont-Ferrand, par un jeune boursier de quatorze ans, et de quatre autres enfants de treize à quinze ans (1909). Il y signale « des faits graves qui révèlent une atmosphère déplorable » dans plusieurs de nos lycées, d'où toute morale était officiellement bannie.

Ch. B.

— René CROZET. *Histoire de Champagne* (coll. *Les vieilles provinces de France*, Boivin, s. d., in-8°, 273 p., 15 pl. ; prix : 20 fr.). — Résumé rapide, sans prétention, de l'histoire d'une province qui fut toujours plus ou moins une marche, qui eut des rôles économiques divers, mais toujours actifs, qui vit à plusieurs reprises de brillantes floraisons artistiques. Le récit est alerte. Petit ouvrage qui fait honneur à la collection dont il fait partie.

E. COORNAERT.

— Marcel MARION. *Histoire du Berry et du Bourbonnais*. Ibid., s. d., in-8°, 314 p., 16 pl. ; prix : 20 fr.). — Bon travail, par grandes divisions chronologiques. Si le Berry n'a jamais joué un rôle très en vue dans l'histoire de France, il a toujours été mêlé intimement à toutes les vicissitudes de la vie nationale. Parmi les traits essentiels de son exposé, M. Marion multiplie les petits faits caractéristiques qui accrochent l'attention. *L'Histoire du Berry et du Bourbonnais* est un livre solide et intéressant.

E. C.

— Paul THOMAS. *Comment Guy de Dampierre, comte de Flandre, anoblissait les roturiers au XIII^e siècle, 1282*. — *Les plus anciens mémoriaux de la Chambre des Comptes de Lille, 1411-1423, aux archives du Nord* (extraits du *Bulletin de la Commission historique du Nord*. Lille, Danel, 1933, in-8°, 17 et 13 p.). — La première de ces deux études concerne les anoblissements en France au XIII^e siècle. Le roi prétendait se les réserver. Le comte de Flandre était en possession du droit de conférer la chevalerie, c'est-à-dire pratiquement la noblesse. Quand, en 1280, le Parlement de Paris prit une décision catégorique qui précisait le droit exclusif du roi en cette matière, il en résulta un conflit où Gui de Dampierre, après une soumission apparente, tint tête à Philippe le Hardi ; ses successeurs maintinrent l'usage flammant de l'anoblissement par le comte.

Le deuxième article, qui conclut à une petite modification dans le classement du fonds de la Chambre des Comptes à Lille, projette quelque lumière sur les usages de cette institution à ses origines.

E. C.

— Octave MOREL. *Inventaire sommaire des archives de la ville de Trévoux antérieures à 1790, précédé de notes sur le chapitre de Trévoux* (impr. de Trévoux, G. Pattissier, 1931, 277 p.). — *Inventaire sommaire des archives communales de Brénod (Ain)* (Bourg, Impr. centrale, 1932, 99 p. et 2 fac-similés). — *Documents sur le pays de Gex conservés dans les archives cantonales de Genève et de Lausanne* (Bourg, impr. Berthod, 1932, 90 p.). — L'actif archiviste de l'Ain met à la disposition des travailleurs de précieux instruments de travail, dont l'intérêt dépasse de beaucoup le cadre de l'histoire locale. Il a classé les archives de la commune de Brénod, riche chef-lieu de canton qui possède une des plus belles forêts de sapins de la région et dont beaucoup de documents remontent au Moyen Age ; leur intérêt pour l'histoire économique est considérable. Quant aux archives de Trévoux, si les archives municipales sont pauvres, celles de la collégiale Saint-Symphorien sont très riches ; elles proviennent de ce collège de chanoines qui fut érigé par bulle de Clément VII en 1523 et dont les démêlés avec l'archevêque de Lyon durèrent plus de deux siècles.

— Continuant ses travaux sur les archives du département de l'Ardèche, dont

il a la charge, M. Jean RÉGNÉ publie son rapport au préfet du département : *Archives départementales, communales et notariales de l'Ardeche*, 1933 (Annonay, impr. Décombe, 1932, 32 p.). — Il exprime son regret de n'avoir pas été en état de continuer son *Histoire du Vivarais*, mais il s'est assuré la collaboration de M. l'abbé Ch. Jolivet pour le volume qui contiendra la période de 1789 à 1815.

En attendant, il a fait publier une plaquette intitulée : *Les cavernes fortifiées de la Jobernie en Vivarais* (Privas, Académie du Vivarais, 12 p.). Ce sont huit cavernes qui ont conservé en grande partie leur appareil défensif, mis en œuvre pendant les guerres de religion.

— A. FOLTZER. *Les hôtels des monnaies de Bayonne* (Bayonne, 1933, gr. in-8°, 204 p., fig.). — Si l'on fait abstraction des recherches minutieuses de l'auteur sur les familles qui ont fourni le personnel de l'atelier monétaire de Bayonne depuis Charles VIII, il ne semble pas que le livre apporte des solutions nouvelles pour diverses questions intéressant le régime monétaire sous l'occupation anglaise. Je sais que le problème du monnayage de Jean de Gand à Bayonne et à Guiche (près de Bordeaux) n'a guère fait de progrès depuis Poey d'Avant ; mais je crois, toutefois, que, si M. Foltzer avait étudié les travaux anglais de MM. Armitage Smith (*John of Gaunt*) et Lionel M. Hewlett (*Anglo-Gallic coins*, 1920), sa peine n'eût pas été inutile. Des recherches personnelles de M. Foltzer, je retiens cependant les rapports du prince avec le maire de Bayonne, Pelegrin deu Viellar, sans toutefois voir dans ce fait une preuve absolue de l'existence de l'atelier de cette ville entre 1377 et 1390.

Adrien BLANCHET.

Allemagne. — Hedwig HINTZE. *Fichte und Frankreich* (extr. de la *Historische Vierteljahrschrift*, année 1933). — Dans cette très intéressante étude, M^{me} Hintze, s'appuyant principalement sur la correspondance de Fichte, montre que ce grand philosophe, comme bien d'autres penseurs allemands, a été très enthousiaste de la Révolution française. Mais ce qui le distingue de beaucoup d'autres, c'est qu'il est resté un ami passionné de la France révolutionnaire jusqu'au jour où sa propre patrie a été victime de la politique napoléonienne. A plusieurs reprises, et encore en 1798, il a songé à s'établir en France, ou tout au moins dans les pays de la rive gauche du Rhin annexés par la République française ; il a espéré la création d'une sorte d'Université franco-allemande, qui établirait des liens étroits entre les deux civilisations. M^{me} Hintze montre encore que, même à l'époque où il publie ses *Discours à la nation allemande*, Fichte est encore imbu des idées de la France révolutionnaire, tout au moins en matière d'éducation nationale ; on le voit emprunter bien des traits au programme formulé à la Convention par Lepelletier de Saint-Fargeau. A cet égard, des textes très significatifs sont cités et interprétés par l'auteur ; la seule différence, c'est que Lepelletier de Saint-Fargeau est plus préoccupé de réalisations pratiques, tandis que Fichte semble plus spécifiquement idéaliste.

Henri SÉE.

Amérique. — Julian PAZ. *Catálogo de manuscritos de América existentes en la Biblioteca Nacional* (Madrid, Tipografía de Archivos, 1933 ; prix : 40 pesetas). — Don Julian Paz, ancien directeur des Archives de Simancas et depuis longtemps déjà conservateur des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Madrid, bien connu pour la publication des catalogues de documents conservés à Simancas et à notre ministère des Affaires étrangères, vient d'éditer un nouveau catalogue qui

contient tous les manuscrits de Madrid relatifs à l'Amérique espagnole ou portugaise. Grâce à lui, on évitera une longue perte de temps, en trouvant aussitôt les documents perdus au milieu de beaucoup d'autres qui n'ont aucun rapport avec le Nouveau Monde, et souvent on pourra se dispenser d'aller jusqu'à Séville, à l'*Archivo de Indias*. Pour les missions, pour l'histoire de l'Eglise d'Espagne en Amérique, ce catalogue rendra de réels services.

Cette collection de la *Biblioteca Nacional* est formée d'anciens manuscrits de la Bibliothèque royale et du fonds de l'ex-ministère de Ultramar (Outre-mer), qui lui-même avait acquis les bibliothèques du duc d'Osuna et de don Pascual de Gayangos. Elle s'est aussi enrichie des copies exécutées pour l'américanisant don Justo Zaragoza et de la collection Usoz. Deux tables détaillées des noms de personnes et de lieux permettent aisément de découvrir les documents qui intéressent l'historien ; une troisième indique les premiers vers des pièces de poésie et la dernière donne la correspondance de la cote des manuscrits avec les numéros du présent catalogue.

G. CONSTANT.

Belgique. — Albert CHATELLE. *Effort belge en France pendant la guerre, 1914-1918* (Firmin-Didot, 1934, gr. in-4°, 321 p., 325 photographies et dessins, quatre quadrichromies en hors texte). — Très intéressant et, par moments même, émouvant. L'auteur, qui est conservateur adjoint au musée de la Marine au Louvre, s'est déjà fait connaître avantageusement par de nombreux ouvrages sur Boulogne, Dunkerque, Calais, Amiens pendant la guerre ; il dispose d'une documentation abondante autant que choisie (on la trouve à la fin du volume). Dans son plus récent ouvrage, on lit avec un vif intérêt les chapitres XIX-XXII, où sont résumés les pourparlers pour la paix, en 1917, et les démarches du baron de Lancken, sur lesquelles on a déjà tant disputé. M. Chatelle rapporte un témoignage de Mme de Mérode, confirmé par son fils, le prince de Mérode, qui tiennent pour sincères les offres d'une paix « désirable et honorable » pour les Alliés. Dans le chap. XXII sont exposées plus rapidement les propositions faites au nom de l'empereur d'Autriche par le prince Sixte de Bourbon. Est-il donc prouvé qu'on pouvait, quinze mois plus tôt, terminer cette horrible guerre à des conditions acceptables et durables ? Quoi qu'il en soit, on appréciera l'illustration du volume qui demeure, à sa manière, un document de prix.

— La *Commission communale de l'histoire de l'ancien pays de Liège* nous adresse le numéro 2 de son *Annuaire* (1931, mais imprimé en 1933), dont le premier numéro a déjà été signalé ici (t. CLXX, p. 593). Il contient les articles suivants : E. FAIRON. La « Grande Pitié » des archives de la cité de Liège (confisquées, transportées à plusieurs reprises, il n'en reste que peu de choses ; l'auteur en donne un inventaire très sommaire). — P. HARSIN. Note concernant les déplacements de certains documents liégeois (dont la présence avait été signalée à Metz et qui n'y sont plus). — Deuxième rapport sommaire sur les sources inédites de l'histoire liégeoise. Rome (aperçu de ce que contient le fonds de la nonciature de Cologne aux archives Vaticanes). — J. YERNAUX. Beaufraipont et son étymologie (c'est Belfroi-pont). — Edg. RENARD. Cornillon. Étude étymologique (vient de corne, qui signifie rocher). — J. CLOSON. Bibliographie.

— Pierre RECHT. *1789 en Wallonie ; considérations sur la Révolution liégeoise* (Liège, Biblio-Liège, 1933, in-16, 135 p.). — Ce n'est pas une histoire approfondie

de la Révolution liégeoise de 1789 que l'auteur s'est proposé d'écrire, à la suite de Borgnet et de Daris, mais simplement des réflexions sur les causes de son éclosion et de son échec. Il a tiré bon parti, d'ailleurs, de ces ouvrages, ainsi que des *Papiers de Chestret de Hanefte*, un des principaux révolutionnaires, et du remarquable travail de Brouwers, *La Révolution dans les campagnes wallonnes de la principauté de Liège*, publié en 1926. M. Recht s'applique à montrer que la Révolution liégeoise fut un mouvement de masses, qu'elle ne fut pas uniquement l'œuvre de la bourgeoisie, que les paysans y eurent une grande part, que les causes économiques jouèrent donc un grand rôle, mais non unique, comme sont disposés à le prétendre les partisans intransigeants du matérialisme historique. Les causes morales sont loin d'être insignifiantes ; parmi celles-ci, figurent principalement l'influence des idées françaises du XVIII^e siècle et l'« anticléricalisme wallon », que l'auteur oppose au catholicisme des provinces belges. Si, du reste, la Révolution a éclaté, ce fut, pour une très forte part, par suite de l'incompréhension totale des choses que manifesta le gouvernement, c'est-à-dire le prince-évêque de Liège et son chapitre.

L'étude des causes de l'échec est également intéressante ; ces causes, ce sont essentiellement l'indécision et l'incompréhension des chefs de la Révolution, leurs atermoiements en ce qui concerne la réforme de l'État et, avant tout, la « peur du peuple », car ils restaient, en somme, des hommes d'ancien régime. L'indécision de leur politique extérieure fut néfaste aussi à la cause de la Révolution. La principauté de Liège comprenait surtout des pays wallons, mais elle contenait également des régions flamandes. M. Recht s'efforce de démontrer que ce sont presque uniquement les premiers qui accueillirent avec ardeur la cause de la Révolution. Non qu'il y ait eu, en 1789, une « conscience » flamande s'opposant à une conscience wallonne ; mais il s'agit de « tendances raciques » différentes, de « sensibilités différentes ». D'autre part, ajoute-t-il, on ne saisit pas la moindre trace d'un désaccord linguistique. A quoi l'on pourrait objecter, nous semble-t-il, que, si les Wallons ont subi si fortement l'influence des idées françaises, c'est qu'ils parlaient la même langue que la grande nation voisine. Mais l'auteur s'élève surtout contre la conception que la nationalité belge a des origines historiques anciennes, alors qu'on a toujours vu s'opposer un peuple flamand et un peuple wallon. — Henri SÉE.

Grande-Bretagne. — Parmi les *Proceedings* de la « British Academy » (Londres, Milford, 1933), signalons tout d'abord plusieurs discours qui ont été lus en 1932 et 1933 devant cette Académie : *Alexander the Great and the unity of mankind*, par W. W. TARN (Qui donc, le premier, a dit que l'humanité forme un tout homogène, que tous les hommes sont frères ? Est-ce Zénon, le fondateur du stoïcisme, ou Alexandre le Grand ? Que faut-il entendre par l'union des cœurs, *homonoia* en grec, *concordia* en latin ? Tel est l'objet de cette dissertation terminée par une abondante bibliographie). — *Cynwulf and his poetry*, par Kenneth SISAM (dissertation sur le nom de l'auteur, de l'époque où il a vécu, des ouvrages qui lui ont été attribués. Son nom est connu sous une double forme : *Cynwulf* et *Cynwulf*, appartenant l'une au dialecte de la Northumbrie et l'autre à celui de la Mercie. M. Sisam penche vers la Mercie, dans la région dont Sheffield fut le centre ecclésiastique de l'ancien royaume. La liste de ses œuvres, toutes empruntées à la littérature latine, est difficile à déterminer exactement ; on n'a qu'un point de repère : la signature en caractère runiques qu'on trouve dans plusieurs manuscrits. M. Sisam retient seulement les poèmes sur le martyre de sainte Julienne, la découverte de la sainte Croix par

l'impératrice Hélène, le *Christ*, long poème en 1664 vers, les Actes des apôtres et l'Ascension. Une dissertation sur l'emploi des runes dans certains manuscrits termine cette substantielle dissertation). — *The poems of Llyworch Hén*, par Ifor WILLIAMS (l'auteur de ces poèmes les a sans doute écrits vers le milieu du ix^e siècle, en Powis). — *The treatment of Shakespeare's text bis his earlier editors, 1709-1768*, par Ronald B. McKERROW (montre les défauts de ces éditions; même à celles qui eurent alors le plus de succès manquaient une érudition assez étendue et un esprit critique assez pénétrant). — Nous ne pouvons que mentionner les deux études suivantes, l'une *The criticism of poetry*, par F. S. LUCAS, et *Logical positivism and analysis*, par L. Susan STEBBING.

Reste à signaler plusieurs articles nécrologiques : *Viscount Dillon, 1844-1932*, par C. FFOULKES (Harold Arthur Dillon, officier de carrière jusqu'en 1891, consacra ses loisirs à des recherches sur l'armement et le costume dans l'armée anglaise au Moyen Age et aux temps modernes. On lui doit un *Illustrated guide des armoiries conservées à la Tour de Londres*, avec 32 planches). — *Louis Claude Purser, 1854-1932*, par Albert C. CLARK (professeur de littérature latine à Trinity College, Dublin, connu surtout par une édition de la correspondance de Cicéron). — *Courtney Stanhope Kenny, 1847-1930*, par H. D. HAZELTINE (Kenny fut professeur de droit anglais à Downing College, Cambridge, puis à celle de Cambridge). — *Joseph Wright, 1875-1931*, par C. H. FIRTH (professeur de philologie comparée de grec et de latin depuis 1891). — *George Edward Bateman Saintsbury, 1845-1933*, par Oliver ELTON (critique littéraire et journaliste; professeur de rhétorique et de littérature anglaise à l'Université d'Édimbourg; auteur d'une *Short history of French literature*, qui fut vivement attaquée par Edmond Scherer, et d'une *History of the French novel* jusqu'en 1900. Beaucoup de ses articles ont été réunis par lui dans *Collected essays and papers, 1875-1920*).

— Pour fêter les soixante-dix ans de M. James Tait, professeur à l'Université de Manchester, si féconde en historiens illustres, ses collègues et amis lui ont offert un fort beau volume de *Historical Essays* réunis par un Comité composé de MM. EDWARDS, GALBRAITH et JACOB (Manchester, « Printed for the subscribers », 1933, ix-482 p. et 6 illustrations; prix : 25 s.). Ce recueil est si plein d'articles intéressants et nouveaux qu'on ne peut se dispenser d'en indiquer, au moins brièvement, le contenu. Ils sont au nombre de trente-deux.

I. *Classis Britannica*, par Donald ATKINSON (histoire de cette flotte depuis sa création; mentionnée pour la première fois en 43 jusque vers l'an 368, après quoi on ne sait plus rien d'elle).

II. *Early groups of hundreds*, par Helen M. CAM (depuis le xi^e siècle; organisés surtout aux xii^e et xiii^e siècles, selon les exigences de l'administration royale).

III. M. V. CLARKE. *Committees of estates and the deposition of Edward II* (avec un examen critique du « *Modus tenendi parliamentum* », qui fut composé en 1327; en appendice, un passage inédit extrait d'une chronique française, conservé dans Cotton. Julius A. 1).

IV. David C. DOUGLAS. *Odo, Lanfranc and the Domesday survey* (examen critique des événements qui se produisirent en Kent entre 1067 et 1086 et qui mirent aux prises Eudes de Bayeux et Lanfranc).

V. J. G. EDWARDS. *The « Itinerarium regis Ricardi » and the « Estoire de la guerre sainte »* (l'auteur montre que ces deux textes sont indépendants l'un de l'autre, ce qui ajoute encore à leur importance).

VI. Eilert EKWALL. *Names of trades in english place-names* (les noms de la langue commerciale n'ont pas été recueillis dans les volumes déjà publiés par la Société pour l'étude des noms de lieu par MM. Mawer et Stenton).

VII. R. FAWTIER. *Une bulle d'Alexandre IV pour l'abbaye de Saint-Bertin* (datée du 11 novembre 1255. C'est un privilège accordé à l'abbé et au prieur de ce monastère de ne pas être contraints à connaître des causes ecclésiastiques, sauf injonction expresse du Saint-Siège. L'original de la bulle est reproduit en fac-similé).

VIII. Edward FIDDES. *The University movement in Manchester, 1851-1903*.

IX. François L. GANSHOF. *Note sur le sens de « Ligeris » au titre XLVII de la Loi salique et dans le « Querolus »* (la conclusion de l'auteur est donnée dans les dernières lignes : « il est admissible de dater le *Querolus* de 442-443 et d'y voir une allusion à l'arrivée récente d'Alains sur la Loire. Traduire *Ligeris* par la Lys est inadmissible »).

X. E. F. JACOB. *The building of All souls College, 1438-1443* (en appendice quelques extraits des dépenses nécessitées par cette construction).

XI. Charles JOHNSON. *Some charters of Henry I* (avec un fac-similé).

XII. Hilda JOHNSTONE. *The Queen's Exchequer under the three Edwards*.

XIII. J. E. A. JOLLIFFE. *The origin of the Hundred in Kent* (dans son livre : *Pre-feudal England; the Jutes*, l'auteur avait parlé en détail de la division administrative en *lathes*, propre au comté de Kent, et laissé de côté la subdivision en centaines, qui avait été établie dans la plupart des comtés. Il comble ici cette lacune).

XIV. Arthur JONES. *Basingwerk abbey* (on trouvera ici, pour la première fois, une histoire suivie de cette abbaye cistercienne au comté de Flint. Ses chartes originales ont disparu ; on connaît les noms de quelques abbés jusqu'au dernier, Thomas Pennant, qui donna sa démission sous Henri VIII et se maria).

XV. A. G. LITTLE. *A royal inquiry into property held by the Mendicant friars in England in 1349 and 1350*.

XVI. Allen MAWER. *The study of field-names in relation to place-names*.

XVII. W. A. PANTIN. *English monastic letter-books* (grande est l'importance de ces registres, sur lesquels était consignée toute la vie intérieure des monastères. En appendice, est une liste de ces registres rangés par ordre alphabétique des établissements religieux).

XVIII. A. F. BOLLARD. *The making of Sir Thomas More's « Richard III »*.

XIX. Austin Lane POOLE. *Outlawry as a punishment of criminous clerks* (étude sur l'origine de cette peine, qui suscita la fameuse querelle entre Becket et Henry II ; comparaison avec son application en Normandie).

XX. F. M. POWICKE. *Loretta, countess of Leicester* (biographie très détaillée, suivie d'un tableau généalogique des familles nobles de Neufmarché, Briouze et Grandmesnil, jusqu'à Amauri et Simon de Montfort).

XXI. C. W. PREVITÉ-ORTON. *A manuscript of the Chronicon patriarcharum Aquileiense* (examen critique d'un nouvel exemplaire de cette chronique, actuellement possédée par l'auteur. Sa collation avec les textes déjà publiés par Muratori et De Rubeis).

XXII. A. E. PRINCE. *The indenture system under Edward III* (important pour l'organisation du service militaire).

XXIII. H. E. SALTER. *An Oxford mural mansion* (étude sur les maisons qui, à

Oxford, étaient grevées par le « *servicium murandi* », obligation dont on retrouve mainte trace jusqu'à la fin du *xv^e* siècle).

XXIV. A. E. STAMP. *Some notes on the court and chancery of Henry III.*

XXV. F. M. STENTON. *Medestsamstede and its colonies* (c'est l'abbaye dont parle Bède le Vénérable, et qui fut détruite par les Danois au *ix^e* siècle. Sur son emplacement furent élevées plus tard la forteresse et la cité de Peterborough).

XXVI. A. Hamilton THOMPSON. *Some letters from the register of William Zouche, archbishop of York, 1342-1352* (ces lettres intéressent surtout l'histoire de l'archidiaconé de Richmond. Quatre longs textes publiés en appendice ; le premier concerne ceux qui empêchaient l'évêque de procéder à la visite épiscopale de son diocèse).

XXVII. C. H. TUPLING. *Markets and fairs in medieval Lancashire.*

XXVIII. G. J. TURNER. *Bookland and folkland* (réfutation de la théorie présentée par Vinogradoff et adoptée par Maitland. En réalité, *bookland* est la terre possédée par le thane, la terre appartenant au seigneur du manoir. *Folkland* « est l'ancien domaine des rois anglo-saxons, et peut-être aussi l'ensemble des terres louées aux serviteurs et fonctionnaires de la Couronne, à raison des services rendus par eux au gouvernement du pays »).

XXIX. W. T. VAUGH. *Joan of Arc in english sources of the fifteenth century* (l'auteur énumère et apprécie les documents français et anglais déjà publiés sur la Pucelle d'Orléans).

XXX. Martin WEINBAUM. *Das Londoner Iter von 1341* (étude sur la tournée des juges royaux d'après les archives de Londres, les rôles des lettres patentes et closes. La cité fut contrainte de se plier aux réclamations du roi en matière d'administration financière).

XXXI. B. WILKINSON. *The coronation oath of Edward II* (les grands du royaume menacèrent d'empêcher la cérémonie du couronnement si d'abord le roi ne se séparait pas de Pierre de Gabaston. Importance du témoignage consigné dans les *Annales Paulini*).

XXXII. James F. VILLARD. *Taxation boroughs and parliamentary boroughs, 1294-1336* (l'auteur corrige et complète les résultats où May McKisack était déjà parvenu dans son étude sur la représentation des bourgs anglais au Moyen Âge ; il dresse le tableau des bourgs mentionnés dans les rôles des contributions pour les années 1294-1336).

Ce beau volume, où la bibliographie historique occupe une si grande place, se termine par une liste des publications de M. James Tait depuis 1891 jusqu'en 1933 ; il devra être consulté par tout historien s'occupant du Moyen Âge. Il convient d'ailleurs d'ajouter que chacun des trente-deux articles qui composent le volume est muni de notes bibliographiques, de renvois aux sources. C'est un très utile instrument de travail.

Ch. BÉMONT.

— *The collected papers of Thomas Frederick Tout, with a memoir and bibliography*. Vol. II : *Historical articles* (Manchester University Press, 1934, 340 p. ; prix : 15 s.). — Dans le tome II, M^{me} Tout a pieusement recueilli et réédité treize articles déjà publiés par l'illustre défunt dans certains recueils scientifiques. En voici l'énumération : Histoire du pays de Galles et de la Marche galloise (I-III), leur constitution, leurs archives, leur rôle dans la guerre des barons au temps d'Henri III. — IV. John de Halton, évêque de Carlisle (1292-1325 ; il fut chargé de lever en Écosse l'impôt du dixième pour la Croisade ; étude fondée sur le registre même de

l'évêque). — V. La « maison de la Chancellerie » (c'est-à-dire l'ensemble des agents travaillant sous les ordres du Lord chancelier ; sa désorganisation dans le cours des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles). — VI. Le Parlement et l'opinion publique en Angleterre, de 1370 à 1388. — VII. La bataille de Lincoln et l'histoire de Guillaume le Maréchal, 1217 (étude critique sur la chronique française publiée par P. Meyer). — IX. Sur quelques batailles mal connues qui ont été livrées en France entre celles de Crécy et de Poitiers. — X. Les armes à feu en Angleterre au ^{xiv}^e siècle. — XI. Ce qu'il faut entendre par l'expression de « *communitas bachelerie Angliae* » (employée par les Annales de Burton en 1259 ; le mot bachelier désigne ici non pas un jeune chevalier, mais les jeunes gens qui entrèrent alors au service de Simon de Montfort). — XII. Une phrase employée dans une lettre d'Édouard 1^{er} au prince de Galles Llywelyn, octobre 1278, alors qu'il allait épouser à Worcester Aliénor de Montfort. — XIII. La chronique de Westminster faussement attribuée à Robert de Reading (la fin des *Flores historiarum* ne peut avoir été rédigée par le frère Robert, qui mourut en 1317. On l'a confondu avec un autre moine désigné dans le manuscrit par la seule lettre de son nom : R.). — Les articles réimprimés dans ce volume ont été reproduits avec un soin scrupuleux ; on a seulement ajouté en note quelques indications bibliographiques fournies par de récentes publications. Ch. B.

— Robert Fitzgibbon YOUNG. *Comenius in England* (Oxford University Press, 1932, in-4^o, 99 p., 11 figures). — Jan Amos Komensky vint en Angleterre en 1641-1642. Lorsqu'il reçut, par l'intermédiaire de son ami Hartlib, une invitation qui émanait en réalité du Long Parlement, c'est-à-dire de Pym, de Selden et de leur groupe, le grand pédagogue exilé était depuis douze ans au collège polonais de Leszno, où il avait publié sa *Janua linguarum reserata* en 1631. Son *Pansophiae Prodomus* avait paru à Londres, par les soins de Hartlib, en 1639. On comprend donc que des Anglais, déjà initiés par Bacon aux idées d'éducation encyclopédique, aient songé à demander au Frère morave de fonder chez eux un nouveau collège, dédié à toutes les sciences. On songeait à l'installer à Chelsey College. Si les circonstances n'avaient fait ajourner à des temps plus calmes l'exécution du projet, on eût pensé également à envoyer Comenius en Nouvelle-Angleterre, à la fois pour y instruire les élèves de la Nouvelle-Cambridge, à qui Harvard avait légué en 1638 son exemplaire de la *Janua*, et pour y créer, ainsi qu'en Virginie, des *Indian colleges* à l'usage des Peaux-Rouges. Il y a là une curieuse manifestation du zèle missionnaire protestant.

M. R. F. Young a réuni sur ce voyage à Londres dix documents : les quatre ou cinq récits que Comenius lui-même en a donnés et des souvenirs de contemporains. Il les a enrichis d'un très précieux commentaire. Il y a là un ensemble de données sur cette période féconde où se constitue définitivement la pensée moderne, et il y a même quelque chose d'émouvant dans les pages consacrées par Comenius à sa rencontre avec Descartes à Endegeest, lorsqu'il revenait d'Angleterre : « Nous échangeâmes des conversations pendant environ quatre heures, Descartes nous exposant les mystères de sa philosophie, moi soutenant que toute science humaine, en tant qu'elle dérive des sens seulement et du raisonnement sur les sens, est imparfaite et défailante. » Descartes répond : « Je ne vais pas au delà des choses qui appartiennent à la philosophie. Je n'embrasse qu'une partie, et vous le tout. » Il est intéressant aussi de noter que Comenius songeait à passer en Suède, toujours pour y réaliser ses idées de *Pansophia*, et qu'il y était appelé par Louis de Geer, le Hollan-

dais qui avait, pour Gustave-Adolphe, réorganisé l'industrie minière et la métallurgie suédoises. Nouvelle preuve de l'universalité des courants intellectuels qui passaient alors par-dessus les frontières des États, et aussi du lien qui unissait la spéculation scientifique et les sciences appliquées.

Henri HAUSER.

— Christopher MARLOWE. *Edward II*. Edited by H. B. CHARLTON and R. D. WALLER (Londres, Methuen, 1933, x-226 p.; prix : 8 s. 6 d.). — Cette savante édition clôt la série « Vie et œuvres de Marlowe », dont cinq volumes avaient déjà paru ces dernières années. Le texte, copieusement commenté en bas de pages, soulève nombre de problèmes littéraires qui n'ont point à être évoqués ici, et sur lesquels les conclusions des éditeurs, bien que dûment pesées, souffrent parfois la discussion.

L'intérêt de ce drame réside pour l'historien dans la conformité plus ou moins grande qu'il offre avec les faits et dans l'utilisation de ses sources par le dramaturge. Ce dernier a pu apprendre l'histoire d'Édouard II et prendre son bien en plusieurs endroits (notamment Stow, *Annals of England*, et Fabyan, *Chronicle*; peut-être aussi le *Mirror for Magistrates*); mais sa source principale, et en général la seule, est la chronique de Holinshed.

Marlowe a modifié la chronologie, les faits et les caractères, dans la mesure où il y était entraîné par voie de conséquence. Il a fait tenir la période 1307-1330 dans une action qui, strictement, est limitée à l'année où Édouard perd sa femme, la couronne et la vie. Sa démarche est en général de resserrer les faits dans le sens de l'intensité dramatique : les batailles de Burton-on-Trent et de Boroughbridge sont confondues en une seule; l'acte III, qui oscille entre 1312 et 1326, avec des avances et des retours destinés à modeler les événements sur l'action, est caractéristique d'un tel travail. Un remaniement analogue est opéré dans les rapports mutuels des personnages : par exemple dans le rapport établi entre Gaveston et les Spencer, d'un côté, Mortimer de l'autre, et dans l'idéalisation que subit du même coup le caractère des Spencer. L'attitude des ecclésiastiques vis-à-vis du roi est beaucoup moins nuancée chez Marlowe qu'elle ne le fut en réalité. Mais enfin, les caractères peints par lui sont en substance conformes à la chronique de Holinshed. La reine semble inconsequente jusqu'à l'in vraisemblance, uniquement parce que vingt-trois années de son histoire sont resserrées en une action rapide. Le roi, dans son malheur, fait, il est vrai, figure plus noble sur la scène que dans la chronique, mais ce malheur, chez Marlowe et chez Holinshed, est dû à la même obstination aveuglée. Si Edmund, le demi-frère du roi, est plus en évidence dans la pièce que dans la chronique, le portrait que fait de lui Marlowe est conforme aux données de Holinshed, qui soutiennent aussi le caractère du futur Édouard III, esquissé par le dramaturge.

Au surplus, si l'on veut comprendre en détail comment Marlowe a travaillé sa matière en vue d'unifier l'action et de condenser l'intérêt, il faut lire la longue introduction que MM. Charlton et Waller, guides excellents, ont placée en tête de cette histoire, une des plus déplorables qu'on puisse trouver dans les annales anglaises.

J. VALLETTE.

— G. B. HARRISON. *A last Elizabethan Journal, being a record of those things most talked of during the years 1599-1603* (Londres, Constable, 1933, in-8°, 387 p.; prix : 21 s.). — C'est le troisième et dernier volume du *Journal d'Élisabeth*, dont le premier (1591-1595) parut en 1928 (*Rev. histor.*, t. CLX, p. 115), et où l'auteur mani-

fesait l'intention de continuer jusqu'à la mort d'Élisabeth, si le public faisait bon accueil à son livre. Les faits dont on parlait alors le plus, surtout ceux intéressant la littérature, le théâtre et Shakespeare, y sont recueillis, d'après les diverses publications et correspondances du temps et classés dans l'ordre chronologique. Le second volume (1595-1598) faisait ressortir, en particulier, l'activité de Shakespeare, et M. Harrison publiait presque en même temps, chez Routledge, son *Shakespeare at work*, qui montrait la relation des drames shakespeariens avec les événements du temps. Ici encore nous retrouvons Shakespeare avec *Jules César* (1599) et *Hamlet* (1602). Mais nous y avons aussi l'écho de faits plus importants pour l'histoire, comme le départ pour l'Irlande du comte d'Essex, son dramatique retour, les rumeurs diverses qu'occasionna son exil de la cour, sa révolte et sa mort ; puis la guerre avec l'Irlande, le débarquement des forces espagnoles, le siège désespéré d'Ostende, la crainte générale de l'invasion, le dernier Parlement d'Élisabeth. On y parle des débuts de la Compagnie des Indes, du grand voyage en Perse d'Anthony Shirley. L'histoire religieuse, avec sa controverse sur l'exorcisme et les différends entre jésuites et prêtres séculiers, n'en est pas absente. Le livre se clôt avec la mort d'Élisabeth, « vers deux heures du matin », le 24 mars 1603, « la reine échangeant son royaume mortel pour un immortel, après avoir régné quarante-quatre ans et cinq mois ».

G. CONSTANT.

— Paul DOTTIN. *L'Angleterre, nation continentale* (Paris, éditions Tallandier, 1933, in-8°, 316 p. ; collection du *Temps présent* ; prix : 22 fr. 50). — Observateur pénétrant, affranchi de tout préjugé et de tout parti pris, M. Paul Dottin était tout désigné pour tracer un tableau, parfaitement objectif, de l'Angleterre d'aujourd'hui ; on le lira avec d'autant plus de plaisir qu'il est écrit d'une plume alerte, avec un humour assaisonné parfois de sel gaulois. Il montre, sous toutes leurs faces, les transformations qui se sont accomplies chez nos voisins depuis quelques décades et particulièrement depuis la guerre mondiale ; ces transformations, pense-t-il avec raison, diminuent l'« insularité » de l'Angleterre, la rapprochent du continent européen.

Il est vrai que, déjà au cours du dernier siècle, ce pays tendait à perdre son caractère aristocratique, que les institutions démocratiques et l'étatisme y faisaient de sérieux progrès ; mais l'évolution s'est précipitée au *xx^e* siècle et surtout à partir de 1914 ; ainsi, la bureaucratie n'est plus l'apanage du continent européen ; elle s'est implantée fortement au delà de la Manche. En matière d'enseignement, l'emprise de l'État est de plus en plus forte, et l'on ne saurait s'en plaindre : tous les ordres d'enseignement ont été rénovés. Dans la littérature, par réaction contre l'ère « victorienne », on a assisté à une véritable révolution. Mais c'est encore la guerre mondiale qui a provoqué les plus grands changements, car elle a gravement compromis la situation économique de l'Angleterre, la prospérité de son commerce et de son industrie, dont les intérêts ont d'ailleurs été sacrifiés à la finance, aux « banquiers », que l'auteur ne porte pas dans son cœur. De là, un chômage persistant, antérieur à la crise mondiale, de grandes grèves, l'abaissement du *standard of life*. Le type du « Mylord » anglais devient de plus en plus légendaire, et le respect traditionnel pour le *gentleman* s'affaiblit singulièrement. M. Dottin se réjouit de voir l'Angleterre se rapprocher de plus en plus du continent, tout en conservant certains traits de caractère originaux, et dont quelques-uns sont des plus sympathiques, comme la loyauté et une scrupuleuse honnêteté en affaires.

Henri SÉE.

Italie. — Roberto PALMAROCCHI. *La politica italiana di Lorenzo de' Medici. Firenze nella guerra contro Innocenzio VIII* (Biblioteca storica toscana, a cura della R. Deputazione toscana di storia patria. Firenze, Olschki, 1933, in-8°, IX-314 p.; prix : 40 l.). — M. Palmarocchi est un des meilleurs historiens de la Toscane du Rinascimento : il connaît parfaitement les archives florentines, les chroniques et sources historiques variées se rapportant à ce pays et à cette époque. C'est ce qui fait que son étude sur les événements de 1485-1486 se présente avec toutes les garanties requises. L'auteur, en effet, se meut facilement, non seulement parmi les faits de la « guerre des barons », mais parmi les explications traditionnelles, d'ailleurs souvent médiocres, qu'on a présentées de ces faits et de leurs connexions ; il tend à démontrer, en partant des textes, que Laurent de Médicis n'est pas seulement le lettré et le mécène qu'on a coutume de célébrer, mais aussi l'homme politique qui, au milieu des rivalités incessantes entre les États italiens, n'a cessé de chercher à réaliser la diplomatie d'équilibre utile à la fois à sa personnalité et à son pays. Ainsi, présenté comme une modeste contribution monographique à l'histoire de Laurent, le livre de M. Palmarocchi s'affirme, par la méthode et par les conclusions, comme un ouvrage du plus grand intérêt pour l'analyse de la vie politique italienne dans le dernier quart du xv^e siècle. La paix italienne, qu'a voulu construire Laurent, cette paix que compromettaient les ambitions turbulentes des condottieri et que bousculeront définitivement les expéditions françaises dans la Péninsule, dura six années pleines dont M. Palmarocchi se doit et nous doit de faire l'histoire. Une seule réserve : pour faire cette histoire — celle qu'il écrira et celle qu'il a écrite et qu'il lui faut rendre parfaite — M. Palmarocchi ne doit pas limiter son enquête aux archives florentines. Traitant de la guerre entre Florence et un pape, il est singulier qu'il n'ait pas consulté les archives romaines. Sur les menaces d'intervention française au cours des difficultés entre Florence et Rome, il aurait dû se référer aux sources des règnes de Louis XI et de Charles VIII.

Trois appendices et une table alphabétique détaillée des matières terminent l'ouvrage. Deux des appendices sont consacrés au condottiere Sanseverino ; le troisième permet de comparer la ligue italienne de 1454-1455 et la politique de Laurent de Médicis.

Georges BOURGIN.

— A l'occasion de l'apparition des t. VII et VIII des *Opere* de Guichardin, que publie, chez l'éditeur Laterza, de Bari, l'excellent historien Roberto Palmarocchi, M. Pietro PANCRAZI a publié, dans le *Corriere della Sera* du 27 décembre 1933, une étude sur *Guicciardini moralista*. Les textes auxquels M. Pancrazi se réfère le plus abondamment sont les *Ricordi* et le *Dialogo del reggimento di Firenze*, où l'intelligent et sceptique Florentin a envisagé pour sa ville natale, en perpétuel changement, un gouvernement mixte de type vénitien, avec un grand conseil, un sénat réduit, un gonfalonier à vie et des magistratures plus indépendantes. Guichardin ne craint pas de recourir, le cas échéant, aux solutions de violence, qu'au moyen d'une certaine habileté de casuiste il essaie de concilier avec les règles de la vie chrétienne. Mais, surtout, il sait, en opportuniste total, se soumettre aux faits : « ni les sages ni les fous ne peuvent finalement résister à ce qui doit arriver ». Aussi, n'est-il pas étonnant que Cavour ait eu plus de sympathie intellectuelle pour Guichardin que pour Machiavel, lequel, à ses yeux, cherchait à concilier les inconciliables dans des synthèses précaires ; c'est de Guichardin qu'il disait : « Voilà un homme qui connaissait vraiment les affaires ! »

G. Bn.

— M. Mariano d'AMEGLIO a publié, dans le *Corriere della Sera* du 2 décembre 1933, une intéressante étude sur une des œuvres de Muratori, *Dei difetti della giurisprudenza*, où le savant historien et juriste faisait la critique des théoriciens de son temps et conseillait aux princes d'intervenir pour résoudre, au nom de leur autorité, les controverses les plus importantes et les plus fréquentes et de codifier les lois en usage dans leurs États. A cet égard, l'influence de Muratori n'est pas niable et, pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, on peut enregistrer, en Italie, diverses tentations de codification. L'étude de M. d'Ameglio, outre qu'elle est utile pour la biographie de Muratori, constitue une contribution à l'histoire du despotisme éclairé et du droit italien.

G. BN.

— Dans la *Biblioteca di cultura* éditée par *La Nuova Italia*, M. Roberto MICHELS a publié *Prolegomena sul patriottismo* (Firenze, [1932], in-18, ix-291 p.; prix : 12 L.). Aucun des livres de M. Michels n'est indifférent, tant sa pensée est riche d'aperçus variés, de connaissances diverses, tant sa bibliothèque — ou les bibliothèques qu'il fréquente — sont pleines d'ouvrages où puiser des références innombrables et topiques. Grand voyageur à travers le monde, grand explorateur des systèmes idéologiques, il a une vaste expérience des phénomènes historiques et sociaux. Or, aucun de ceux-ci n'est plus important que le sentiment ou l'idée de patrie; c'est pourquoi, sans traiter didactiquement et d'ensemble les manifestations de ce sentiment, de cette idée dans les diverses sociétés et aux diverses époques de l'humanité, il apporte à l'étude du « mythe patriotique » une contribution qui n'est pas négligeable. L'aspect « messianique » des pays démocratiques groupés dans la guerre mondiale est rapidement analysé par M. Michels : pourquoi ce dernier, ayant écrit quelques pages sur le messianisme socialiste, n'a-t-il pas tenté de définir le sentiment national dans le fascisme, où il semble qu'il soit poussé à son maximum? Sur la « nostalgie », sur la « sociologie de l'étranger » — y compris la position des exilés politiques — sur les changements de nationalité, on trouve, de même, des observations pertinentes. Mais aucun des chapitres ou des paragraphes dont nous indiquons la substance n'a la valeur de l'étude consacrée à la « sociologie des chants nationaux » : il y a là des observations de psychologie collective et des recherches d'hymnologie qui offrent un grand intérêt. M. Michels a poussé, partout, le soin jusqu'à traduire en italien les textes qu'il publie.

G. BN.

— Sous un titre à dessein général et cependant inexact : *Introduzione alla storia delle dottrine economiche e politiche* (Bologne, Zanichelli, 1932, xiii-310 p.; prix : 15 L.), M. Roberto Michels a groupé diverses études théoriques et historiques d'économie politique et sociale. Il ne s'agit pas, en effet, ici d'une introduction à l'histoire des doctrines, encore que, au chapitre III de l'ouvrage, l'auteur apporte une petite contribution personnelle à la méthode de l'histoire des théories; ce sont en somme trois études, différentes de nature et d'étendue, mais qui, toutes trois, sont caractérisées par la riche manière de M. R. Michels, je veux dire son extraordinaire abondance d'information. La plus importante de ces études est consacrée à l'influence exercée par l'économie italienne classique sur la science économique internationale; on notera également la première du volume, sur le mercantilisme et la notion d'État en économie; enfin, la théorie de la balance commerciale exposée, en 1769, par G. R. Carli et les idées de Campanella en matière d'eugénique sont élucidées par M. Michels. Dans un appendice est dressée la liste des auteurs étrangers qui se sont occupés de l'histoire de l'économie italienne.

G. BN.

— Giuseppe MARANINI. *La costituzione di Venezia dopo la serrata del maggior consiglio. Storici antichi e moderni* (Venezia-Perugia-Firenze, « La Nuova Italia », [1931], in-8°, 511 p. ; prix : 30 l.). — Juriste soucieux d'analyser les éléments sociaux de la constitution vénitienne, M. Maranini, parlant de la loi de 1296, suit, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les transformations du Conseil majeur, du Conseil des *Pregadi*, celles des fonctions du doge, de la seigneurie et du collège, celles enfin du Conseil des dix et de l'Inquisition d'État. Mais l'énormité de la tâche entreprise reste effrayante, et l'on ne peut pas dire que M. Maranini soit parvenu à la dominer complètement. Du moins a-t-il montré, dans un raccourci assez heureux de sa conclusion, que l'évolution économique de l'Europe, la pression de l'empire turc, l'opposition d'intérêts et de sentiments entre Venise et la Terre-ferme expliquent comment les multiples efforts de l'aristocratie vénitienne pour adapter les institutions de la Sérénissime à des besoins nouveaux ont été sans cesse dépassés et déçus. Le mécanisme gouvernemental vénitien est, à certains égards, une petite merveille de délicatesse astucieuse : mais pouvait-elle résister à ces grands mouvements et à ces grands chocs qui s'appellent la Révolution française, l'unité italienne, même débattante, et les victoires du Premier Consul ? Aussi est-il difficile de comprendre comment M. Maranini, en terminant son analyse, n'arrive point à accepter, avec le déterminisme qui s'impose, la mort de ce qui n'était plus viable. G. Bn.

Pays-Bas. — E. M. MEIJERS. *Het ligurische erfrecht in de Nederlanden. Deel II : Het west-vlaamsche erfrecht*, publ. par l'Institut historique de droit de Leyde (Haarlem, H. D. Tjeenk Willink et Zoon N. V., 1932, 1 vol. in-8°, 115 + 142 p., une carte ; prix : fl. 12.75). — M. Meijers appelle « ligurien » un droit de succession qui a survécu en Italie, en Suisse et aussi en France et aux Pays-Bas, à la domination des Gaulois, à celle des Romains et à l'invasion des peuples germaniques, qui n'a été aboli ni par la loi célèbre de Caracalla de 212, ni par le Code de Théodose ou le Code de Justinien, ni par les lois barbares, ni par l'homologation des coutumes, et dont on peut retrouver les vestiges même dans les codes modernes. A ses critiques, il demande : « qu'on reconnaisse qu'il y a une chose qui repose sur des hypothèses encore plus vagues et plus improbables que mon exposition des faits, à savoir la science contemporaine du droit germanique avec ses deux hypothèses, l'une qui déclare droit germanique tout droit dans l'Europe occidentale qui n'est pas d'origine romaine, l'autre qui considère comme le temps de la plus grande évolution de ce droit la période de l'histoire humaine qui est une des plus obscures et des plus tristes, celle du IX^e au XII^e siècle ».

Après un premier volume consacré aux *Pays alpins*, M. Meijers consacre ce tome II à la Westflandre et en annonce d'autres qui étudieront le « droit ligurien » dans d'autres régions des Pays-Bas, en Ligurie et en Corse, dans les pays basques et espagnols, en France.

Ce même tome II renferme, en annexes, les coutumes de Richebourg-Saint-Vaast, de Pernes, d'Aire, de Saint-Omer (qui sont en Artois), de Cassel, de Hondschote, de Bourbourg, du Franc, du Veurnambacht, de la châtellenie d'Ypres, de Bruges, de Furnes, de Bergues, de Dunkerque, de Gravelines. Une étude détaillée de ces textes les éclaire.

La thèse de M. Meijers est très discutée par les juristes. Aux historiens, elle paraîtra sans doute très intéressante, mais assez fragile du fait qu'elle ne peut guère s'appuyer que sur la critique interne des documents, et ceux-ci proviennent de

régions très diverses, où ont pu agir des influences plus diverses encore. En tout cas, elle nous vaut une analyse, tout à fait remarquable et la publication excellente de textes d'un grand intérêt.

E. COORNAERT.

Pays scandinaves. — Henrik IBSEN. *Œuvres complètes*, traduites par P. G. LA CHESNAIS ; t. V : *Œuvres de Kristiania, second séjour, 1857-1864. Poèmes et proses* (Paris, Plon, 1933, in-8° ; prix : 60 fr.). — La période de 1857 à 1864 marque un ralentissement dans la production dramatique d'Ibsen, car, pendant cinq ans, il a été absorbé par ses fonctions de directeur du « théâtre norvégien » ; cependant, il a élaboré la *Comédie de l'amour* et les *Prétendants à la couronne*, dont la traduction sera donnée au tome VI. Le présent volume contient surtout des poèmes et des œuvres de prose (notamment, des articles de journaux). Son principal intérêt consiste dans la notice biographique, de plus de deux cents pages, d'une érudition si précise, si sûre. M. La Chesnais nous montre que ce furent des années décisives pour la formation du grand dramaturge, qui, d'ailleurs, mène encore une vie pénible et se débat même contre la misère lorsqu'il perd sa place de directeur. Cependant, son talent était déjà reconnu. Mais, dans la Norvège, encore pauvre, la littérature, moins qu'ailleurs, pouvait nourrir ses adeptes. En ces pages, on trouvera beaucoup de renseignements sur la vie intellectuelle du pays, ainsi que sur les relations entre Ibsen et son grand émule Bjørnson.

Henri SÉE.

Histoire générale. — Michel LHÉRITIER. *Histoire et causalité* (Oslo, Aschehoug et Co., 1933, in-4°, 28 p. ; extr. de *Festskrift til Halvdan Koht*). — Intéressante étude sur une question souvent débattue. L'auteur montre bien comment se pose le problème. Mais il insiste surtout sur ses solutions pratiques. Il remarque avec raison que nombre d'historiens parlent le moins possible de la causalité. C'est que, dans la pratique, le récit de l'historien, basé sur l'enchaînement des faits, n'a pas conscience de faire intervenir la causalité, ou du moins il ne la fait intervenir que « sous la forme de force ». M. Lhéritier pense que l'explication, « parce qu'elle implique la recherche des causes, des antécédents, c'est-à-dire un retour en arrière, est dirigée en sens contraire de l'histoire..., qui se réalise dans le mouvement ». Conception un peu excessive, à notre avis, car, pour comprendre la marche des événements, il importe de saisir, sinon leurs causes, tout au moins les conditions dans lesquelles ils se sont produits. L'auteur estime cependant que l'histoire est une science, mais on ne voit pas suffisamment en quel sens. Il est d'avis qu'elle doit se distinguer très nettement de la sociologie, et avec raison, mais il semble se méfier par trop de la méthode comparative, bien qu'il en reconnaisse l'utilité ; il préfère que « l'histoire reste tout bonnement l'histoire avec son simple enchaînement de contingences, de faits particuliers, d'actes individuels » ; mais des esprits un peu vigoureux ne demandent-ils pas davantage ? Signalons, enfin, quelques pages sur la valeur éducative de l'histoire. Peut-être aurait-il fallu indiquer que celle-ci consiste principalement à donner l'idée que les sociétés humaines ne cessent de changer, de se transformer.

Henri SÉE.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes-rendus*, 1933, octobre-décembre. — Pierre JOUGUET. Les travaux de l'Institut d'archéologie orientale du Caire (tomes XXXII et XXXIII du Bulletin). — Alfred COVILLE. Le Congrès international des sciences historiques de Varsovie, 21-27 août 1933. — Gaston COLIN. Le discours d'Hypéride contre Démosthène (reconstruction du texte et sa valeur littéraire ; il peut « rivaliser avec les meilleurs plaidoyers que nous avons de lui »). — Aimé PUECH. Discours prononcé au nom de l'Académie à l'inauguration du buste de Gaston Boissier à Nîmes. — Fernand BENOÎT. Compte-rendu des sondages effectués à Trinquetaille (qui, à l'époque gallo-romaine, formait un quartier de la colonie d'Arles : Arelas duplex. Notes sur deux églises dédiées à saint Genet et à saint Médiar, qui ont donné leur nom à un quartier de Trinquetaille). — Claude SCHAEFFER. Résultat des fouilles archéologiques entreprises par lui dans l'île de Chypre. — Germain DE MONTAUZAN. Fouilles opérées à la montée de Fourvière. — Nicolas VULIĆ. Fouilles opérées sur le site de Trébéniste, près du lac d'Okhrida. — A. SAYOUS. Les associations de caractère capitaliste à Venise entre le milieu du XI^e siècle et celui du XII^e, surtout d'après des documents inédits des archives de l'État de Venise (constate « des formes de capitalisme inspirées déjà par des préoccupations modernes »). — René CAGNAT. Notice sur la vie et les travaux de Salomon Reinach. — Allocution prononcée le 26 novembre 1933 aux obsèques d'Émile Chatelain et note nécrologique sur Vittorio Scialoja, correspondant de l'Académie, décédé le 19 novembre. — Ferdinand BRUNOT. Camille Jullian. — Claude SCHAEFFER. Rapport sur les fouilles opérées à Ras-Shamra avec la collaboration de M. Georges Chenet du Clon (on y a mis au jour de nouvelles tablettes inscrites qu'a interprétées M. Virolleaud).

Annales de Bourgogne. T. V, 1933, fasc. 4. — François DUMONT. Une session des États de Bourgogne. La « tenue » de 1718 (étude fortement documentée de 40 pages, avec la liste des membres qui en firent partie). — Ernest CHAMPEAUX. Le comte de Romont et la première rédaction bourguignonne des coutumes vauchoises ; suite et fin (la date de l'ordonnance, 1264, est inadmissible ; elle a été obtenue par un grattage, exécuté au XVI^e siècle, sur le coutumier du notaire Quisard, d'où elle est tirée). — Roggen DOMIEN. Klaas Sluter ; nouvelles notes sur ses origines et son caractère. = *Comptes-rendus*. Paul Rolland. Les Primitifs tournaisiens ; peintres et sculpteurs. — Adolf Gasser. Entstehung und Ausbildung der Landeshoheit im Gebiete der schweizerischen Eidgenossenschaft (grand effort d'érudition, mais mal écrit). — Ch. Porée. Catalogue des chartes de franchises des communautés d'habitants de l'Yonne (recueil de 184 chartes bien éditées). — *Cons-*

tantin Horvath, O. Cist. Johannis Lemovicensis, abbatiss de Zirc, 1208-1218, opera omnia (très bonne édition). — *Jean de Rumilly. Un homme de l'an mille : Bernard de Menthon*. — *J. Cottiaux. La conception de la théologie chez Abélard*. — *J. G. Sikes. Peter Abailard* (synthèse utile et très poussée). — *Paul Mitterre. La doctrine de saint Bernard*. — *Abbé R. David. La prétendue chronique hongaro-polonaise* (prouve que la reine Gisèle, femme de saint Étienne, n'était pas d'origine bourguignonne). — *Id. Recherches sur l'annalistique polonaise du XI^e siècle* (il faut s'en méfier). — *P. Boissonnade. Cluny, la Papauté et la première grande croisade contre les Sarrasins d'Espagne*. — *Gabriel Jeanton. L'habitation rustique au pays mâconnais ; étude de folklore, d'ethnographie et de géographie humaine* (dissertation remarquable et très bien illustrée).

Annales de Bretagne. T. XL, 1933, n° 3. — J. LOTH. Le monachisme irlandais et le monachisme breton (d'après les remarquables travaux du *Père J. Ryan : Irish monasticism. Origins and early development*). — Henri SÉE. Notes sur les travaux dans les ports bretons au XVIII^e siècle (travaux importants réalisés grâce aux subventions des États de Bretagne à Morlaix, Landerneau, Lannion, Tréguier, Vannes, Auray, Redon, le Croisic et Piriac). — LÉON VIGNOLS. Les améliorations anciennes du port de Saint-Malo surtout au XVIII^e siècle (l'opposition malouine, jalouse de Saint-Servan, fait mutiler les plans de Vauban et de Garengeau). — J. LEJEUNE. Le port de Pontrieux (sa décadence irrémédiable comme celle de beaucoup de petits ports bretons). — Paul JEULIN. Aperçus sur la Contractation de Nantes 1530 environ-1733 ; fin et conclusion (malgré la disparition de la Contractation, Nantes maintint sa prépondérance à Bilbao, au cours du XVIII^e siècle). — G. KIRN. M^{me} de Sévigné, grande coquette (elle ne découragea pas la cour que lui firent Fouquet et Bussy-Rabutin). — F.-M. LUZEL. Lettres à Ernest Renan (détails intéressants sur la vie de Luzel, sur la querelle du Barzaz-Breiz et sur les séjours de Renan en Bretagne). — **Comptes-rendus.** *Paul Burguburu. Essai de bibliographie métrologique universelle*. — *Alfred Gernoux. M^{me} de Senonnes*. — *Maurice-Émile Morand. De la production et du commerce des primeurs dans le pays de Léon. Étude d'économie rurale*. — *Louis André. Les sources de l'histoire de France, XVII^e siècle (1610-1715), t. VI*. — *Francis Gourvil. En Bretagne : de Saint-Brieuc à Brest et de Quimper à Vannes*. — *M.-L. Sjoestedt. Phonétique d'un parler irlandais de Kerry*. — *Dom Louis Gougaud. Christianity in Celtic Lands* (précieux recueil de renseignements et de références). — *Chronique d'histoire et de littérature de Bretagne*. — N° 4. M^{lle} S. CASTEL. Brest, étude de géographie urbaine ; suite (le développement de Brest, de la Révolution à nos jours ; l'industrie privée). — LOUVEL. Notes sur la commune de Chelun (extraites des archives municipales, concernant principalement la période révolutionnaire). — J. LOTH. Le monachisme irlandais et le monachisme breton ; suite. — F.-M. LUZEL. Lettres à Ernest Renan ; suite. — **Bibliographie bretonne** (années 1930, 1931 et compléments). M. C.

Annales de l'Université de Paris. 1933, n° 6. — Réception des nouveaux docteurs *honoris causa* : César VIVANTE, professeur honoraire à la Faculté de droit de Rome ; Harvey CUSHING, chirurgien, professeur à l'Université de Yale ; Franz VOLHARD, médecin, professeur à l'Université de Francfort ; M. T. LEVI-CIVITA, mathématicien, professeur à l'Université de Rome ; PUIG Y CADAVALCH, historien de l'art, président de l'Institut d'études catalanes ; L. VAN ITALLIE, pharmacien, professeur à l'Université de Leyde. — Gustave COHEN. Le duel judiciaire chez Chrétien de

Troyes (avec les indications bibliographiques nécessaires). — Philippe SAGNAC. Le Centre d'études de la Révolution française, 1932-1933. = Comptes-rendus des thèses présentées à la Faculté des lettres : *Théodore Lefebvre*. Les modes de vie dans les Pyrénées atlantiques orientales. = Chronique de l'Université. Inauguration de l'Institut français d'Amsterdam (à la maison Descartes), par Ferdinand BRUNOT et Gustave CAHEN. = 1934, n° 1. Arnaud DENJOY. Paul Painlevé. — Georges MILLARDET. Philologie, littérature et linguistique romanes (leçon d'ouverture à la Sorbonne ; l'auteur débute par un vif éloge d'Antoine Thomas et de son œuvre scientifique, « qui nous montre la voie à suivre »). — PASTEUR-VALLERY-RADOT. Émile Roux et Albert Calmette (notices nécrologiques). = Comptes-rendus des thèses de doctorat ès lettres : *Théodore Lefebvre*. Études de géographie humaine sur la Turquie. — Robert SCHNERB. Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme ; Recueil de textes et de tableaux relatifs à l'époque de la Révolution française dans ce département. — Roger DION. Le Val de Loire. — Pierre GROSCLAUDE. La vie intellectuelle à Lyon dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. — *Le même*. Jean-Jacques Rousseau à Lyon. = N° 2. Le roi Albert I^{er}. — G. MICHAUT. Le « Nicomède » de Corneille et le drame moderne (originalité de cette tragédie où le poète « affronte le sublime et le grotesque », avançant ainsi la *Préface de Cromwell*). — Charles BEAULIEUX. Émile Chatelain (notice nécrologique et bibliographique). — Institut d'ethnologie, année scolaire 1932-1933. = Thèses de doctorat : Victor COULON. Essai sur la méthode de la critique conjecturale, appliquée au texte d'Aristophane. — M^{lle} ENID L. DUTHIE. L'influence du symbolisme français dans le renouveau poétique de l'Allemagne : les *Blätter für die Kunst*, de 1892 à 1900. = **Bibliographie**. Jean BONNEROT. L'Université de Paris, du Moyen Âge à nos jours.

Annales du Midi. 1933, octobre. — François GALABERT. Notice sur deux manuscrits des bibliothèques de Toulouse et d'Albi, VII^e et IX^e siècles (contenant un recueil de canons, de conciles et de décrétales ; avec une planche qui reproduit, dans leur dimension exacte, les notes tironiennes du manuscrit de Toulouse, par Maurice JUSSELIN). — Jean-DONAT. Une abbaye cistercienne et son budget au XVIII^e siècle ; suite (les récoltes de grains de 1767 à 1779 ; recettes et dépenses particulières en numéraire). — D. FAUCHER. Campagne française et campagnes méridionales (à propos du livre de G. Roupnel : il a le tort d'appliquer au Midi ce qui peut être vrai pour la bassin parisien). — Paul GUILHEM. Correspondance du conventionnel Mazade avec la société populaire de Castelsarrasin, 1792-1794 (ce sont soixante lettres déjà publiées, mais avec des fautes nombreuses, en 1924-1925. On ne donne ici que des extraits choisis avec soin). = **Comptes-rendus**. F. De Vaux de Foletier. Le siège de La Rochelle, 1628 (ouvrage solide, mais trop parcimonieusement édité). — Madeleine ALBERT. Le fédéralisme dans la Haute-Garonne et la première Révolution dans ce même département (conscientieux dépouillement des archives locales). — Abbé Joseph LACOUTURE. Le mouvement royaliste dans le Sud-Ouest, 1797-1800 (honnête thèse de doctorat, mais qui ne va pas au fond des choses). — L. CANET. L'Aunis et la Saintonge (des origines à la guerre de Cent ans ; intéressant, surtout par son illustration). — Julien LUCHAIRE. Les sociétés italiennes du XIII^e siècle au XVI^e (instructif et agréable à lire). — H. VERNAY. Nouvelle histoire du Dauphiné (belle illustration). — Chanoine Félix VERNET. La Drôme monumentale et archéologique. II : Saint-Restitut.

Bibliothèque de l'École des chartes. 1933, janvier-juin. — Clovis BRUNEL. Notice du manuscrit 60 de la bibliothèque de la ville de Rodez contenant, entre autres, un sermon de saint Vincent Ferrier (sermon « pro defunctis » en latin, prononcé sans doute en 1416). — S. SOLENTE. Deux chapitres de l'influence littéraire de Christine de Pisan (1^o *Le modèle des trois vertus*, qui est postérieur à 1476 ; 2^o *La louenge de mariage et recueil des hystoires des bonnes, vertueuses et illustres femmes*, par Pierre de Lesnauderie, qui fut secrétaire général de l'Université et mourut en 1524. Ce traité fut « escript à Caen, ou moys d'aoust, l'an 1520 », d'après la *Cité des dames*, par la « très vertueuse dame Christienne de Pize »). — Charles SAMARAN. Documents inédits sur la jeunesse de Thomas Basin (1437-1443). — Octave MOREL. Les États-généraux de Savoie sous les régences des duchesses Yolande de France (1468) et Blanche de Montferrat (1490). — Émile-G. LÉONARD. Le trésor de Henri de Navarre, 1583 (d'après un inventaire des bijoux, pierreries, etc., donnés en gage par l'archiduc Mathias, gouverneur des Pays-Bas, à la reine d'Angleterre). — H. LEMOINE. L'incendie du Palais de justice et la disparition des archives de la Cour des aides, 11 janvier 1776 (ce qui en subsiste provient de copies, de dons et d'achats). — Charles SAMARAN. Leçon d'ouverture du cours de bibliographie et d'archives de l'histoire de France à l'École des chartes, 8 novembre 1933. = **Comptes-rendus.** *Louis Halphen.* L'essor de l'Europe, x^e-xiii^e siècles (œuvre considérable et utile). — W. Kienast. Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte, t. II (œuvre mal bâtie, mais remplie d'utiles renseignements, par exemple sur la politique extérieure de saint Louis). — Alexander Cartellieri. Das deutsch-französische Bündnis von 1187 und seine Wandlungen (important, surtout comme correctif à Kienast). — F. Lot et R. Fawtier. Le premier budget de la monarchie française, 1202-1203 (à retenir les objections présentées par Ch. Petit-Dutaillis). — Hermann Meinert. Papsturkunden in Frankreich (important). — A. Coville. Évrard de Trémangon et le Songe du Verger. — Id. Jean Petit ; la question du tyrannicide au commencement du xv^e siècle. — Antoine Thomas. Jean de Gerson et l'éducation des dauphins de France (documents inédits sur Jean Majoris, précepteur de Louis XI). — Armand Rebillon. Les États de Bretagne de 1661 à 1789. — Du même. Les sources de l'histoire des États de Bretagne, 1492-1791. — Fr. L. Ganshof. Recherches sur les tribunaux de châtellenie en Flandre avant le milieu du xiii^e siècle. — F. Favresse. L'avènement du régime démocratique à Bruxelles, 1306-1423. — Louis Lièvre. La monnaie et le change en Bourgogne sous les ducs de Valois (neuf et intéressant). — H. Clouzot et A. Farault. Niort et sa banlieue (dictionnaire topographique et historique ; très utile pour les historiens locaux et autres). — Joseph Billioud. Pals ou lys des plus anciens emblèmes du comté de Provence. — Eugène H. Byrne. Genoese shipping in the twelfth and thirteenth centuries (important). — Wilhelm Levison. Das Testament des Diakons Adalgisel-Grimo, 634. — Id. Die Bonner Urkunden des frühen Mittelalters. — Heinz Zatschak. Beiträge zur Diplomatik der Mährischen Immunitätsurkunden. — Vincenz Samanek. Studien zur Geschichte Königs Adolfs, 1292-1298 (important pour les rapports d'Adolphe de Nassau avec Philippe le Bel et Édouard I^{er}). — Ermold le Noir. Poème sur Louis le Pieux et épîtres au roi Pépin (texte et traduction ; examen très minutieux du texte et de la traduction donnés par M. Faral, qui s'est plus d'une fois fourvoyé dans son interprétation). — W. Stach et H. Walther. Studien zur lateinischen Dichtung des Mittelalters (volume de Mélanges en honneur de Karl Strecker). — Arlette P. Ducrot-Granderye. Études

sur les miracles de Nostre Dame de Gautier de Coinci. — Abbé *Joseph Delacotte*. Guillaume de Digulleville (insuffisant). — *Albert Garreau*. Saint Albert le Grand (étude qui s'adresse au grand public, auquel elle sera d'ailleurs utile). — *Fernand Danchin*. Les imprimés lillois. Répertoire bibliographique de 1584 à 1815. — *Burnett Hillmann Streeter*. The chained library; a survey of four centuries in the evolution of the english library (remarquable). = Livres nouveaux. Chronique et mélanges (décret concernant les bibliothèques municipales classées. — Arrêtés concernant le diplôme technique de bibliothécaire. — Décret fixant les cadres et traitements du personnel des bibliothèques municipales classées. Examen du bibliothécaire (tel qu'il eut lieu à l'École des chartes en novembre 1933). — L'exposition de manuscrits français à miniatures au British Museum).

Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France. 1933, fasc. 1. — *Robert Anchel*. La potence et la roue au XVII^e siècle. — *G. DUPONT-FERRIER*. Les audiences et les séances du Conseil de la Cour des aides à Paris, des origines à 1483 (à la suite l'état chronologique annuel des audiences aux plaidoiries et des séances au Conseil, avec l'indication des officiers qui y ont pris part, de 1386 à 1483). = **Comptes-rendus.** *André Maillard*. Expédition du général romain Labienus contre Lutèce, en l'an 52 av. J.-C. (solution nouvelle d'un problème peut-être insoluble, tant que nous ne connaissons pas exactement la topographie parisienne au temps de César; César lui-même était-il mieux renseigné sur une région où il ne commandait pas en personne?). — *Robert Anchel*. Crimes et châtimens au XVIII^e siècle (d'après les papiers de Gueullette, substitut du procureur du roi au Châtelet). — *Blanche Maurel*. Paris, ses origines, sa croissance, son histoire (c'est « une fresque prodigieuse qui se déroule aux yeux du lecteur »!).

Bulletin hispanique. 1933, octobre-décembre. — *G. CIROT*. Le « Compendio historical » de Garibay; suite: Le style. — *M. Romera NAVARRO*. Lope de Vega, el mayor lirico para sus contemporaneos. — *Léontine SALEMBIEN*. Le vocabulaire de Lope de Vega; suite et fin. — *V. BOUILLIER*. Le héros de Baltasar Gracián; traduction. — *P. Henry KOEHLER*, O. F. M. Les exécutions sanglantes de Moulei Ismaël et les captifs chrétiens, d'après un manuscrit inédit de son temps (1684-1725; pendant ces trente-neuf ans, Moulei Ismaël a fait ou ordonné de faire 127 victimes. Bibliographie des sources consultées). — *Robert RICARD*. Note sur la tactique militaire dans les places portugaises du Maroc. = **Comptes-rendus.** *Julián Paz*. Catálogo de documentos españoles existentes en el Archivo del Ministerio de negocios extranjeros de Paris. — *Marcel N. Schweitzer*. Notes sur la vie économique de l'Espagne en 1931-1932 (volumineux rapport muni de cartes, de graphiques, de tableaux statistiques et de photographies documentaires). — *Robert Ricard*. Études et documents pour l'histoire missionnaire de l'Espagne et du Portugal. — *Le même*. La « Conquête spirituelle » du Mexique. Essai sur l'apostolat et les méthodes missionnaires des Ordres mendiants en Nouvelle-Espagne, de 1523-1524 à 1572. — *J.-A. Bertrand*. Barcelone, cité d'art et de sciences (beaucoup d'utiles indications). — *Coissac de Chavrebière*. Histoire du Maroc.

La Grande Revue. 1933, novembre. — Annonce d'une enquête, par *Gilbert Comte* (sur le rajeunissement de la France dans les domaines de la vie privée, publique, internationale, intellectuelle, économique et sociale). — *Paul FRIOT*. De Lénine à Roosevelt (étudie et critique l'« Expérience » américaine du Président des

États-Unis, son application et son sens humain : histoire de l'affranchissement de l'Esprit depuis l'ère chrétienne, l'Esprit se laissant peu à peu dominer par la tyrannie de ses créatures). — Alexis DANAN. Au chevet des rebuts de l'espèce humaine. I : « Saint » John Bost (né en 1817 dans le canton de Berne ; après avoir enseigné en Irlande l'évangile à des jeunes gens, il se met à la tête de l'Eglise indépendante à Laforce, en Dordogne ; en 1855, il ouvre l'asile de *Bethesda* pour les filles mentalement débiles ; puis celui de *Siloé* pour les orphelins, les infirmes, les débiles ; celui d'Eben Hézer pour les femmes épileptiques, etc.). — Georges GUY-GRAND. Remarques sur la crise du pacifisme. = 1934, janvier. Paul DEPRADE. Salut public et administration française. — Gilbert COMTE. Enquête sur le rajeunissement de la France ; 1^{er} article (réponses de Léon Pierre-Quint, Emmanuel Berl, Jacques Chabannes, Marcel Déat et Léo Lagrange ; suite en février : Réponses de Daniel-Rops, Robert Aron, Jean Luchaire, Maurice Paz). — Paul GSELL. Sens et contresens du racisme hitlérien. — FRANCUS. Stefan George est-il précurseur d'Hitler? (les plus récents poèmes de George contribuent à faire comprendre « un des facteurs prépondérants de la politique culturelle du Reich national-socialiste »). — Jean BONNEROT. Un drame inconnu de Louise Colet et des lettres inédites de Sainte-Beuve, 1847-1848. — Albert RANC. Le tourisme scientifique et technique. — Roger BASTIDE. Dieu et la Révolution. Essai sur les rapports entre l'Eglise et la Démocratie. — Guy CROUZET. Autour d'un manifeste : *l'ordre nouveau* (fondé par MM. Denis de Rougemont, Daniel-Rops, Robert Aron, Alexandre Marc, René Dupuis, Jean Jardin et Claude Chevalley). = Février. Paul DEPRADE. Salut public et République. — Michel RÉVILLE. Sarre, 1934 (état actuel de la question, à la veille du plébiscite ; quelle sera la politique de la France? « La culture française et la culture germanique ne peuvent-elles devenir, dans les relations franco-allemandes, une occasion de rapprochement et de collaboration ? »). — Eugène VAILLÉ. Une affaire de bons au XVIII^e siècle : la ferme des postes et la faillite de son caissier général (d'après des documents inédits, 1769-1773. L'affaire coûta plus de trois millions de livres aux fermiers). — Pierre MAYEUX. A travers le surréalisme (en littérature). — Pierre d'HUGUES. L'heure de Robespierre (viendra-t-elle dans la situation actuelle pour « sauver la liberté, refaire un spiritualisme et recréer une aristocratie dans la démocratie »?). — Dante ROSENTHAL. La Confédération générale du Travail et la crise économique. — Gonzague TRUC. Alexandre le Bel (quelques lignes sur Stavisky, dit « le bel Alexandre ». Ses prodigieux succès s'expliquent par l'absence en lui et chez le public de tout principe de moralité, par la « confusion de la morale et de la police »). = **Comptes-rendus.** *Maxime Leroy*. Taine. — *Jean Morienval*. Les créateurs de la grande presse (Girardin, Villemessant et Millaud). — *Jacques Herissay*. Le Mont-Valérien. — *André Suarès*. Vues sur Napoléon.

Journal des Savants. 1933, novembre-décembre. — Adrien BLANCHET. Les monnaies françaises depuis Louis IX jusqu'à Louis XII (d'après le catalogue de Dieu-donné, les *English coins* de G. C. Brooke et *The coinage of England* de Ch. Oman. Une planche). — Robert BOUTRUCHE. L'histoire rurale de la France ; suite et fin. — Henry LEMONNIER. La sculpture mosane, du XII^e au XVI^e siècle (d'après le livre de M^{lle} Devigne, livre d'une saine érudition, mais qui déborde le cadre primitif). = **Comptes-rendus.** *J. Billiet*. Cachets et cylindres, sceaux de style archaïque et de styles dérivés. — *D. Tostivins*. Le problème des chronologies antiques : la Babylonie (le système de Bérose est inadmissible ; mais le prisme d'Oxford permet de da-

ter vers l'an 2659 de notre ère l'avènement de Sargon l'Ancien, roi d'Agadé). — *M. N. Tod*. A selection of greek historical inscriptions to the end of the fifth century B. C. — *Adolf Mahr*. Christian art in ancient Ireland. Selected objects illustrated and described, vol. I (important). — *Marcel Aubert*. Nouvelle histoire universelle de l'art (très remarquable). = 1934, janvier-février. Aimé PUECH. La science grecque (fait un grand éloge de l'étude d'Abel Rey, *La jeunesse de la science grecque*). — Louis BRÉHIER. L'art byzantin chez les Slaves (sur les tomes IV et V de l'*Orient et Byzance* et sur les *Slaves catholiques*) ; fin. — Henri MARROU. Fouilles et travaux archéologiques récents en Campanie (montre le grand intérêt des fouilles récemment opérées à Pompéi et à Herculaneum sous la direction de M. Maiuri, notamment en ce qui concerne les remparts de Pompéi et l'autel de la Sibylle). — Adrien BLANCHET. La collaboration de Camille Jullian au *Journal des Savants*. = **Complément**. *Claudius Vallat*. Le culte des sources dans la Gaule antique. = Bibliothèque de M^{me} G. Whitney Hoff : catalogue des manuscrits, incunables, éditions rares, reliures anciennes et modernes, 2 vol. (Labande : la collection des reliures est « une de celles qui peuvent le mieux servir à l'histoire de la technique du livre relié depuis le xv^e siècle »). 133 planches reproduisent plus de 150 gravures ou reliures).

Polybiblion. Octobre-décembre 1933. — *René Crozet*. Histoire de Champagne. — *J. Favresse*. L'avènement du régime démocratique à Bruxelles pendant le Moyen Age, 1306-1423. — *Percy Gothein*. Francesco Barbaro ; Früh-Humanismus und Staats-Kunst in Venedig. — *Marcel Dhanys*. Les quatre femmes de Philippe II. — *Raoul Patry*. Philippe du Plessis-Mornay. — *Suzanne Tassier*. Histoire de la Belgique sous l'occupation française en 1792 et 1793. — *Émile Gabory*. Le voyage à Paris de cent trente-deux Nantais. — Général de *Caulaincourt*. Mémoires. — *Shane Leslie*. The Oxford Movement. — *Ernest Sevrin*. Dom Guéranger et Lamennais. — *M. Sabry*. L'Empire égyptien sous Ismaïl et l'ingérence anglo-française, 1863-1879. — *Pierre Moreau*. La conversion de Chateaubriand. — *Marie-Jeanne Dury*. La vieillesse de Chateaubriand. — International bibliography of historical sciences (signale des omissions). = 1934, janvier. R. P. A. *Condamin*. Les poèmes de la Bible. — *W. H. Payne Hatch*. The Greek manuscripts of the New Testament at Mount Sinai. — *M. Goguel*. La foi à la résurrection de Jésus dans le christianisme primitif. — R. P. *Beda Rigaux*. L'antéchrist et l'opposition au royaume messianique dans l'Ancien et le Nouveau Testament. — R. P. *Lagrange*. Histoire ancienne du canon du Nouveau Testament. — R. P. A. *Boudou*. Actes des apôtres traduits et commentés. — *Melchiorre Roberti*. La lettera di S. Paolo a Filemone e la condizione giuridica dello schiavo fugitivo. — *Otto Heller*. La fin du judaïsme. — *Lussau et Collomb*. Manuel d'études bibliques. — P. F.-M. *Abel*. Géographie de la Palestine, t. I. — A. *Siouville*. Les Homélies clémentines. — *Martin Grabmann*. Die Geschichte der katholischen Theologie seit dem Ausgang der Väterzeit. — Dom *Fernand Cabrol*. Saint Benoît. — *Robert Lafitte-Laplace*. L'économie charbonnière de la France. — *Siguret*. L'antisémitisme. — *Richard Mansfield Haywood*. Studies in Scipio Africanus. — *Friedrich Gundolf*. César, histoire et légende. — P. *Masson-Oursel*. L'Inde antique et la civilisation indienne. — *Johann Nordström*. Moyen Age et Renaissance. — *Stephen d'Irsay*. Histoire des Universités françaises et étrangères, t. I. — O. *Halecki*. La Pologne de 963 à 1914. — M. *Marion*. Histoire du Berry et du Bourbonnais. — E. *Poncelet*. Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège, t. VI. — Robert *Balland*. Sully. — Ernestine *Lecouturier*. Françoise-Made

leine de Chaugy et la tradition salésienne au XVIII^e siècle. — *J. Angot des Rotours*. Une grande chrétienne amie de Bérulle, Françoise de Faudoas d'Averton. — *Lucienne Ercole*. Vie et mort des Camisards. — *G. de Boom*. Les ministres plénipotentiaires dans les Pays-Bas autrichiens, principalement Cobenzl. — Mémoires du marquis de Toustain, 1790-1823. — *Paul Nicolle*. Valazé, député de l'Orne à la Convention nationale. — *Georges Lefebvre*. Questions agraires au temps de la Terreur. — *Henry Brunschwig*. Les subsistances à Strasbourg pendant les premières années de la Révolution française. — *G. Mollat*. La question romaine de Pie VI à Pie XI. — Lettres de la princesse Radziwill au général de Robilant, t. II. — Correspondance de René de Kerallain, 1889-1928. — La politique extérieure de l'Allemagne, t. XX. = Février. *Claude Taveau*. Le cardinal de Bérulle, maître de vie spirituelle. — Chartes du Forez antérieures au XIV^e siècle. — *Victor Giraud*. La vie tragique de Lamennais. — *Pierre de La Gorce*. Napoléon III et sa politique. — *Gabriel Hanotaux*. Mon temps. T. I : De l'Empire à la République. — *Jules Isaac*. 1914. Le problème des origines de la guerre. — *Camille Bloch*. Les causes de la guerre mondiale. — *Fernand Baldensperger*. Alfred de Vigny. = Mars-avril. *J. Cuvelier* et *J. Lefebvre*. Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVIII^e siècle, t. IV. — *G. Dansaert*. Le prince Louis de Ligne. — *Féli cien Leuridan*. Français en pays wallon au XVIII^e siècle. — *Pierre Humbertclaude*. L'abbé J.-P.-A. Lalanne, 1795-1879. — Chevalier de Selliers de Moranville. Contributions à l'histoire de la guerre mondiale, 1914-1918. L'état-major belge. — *Pierre Trahard*. Les maîtres de la sensibilité française au XVIII^e siècle, t. IV.

La Révolution de 1848 et les révolutions du XIX^e siècle. Décembre 1932-janvier-février 1933. — Chanoine UZUREAU. Le département de Maine-et-Loire en 1833 (publie le rapport du préfet Barthélemy au ministre de l'Intérieur le 29 juillet 1833). — Paul PILANT. Bazaine à Metz (réserves nombreuses sur l'étude de Élie Peyron qui a paru sous ce titre, dans la *Revue des Études napoléoniennes* de juin 1931). — Justin GODART. Les événements de novembre 1831 à Lyon (attachant récit de la misère des canuts trompés par les fabricants et les gouvernants). — J. DAGNAN. Le Gers sous le Second Empire. L'agitation républicaine et les élections au Corps législatif, 1868-1869 ; suite (les procès de presse contre l'*Avenir*). = Mars-avril-mai. Yolande FRIEDMANN. Louis Reybaud, satirique de la monarchie de Juillet (montre tout l'intérêt documentaire de cette peinture satirique des mœurs de la monarchie de Juillet). — J.-L. PUECH. Chants d'il y a cent ans autour des Saint-Simoniens. — Donald MCKAY. Le vicomte de Falloux et les ateliers nationaux (montre sa lourde responsabilité ; partisan dès le début d'une suppression rapide, il n'avait pas peur de l'émeute possible, et il fit prendre les mesures brutales qui provoquèrent les journées de Juin). — J. DAGNAN. Le Gers sous le Second Empire. L'agitation républicaine et les élections au Corps législatif, 1868-1869 ; suite (montre comment elle a lassé la répression). = Juin-juillet-août. A.-M. Gossez. Souvenirs d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne (publie de longs extraits des mémoires d'un soldat qui était en service actif en 1823 et qui, après l'expédition, fit partie des troupes d'occupation jusqu'à sa libération au début de 1827 ; on ignore tout de lui, sauf son prénom, Jean ; il a noté minutieusement ses étapes, ses impressions, ses fatigues, ses petites joies ; l'intérêt de ces mémoires est de nous donner, ce que nous avons si rarement, le point de vue du simple soldat). = Septembre-octobre-novembre. Donald C. MCKAY. Un « Imprimé perdu » sur la dis-

solution des ateliers nationaux en 1848 (réimprime le rapport rédigé par la Commission spéciale extraparlamentaire d'enquête sur les ateliers nationaux et que le gouvernement fit supprimer). — Alexandre ZÉVAËS. Un épisode de la semaine sanglante (montre le bien-fondé de l'accusation portée contre le chirurgien Dolleau, qui livra aux Versaillais des insurgés blessés en 1871). — J. DAGNAN. Le Gers sous le Second Empire ; suite (l'agitation républicaine et les élections du Corps législatif de 1868-1869. Montre que, depuis les lois sur la presse et les réunions de 1868, les beaux jours de la candidature officielle sont passés, les conditions de la vie politique sont transformées). = **Comptes-rendus.** *Henri d'Alméras*. La vie parisienne sous le Second Empire. — *Donald Cope McKay*. The national workshops, a study in the French Revolution of 1848. = Décembre 1933-janvier-février 1934. Georges RUGERON. Un prêtre bourbonnais victime du Deux décembre (l'abbé de Montlouis, desservant de Moussac). — Élie PEYRON. Bazaine à Metz (réponse à l'article de Paul Pilant paru dans le n° CXLIII, 1933, portant ce titre et signalé plus haut). — Gabriel PERREUX. L'esprit public dans les départements au lendemain de la Révolution de 1830. La Franche-Comté (analyse et résumé des rapports du procureur général de Besançon et de la gendarmerie).

La Révolution française. 1933, avril-mai-juin. — E. POLLIO. Le commerce maritime pendant la Révolution. II : Le commerce libéré ; à suivre (le maintien de la traite et l'abolition des compagnies privilégiées par la Constituante). — L.-J. ADHER. Les élections à la Chambre des représentants, mai 1815 ; suite et fin (les résultats et les opinions des élus). = **Notes et documents.** Un document sur la « Grande Peur » à Toulouse et à Cahors. — Les frais du « passage » de Louis XVI à Varennes en 1791. — Congrès des Sociétés savantes à Toulouse en 1933 (analyse des communications intéressant l'histoire de la Révolution et de l'Empire). = **Bibliographie.** *Garrigues*. Les districts parisiens pendant la Révolution française (honorables). — *Jean-François Primo*. La jeunesse de Brissot (se caractérise par « la transcription à contresens et presque antonymique des documents consultés »). — *Vailland*. Les massacres de la Glacière et l'opinion publique. Rapports de Louis-Henri Lefebvre, commissaire du pouvoir exécutif en Vaucluse (1793-an II). — *Charles Poisson*. Les fournisseurs aux armées sous la Révolution (bon et utile travail). — *Émile Gabory*. Le voyage à Paris des cent trente-deux Nantais (n'a vu le problème qu'en surface ; paraît être passé à côté du livre à faire). = Juillet-août-septembre. P. CARON. Les « Défenseurs de la République » (montre qu'il y a eu à partir de décembre 1792 deux sociétés qui ont fusionné au début de ventôse an II). — Gaston MARTIN. La vie bourgeoise à Nantes sous la Convention, d'après le livre des comptes de M^{me} Hummel, 1793-1795 (excellent article ; il montre que la vie domestique d'une famille de commerçants aisés de cette ville, pourtant placée au cœur d'une région troublée, n'a été en rien troublée tant que la monnaie est restée stable ; au contraire, la réaction thermidorienne et la dégringolade de l'assignat ont causé une perturbation très profonde). — E. POLLIO. Le commerce maritime pendant la Révolution. II : Le commerce libéré ; fin. = **Bibliographie.** Mémoires de Charles-Claude Flahaut, comte de La Billarderie d'Angiviller. — Notes sur les Mémoires de Marmontel, publiés par Louis Bobé. — Edmond Cleray. L'affaire Favras. — Abbé Joseph Lacouture. Le mouvement royaliste dans le Sud-Ouest, 1797-1800. — Abel Mansuy. Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812. = Octobre-novembre-décembre. L. DE CARDENAL. Sur le « complot maçonnique » de 1789 (montre l'ex-

travagance des défenseurs de cette théorie). — G. BOURGIN. Les papiers de l'émigration dans la sous-série O³ des Archives nationales (préface de l'inventaire des cartons 2558 à 2681 de cette sous-série ; en montre l'extrême richesse). — M^{me} FORRADO-CUNÉO. Les ateliers de charité de Paris pendant la Révolution française, 1789-1791 ; fin au numéro suivant (montre comment la législation charitable héritée de l'Ancien Régime a été transformée par les hommes de la Révolution sous l'influence des idées nouvelles). — M. FUCHS. Satins, mousselines... et Révolution (mécontentement des taffetassiers de Nîmes contre la reine, rendue responsable du chômage à cause de sa préférence pour la mousseline). — R. GAUCHET. Remarques sur l'emploi des assignats et leur dépréciation à Château-Gontier (à partir de septembre 1795, la dépréciation, qui dépasse 92 %, ramène le procédé du troc). — J. DURIEUX. Recherches biographiques : le président Montané-La Roque (juge à Toulouse en 1805). — P. C. La fourniture des guillotines aux départements (mai-juin 1792). — **Comptes-rendus critiques.** M^{lle} Hyslop. Répertoire critique des cahiers de doléances pour les États-Généraux de 1789 (donne, sur la demande de l'auteur, un errata de deux pages). — Henri Perchellet. Le journal d'un bourgeois de Pithiviers pendant la Révolution française. — Paul Nicolle. Valazé, député de l'Orne à la Convention nationale. — Mémoires du général de Caulaincourt. — Charles Alleaume. Les gardes d'honneur du Var sous le Premier Empire. — Général de Rochechouart. Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration. — Maurice de Tascher. Journal de campagne d'un cousin de l'Impératrice (1806-1813).

Revue archéologique. 1933, juillet-octobre. — P. WUILLEUMIER. Cratère inédit de Ceglie (trouvé dans une tombe près de Bari et conservé au musée de Tarente ; il date du v^e siècle et établit la transition des œuvres attiques aux produits apuliens). — A. LAUMONIER. Notes sur un voyage en Carie (observations sur les découvertes faites à Labraunda et à Théangéla). — Salomon REINACH. L'Hercule de Feurs (importante statuette en bronze d'Hercule jeune, assis sur la dépouille du lion de Némée. Feurs, chef-lieu de canton du département de la Loire, fut la capitale du Forez, ancien Forum Segusiavorum). — Am. THIÉROT. Un fondeur de fer en Champagne au Moyen Age. — André BERTHELOT. Les Ligures (important mémoire sur la Ligure historique ; il sera continué). — Louis ROBERT. Inscriptions grecques inédites au musée du Louvre (analyse très détaillée d'un recueil récemment publié par A. Dain sous ce titre). — **Comptes-rendus.** C. Leonhard Woolley. Mit Hacke und Spaten. Die Erschliessung versunkenen Kulturen (où l'auteur expose, grâce aux fouilles, le progrès qu'a fait l'histoire du passé en Orient depuis un siècle ; c'est aussi un manuel pour les apprentis archéologues travaillant avec la pelle et la pioche). — Jean-Marie Carré. Voyageurs et écrivains français en Égypte, 1517-1869, 2 vol. (mine précieuse de renseignements, pour la critique littéraire, dans la recherche des sources et des influences). — Joseph Laurent. Essais d'histoire sociale. I : La Grèce antique. — E. T. De Wald. The illustrations of the Utrecht Psalter (précieux instrument de travail). — Bibliothèque d'art catalan. T. III : La peinture catalane à la fin du Moyen Age. — Diego Angulo Iniguez. Arquitectura mudéjar Sevillana de los siglos xiii-xv (beaucoup d'utiles indications sur les petites églises qui abondent à Séville et dans la région). — Phyllis Ackerman. Tapestry, the mirror of civilization (très bonne histoire de la tapisserie, étudiée notamment au point de vue de l'histoire des mœurs). — Henry Cousens. Mediaeval temples of the Dakhan. — Id. So-manhâtha and other mediaeval temples in Kathiawar (où toute l'architecture hindoue est représentée).

Revue critique d'histoire et de littérature. 1933, juillet. — *Émile Metager*. Les sépultures chez les Prégermaines et les Germaines des âges de la pierre et du bronze. — *Pierre Lavedan*. Dictionnaire illustré de la mythologie et des antiquités grecques et romaines (très bon instrument de travail). — *H. Berve*. Griechische Geschichte, t. II (beaucoup d'idées ingénieuses, le plus souvent originales). — *Hans Lamer*. Wörterbuch der Antike (les Français n'ont rien à y apprendre ; ils ont mieux que cela chez eux). — *Wilhelm Nestle*. Griechische Religiosität vom Zeitalter des Perikles bis auf Aristoteles (utile). — *Carolus Orestes Zuretti*. Catalogus codicum Astrologorum graecorum. XI, 1 : Codices Scorialenses. — *K. Svoboda*. L'esthétique de saint Augustin et ses sources. — *Hans Schmidt*. Der heilige Fels in Jerusalem (ce rocher représente non l'emplacement de la mosquée d'Omar, mais l'ancien site du Saint-des-Saints dans le temple juif). — *Helmut Lothar*. Realismus und Symbolismus in der altchristlichen Kunst (intéressante étude sur le développement de l'art chrétien primitif). — *Fritz Joachim von Rintelen*. Der Wertgedanke in der europäischen Geistesentwicklung. I : Altertum und Mittelalter (érudition précise et pensée vigoureuse). — *Gustave Dupont-Ferrier*. Nouvelles études sur les institutions de la France à la fin du Moyen Age : les origines et les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age (remarquable). — *Henri Jassemmin*. La Chambre des comptes de Paris au x^e siècle (beaucoup d'érudition, mais pas assez d'ouverture sur le passé). — *Id.* Un document financier du xiii^e siècle : le Mémorial de Robert II, duc de Bourgogne, 1273-1285 (document qui est en réalité l'œuvre d'un des clercs du duc, Raoul de Beaune). — *Salomon Grayzel*. The Church and the Jews in the thirteenth century (intéressant et instructif). — *Heinrich Sproemberg*. Beiträge zur französich-flandrischen Geschichte. I : Alvisius, Abt von Anchin, 1111-1131 (bonne étude critique sur les privilèges de Pascal II pour Anchin). — *Ehrle, S. J.* I più antichi statuti della facoltà teologica dell'Università di Bologna (important). — *Élie Golenistcheff-Koutousof*. L'histoire de Griselidis en France, au xiv^e et au xv^e siècle. — *Luigi de Gregori*. La stampa a Roma nel secolo xv. — *Maurice Deslandres*. Histoire constitutionnelle de la France, de 1789 à 1870 (bel effort de synthèse). — *Muriel Dodds*. Les récits de voyage, sources de l'Esprit des lois de Montesquieu. — *Pierre Trahard*. Les maîtres de la sensibilité française au xviii^e siècle (remarquable). — Août. *Félix Ravaisson*. Testament philosophique et fragments (à noter son Essai sur la métaphysique d'Aristote où l'on apprend à retrouver la tradition des commentateurs d'Aristote dans les derniers siècles). — *Jeremiah D. M. Ford et L. G. Moffat*. Letters of the court of John III of Portugal. — *Charles E. Kany*. Life and manners in Madrid, 1750-1880 (bon travail qui s'adresse à la fois au grand public et aux spécialistes). — *Franck Monaghan*. French travellers in the United States, 1765-1932 (bon instrument de travail). — *Th. Dreiser*. L'Amérique tragique ; trad. par *P. Nizan* (où sont dénoncées les tares du capitalisme américain). — *Paul S. Taylor*. A spanish-mexican peasant community ; Arandas in Jalisco, Mexico. — *Lucien Lehman*. Wilson apôtre et martyr (médiocre pour le fond comme pour la forme). — *Robert F. Arnold*. Deutsche Literatur : Reihe politische Dichtung. II : 1795-1815 (œuvre vivante et variée, avec d'excellentes notes). — *Robert Leroux*. Guillaume de Humboldt : la formation de sa pensée jusqu'en 1794. — *Id.* La théorie du despotisme éclairé chez Karl Theodor Dalberg. — *Augustus Ralli*. A history of Shakespearian criticism (répertoire abondant en précieux renseignements ; mais cette histoire manque d'architecture). — *Léo Crozet*. Manuel pratique du bibliothécaire (très utile, bien qu'incomplet). — *J. Marouzeau*. Lexique de la terminologie

linguistique (rendra de grands services). — *Karl Mannheim*. Die Gegenwartsaufgaben der Soziologie (explique pourquoi l'enseignement scientifique de la sociologie n'a pas trouvé le même accueil dans l'Allemagne actuelle qu'en France et aux États-Unis). — *Eduard Heimann*. Sozialwissenschaft und Wirklichkeit. — *Max Rumpf*. Politische und soziologische Staatslehre. — *Erich Voegelin*. Rasse und Staat (montre que le racisme dépend d'une situation historique et non d'aucune donnée scientifiquement contrôlable. L'auteur est un privat-dozent à l'Université de Vienne). — *Hugo P. Thieme*. Essais sur la civilisation française (intéressant et neuf). — *E. Lerch*. Französische Sprache und Wesenart. — *Sung-nien Hsu*. Anthologie de la littérature chinoise, des origines à nos jours. — *T. Tauxier*. Religion, mœurs et coutumes des Agnis de la Côte d'Ivoire. — Septembre. *W. A. Laidlaw*. A history of Delos (intelligent et bien documenté). — *Engelburt Drerup*. Kulturprobleme des klassischen Griechentums (ne contient guère que des chiffres, des dates et des théories). — *Gaston Colin*. Xénophon, historien, d'après le livre II des Hélieniques (réel talent littéraire au service d'une intelligence plutôt médiocre). — *Léon Homo*. Histoire romaine. Le Haut-Empire, t. III (très utile instrument de travail). — *Mario Atilio Levi*. Ottaviano Capoparte (connaît bien les sources ; mais ses discussions ne sont pas assez approfondies). — *Hugo Koch*. Quellen zur Geschichte der Askese und des Mönchtums in der alten Kirche (recueil de textes pour les classes). — *André Moret*. Un artiste méconnu : Conrad de Wurzburg. — *Alfred De Ridder*. Les projets d'union douanière franco-belge et les puissances européennes, 1836-1843 (très intéressant chapitre d'histoire diplomatique). — *J. Peeters-Fontainas*. Bibliographie des impressions espagnoles des Pays-Bas. — *Jules Isaac*. Le problème des origines de la guerre (long article critique par H. Hauser). — *C. Bloch*. Les causes de la guerre mondiale (précis historique remarquable par la clarté et la critique des sources. L'explication des faits contient donc « la vérité historique », dit H. Hauser ; « tout le reste est propagande »). — Grand-duc *Alexandre de Russie*. Quand j'étais grand-duc (il n'a écrit que son histoire à lui ; c'est un plaidoyer passionné, aussi bien contre les modérés que contre les terroristes).

Revue de Paris. 1934, 15 janvier. — *Paul Duchon*. Le rôle historique de Laffitte (préface à des « Souvenirs sur l'amitié, les bienfaits et la caution du roi », qui font suite à ses Mémoires ; Laffitte y raconte au long l'histoire de ses opérations de Bourse après les « Trois glorieuses » et comment il fut joué par le roi lui-même : « J'ai donné », fait-il dire à un journaliste, « une couronne d'or au duc d'Orléans et j'en ai reçu en échange une couronne d'épines »). — *P. DRIEU LA ROCHELLE*. La fin d'une guerre (impressions d'un ancien combattant). — *Marcel DUTHEIL*. La civilisation allemande et le nombre (c'est une civilisation de masse qui « contient à la fois l'idée de nombre et de prédominance du prolétariat »). — *Albert FLAMENT*. Le salon de l'Europe (la vie et les mœurs à Paris de 1900 à 1919). — 1^{er} février. Général *BRÉCARD*. Mes missions en Belgique, I (missions des 5 et 18 août et celle de septembre-octobre 1914. Deux croquis pour suivre les opérations militaires. Suite le 15 février, du 15 au 25 octobre et en novembre-décembre. Importance du rôle joué par le roi pendant la dure bataille de l'Yser). — *Jacques BARDOUX*. Le redressement du pouvoir exécutif et le métier de premier ministre. — *Stéphane LAUZANNE*. Le pillage du budget (et le remède : « Un bras de fer emmanché d'une hache et qui cognerait »). — *Albert MOUSSET*. La vérité historique dans les manuels scolaires. Le manuel scolaire dit « pacifiste » en Allemagne et en Italie. Pro-

blème discuté à la Conférence balkanique en 1933. — Alexandre-DAVID NEEL. Thibet et le Dalai-Lama (biographie du treizième souverain du Thibet, qui vient de mourir à l'âge de cinquante-huit ans, après une existence très mouvementée). — Ed. GISCARD D'ESTAING. Réflexions autour d'un scandale (celui de l'affaire Stavisky). — Lucien CORPECHOT. Le général Marchand (son rôle en Afrique et pendant la Grande Guerre). = 15 février. André MAUROIS. Scènes anglaises du drame de Fachoda. — Marc CHADOURNE. Voyage en Yucatan. — ***. Le maréchal Pilsudski et l'État polonais. — Ernest D'HAUTERIVE. Les femmes à Sainte-Hélène (M^{mes} Bertrand et de Monthon; les dames anglaises, etc., et l'Empereur). — Paul ALFASSA. L'exposition d'art britannique à Londres. — Albert FLAMENT. Gabriele d'Annunzio. = 1^{er} mars. Général BRÉCARD. Le roi des Belges. — Charles CHESNELONG. L'avènement de la République, 1873-1875 (extraits des *Mémoires* où le grand-père de l'auteur a consigné les événements qui rendirent impossible le rétablissement de la monarchie, représentée alors par le comte de Chambord). — Louis BATIFFOL. Le véritable cardinal de Richelieu. 1^{er} art. (d'après les documents qui montrent « l'homme tel qu'il a été, qu'il a pensé, agi, vécu et souffert »; suite et fin le 15 mars). — R. DE ROUSSY DE SALES. L'an I de l'ère nouvelle (l'effort américain, tel qu'il est tenté par l'actuel président, Franklin Roosevelt). — Marcel LUCAIN. L'Union nationale devant l'obstacle (récit des « Journées de février » 1934 et le ministère d'Union nationale). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (sur l'œuvre historique de *Pierre de La Gorce*; la biographie du maréchal Fabert, par *Paul Renaudin*, et celle du dernier des Stuarts, par *Dumont-Wilden*; étude sur le cas de Fersen et Marie-Antoinette). = 15 mars. Henri DE RÉGNIER. Promenades dans Rome (en 1903, et comparaison avec celles de Stendhal en 1828). — Michel CHEVALIER. Lettres (M. Marcel Blanchard publie deux lettres adressées en novembre 1870 au baron von der Heydt, ancien ministre des finances à Berlin, et à Sir Henry Bulwer, sur les rapports entre la France et l'Allemagne victorieuse; sur le danger dont l'hégémonie allemande menace l'Angleterre à son tour. Ce que doivent penser les « Tyrtées » de Bismarck, Sybel et Treitschke, sans compter Mommsen. « Avec les théories de ces messieurs, il serait facile de prouver qu'en votre qualité de Saxons vous appartenez à l'Allemagne et devez y être incorporés »). — Jean MASSIP. La situation de l'Angleterre. — Ella MAILLARD. Tachkent et Samarcande (notes de voyage). — Paul ALLARD. L'anarchie de la police (à Paris; nécessité d'y supprimer la préfecture de police). — Colonel L. KOELTZ. Monographies militaires (de quelques épisodes de la Grande Guerre qu'il est utile de connaître pour montrer les erreurs commises et préparer l'avenir). — Albert FLAMENT. Tableaux de Paris (la guerre civile à Paris en février 1934). = 1^{er} avril. Jules DUHEM. Un texte inédit du baron Méneval, secrétaire de Napoléon 1^{er} et de l'impératrice Marie-Louise (il est intitulé « Mes relations avec M. de La Valette; extrait de mes souvenirs ». Méneval y expose les origines de la brouille survenue entre Méneval et La Valette dans les dernières années de l'Empire. Peut-être La Valette croyait-il avoir le droit de reprocher à Méneval d'avoir introduit Dupuytren auprès de M^{me} de La Valette, alors en exil; et l'on sait que M^{me} de La Valette devint alors la maîtresse de Dupuytren. Méneval se justifie dans un plaidoyer qui n'a pas laissé de trace dans les *Mémoires*). — Prince Ch. MURAT. L'acte d'Algésiras et la crise marocaine (il est fondé sur le principe de l'égalité économique et sur celui de la porte ouverte qui entoure le Maroc d'une barrière douanière pour les marchandises de toutes nations. Le Maroc est resté malgré lui libre-échangiste sans droits de

douanes capables de lui procurer des avantages commerciaux. « Il est devenu un paradoxe vivant. » Remèdes qu'il importe d'appliquer pour rétablir l'économie marocaine). — Louis ROUGIER. La mystique soviétique : le marxisme-léninisme. — Colonel E. HERBILLON. Dans le jeu des Balkans, 1914-1918. = **Compte-rendu.** *Adolf Hitler*. Mon combat ; trad. par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes. = 15 avril. ***. La trêve politique, trêve, apaisement, justice. — Pierre DE NOLHAC. Madame Vigée-Lebrun en Italie (où elle alla se réfugier en 1789, pour échapper aux révolutionnaires, qui insultaient le peintre de Marie-Antoinette). — Comte DE FELS. Correspondance maçonnique (ce n'est qu'un pastiche). — G. LACOUR-GAYET. Les dernières années de Pauline Borghèse (depuis son établissement dans la banlieue de Lucques dans une villa qui prit depuis lors le nom de villa Paolina. Ses rapports avec son mari qui, après une séparation de douze ans, refusa de reprendre la vie commune : « Pour être tranquilles et heureux », lui écrivait le prince, « nous ne pouvions vivre unis. » Il consentit seulement à lui porter le pardon consolateur qu'elle désirait à la veille de sa mort, survenue le 9 juin 1825, après qu'elle eut fait rédiger un long testament, publié ici en entier). — Pierre LIÈVRE. Crébillon a-t-il menti? (il s'agit de Crébillon fils et de son roman le *Sopha*, qui le fit exiler en 1742. Dans une lettre adressée au lieutenant de police, il affirme que cet ouvrage lui avait été « commandé » vers 1735-1737, par « une des premières têtes de l'Europe », qui était le roi de Prusse Frédéric II ; si cette œuvre licencieuse où figurent, sous des noms supposés, les ducs de Richelieu et de Nivernais a été publiée, c'est, déclare Crébillon, sans aucune autorisation de sa part ; et il est fort possible que ce soit vrai). — Colonel E. HERBILLON. Dans le jeu des Balkans, 1914-1918. — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (parle du Charlemagne de Kleinklausz, des deux volumes de Pierre Champion sur *Paris*, du *Necker* de Lavaquetry, des *Souvenirs* de Gustave Schlumberger et de *Mon temps*, par G. Hanotaux). — J.-L. VAUDoyer. Ingres et ses élèves.

Revue des Deux Mondes. 1934, 15 janvier. — Maurice PALÉOLOGUE. L'escadre du sacrifice. Une épopée navale de la guerre russo-japonaise, 1904-1905 (d'après les notes empruntées par l'auteur à son journal quotidien, alors qu'il était sous-directeur adjoint des Affaires politiques, ayant spécialement pour attribution les « affaires réservées » ; avec une carte). — ***. Les Intellectuels en U. R. S. S. (le calvaire des savants russes ; comment fonctionne la censure). — Berthe VUILLEMIN. Fêtes et geôles de Bavière (impressions toutes récentes recueillies à Munich et à Salzbourg). — Charles BENOIST. Guillaume II en Hollande (l'auteur, alors ministre plénipotentiaire à La Haye, était en situation d'être bien renseigné). — Maurice LEWANDOWSKI. L'expansion économique du Japon dans le monde. — Général GOURAUD. Aux généraux Borgnis-Desbordes et Archinard (discours prononcés à l'inauguration de leur statue à Bamako et à Ségousikoro, sur le Niger). — René DOUMIC. Pierre de La Gorce (article nécrologique). = 1^{er} février. ***. Les conversations franco-allemandes (elles donnent peu de fruit parce qu'elles ne sont pas entreprises avec une égale bonne volonté d'aboutir à un résultat juste). — Ludovic HALÉVY. Mes carnets. III (avril 1867-5 mars 1870. Voir comment on devenait député sous le Second Empire). — Maurice PALÉOLOGUE. L'escadre du sacrifice. II : Le désastre (destruction par les Japonais de la flotte russe en mai 1905). — Jules CAMBON. Le baron Beyens (notice sur ce fidèle ami de la France, mort à Bruxelles le 3 janvier 1934) ; fin le 1^{er} mars. — H. CELARIÉ. En Éthiopie. I : De Djibouti à

Addis-Abeba ; suite le 15 février : II : Le négus et sa capitale. — M.-E. DE BONNEUIL. Un tragique anniversaire : dans la forêt de Mayerling (comment mourut Marie Vetsera et pourquoi sa mère fit transporter son corps loin du lieu où les deux amants avaient trouvé la mort, le 29 janvier 1889. C'est seulement en 1950 que, selon la formelle volonté de l'empereur François-Joseph, les Archives impériales pourront livrer le mystère à la curiosité publique). — Louis GILLET. L'art anglais à Burlington House. — Paul BOURGET. Le général Marchand. = 15 février. Henry CASSEVILLE. Le problème du Pacifique : États-Unis, Japon, Russie et Chine (depuis l'armistice de Tongkou, 30 mai 1933). — Baron BEYENS. Léopold I^{er} intime (son mariage avec la princesse Charlotte, héritière de la couronne d'Angleterre, qui mourut en couche en 1817. Son second mariage avec une des filles de Louis-Philippe, qui fut la première reine des Belges). — Pascal COPEAU. La guerre religieuse en Allemagne. I : Chez les protestants. = 1^{er} mars. Pierre FRÉDÉRIX. Hitler, manieur de foules. — Pierre LYAUTEY. Le cardinal Luçon à Reims (extraits de son *Mémorial*, d'avril 1917 au 25 mars 1918 ; ses rapports avec les généraux Gouraud et Albrici). — Maurice LARROUY. Marine ressuscitée (il s'agit de la marine française depuis 1919). — André TARDIEU. Réformer ou casser (si l'on ne parvient pas à rétablir l'autorité usurpée par le Parlement, il faudra bien en arriver à la dissolution de la Chambre). — Louis GILLET. Visites aux musées de province : Montpellier (collections de Xavier Favre et de la comtesse d'Albani ; tableaux provenant de la Hollande et de l'Espagne ; Greuze et Reynolds). — Duc DE LA FORCE. Le miracle de Morimond, ou le Bourreau mal marié (raconte comment une jeune femme, condamnée à mort pour crime d'infanticide, échappa au supplice parce que le bourreau, trop ému, ne put parvenir à lui trancher la tête. Cela se passait à Dijon, place du Morimond, le 12 mai 1625). — Robert DEMANGEL. La vie privée des Grecs (d'après le récent ouvrage de Charles Picard). — Émile DARD. La vengeance de Talleyrand, 1809 (il fit échouer le double projet de mariage imaginé par Napoléon lors du congrès d'Erfurt ; cette trahison, qu'il ignora jusqu'à sa mort, est racontée d'après la correspondance secrète de Metternich avec Stadion, qui se trouve aux archives de Vienne). — René PINON. Mort du roi des Belges. = 15 mars. Robert D'HARCOURT. La guerre religieuse en Allemagne. II : Les catholiques et le 3^e Reich (M. Goering et les catholiques ; le cas de M. Franz von Papen, qui prépara les voies à Hitler. Résistance du Spirituel ; « il quitte l'Église souffrante pour l'Église militante »). — Louis MADELIN. La Contre-Révolution. I : Persistance de la foi monarchique, 1790-1792. — Jules CAMBON. Le roi Albert I^{er}. — Ludovic HALÉVY. Mes cahiers. V : De Froufrou à Madame Cardinal (et cela se passait en avril-mai 1870). — Louis GILLET. Visites aux musées de province. VI : Montpellier. — Gérard d'HOVILLE. Notre vieux théâtre chez les étudiants (représentation du *Miracle de Théophile*, représenté en Sorbonne sous la direction de Gustave Cohen). — Maurice PERNOT. Les Anglais et le Continent (en Angleterre, dit Sir Austen Chamberlain, le courant « isolationiste » prend chaque jour de nouvelles forces dans les marques d'impuissance que ne cesse de donner le Continent). = 1^{er} avril. Charles d'YDEWALLE. S. M. Léopold, roi des Belges. — Ludovic HALÉVY. Mes cahiers. VI : A la veille de la guerre (du 8 mai au 7 juillet 1870). — Louis MADELIN. La Contre-Révolution. II : La nation sous l'oppression, 1792-1794 (la République accueillie sans enthousiasme ; les causes du 9 thermidor, « coup d'État qui change d'orientation »). — Georges GOYAU. Missions françaises et écoles

d'outre-mer (nécessité pour la France d'avoir une franche et cordiale politique de collaboration scolaire avec les ordres religieux, notamment avec les Pères Blancs).

— Louis GILLET. Le musée de Montpellier. III : Bruyas et ses amis. — Berthe VUILLEMIN. Lendemain d'émeute à Vienne (février 1934).

Revue des Sciences politiques. 1933, janvier-mars. — F. DE JANZÉ. L'élection présidentielle du 8 novembre 1932 (du président Franklin D. Roosevelt). — A. HEILBRONNER. La Conférence du désarmement en 1932. — Jean-Marcel JEANNENEY. Les disciples de Fourier et la Révolution de 1848 (leur rôle effacé). — Henri CAZELLES. L'Autriche et son fédéralisme (profondeur du sentiment fédéraliste dans lequel Mgr Seipel voyait un des principaux obstacles à l'Anschluss). — Avril-juin. Louis GUICHARD. La marine et la frontière (intéressantes réflexions sur le rôle de la marine dans la vie de la France). — William A. ROBSON. La crise du régime parlementaire en Angleterre (montre le déclin du contrôle parlementaire, la suppression de la doctrine de la solidarité ministérielle, la division des trois grands partis en groupes). — J. TRIQUILLER. La crise américaine de 1873 (panique dont les causes furent d'ordre économique et intérieur). — Antonio GIORDANO. Les ports italiens (étude détaillée de leur « régime portuaire » et de leur trafic). — Alfred SILBERT. Retour d'empereur et réformes en Annam (important). — Marcel AMPROUX. Le mandat de la France au Cameroun (organisation et bilan). — Juillet-septembre. Capitaine LE GUILLON. De Danzig à Teschen (étude des problèmes polonais). — Jean GAILLARD. Un modéré autoritaire : Jean-Charles Persil, garde des sceaux, pair de France (résumé rapide). — Maurice ROCHE. Évolution de la question des détroits : Bosphore et Dardanelles (intéressant). — Albert RIVAUD. Les origines du national-socialisme allemand (d'après le livre de Walter Gerhart, *Um des Reiches Zukunft*). = **Comptes-rendus.** *Élie Halévy*. Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle. Épilogue, t. II. — *Général de Caulaincourt*. Mémoires. — *F.-P. Renaut*. Le crépuscule d'une puissance. La marine hollandaise. — Octobre-décembre. René PINON. La situation internationale de la République lithuanienne (le problème polono-lithuanien). — Louis HOUSSET. Sur les routes des pays baltes (étude rapide de la Lithuanie et de la Lettonie). — Robert LOFFET. Le séparatisme rhénan. — Étienne MANTOUX. Une crise du Trade Unionisme. Le Trade-dispute and Trade-Unions Act de 1927 et ses suites (intéressant, montre que cette loi est une arme puissante contre les traditions syndicales). — Philippe DEVELLE. Les facteurs de la politique hongroise. — Pierre RAIN. Delcassé et les accords de 1904 (d'après les documents diplomatiques français). = **Comptes-rendus critiques.** *G. Lefebvre*. La Grande Peur (critique peu éclairée de ce livre magistral). — *Paluel-Marmont*. La mission Roulet. La France sur le Haut-Nil, 1898-1900. — *Maurice Baumont*. L'affaire Eulenburg et les origines de la guerre mondiale. — *Charles Seignobos*. Histoire sincère de la nation française (critique sérieuse par M. Caudel). — *P. Milioukoff*, *Ch. Seignobos* et *L. Eisenmann*. Histoire de Russie. — *Anton Maria Bettanini*. Il concordato di Toscana. — *F. Charles-Roux*. France et Afrique du Nord avant 1830. — 1934, janvier-mars. Joseph GIRARD. Le destin tragique et glorieux de l'antique Université de Wilno (résume son histoire, insiste sur le dernier siècle). — Angel MARVAUD. Les premières Cortès ordinaires de la République espagnole (intéressant). — E. DE LÉVIS-MIREPOIX. L'évolution de la procédure internationale d'enquête (historique depuis 1899). = **Comptes-rendus critiques.** *B. Léger*. Les opinions politiques des provinces françaises (intéressantes réflexions de Ch. de

Calan). — *Vauban*. Projet d'une dixme royale, édité par *E. Coornaert*. — *Antonio Monti*. Un Italiano : Francesco Restelli, 1814-1890. M. C.

Revue d'histoire moderne. 1933, août-octobre. — *Gaston Zeller*. La monarchie d'Ancien Régime et les frontières naturelles (montre l'erreur des historiens français qui admettent comme un fait incontestable que le désir de l'ancienne monarchie de porter au Rhin la frontière du royaume domine la politique royale depuis au moins le XIV^e siècle. Aucun des Capétiens ni des Valois n'a songé au Rhin-frontière. L'auteur passe en revue les ouvrages où l'on a cru retrouver cette idée depuis le XVI^e siècle ; on la rencontre d'abord en Allemagne, et c'est depuis 1813 seulement qu'elle prend réellement corps). — *Baron Michel de Witte de Haelen*. La Commission hollando-belge d'Utrecht constituée par le traité du 19 avril 1839 (utilise de nombreux documents). — *Béatrice Schlumberger*. Jules Vallès ; un épisode peu connu (il fut écroué à Mazas le 21 juillet 1853, lors du complot dit de l'Opéra-Comique, et fut relâché, ainsi que tous les autres, le 30 août. Il avait été dénoncé par Félix Martin, camarade de collège de Vallès et qui était atteint de folie). = **Comptes-rendus**. *Henri Coreve de Marville*. Le gouverneur dans les Dominions britanniques (bonne thèse de droit). — *Jacques Lambert*. Histoire constitutionnelle de l'Union américaine. I : La naissance du fédéralisme aux États-Unis (solide documentation). — *B.-A. Pocquet du Haut-Jussé*. Henri IV en Gascogne ; sa correspondance avec Denis de Mauléon de Savailan (publie une dizaine de lettres inédites allant de 1577 à 1586). — *Louis Caste*. Le mariage de Mirabeau (en 1772, avec une riche héritière, M^{lle} de Marignane). — *J. G. Lockhart*. The peacemakers, 1814-1815 (intéressant, mais très superficiel). — *Gabriel Perreux*. Au temps des sociétés secrètes. La propagande républicaine, 1830-1835 (c'est une habile mise en œuvre des documents inédits concernant le procès d'avril devant la Cour des Pairs en 1832 ; le but essentiel de l'auteur est d'exposer les efforts des républicains pour accommoder leur organisation aux conditions légales et renoncer aux sociétés secrètes). — A page of Irish history. Story of University College, 1883-1919 (seize chapitres par quinze auteurs différents). — *J. H. Hobson* et *M. Grinsberg*. L. T. Hobhouse, his life and work (professeur et philosophe, Hobhouse fut un des premiers, en Angleterre, à montrer l'importance de la sociologie). — *L. Pauly*. Occupation allemande et guerre totale (utile contribution à des faits mal connus de l'histoire de la guerre 1914-1918). — *René Dumesnil*. La musique contemporaine en France (bien renseigné et très précis). = Novembre-décembre. Ghislaine de Boom. La collaboration de la France et des Pays-Bas autrichiens pendant la guerre de Sept ans (utilise des documents inédits tirés des archives de Vienne). — *Robert Marjolin*. Troubles provoqués en France par la disette de 1816-1817 (documents tirés des Archives nationales). — *P.-A. Lemoisne*. Les collections historiques du Cabinet des estampes ; les ressources qu'elles offrent aux historiens. — *Ad. Verbraeken*. L'effondrement de l'empire allemand, 8 août-9 novembre 1918, vu par un historien norvégien (cet historien est Anton Mohr, *Tragediens siste akt*, 1932). = **Comptes-rendus**. *Erich Wege*. Die Zünfte als Träger wirtschaftlicher Kollektivmassnahmen (traite de l'organisation corporative comme moyen d'assurer à ses membres l'égalité des chances économiques). — *Alfred Weinauer*. Venezianischer Handel der Fugger (d'après les livres tenus par Mathieu Schwarz). — *Robert E. Pinkerton*. Hudson's Bay Company. — *William Martin*. La Suisse et l'Europe, 1813-1814. — *H. Bessler*. La France et la Suisse, de 1848 à 1852. — *Marcel Emerit*.

Victor Place et la politique française en Roumanie à l'époque de l'Union. — *Erich Rathmann*. Die Balkanfrage 1904-1908 und das Werden der Tripelentente (ouvrage de polémique très hostile à la France et où ne sont pas utilisés les documents français). — *Joachim von Kurenberg*. Die Graue Eminenz. Der Lebensroman des Geheimrats Fritz von Holstein (livre amusant, qui ne donne rien de nouveau). — *Friedrich von Holstein*. Lebensbekenntnis in Briefen an eine Frau (remarquable étude sur les trois cents lettres de Holstein, l'Éminence grise, à sa cousine M^{me} de Stülpnagel, et l'importance de son rôle). — *Karl Friedrich Nowak et Friedrich Thimme*. Erinnerungen und Gedanken des Botschafters Anton Graf Monts (souvenirs d'une assez mince importance). — *Camille Bloch*. Les causes de la guerre mondiale (excellent ; bonne illustration ; importante bibliographie). — *Jules Isaac*. Le problème des origines de la guerre (très habile plaidoyer, mais où les témoignages ne sont pas toujours fidèles. Article de Ch. Appuhn). — *A. von Wegerer*. Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre (habile emploi de documents diplomatiques examinés dans un esprit plus juridique qu'historique). — Général *Georges-René Alexandre*. Avec Joffre, d'Agadir à Verdun. — Général *Pétin*. Le drame roumain, 1916-1918. — *Auguste Versiet*. Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique (très utile contribution à l'histoire de la population civile).

Revue historique de droit français et étranger. 1933, octobre-décembre. — **Fernand DE VISSCHER**. Le rôle de l'*auctoritas* dans la *municipatio*. — **Sigismond-Marie JEDLIČKI**. La création du premier archevêché polonais à Gniezno, en l'an 1080 ; ses conséquences au point de vue des rapports entre la Pologne et l'Empire germanique (avec une très abondante bibliographie). — **Fabien TRIBAULT**. La condition des personnes en France, du 1^{er} siècle au mouvement communal ; suite et fin (les hommes libres, indépendants et dépendants ; les propriétaires fonciers tenus à des « consuetudines », les tenanciers libres, les hôtes, les artisans libres, les Juifs). = Compte-rendu de la semaine d'histoire du droit normand, tenue à Rouen du 19 au 23 juin 1933. = **Comptes-rendus**. *Fr. Dieling*. Zunftrecht (recherche sur les espèces, des sources juridiques dans l'histoire des corporations ; étude consacrée en particulier au métier des tailleurs des origines à la Révolution). — *G. Macanini*. La costituzione de Venezia (deux volumes, allant jusqu'au triomphe de l'aristocratie en 1323). — *Soulgé*. Essai d'introduction à la publication des terriers foréziens : le régime féodal et la propriété paysanne (très remarquable). — Chartes du Forez antérieures au 14^{ème} siècle, publiées sous la direction de *Georges Guichard*, du comte de Neufbourg, d'*Édouard Perroy* et de *J.-E. Dufour* (important). — *J. R. Strayer*. The administration of Normandy under saint Louis (bon résumé). — *Ernst Stampe*. Das Zahlkraftrecht der Postglossatorenzeit (bonne étude sur les sources et les conséquences juridiques des mutations monétaires aux 13^{ème} et 14^{ème} siècles). — *R. C. K. Ensor*. Courts and judges in France, Germany and England (bon petit livre, bien pensé et qui fait penser). — *Vincenzo Arangio-Ruiz*. Frammenti di Gaio. — *Ch. Petit-Dutaillis*. La monarchie féodale en France et en Angleterre, 1^{er}-13^{ème} siècles (recherches parallèles qui éclairent d'un jour nouveau l'histoire des deux monarchies et de leurs institutions). — *Georges Espinas*. Les tisserands de Valenciennes au 14^{ème} siècle. — *H. Lévy-Bruhl*. La noblesse en France et le commerce à la fin de l'Ancien Régime. — *Abbé Chaume*. Le partage des terres entre Gallo-Romains et Burgondes aux 5^{ème} et 6^{ème} siècles (examen du système proposé par F. Lot). — *François Dumont*. La taille en Bourgogne à l'époque de Vauban. —

Maxime Reymond. Les villes neuves au pays de Vaud au XIII^e siècle. = A la suite : Bulletin bibliographique d'histoire économique et juridique. Bibliographie courante, 1931 (elle contient 806 numéros).

Revue maritime, 1933, janvier. — THOMAZI. Les marins à terre dans la guerre de 1870-1871, I. — DE BALINCOURT et P. LE CONTE. La marine française d'hier : les navires à roues ; fin. — A. SPINDLER. En Baltique de 1914 à 1918 ; fin. — P. LOYER. La défense des côtes de Bretagne pendant la guerre de Sept ans : la bataille de Saint-Cast (si le duc d'Aiguillon ne renforça pas les colonnes engagées les 10 et 11 septembre 1758 avec assez de promptitude pour écraser l'ennemi, du moins le plan de défense des côtes de Bretagne avait été judicieusement conçu). = Février. G. DE RAULIN. L'indestructible légende de la Hougue. — THOMAZI. Les marins à terre dans la guerre de 1870-1871 ; fin. = Mars. D. GERNÉZ. La vie et l'œuvre de Jens Sørensen (les origines de l'hydrographie danoise, de 1682 à 1720). — DE BALINCOURT et P. LE CONTE. La marine française d'hier : les vaisseaux mixtes ; suite en avril. = Avril. G. LA ROERIE. Notes sur les travaux de Jal. = Mai. Olav BERGERSEN. Tordenskiold, le Jean Bart nordique, 1690-1720. — DE BRUN. La longue campagne du *Prony* dans le Pacifique (souvenirs du capitaine de frégate de Brun, un des officiers qui posèrent les jalons de la colonisation française en Nouvelle-Calédonie et levèrent les plans des mouillages de l'île en 1853-1854). = Juin. CHANZY. Souvenirs de novice et de timonier, 1839-1840 ; fin en août (Chanzy servit un an dans la marine avant de se présenter à l'école de Saint-Cyr. Ces impressions d'un très jeune homme seraient d'un faible intérêt pour l'histoire si elles ne contenaient un témoignage curieux de la fièvre belliqueuse qui animait l'escadre du Levant dans la crise de 1840. C'est aussi un des rares tableaux que nous possédions sur la vie des matelots d'il y a cent ans par un des leurs, cultivé et observateur). — DE PRADEL DE LAMAZE. Le centenaire de Claude de Jouffroy. = Juillet. Ch. DE LA RONCIÈRE. Vauban, marin et colonial. = Août. Amiral HERR. Le bicentenaire de Borda. — J. DE MALAN. Au temps de Seignelay : les querelles administratives de M. Challes, écrivain du roi. = Octobre. F.-L. MAITLAND. Napoléon à bord du *Bellerophon* ; fin en décembre. — DUROCHÉ. Le ravitaillement des croiseurs corsaires sur les théâtres extérieurs d'opérations (les croiseurs allemands se ravitaillèrent à peine dans les ports neutres, ou dans les colonies du Pacifique et d'Afrique, mal outillées et trop éloignées des routes commerciales ; un peu davantage aux dépens de leurs prises ; enfin, dans la proportion de 55 %, par l'intermédiaire de navires marchands plus ou moins camouflés qui, après s'être approvisionnés en territoire neutre, les rejoignaient à des rendez-vous secrets indiqués par T. S. F. Cette organisation, techniquement remarquable, fut contrariée par les négligences ou les maladresses de la diplomatie). — P. PROTOPAPAS. La première attaque de sous-marins (ce fut le torpillage manqué du croiseur turc *Medjidieh* par le sous-marin hellénique *Delfin*, le 22 décembre 1912). = Novembre. BEAU DE LOMÉNIE. Les dessous financiers de la guerre de course (extraits inédits des papiers de M^{me} Récamier, relatifs aux résultats financiers des croisières de Surcouf, où le banquier Récamier avait des intérêts). = Décembre. Docteur BOUDET. Une grande figure coloniale : le médecin de marine Harmand, 1845-1921. — F.-L. MAITLAND. Napoléon à bord du *Bellerophon* ; fin (traduction nouvelle des souvenirs du commandant du *Bellerophon* ; la première, publiée en 1826, est devenue introuvable. On sait que ces souvenirs contiennent d'intéressants renseignements sur le blocus de

Rochefort, par où les Anglais pensaient que Napoléon chercherait à s'enfuir vers les États-Unis, et une foule d'anecdotes sur l'Empereur et sa suite depuis leur embarquement à bord du *Bellerophon* jusqu'à leur transport sur le *Northumberland*, qui les conduisit à Sainte-Hélène).
A. REUSSNER.

BELGIQUE

Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres. 1933, fasc. 6-9. — J. BIDEZ. Platon, Eudoxe de Cnide et l'Orient (montre l'influence considérable exercée sur Platon par les œuvres de cet Eudoxe énumérées par l'auteur. Platon est encore tributaire de l'ancienne Chaldée quand il attribue au poète comique Aristophane une élucubration sur les origines de l'amour et sur la raison d'être de ses formes diverses). — Léon LECLÈRE. Belgique, France et Congo, 1911-1912 (d'après les *Documents diplomatiques français*). — Gustave COHEN. Une biographie inédite de Grotius par Sorbière. — Maurice WILMOTTE. La conception du Gral chez Wolfram d'Eschenbach. — Bulletin de la classe des beaux-arts, 1933, fasc. 6-9. René JANSSENS. Le nettoyage des tableaux anciens (quelques exemples montrant le danger que présente ce travail si délicat). = Fasc. 10-12. Paul SAINTENOY. Tilman François Suys, architecte des serres du Jardin botanique de Bruxelles (travaux commencés en 1826 ; on a opposé à Suys, mais sans raison, des dessins attribués au peintre Pierre-François Gineste. Suys est mort le 11 juillet 1861 ; son fils lui succéda jusqu'au moment où le Jardin fut acheté par le gouvernement belge, en 1869). = 1934, fasc. 1-2. G. VANZYPE. Félicien Rops.

Académie royale de langue et de littérature françaises. Bulletin, t. XII, n° 3. — Jean HAUST. A propos des manuscrits 815 et 2769 de Darmstadt. Notes d'ancien wallon. = N° 4. Georges DOUTREPONT. La littérature et les médecins en France (depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours ; les faux médecins et les charlatans). — Gustave VANZYPE. Le Musée de la littérature (constitué en 1926 ; pour l'enrichir on fait appel à la générosité du public lettré).

Analecta Bollandiana. T. LII, fasc. 1-2, 1934. — Maurice COENS. La vie de Christian de l'Aumône, fragment tiré d'un manuscrit de Munich (c'était un ermite d'origine mancelle qui vécut d'abord à Gastines, à la fin du XII^e siècle, puis à Landais, monastère dépendant de l'abbaye cistercienne de l'Aumône, entre Blois et Châteaudun). — Paul PEETERS. Les Khazars, dans la Pèssion de S. Abo de Tiflis (d'après un manuscrit datant sans doute du X^e-XI^e siècle. Saint Abo fut mis à mort le 6 janvier 785. Sa passion fut écrite sous le califat d'Haroun-ar-Rasîd, après la conversion des Khazars au judaïsme). — Baudouin DE GAIFFIER. Les sources de la « Topographia Sanctorum », publiée par Maurolycus (cette toponymie, rédigée en 1450, mais publiée en 1568, se présente sous la forme d'une liste de noms de lieu rangés dans l'ordre alphabétique ; la source première dérive d'une *Mappemonde spirituelle* écrite en 1449 par Jean Germain, évêque de Chalon, plusieurs fois remaniée avant d'être utilisée par Maurolycus). — H. D. Stoudion-Stoudios (il n'a jamais existé de monastère de ce nom, qui désigne le quartier de Studius à Byzance et le monastère de Studites, qui s'y trouvait). = **Comptes-rendus critiques.** *Foakes-Jackson et Kirsopp Lake.* The beginning of christianity. 1^{re} partie : Les listes des apôtres, t. IV et V (excellente traduction anglaise des *Actes*, d'après le texte grec établi par

J. H. Ropes). — *F. J. Foakes*. Eusebius Pamphili; a study of the man and his writings (cinq études sur l'évêque de Césarée). — *Arthur St. Barnes*. The martyrdom of St. Peter and St. Paul (prétendue « restitution » de la *Depositio martyrum*; elle est sans aucune valeur). — *Paul Styger*. Die römischen Katakomben (très belle édition et documentation de première main). — *Pio Franchi de' Cavalieri*. Le reliquie dei martiri greci nella chiesa di S. Agata alla Suburra (important). — *F. J. Dölger*. Antike und Christentum, t. III et IV (où l'auteur traite avec compétence des indications fournies par les textes hagiographiques sur les idées que les anciens se faisaient des opérations chirurgicales, en particulier de l'avortement). — *W. H. Buckler*, *W. M. Calder*, *W. K. L. Guthrie*. Monumenta Asiae Minoris antiqua, t. IV. — *Florilegium patristicum tam veteris quam medii aevi auctores complectens*, fasc. 4 et 6, 30-37. — *Iohannes Zellinger*. Augustin und die Volksfrömmigkeit (expose les idées de saint Augustin sur le culte des martyrs). — *Angel Custodio Vega*. La regula de San Agustin (ajoute peu à l'étude de dom Bruyne et aux travaux consacrés après lui à la règle dite de saint Augustin, qui est une lettre adressée par lui à un couvent de moniales révoltées contre leur supérieure). — *A. Wilmart*. Auteurs spirituels et textes dévots du Moyen Age latin (important). — *Edvardus Schwartz*. Concilium universale Chalcedonense. 2^e partie : Epistularum collectio. — *C. E. Stevens*. Sidonius Apollinaris and his age (peu de nouveau, mais très raisonnable. On ignore toujours la date de la mort de Sidoine; l'année 479 proposée par Mommsen n'est qu'une conjecture). — *M. R. James et C. Jenkins*. A descriptive catalogue of the mss. in the library of Lambeth palace. — *M. R. James*. A catalogue of the medieval mss. in the University library, Aberdeen. — Catalogue of irish mss. in the royal Irish Academy, fasc. 5-11. — *R. I. Best et Eoin Mac Neill*. The annals of Inisfallen (importantes remarques de P. Grosjean). — *Karl Young*. The drama of the medieval Church (monument d'érudition, de patience et de goût). — *G. G. Coulton*. Scottish abbey and social life (sévère compte-rendu par P. Grosjean). — *I. J. Churchill*. Canterbury administration (remarquable). — *Marjorie Peers Howden*. The register of Richard Fox, lord bishop of Durham, 1494-1510. — *Jose Manuel Aicardo*, S. J. Comentario a las constituciones de la Compañia de Jesús, t. IV et V (utile compilation). — *Mauritius Coens*. Catalogus codicum hagiographicorum latinorum bibliothecae civitatis Treverensis (ce catalogue occupe les p. 157-224).

Revue belge de philologie et d'histoire. 1933, octobre-décembre. — **André BOUTEMY**. A propos d'un manuscrit du « Tractatus contra curiales et officiales clericos » de Nigellus de Longchamps (c'est le manuscrit de Gonville et Caius College de Cambridge, qui donne un texte très supérieur à celui de Wright. Le poème a été composé en 1184, en un moment où le siège archiepiscopal de Cantorbéry était vacant; l'auteur est bien Nigellus de Longchamps. Texte du poème, qui comprend 75 vers). — **Willy PEREMANS**. Ptolémée II Philadelphe, 286-246, et les indigènes égyptiens. — **A. DE SMET**. Het waterwegennet ten Noordoosten van Brugge in de XIII^e eeuw (sur le canal de Bruges à la mer aux XIII^e et XIV^e siècles, avec deux cartes; 1^{er} article). — **F. MAGNETTE**. Le pétitionnement belge pour le redressement des griefs, 1828-1830 (contre la politique du roi Guillaume I^{er} et de son gouvernement). — **Albert BROUWERS**. A propos de la formule de la « captio » des Vestales (la formule : « uti quae lege optima fuit » doit être traduite littéralement ainsi : « Pour prêtresse vestale, qui fasse les cérémonies sacrées qu'il est de règle qu'une vestale

lasse pour le peuple romain, comme étant une vestale dont les droits n'ont aucune restriction, ainsi, toi, Amata, je te prends ». — Jules DEWERT. Jacobus Ustius, autrement dit Jacques de Houst d'Ath (poète latin du xvi^e siècle, dont le séjour à Rome est attesté à l'année 1590, et qui mourut en 1638). — C. TERLINDEN. Le Franc Samo (c'est le « negucians » du Pseudo-Frédégaire ; son activité commerciale consistait sans doute en trafic des esclaves). — HANS VAN WERVEKE. Le commerce des vins français au Moyen Age (vins de France et aussi vins produits par les princes laïques de la Rhénanie). = **Comptes-rendus. P. Collomp.** La critique des textes (et le classement généalogique des sources). — Th. Zielinski. Dissertationes ad comœdiam et tragœdiam spectantes. — W. H. Buckler et D. M. Robinson. Greek and latin inscriptions, t. I (231 inscriptions de Sardes, dont 106 étaient déjà connues). — C. O. Zuretti. Catalogue des manuscrits alchimiques grecs, t. VIII. — Cicéron. Discours. T. IX : Sur la loi agraire, pour C. Rabirius ; édition et traduction par André Boulanger. — Sénèque le Rhéteur. Controverses et suasoires ; édit. par Henri Bornecque (traduction précise et souvent nécessaire. Les notes fourmillent d'erreurs). — Pierre de Labriolle. Les satires de Juvénal (bonne traduction ; mais la critique même de son témoignage n'a pas été abordée). — G. Cohen. La « Comédie » latine en France au xii^e siècle (véritable révélation littéraire). — A. Tabachowitz. Étude sur la langue de la version française des Serments de Strasbourg (on attache trop d'importance à la transcription des mots français, due peut-être à un scribe ignorant). — Herbert King Stone. Les vers de Thibaut de Marly, poème didactique du xii^e siècle (l'auteur est sans doute Thibaut de Montmorency, moine cistercien, qui écrivit entre 1182 et 1185). — Élie Golenistcheff-Koutousoff. L'histoire de Griséldis en France au xiv^e et au xv^e siècle. — Léon Brunschvicg. Pascal (excellente édition des *Pensées* et *opuscules*, avec 60 planches en héliogravure). — Hélène Del-saux. Condorcet journaliste. — A. Prins. The booke of Common prayer, 1594 (utile en ce qui concerne les sources, sa rédaction et la date où il a été publié pour la première fois). — Jean Gessler. Le livre des métiers de Bruges et ses dérivés (ce sont quatre anciens manuels de conversation). — A. Gerke et E. Norden. Einleitung in die Altertumswissenschaft, t. II, 4^e édit. — Paul Graindor. Athènes, de Tibère à Trajan. — Ch.-A. Julien. Histoire de l'Afrique du Nord (H. Pirenne : très bon exposé, où l'auteur sait interpréter avec un accent personnel une abondante bibliographie). — Edmond Faral. Ermold le Noir (très bonne édition et traduction du poème sur Louis le Pieux et des épîtres au roi Pépin). — Augustin Fliche. La chrétienté médiévale (deux œuvres où François Ganshof signale, à côté de très bonnes parties, des chapitres moins satisfaisants, notamment sur la féodalité et l'Église). — Alexandre Cartellieri. Die Weltstellung des deutschen Reiches, 911-1047 (ouvrage utile et solide). — Louis Halphen. L'essor de l'Europe, xi-xiii^e siècles (très bel effort de synthèse, où F. Ganshof signale certains points faibles, notamment sur le mouvement économique septentrional). — Joseph R. Strayer. The administration of Normandy under saint Louis (remarquable). — Victor Brugmans. Les anciennes constitutions politiques de Louvain. — Floris Prins. Geschiedenis van Antwerpen (bonne étude sur l'organisation ecclésiastique et la vie religieuse d'Anvers de 1312 à 1355). — I. H. Gosses. De Friesche hoofdeling (apporte du nouveau sur l'institution de juges seigneuriaux chargés en partie de combattre les guerres privées dans les villages où ils possédaient des terres). — Alfred Coville. Jean Petit (excellente étude sur la question du tyrannicide au xv^e siècle et le rôle joué par Jean Petit dans

l'assassinat de Jean sans Peur. Long compte-rendu par F. Quicke). — *M. Braure*. Lille et la Flandre wallonne au XVIII^e siècle. Documents néerlandais relatifs à l'occupation de la Flandre wallonne, 1708-1715 (deux très bonnes thèses de doctorat). — *Gaston-Martin*. Nantes au XVIII^e siècle : l'ère des négriers, 1714-1774. — *A. Lesmaries*. Jean Bart et sa fortune. — *Ghislaine De Boom*. Les ministres plénipotentiaires dans les Pays-Bas autrichiens, principalement Cobenzl. — *G. J. Renier*. Great Britain and the establishment of the kingdom of the Netherlands, 1813-1815 (compte-rendu par H. Pirenne). — Comte *Hippolyte d'Ursel*. La Cour de Belgique et la Cour de France de 1832 à 1850 (extraits de la correspondance de la reine des Belges, Louise-Marie d'Orléans ; elle révèle une femme très timide et intelligente, qui sait peindre au vif les hommes d'État et ses frères ; elle reste d'ailleurs très française de sentiments). — Comte *Woeste*. Mémoires pour servir à l'histoire contemporaine de la Belgique. T. II : 1894-1914. — *Martin P. Nilsson*. The Mycenaean origin of greek mythology. — *A. Goethals*. Mélanges d'histoire du christianisme. 5^e partie : *Anti-Eisler*. — *A. Herrmann*. Die Erdkarte der Urbibel. Tartessos und die Etruskerfrage (nouvelle étude sur un apocryphe de l'Ancien Testament, le Livre des jubilés ; la Genèse restera toujours sans doute une énigme). — L'utilité des sources auxiliaires de l'histoire, à propos des travaux de Joseph Meyers, Joseph Steinhausen, Théodore Frings, Guillaume Des Marez et Félix Rousseau (étude d'ensemble par J. VANNÉRUS). — *Émile Renders*. Hubert van Eyck, personnage de légende (réfutation en règle par M. Paul Faider du travail où cet auteur prétend que « Pictor Hubertus » n'a jamais existé). = Bibliographie et analyse des Périodiques. = Les collections de philologie anglaise, par F. DELATTE ; suite. = Chronique (à noter un long compte-rendu sur le VII^e Congrès international de Varsovie-Cracovie en août 1933 ; sur le III^e Congrès international de papyrologie, le XIII^e Congrès international d'histoire de l'art tenu à Stockholm, etc., où il est traité « de omni re scibili »).

CANADA

Bulletin des recherches historiques. 1933, janvier. — Les Canadiens français et les évêques de Boston (on donne ici trente-cinq lettres (conservées aux archives de Montréal), écrites par les évêques de Boston à ceux de Montréal, 1842-1866. Elles contiennent d'utiles renseignements sur la procédure suivie dans les conciles américains et sur la vie religieuse des révoltés canadiens de 1837, réfugiés, au nombre d'un millier, dans le district de Burlington). — N. LUSSEAU. Le logis de Chaussées ; l'ancienne intendance maritime de Rochefort (bref historique, rien d' inédit). — E.-Z. MASSICOTTE. L'émigration aux États-Unis il y a quarante ans et plus (l'auteur donne ici un exemple concret, dans le comté de Champlain, particulièrement, à Sainte-Geneviève de Batiscan, de l'exode de centaines de familles vers les tissages de Lowell ou les usines de Chicago ; suite en février et mars). — William Henderson (organisateur de la première Compagnie canadienne d'assurances sur la vie, 1818 : The Canada Life Assurance Company). — Lettre du D^r F. Duquet (de Sainte-Luce) à Wilfrid Laurier, écolier à l'Assomption, 14 septembre 1855. — Le Canadien Sainte-Marie (zouave pontifical qui dénonça à Rufus King la présence à Rome de Suralt, un des complices de l'assassinat de Lincoln). — La Cour des plaidoyers communs, 17 septembre 1764-22 juin 1775 (elle jugea tantôt en « équité », tantôt sui-

vant les lois françaises). = Février. E.-Z. MASSICOTTE. Gervais Lefebvre, premier prêtre né à Montréal et premier docteur en théologie canadien? — Irma MICHAUD. Antonin Dessane, 1826-1873 (maître de chapelle à Clermont-Ferrand, puis de la cathédrale de Québec et de Saint-François-Xavier de New-York. Liste de ses œuvres; son chef-d'œuvre est la messe en *ré mineur* à quatre voix mixtes avec orchestre). — Mémoire concernant les limites des colonies, présenté en 1720, par le sieur Bobe, prêtre de la congrégation de la Mission (l'auteur réserve le nom d'Acadie à la partie méridionale, limitée par une ligne qui joindrait l'embouchure du Quinébec à la rivière Jourdan. Il discute la valeur des textes et recommande de fortifier Louisbourg, Québec, Montréal, Chambly, Détroit). — Lettre de M. Hocquart au ministre (7 octobre 1731) sur les munitions et des questions diverses. = Mars. Lettre de M. L. Fromenteau contenant quelques descriptions de Gaspé et avis sur ses cours de justice adressé à M. J.-A. Panet, Québec, 15 mars 1796 (elle décrit les cultures, le régime des terres). — Paroles des sauvages au gouverneur de Vaudreuil avec ses réponses, 14 novembre 1703 (les Indiens demandent le maintien des Jésuites et acceptent de lutter contre les Anglais). — Trois lettres de Pierre de Rocheblave à Pierre Guy, 14 novembre, 26 novembre, 27 décembre 1787 (elles indiquent comment se fit la liquidation des biens des Jésuites).

E. PRÉCLIN.

ÉTATS-UNIS

Foreign Affairs. 1934, janvier. — A. LAWRENCE LOWELL. The present crisis in democracy. — Karl RADEK. The bases of Soviet foreign policy. — The future of international trade (trois articles : 1^o Walter LIPPMAN, Self sufficiency; 2^o Henry A. WALLACE, American agriculture and world markets; 3^o G. D. H. COLE, Planning international trade). — Charles RIST. Gold and the end of the depression (si la crise mondiale touche à sa fin, ce qu'il importe, pour faire revivre les affaires dans le monde, c'est d'avoir confiance dans les différentes espèces monétaires et la certitude qu'elles seront certainement maintenues). — Allen W. DULLES. Germany and the crisis in disarmament. — Theodore ROOSEVELT. Puerto Rico : our link with latin American. — Stephen P. DUGGAN. Latin America, the League and the United States. — H. J. TEMPERLEY. Japan in Manchukuo (avec une carte des chemins de fer de Mandchourie). — John GUNTHER. Dollfuss and the future of Austria (le nazisme allemand menace des États matériellement neutres tels que le Danemark, la Hollande et la Suisse; ils sont obligés de prendre des mesures pour maintenir leur indépendance. L'Autriche a été le but de la première attaque des nazis; c'est une leçon : l'Europe remercie le « petit » Dollfuss de l'avoir comprise). — Stephen GWYNN. Ireland since the treaty. — William O. SCROGGS. Russia and world trade (avec quatre graphiques). — Lawrence A. FERNSWORTH. Andorra (comment a disparu de la carte de l'Europe le dernier État féodal; avec une carte).

The Journal of modern history. 1934, mars. — G. H. GUTTRIDGE. The whig opposition in England during the American revolution. — Thomas A. BAILEY. The United States and the blacklist during the Great War (par « liste noire », on entend les personnes ou les établissements d'un pays neutre avec lesquels une puissance belligérante interdit à ses nationaux d'entretenir des rapports commerciaux. Cette liste, maintenue pendant quelque temps encore après les hostilités, fut finalement

close le 27 avril 1919). — E. W. PAVENSTEDT. A conversation with Bismarck (à Friedrichsruhe, le 12 janvier 1890 ; il y parla du socialisme ; de la briqueterie, qui marchait assez mal ; du gouvernement italien et de ses bonnes relations avec l'Allemagne ; de la Russie ; de ses rapports personnels avec l'empereur, dont il parle sans aménité, etc.). — Wesley Frank CRAVEN. Historical study of the British Empire (revue critique des travaux publiés sur l'histoire d'Angleterre par des Anglais depuis un demi-siècle). = **Comptes-rendus.** *Gertrude Randolph Bramlette Richards*. Florentine merchants in the age of the Medici (très utile travail sur l'histoire des Médicis, d'après des lettres et documents inédits de la collection Selfridge). — J. U. NEF. The rise of the British coal industry (travail très bien documenté, avec des cartes ; important surtout pour la période de 1550 à 1700). — *Wilbert Harold Dalgliesh*. The Company of the Indies in the days of Dupleix, 1722-1754 (important). — Cambridge history of the British empire. Vol. VIII : Australie et New Zealand (ouvrage de haute valeur à la fois scientifique et littéraire). — *Helmut Carol Engelbrecht*. Johann Gottlieb Fichte, a study of his political writings, with special reference to his nationalism (prête souvent le flanc à la critique). — *Leo Francis Stock*. United States ministers to the Papal States ; instructions and dispatches, 1848-1868 (important recueil de documents inédits). — *Sister Loretta Clare Feiertag*. American public opinion in the diplomatic relations between the United States and the Papal States, 1847-1867 (intéressant examen critique de ces documents par une sœur de charité de Cincinnati). — H. E. WORTHAM. Chinese Gordon (remarquable étude sur Gordon et son œuvre en Chine). — Documents diplomatiques français, 1871-1914, t. IV et V (par Bernadotte E. Schmitt). = Bibliographie.

The national geographical Magazine. 1934, janvier. — Mrs. Richard C. GILL. Mrs. Robinson Crusoe in Ecuador (il ne s'agit pas ici du célèbre roman de Defoe, mais d'un récent voyage au pays de l'Équateur ; avec une carte). — Amos BURG. A native son's rambles in Oregon (carte très détaillée de la région comprise entre l'océan Pacifique, l'État de Californie et celui de Washington. L'origine du nom d'Oregon reste inconnue. Sur le fût d'une colonne a été gravée en quinze panoramas l'histoire du pays). — W. Robert MOORE. The golden isles of Guale (les îles d'or de la Géorgie déjà connues au XVI^e siècle par les géographes espagnols. A Santa Maria de Guadeloupe se trouvent les vestiges d'une mission établie par des colons espagnols. La chasse et la pêche). = Mars. H. Ian HODGKIN. Coconuts and coral islands (les mœurs et les métiers dans les îles du Onlong Java dans l'océan Pacifique ; l'industrie des noix de coco). — Amos BURG. Color glimpses of the changing south seas (en Polynésie). — T. Gilbert PEARSON. Birds that cruise the coast and inland waters (dans l'Amérique septentrionale). — Frederick SIMPICH. Vignettes of Guadalupe (avec une carte du Mexique). — L. Pérez PARRA. The glamour of Mexico, old and new (l'art du coloris au Mexique appliqué même aux ustensiles les plus ordinaires). — John McWILLIAMS. Vagabonding in England (scènes de la vie urbaine, surtout hors de Londres ; avec une carte). = Avril. Henriette Allen HOLMES. The spell of Romania (souvenirs de voyage d'une Américaine, restée sous le charme d'un pays très fruste encore, mais d'une incomparable beauté, baignant « dans une atmosphère de légende médiévale », embelli par les vestiges de l'antiquité romaine). — Maynard Owen WILLIAMS. By car and steamer around our inland seas (avec une carte de la région des grands lacs : Supérieur, Michigan, Huron, Érié, Ontario, Geor-

gian bay ; sur les grandes voies économiques de l'Amérique du Nord et du Canada). — Major Edward KEITH-ROACH. Changing Palestine (note les changements considérables qui se sont produits en Palestine pendant les dix dernières années). — An expedition to explore the stratosphere (préparatifs et but de l'expédition).

Speculum. 1934, n° 1. — Isabel POPE. Mediaeval latin background of the thirteenth century galician lyric (étude le texte et les mélodies d'un manuscrit du XIII^e siècle composé par un rimeur de Galice ; quatre planches où sont photographiés des types de l'écriture). — F. M. SALTER. Skelton's *Speculum principis* (histoire du manuscrit où se trouve l'ouvrage, manuscrit qui est peut-être celui que le poète avait présenté à Henry VIII). — Edmund Kurt HELLER. The story of the magic horn ; a study in the development of a mediaeval folk tale (étude sur une version française du *Lai du cor*, qui appartient à la légende arthurienne. Texte français et traduction en dialecte alsacien). — C. W. JONES. Polemius Silvius, Bede and the names of the months (étude sur les sources où Silvius, contemporain de l'évêque de Lyon Eucherius, puisa pour son traité sur les noms des mois chez les Hébreux, les Égyptiens d'Alexandrie et les Macédoniens). — Arthur BURKHARD. The Isenheim altar (étude sur les neuf panneaux de cet autel, qui sont l'œuvre de Matthias Grünewald ; avec douze planches). — Sanford Brown MEECH. John Drury and his english writings (ce Drury fut maître d'école à Beccles ; auteur de trois traités de grammaire contenus dans un manuscrit daté de 1434. Texte de ces traités, écrits en langue anglaise). — A. HILKA et F. P. MAGOUN. A list of manuscripts containing texts of the *Historia de preliis Alexandri Magni* (en vue d'une édition projetée des trois recensions interpolées de cette *Historia*, chacun des trois groupes étant basé sur un seul manuscrit. En tout, quatre-vingts manuscrits). — John Matthews MANLY. Mary Chaucer's first husband. — Richard A. NEWHALL. Payment to Pierre Cauchon for presiding at the trial of Jeanne d'Arc (publie une lettre en français de Henry VI, « roy de France et d'Angleterre », 29 juillet 1437, « pour le fait du procez de heresies de feue Jehanne, naguères appellee la Pucelle », à cause des services rendus par « nostre amé et féal conseiller Pierre, evesque de Lysieux, nagueires evesque de Beauvais »). — Kevin GUINAGH. An unpublished manuscript of Rogerius Anglicus (Rogerius Anglicus, de l'ordre des Frères mineurs, qui abrégéa l'*Opus Oxoniense* de Duns Scot ; le manuscrit est actuellement possédé par l'Université de Pittsburg ; avec un fac-similé). — **Comptes-rendus.** *Julius Battelli.* Acta Pontificum (début d'une publication d'*Exempla scripturarum* dirigée par les « procureurs » de la bibliothèque et des archives du Vatican). — Irene Josephine Churchill. Canterbury administration (pour la période de 1279 et 1533). — Stephen d'Irsay. Histoire des Universités françaises, t. I. — Ettore Gabrici et Ezio Levi. Lo steri di Palermo e le sue pitture (excellent travail sur les œuvres d'art conservées au palais [osterium, steri] et dans la famille Chiamomonte, Palerme). — Fausto Ghislaberti. Giovanni di Garlandia, Integumenta Ovidi, poemetto inedito del secolo XIII (d'après deux manuscrits découverts par l'auteur). — Karl Young. The drama of the medieval Church, vol. I (avec une abondante bibliographie ; longue analyse, par George R. Coffman).

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the Institute of historical Research. Vol. XI, n° 33, février 1934. —

H. G. RICHARDSON et G. O. SAYLES. *Parliamentary documents from formularies* (six documents, dont quatre en français, publiés avec un commentaire détaillé. Le premier est une lettre écrite probablement par le comte de Huntingdon à son ami « amice carissime », le comte de Geldre, beau-frère d'Édouard III ; il y proteste contre un prétendu complot attribué au comte de Gueldre et au marquis de Juliers pour faire empoisonner Philippe VI de Valois « nominalis rex Francie ». Dans le Parlement tenu à la Chandeleur de 1338, un chevalier, qu'on peut identifier avec William Trussel, vint provoquer en combat singulier toute personne qui oserait maintenir l'accusation portée contre les deux princes. — 2^e Pétition adressée au roi et « as seignurs de vostre royaume en cest present parlement assemblez » en 1401, pour obtenir la peine de mort contre les hérétiques. — 3^e Lettre sous sceau privé demandant qu'une lettre sous le grand sceau autorisât l'évêque de Lincoln à ne point paraître au Parlement ni au Conseil, à cause de son âge et de ses infirmités. — 4^e Pétition des « seignurs et comunes du Parlement », 31 octobre 1399 ; dix articles qui doivent être soumis au roi. — 5^e Acte sous sceau privé du 29 janvier 1402, convoquant un grand Conseil au lieu et place du Parlement qui devait s'assembler à Westminster quelques jours plus tard, à cause de « certaines necessaires et chargeantes besoignes ». Liste des personnes qui devaient assister à ce Parlement. — 6^e Missive diplomatique adressée par les prélats, les grands du royaume et « tota communitas regni Anglie » aux prélats et grands du royaume de France au sujet de la trêve avec la France, 14 janvier 1404 n. st.). — Betty BEHRENS. A note of Henry VIII's divorce project of 1514 (le projet de divorce était fondé sur le fait que le roi voulait répudier sa femme, dont il n'avait pas d'enfant, pour épouser une fille du duc de Bourbon. C'est à tort que M. Hilaire Belloc a prétendu que l'idée première du divorce fut l'œuvre d'Anne Boleyn). = Bibliographie des Périodiques. = Sommaire des thèses : Aziz S. Atiya. La croisade de Nicopolis et ses sources. — R. Dudley Edwards. Les lois pénales contre les catholiques en Irlande, de 1534 au traité de Limerick en 1691. — Margaret C. Pitman. Les œuvres de Henry Peacham. — S. G. Rainbow. Les expéditions anglaises contre les Hollandais des Indes orientales. = Le Dictionnaire de biographie nationale : additions et corrections. — Les manuscrits historiques : accroissements et migrations.

Bulletin of the John Rylands library Manchester. 1934, janvier. — H. B. CHARLTON. Shakespeare's Jew (étude sur les éléments utilisés par le poète pour créer le type du Marchand de Venise). — C. H. DODD. The mind of Paul ; change and development (contre la thèse présentée par le Prof. Duncan dans son livre : *St. Paul's ephesian ministry*, 1929 ; montre comment a évolué saint Paul dans la suite de ses épîtres). — C. C. EDGAR. A new group of Zenon papyri (texte et commentaire de dix-huit lettres écrites par Zénon ou qui lui furent adressées vers les années 250-259). — T. FISH. Aspects of Sumerian civilisation as evidenced on tablets in the John Rylands library. — D. S. MARGOLIOUTH. The arabic papyri in the John Rylands library (les documents écrits sur ces papyrus appartiennent pour la plupart au III^e siècle avant l'ère chrétienne ; on y rencontre fréquemment une ville appelée Ushmun ou Ushmunain). — Frances Charles MONTAGUE. Some early letters of Mark Pattison (intéressantes pour l'histoire du mouvement d'Oxford, 1842-1852). — Moses TYSON. A review and other writings by Charles Dickens (avec trois fac-similés). — M. ZAMICK. Unpublished letters of Arthur Henry Hallam from Eton

(la plupart de ces lettres sont datées de 1827 ; elles sont publiées avec un copieux commentaire).

The english historical Review. 1934, janvier. — Herbert CHITTY et E. F. JACOB. Some Winchester College muniments (publient quatre documents inédits des années 1389-1390 concernant les fondations par le pape Boniface IX du collège de Winchester et de New College, Oxford. Texte avec un commentaire sur la diplomatie pontificale et un fac-similé photographique). — A. K. JAMESON. Some new Spanish documents dealing with Drake (on connaissait déjà, sur les débuts de Drake, les *Noticias historicas* du Fr. Pedro Simón, qui jettent un jour lugubre sur le sac de Carthagène des Indes ; mais ces *Noticias* sont tirées de deux poèmes, l'un, *Dragonteá*, par Lope de Vega, l'autre par Juan de Castellanos ; composés d'après les rapports officiels du gouvernement espagnol, ils présentent la campagne de Drake sous un jour tout différent. En appendice sont publiés quelques documents anglais sur le dernier voyage de Drake, tirés des « Exchequer declared accounts »). — Godfrey DAVIES. The Parliamentary army under the earl of Essex, 1642-1645 (en appendice : histoire des régiments de John Hampden et de Denzil Holles). — J. M. THOMPSON. « Le Maître, alias Merra » (le personnage qui, en mars 1777, fut convaincu de vol commis au Ashmolean Museum fut-il réellement le révolutionnaire français Jean-Paul Marat ? Malgré de fortes présomptions, l'impartiale histoire dira « que ce n'est pas prouvé »). — Philip GRIERSON. Rostagnus of Arles and the pallium (le pape Jean VIII pensa rétablir le vicariat d'Arles en la personne de Rostagnus. Ce ne fut pas dans un intérêt politique, mais pour donner au métropolitain un titre sans lequel il ne pouvait exercer ses droits ou ses privilèges). — Charles JOHNSON. The constableness of Walter of Gloucester (restitue le texte d'une charte mutilée par laquelle Henri 1^{er} rétablit Milon, fils de Gautier de Gloucester, dans le fief que son père avait reçu à titre de vassal direct de la couronne et son office de connétable). — N. DENHOLM-YOUNG. The Winchester-Hyde chronicle (étude sur les rapports qui existent entre les annales de Winchester, de Waverley et de Worcester ; un autre manuscrit, contenant la chronique de l'abbaye de Hyde, permet de préciser définitivement ces rapports. Publie des extraits inédits de cette chronique). — Martin A. SIMPSON. The campaign of Verneuil (il s'agit de la bataille livrée le 17 et non le 14 août 1424). — G. M. TREVELYAN. The « Jersey » period of the negociations leading to the peace of Utrecht (rôle joué d'abord par Edward Villiers, comte de Jersey, auparavant Lord Bolingbroke, qui intervint seulement en 1710). — **Comptes-rendus.** Steven Runciman. Byzantine civilisation (très intéressant). — Karl Young. The drama of the medieval Church (importante étude sur le drame liturgique). — Frances Consett. The London weavers' Company, t. I (du XII^e siècle au XVI^e). — Curia regis rolls of the reigns of Richard I and John (compte-rendu de Powicke). — Salomon Graysel. The Church and the Jews in the thirteenth century. — G. R. Owst. Literature and pulpit in medieval England (met en œuvre un nombre considérable de faits en partie nouveaux). — Strickland Gibson. Statuta antiqua Universitatis Oxoniensis (très important). — F. Favresse. L'avènement du régime démocratique à Bruxelles pendant le Moyen Age. — Gustave Dupont-Ferrier. Les origines et le premier siècle de la Chambre ou Cour des aides de Paris (modèle d'histoire administrative). — Christopher Columbus. Documents and proofs of his Genoese origin (convainquant, jusqu'à preuve matérielle du contraire). — Pontien Polman. L'élément historique dans la controverse religieuse du XVI^e siècle.

— *J. H. M. Tesser, S. J.* Petrus Canisius als humanistisch geleerde. — *James Brodrick, S. J.* The life and work of Blessed Robert Francis, cardinal Bellarmine (fournit beaucoup d'informations sur la vie de Bellarmine). — *Armand Louant.* Correspondance d'Ottavio Mirto Frangipani, premier nonce de Flandre, 1596-1606; t. II et annexes. — *Ludwig Fekete.* Türkische Schriften aus dem Archive des Palatins Nikolaus Esterházy, 1606-1645. — *H. Dunlop.* Bronnen tot de geschiedenis der Ostindische Compagnie in Perzië. — *A. Ernstberger.* Oesterreich-Preussen, 1791-1795, 1^{re} partie : Der Westen-Krieg und Frieden mit Frankreich. — *Thomas Dinham Atkinson.* An architectural history of the Benedictine monastery of Ste Etheldreda at Ely (plein de très bonnes choses). — *B. D. Meritt.* Athenian documents of the fifth century (discussions techniques et non toujours convaincantes sur la chronologie). — *E. N. Johnson.* The secular activities of the German episcopate during the period of the Saxon emperors. — *L. Halphen.* L'essor de l'Europe (c'est le meilleur manuel de cette taille qui ait encore été composé). — *J. R. West.* St. Benet of Holme, 1020-1210. — *Franciscan essays*, t. II. — The register of William Groenfield, lord archbishop of York, 1306-1315. — Calendar of Spanish manuscripts concerning Peru, 1531-1651. — *Henry Hamilton.* The industrial revolution in Scotland (xviii^e et xix^e siècles). — *C. L. Lokke.* France and the colonial question, 1763-1801. — *W. Forbes.* Ireland and Irish emigration to the New World from 1815 to the famine (le côté sociologique est la partie faible du livre). — *P. J. Treat.* Diplomatic relations between the United States and Japan, 1853-1895 (deux très importants volumes).

The Times. Literary Supplement. N° 1666. — Article de tête : Cornwall in the civil war, 1642-1660. = **Comptes-rendus.** *John L. Spivak.* Georgia Nigger (émouvant tableau du péonage auquel étaient contrainsts les esclaves nègres dans les États-Unis du Sud). — *C. J. Uys.* In the era of Shepstone (instructive biographie d'un agent anglais connu pour sa bienveillance à l'égard des populations du Transvaal; d'après la correspondance de Theophilus Shepstone, secrétaire d'État pour les colonies en 1876). — *J. W. Wheeler-Bennett.* Documents on international affairs, 1932 (concernant les questions des dettes interalliées, les réparations et le désarmement). — *I. Schapera et B. Farrington.* The early Cape Hottentots (tels qu'ils ont été décrits par Olfert Dapper, 1668; Willem Ten Rhyne, 1686; Johannes Guglielmus de Grevenbroek, 1695. Texte et traduction en anglais). — *W. Stewart Wallace.* The memoirs of Sir George Foster (un des plus brillants orateurs au Parlement du Canada, mort en 1931). — *Marquis de Toustain.* Mémoires, 1790-1824. — *Edward Westermarck.* Pagan survivals in Mohammedan civilization. — *C. H. Collins Baker.* British painting (excellent). — *Janet E. Courtney.* The adventurous thirties; a chapter in the women's movement (six intéressantes biographies de suffragettes, 1830-1840). = N° 1667. *T. Lindsay Buik.* The treaty of Waitangi. How New Zealand became a British Colony, 2^e édit. (histoire du traité conclu en 1840 et qu'on a appelé la Grande Charte des Maoris). — *John Gibbons.* The truth about the Legion (l'auteur s'est renseigné sur place même, auprès de compatriotes qui s'étaient engagés dans la Légion étrangère; l'impression qu'il en a recueillie est très loin de confirmer l'horrible tableau qu'en ont peint les ennemis de la France). — *John Jewkes et Allan Winterbottom.* An industrial survey of Cumberland and Furness (important). — *G. R. Y. Radcliffe.* Real property law (excellent). — *M. E. Cunningham.* An introduction to the archaeology of Wiltshire (depuis les plus

anciens temps jusqu'au paganisme des Saxons ; étude consciencieuse, mais où il y aurait beaucoup à redire). — *C. H. Williams*. Year-books of Henry VI. Vol. I to 1422. = N° 1668. *Dorothy O. Shilton* et *Richard Holworthy*. High court of admiralty examinations, 1637-1638. — *Eduardo Soderini*. Il pontificato di Leone XIII, vol. II et III (très intéressant pour l'histoire du Kulturkampf). — *R. W. Williamson*. Religious and cosmic beliefs of Central Polynesia (instructif). — *Bartolo Bellotti*. La vita di Bartolomeo Colleoni (excellente biographie). — Lord *David Cecil*. Sir Walter Scott (l'auteur estime qu'aujourd'hui on en supporte difficilement la lecture). = N° 1669. *James A. Williamson*. The observations of Sir Richard Hawkins, edited from the text of 1622 (Hawkins, fait prisonnier par les Espagnols sur la côte du Pérou en juin 1593 et détenu pendant huit ans, raconte les incidents de son voyage aux Indes orientales, au détroit de Magellan et dans le Pacifique. Très intéressant pour l'histoire de la marine britannique). — *R. Travers Herford*. Talmud and Apocrypha (œuvre de première importance). — *Félix M. Keesing*. Modern Samoa ; its government and changing life (bien documenté et impartial). = N° 1670. *John Gore*. Creavey's life and time (extraits inédits de sa correspondance, très intéressante pour l'époque de George IV ; elle a déjà été utilisée par Lytton Strachey). — *Herman Finer*. English local government (remarquable). — *Christopher Addison*. A personal diary from June 1914, to January 1919. Vol. I : 1914-1916 (notes journalières prises par un médecin qui fut un des meilleurs collaborateurs de Lloyd George et du parti radical). — *William Moffat*. Shetland ; the isles of nightless summer. — *G. E. Bryant* et *G. P. Baker*. A Quaker journal ; being the diary of William Lucas of Hitchin, 1804-1861 (très intéressant). — *L. A. Parry*. The history of the torture in England (contient beaucoup de faits, mais pas d'index). — *Adrian Stokes*. Stone of Rimini (la sculpture à Rimini au xv^e siècle). — *Svend Aage Pallis*. Essay on Mandeian bibliography, 1560-1930 (très utile pour faire connaître le pays des Sabéens, appelés aussi Mandéens ou « disciples de la Parole »). = N° 1671. *H. M. Robertson*. Aspects of the rise of economic individualism ; a criticism of Max Weber and its school. — *O. F. Christie*. The transition to democracy, 1867-1914 (cette transition est le résultat de l'animosité entre les deux grands partis historiques). — *F. H. Hayward*. The unknown Cromwell. — *M. R. James*. The romance of Alexander ; a collotype facsimile of ms. Bodley 264 (un des grands livres à peinture du Moyen Age). — *A. D. Nock*. Conversion. The old and the new in religion from Alexander the Great to Augustine of Hippo. — *C. Whitaker-Wilson*. Two thousand years of London (amusant). — *Anna Teresa Kitchel*. George Lewes and George Eliot (très intéressant). — *J. E. Neale*. Queen Elisabeth (ajoute peu de chose à la biographie de la reine par Conyers Read). — Monumenta Asiae Minoris antiqua. Vol. III : Monuments and documents from Eastern Asia. = N° 1672. Miss *Louise Fargo Brown*. The first earl of Shaftesbury (longue analyse de cette biographie en tête de la livraison). — *Aucher Warner*. Sir Thomas Warner, pioneer of the West Indies ; a chronicle of his family (fondateur de la colonie de Saint-Christophe en 1624, gouverneur pendant un quart de siècle des îles anglaises de la mer des Caraïbes). — *James Henry Breasted*. The dawn of conscience (remarquable étude sur l'éveil de la conscience dans l'Égypte antique). — *Ralph Turner*. James Silk Buckingham. A social biography (curieuse étude sur un aventurier qui, après avoir parcouru le monde, essaya de convertir Méhémet Ali à l'idée du percement de l'isthme de Suez, entreprit de réformer par l'instruction les habitudes sociales de

ses compatriotes. Fondateur de l'*Oriental colonial review*, de l'*Athenaeum*, 1828, etc.). — *F. L. Lucas et Prudence Lucas*. From Olympus to the Styx (notes de voyage dans la région hellénique). — *Édouard Perroy*. The diplomatic correspondence of Richard II (important pour l'histoire du règne et le caractère de Richard II). — *Lewis Grassie Gibbon*. The life of Mungo Park (bonne étude sur la Négritie, explorée par l'Écossais Mungo Park en 1797 et 1803 ; mais le portrait du voyageur est infidèle). = N° 1673. *Douglas Copland*. Australia in the world crisis, 1929-1933. — *Norman Bentwich*. Palestine (important témoignage d'un administrateur qui a vu de près les choses pendant une quinzaine d'années). — *Sir Thomas Erskine Holland*. Lectures on international law (riche mine d'informations par un éminent professeur de droit international à Oxford). — *R. Pascal*. The social basis of the german Reformation. — *Sir Charles Petrie*. Monarchy (intéressant, mais son apologie du régime monarchique manque de base solide). — *H. Edward Forrest*. The Atlantean continent ; its bearing on the great ice age and the distribution of species (provoque la discussion). — Général *Sir Percy Sykes*. A history of exploration from the earliest times to the present day (écrit pour le grand public). — *F. N. Robinson*. The complete works of Geoffrey Chaucer (remarquable édition qui nous vient cette fois d'Amérique). — *Robert Seymour Conway*. Ancient Italy and modern religion (l'auteur, qui connaît à merveille les dialectes italiens, n'est pas un spécialiste dans le domaine de la religion comparée ; on s'en aperçoit). — *K. A. Eckhardt*. Sachsen-Spiegelland, und Lehnrecht (édition remarquable). — *R. Campbell Thompson et M. E. L. Mallowan*. The British Museum excavations at Nineveh, 1931-1932 (admirable illustration). = N° 1674. Article de tête : Oliver Goldsmith. = **Comptes-rendus**. *J. Merle Davis*. Modern industry and the African (intéressants documents recueillis pour le compte de l'« International Missionary Council », dont l'auteur est le président). — *Marjorie Firth et Arthur Hopkinson*. The Todpuddle martyrs (ce sont six ouvriers d'un petit village du Dorset qui furent condamnés à six ans de déportation pour leur adhésion aux opinions socialistes d'Owen). — *R. I. Best et Eoin Mac Neill*. The annals of Inisfallen (reproduction en fac-similé du manuscrit original de ces Annales commencées vers le milieu du x^e siècle et continuées jusqu'au xiv^e). — *C. E. R. Sherrington*. A hundred years of inland transport, 1830-1933. — *A. K. Hamilton Jenkin*. Cornish homes and customs (la description des fêtes populaires en Cornouailles est la meilleure partie du livre). = N° 1675. *A. Krishnaswami*. The new Indian constitution. — *Douglas Reed*. The burning of the Reichstag (intéressant). — *W. G. Peck*. The social publications of the Oxford movement. — Capitaine *Liddell Hart*. In Arabia and after (histoire de la révolte des Arabes contre le protectorat anglais). — *F. G. Parsons*. The history of Saint-Thomas's hospital. Vol. II : 1600-1800. — *Edith Peacy*. Saint Birgitta of Sweden (très intéressant). — *Arthur Cecil Bining*. British regulation of the colonial iron industry. = N° 1676. *George Macaulay Trevelyan*. England under Queen Anne. The peace and the protestant succession. — *Leo Francis Stock*. U. S. ministers to the papal States. Instructions and despatches, 1848-1868 (édition intégrale des documents conservés dans les archives du Secrétaire d'État des États-Unis). — *Alex. Flick*. History of the State of New York, 4 vol. (très important). — *A. S. Yahuda*. The language of the Pentateuch in its relation to egyptian, vol. I (très contestable). — *Arthur Ruppin*. The Jews in the modern world (beaucoup de faits sur des matières que l'on traite d'ordinaire par le préjugé). — *Miss Sylvia Thrupp*. A short history of the

worshipful company of bakers of London (très instructif). = N° 1677. Article de tête : William Morris. = **Comptes-rendus**. S. E. Harris. Twenty years of Federal reserve policy. The new Survey of London life and labour. The Western area (enquête approfondie sur la condition sociale des habitants de Londres dans la région de l'Ouest). — *Frank Tannenbaum*. Peace by revolution ; an interpretation of Mexico (ouvrage approfondi et qui fait penser ; importance grandissante de l'élément indien au Mexique). — Miss E. M. Hampson. The treatment of poverty in Cambridgeshire, 1597-1834. — G. A. Frank Knight. Archæological light in the early christianizing of Scotland. — *Malcolm V. Hay*. The Jesuits and the popish plot (thèse tendant à prouver, non seulement que les révélations de Titus Oates sont mensongères, mais qu'en réalité il n'y eut pas de complot et que les Jésuites n'ont rien à voir dans cette affaire). — *Chandler Rathfon Post*. A history of the spanish painting. Vol. V : The hispano-flemish style in Andalusia (très important ; l'auteur fait une belle place au grand artiste Bermejo de Cordoue). — R. A. Roberts. A calendar of the Inner Temple records. Vol. IV : 1714-1750. = N° 1678. Article de tête : Londres vue par les étrangers au XVIII^e siècle. = **Comptes-rendus**. Henry H. Walsh. The concordat of 1801 ; a study of the problem of nationalism in the relations of Church and State (remarquable). — H. C. Armstrong. Lord of Arabia ; an intimate study of a king (curieuse biographie du roi des Wahabites). — A. H. Davis. William Thorns's chronicle of St. Augustine's abbey, Canterbury (traduction qui fera mieux connaître un des meilleurs chroniqueurs du XIV^e siècle). = N° 1679. J. L. Morison. Lawrence of Lucknow (belle biographie de l'héroïque défenseur de Lucknow). — *Edgar J. Goodspeed*. The meaning of Ephesians. — G. R. Taylor. Late Tudor and early Stuart geography, 1583-1650 (très instructif). — Miss E. M. G. Routh. Sir Thomas More and his friends, 1477-1535. — *Edward Armstrong*. Italian studies ; publ. par *Cecilia M. Ady*. — Miss. J. M. C. Toynbee. The Hadrianic school ; a chapter in the history of greek art (excellent). — *Wallace K. Ferguson*. Erasmi opuscula (complète l'édition des œuvres d'Érasme par Leclerc, 1703-1706 ; mais ce qu'il y ajoute est d'un intérêt médiocre et parfois incorrect). — *Gilbert Hobbs Barnes*. The antislavery impulse, 1830-1844. = N° 1680. Article de tête : Birmingham au XVII^e siècle (d'après « The records of king Edward School », t. III, et « Four tracts relative to the battle of Birmingham, 1643 », publ. par *Leonard Jay*). = **Comptes-rendus**. A. M. Newman. Economic organization of the British coal industry. — *Diederich Westermann*. The African to day (beaucoup de faits et d'idées). — *Henry S. Eeles*. Lord chancellor Camden and his family (instructive biographie de trois hauts personnages de 1657 à 1840). — T. S. R. Boase. Boniface VIII, 1294-1303 (important, surtout pour les affaires de Sicile). — C. C. Oman. English domestic silver (très bonne étude sur l'orfèvrerie en Angleterre, surtout à l'époque moderne). — Ur excavations. Vol. II : The royal cemetery (très important).

ITALIE

Africa Italiana. Vol. IV, juillet-décembre 1931. — Luigi PERNIER. L'Artemision di Cirene (au voisinage du temple d'Apollon, fouillé de 1917 à 1930 ; il y a eu deux sanctuaires successifs, le premier vers la fin du VII^e siècle, le second vers la fin du V^e, puis des remaniements à l'époque des Antonins ; article abondamment illus-

tré). — G. OLIVERIO. Federico Halbherr in Cirenaica (journal de voyage de l'archéologue Halbherr en Cyrénaïque, juillet 1910-avril 1911). E. ALBERTINI.

Atti della reale Accademia nazionale dei Lincei. 6^e série. Notizie degli Scavi di antichità. Vol. VIII (1932), fasc. 10-12. — BARTOCCINI. Fragment d'inscription, à Ravenne. — BANTI. Trouvailles d'époque romaine dans les carrières de Carrare (sculptures, inscriptions). — NEPPI MODONA. Dépôts d'amphores romaines, à Pise; ancre antique, à Tombolo près de Pise. — PUCCIONI. Exploration de la grotte all'Onda, à Camaiore (province de Lucques; couche paléolithique et couche énéolithique). — DIRINGER. Restes de construction romaine à Castel San Niccolò (Toscane); vestiges d'un petit temple (antéfixes) à Castelfocognano (Toscane); tombes étrusques à Poppi. — MINGAZZINI. Temple et dépôt votif découverts à Fiesole (bronzes étrusques; article important); inscription latine archaïque, à Orvieto. — BALDINI. Tombe à fosse, à Pitigliano (province de Grosseto). — GARGANA et ROMANELLI. Tombes étrusques, à Bieda (VII^e et VI^e siècle). — MAIURI. Nouveaux sondages à Pompéi, dans les thermes de Stabies (sous-sols). — MINGAZZINI. Restes d'habitations, à Pouzzoles. — BERNARDINI. Trouvailles à Lecce (vases). — TARAMELLI. Découverte d'un dépôt votif à Orgosolo (Sardaigne; nacelles de bronze de l'époque des nuraghi; monnaies puniques, sardo-puniques et impériales).

E. A.

Archivio storico italiano. Série VII, t. XX, 1, 1933. — Mario ESPOSITO. Il Roccamelone attraverso i secoli (étude critique des textes relatifs à cette cime qui s'élève près de la frontière française, mais en terre italienne, dans les Alpes du Piémont; c'est sans aucun droit qu'on lui a donné le nom de *Mons Romuleus* et qu'on y a placé un temple dédié à Jupiter tonnant, remplacé plus tard par une chapelle à la Vierge). — Gina FASOLI. La pace del 1279 tra i partiti Bolognesi (trois documents inédits publiés en appendice). — Adriano JONES. La venuta in Italia del principe Eugenio di Savoia nel 1690 (deux lettres inédites du prince prouvent qu'il n'arriva en Italie qu'en juin 1690; plusieurs des lettres qui lui sont attribuées sont fausses). — Lino LAZZARINI. Un libro su Francesco Barbaro (celui de Gothein, éditeur du *De re uxoria* de l'humaniste vénitien Barbaro; notes bibliographiques). = **Comptes rendus bibliographiques.** André Wilmart. L'admonition de Jonas au roi Pépin et le florilège canonique d'Orléans. — Louis-Fernand Flutre. Les manuscrits des *Faits des Romains* et « Li fait des Romains » dans les littératures française et italienne du XIII^e au XVI^e siècle. — Florence Edler. Glossary of medieval terms of business: Italian series, 1200-1600. — Franz Xaver Seppelt et Klemens Löffler. Papstgeschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart (avec 919 illustrations et une bibliographie générale). — G. M. Monti. Da Carlo I a Roberto d'Angiò (d'après des textes publiés dans le *Formulario Marsigliense*). — Paul Piur. Petrarchas Briefwechsel mit den deutschen Zeitgenossen. — G. Filippini. Il cardinale Egidio Albornoz (bonne étude critique sur le personnage; mais l'auteur exagère quand il parle du patriotisme italien d'Albornoz). — Erasmo Percopo. Vita di Iacobo Sannazaro; publ. par G. Brognoligo (très bonne étude, qui fut récompensée en 1893 par l'Accademia Pontiano, mais que l'auteur n'a jamais voulu faire imprimer. Il paraît maintenant avec les additions nécessaires par Brognoligo). — Pierre Jourda. Marguerite d'Angoulême, duchesse d'Alençon, reine de Navarre, 1492-1549 (très bonne biographie). — B. Soliani. Il Gallicanesimo e la dottrina di Fra Paolo Sarpi. — Roland Faulha-

ber. Der Reichseinheitsgedanke in der Literatur der Karolingerzeit bis zum Vertrag von Verdun. — *Richard Knusert*. Die deutschen Italienfahrten 951-1220, und die Wehrverfassung. — *Heinz Zatschek*. Beiträge zur Geschichte des Konstanzer Vortrages vom Jahre 1153. — *Paul Willem Finsterwalder*. Die Gesetze des Reichstags von Roncaglia vom 11 nov. 1158. — *Vincenz Samanek*. Neue Beiträge zu den Registern König Adolfs (documents relatifs à l'alliance avec l'Angleterre en 1294). — *Peter Rassow*. Die Kaiser-Idee Karls V dargestellt an der Politik der Jahre 1520-1540. — *Walter Friedensburg*. Kaiser Karl V und Papst Paul III, 1534-1549. — *Gothold Hartmann*. Der Primat des römischen Bischofs bei Pseudo-Isidor. — *Wilhelm Wühr*. Studien zu Gregor VII Kirchenreform und Weltpolitik. — *Walther Holtzmann*. Zum Attentat von Anagni. — *Alfons Dopsch*. Beneficialwesen und Feudalität. — *Georg Dahm*. Das Strafrecht Italiens im ausgehenden Mittelalter (écrit au point de vue du juriste, non de l'historien).

Archivio Veneto. 1933. — *Luigi MARANGONI*. L'architetto ignoto di San Marco (c'est probablement un artiste vénitien appelé Gentile, qui s'inspira de l'église des Douze apôtres érigée à Constantinople par Justinien et Théodora, et détruite par les Turcs en 1463. Nombreuses notes bibliographiques en appendice, 50 figures en photographie et un plan). — *VITTORIO LAZZARINI*. Un documento Padovano dell'anno 968 (au Musée germanique de Nuremberg; il contient une donation au monastère de S. Angelo à Brondolo, en territoire vénitien. Texte de cette charte). — *Pietro RASI*. I rapporti tra l'autorità ecclesiastica et l'autorità civile in Feltre, 1404-1565 (utilise et publie de nombreux documents conservés aux archives épiscopales de Feltre). — *Giulio FASOLO*. Un episodio della guerra di Cambrai. Antonio Trento, 1470-1515 (Trento, né en 1470, fit partie du collège des jurisconsultes nobles de Vicence; mort en prison à cause de son dévouement à Charles-Quint). — *Bruno BRUNELLI*. Avventurieri minori del settecento (Giacomo Passano e Casanova). — *Antonio BENZONI*. La guerra russo-turca del 1736-1739, come fu vista della diplomazia Veneziana a Constantinopoli (d'après les archives de Constantinople). — *Giulio C. ZIMOLO*. Fonti per la storia del Cadore nel Risorgimento (documents concernant les événements des années 1848 à 1866, dont plusieurs publiés en appendice). — *Giovannina MAJER*. Una moneta Veneziana inedita: il piccolo di Andrea Contarini (xiv^e siècle). — *Paolo GUERRINI*. I Francesi a Vicenza nel 1796 (d'après les papiers de la famille des comtes Calini di Calino de Brescia). = **Comptes-rendus.** Ad Alessandro Luzio, gli Archivi di Stato italiani (volume de mélanges pour honorer le plus illustre des archivistes italiens). — *F. Chapin Lane*. Venitian shipping during the commercial Revolution (sur le métier de la corderie et le commerce du chanvre à Venise aux xv^e et xvi^e siècles). — *G. Solitro*. Mazzini, Garibaldi e i moti del 1863-1864 nella Venezia, con documenti inediti e rari. — *A. M. Mucchi*. Il duomo di Salò (avec 64 illustrations). — *Guido Lonati*. La pieve ed il comune di Maderno. Venti secoli di storia religiosa, politica, economica, civile. — *R. M. Cossar*. Lineamenti storici dell'arte Goriziana della seta. — *Mario Brunetti*. I documenti del Risorgimento nell'archivio dei Frari di Venezia. = Article nécrologique sur Luigi Bailo, 1835-1931 (auteur de nombreuses études sur le pays de Trévise).

Atti e Memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna. 4^e série, vol. XXIII, fasc. 4-6, 1933. — *Gina FASOLI*. Due inventari degli

archivi del comune di Bologna sec. XIII (ces inventaires remplissent les pages 180-277 de la livraison). — Adamo PASINI. Una ignota lettera di Biondo Flavio (lettre écrite à Florence le 20 février 1458). — Giovanni NATALI. Il cardinale Giuseppe Albani a Bologna, commissario straordinario per le quattro legazioni. Janvier-juin 1832 (seize documents publiés en appendice). — Dionigi Zauli NALDI. Dal '58 al '70 (on publie ici la correspondance inédite du comte Benvenuto Pasolini Dall'Onda-Rondinelli, qui joua un rôle actif dans les efforts pour l'unité de l'Italie jusqu'au 20 septembre 1870). = Bibliographie.

Nuova Rivista italiana. Anno XVII, septembre-décembre 1933. — Alessandro LIVI. La politica di Daniele Manin ; suite et fin (Manin en exil ; ses rapports avec les autres exilés ; son programme politique ; ses rapports avec Cavour et Mazzini ; son rôle dans la « Società nazionale »). — Edmondo CIONE. Il plebiscito Napoletano e l'azione di Francesco De Sanctis (et les tergiversations de Garibaldi ; nommé le 9 septembre 1860 gouverneur d'Avellino, De Sanctis publia un manifeste à la fois révolutionnaire et modéré qui souleva l'indignation des partisans de l'action immédiate, qui le traitèrent de charlatan). = **Comptes-rendus.** U. Silvagni. Giulio Cesare. — A. Weigall. Cléopâtre, sa vie et son temps. — W. Warde Fowler. Jules César et la fondation du régime impérial romain. — P. Graindor. La guerre d'Alexandrie. — P. Huber. Die Glaubwürdigkeit Caesars in seinem Bericht über der Gallischen Krieg. — Marc Bloch. Les caractères originaux de l'histoire rurale française (remarquable autant que profond). — K. Schrod. Reichsstrassen und Reichsverwaltung im Königreich Italien, 754-1197. — Arrigo Solmi. L'amministrazione finanziaria del Regno italico nell'Alto Medioevo (met hors de doute l'authenticité du document intitulé « Instituta regalia et ministeria camerae regum Longobardorum et honorantiae civitatis Papiae »). — Roberto Lopez. Genova marinara nel duecento : Benedetto Zaccaria, ammiraglio e mercanti (tire un excellent parti des renseignements fournis par les registres des notaires génois). — Amintore Fanfani. Le origini dello spirito capitalistico in Italia (utilise un grand nombre de documents précieux). — H. Bechel. Wirtschaftsstil des deutschen Spätmittelalters (remarquable). — E. Di Pietro. La funzione economica del porto di Livorno alla fine dell'600 (d'après les rapports adressés par le consul de Venise à Livourne). — M. Baruchello. Livorno e il suo porto. — E. Corbino. Annali dell'economia italiana, t. II et III (1871-1890). — Rodolfo Morandi. Storia della grande industria in Italia (depuis 1900). — Luigi Dal Pane. La questione del commercio dei grani nel settecento in Italia, vol. I. — R. Manfra. Pietro Verri e i problemi economici del tempo suo. — Barbara Allason. La vita di Silvio Pellico (très intéressant ; mais est-il, aujourd'hui encore, permis de voir dans Pellico un saint, d'en faire une vie romancée à la mode du jour?). — Emilio Re. Giovanni Nicotera (publie de nombreux documents qui jettent un jour nouveau sur un des meilleurs ouvriers du Risorgimento). — Studi Etrusci, t. VI. — Piero Treves. Demostene e la libertà greca. — Willy Andreas. Deutschland vor der Reformation. — Gustavo Sacerdote. La vita di Giuseppe Garibaldi (écrit pour le grand public et abondamment illustré). — Hans Roger Madol. Ferdinand de Bulgarie : le rêve de Byzance (cette biographie a été contrôlée par l'ex-souverain lui-même ; elle paraît avec une préface de Maurice Paléologue, qui étudie surtout, en Ferdinand, l'ambitieux politique rêvant avant tout de rétablir à son profit l'empire byzantin). — Anton Monts. Erinnerungen und Gedanken, publ. par Friedrich Novak et Friedrich Thimme (très intéressante étude sur l'ancien

ambassadeur à Rome, mort à Munich en 1930). — Lettres de la princesse Radziwil au général Robilant, 1889-1914, t. I (on attend avec impatience la suite de cette publication, qui abonde en renseignements inédits). — *E. Corbino*. La battaglia dello Jutland, vista da un economista. — *L. Russo*. Elogio della polemica (c'est un livre de guerre qui fait pénétrer dans l'âme même des combattants). — *Jacopo Tivaroni*. Compendio di storie delle istituzioni e delle dottrine economiche, dal principio dell'epoca moderna ai nostri giorni (estimable résumé). — *Guido De Ruggiero*. Storia della filosofia. La filosofia moderna, 4^e partie (l'âge de Descartes). — *U. Moricca*. Storia della letteratura latina cristiana. III : La letteratura dei sec. v e vi, da Agostino a Gregorio Magno.

Rendiconti della R. Accademia nazionale dei Lincei. Classe des sciences morales, historiques et philologiques. 1933, fasc. 1-4. — Jacob TEICHER. Gerson ben Šelômôh e Gundissalino (étude sur une encyclopédie des sciences et de la philosophie, intitulée : « La porte du ciel » ; elle n'a rien d'original, étant une compilation d'anciens auteurs, traduite directement d'un traité latin *De anima*, par Gundissalino. Utile pour les recherches de bibliographie et de littérature, elle permet de reprendre à nouveau la question de savoir si le traité *De anima* est, ou non, l'œuvre d'Ibn Gabirol). — V. SCIALOJA. Notice nécrologique sur Paolo Boselli (jurisconsulte et homme politique, ministre de l'Instruction publique dans le ministère Crispi en 1888 ; il fut « le dernier représentant du Risorgimento »). — Guido MAZZONI. Sul testo dei *Discorsi* del Machiavelli (étude très minutieuse). — Bernardino VARRISCO. La reminiscenza Platonica (comment faut-il entendre Platon quand il dit que le savoir est un souvenir ? Dans une vie précédente, l'âme a connu toute chose. Elle a tout oublié en s'incarnant ; mais elle peut se souvenir dans une occasion favorable). — Giacomo CAPUTO. Σικελία presso Atene (pourquoi a-t-on donné le nom de Sicile à un promontoire voisin d'Athènes ? Tout simplement sans doute à cause de sa configuration géographique). — Manfredi PORENA. Il titolo della « Divina Commedia » (longue et intéressante discussion sur le problème si souvent étudié de savoir pourquoi Dante a donné à son poème le titre doublement trompeur de *Divina Commedia*). — Giuseppe GABRIELLI. Bibliografia Lincea. III : Giusto Ricchio Belga : i suoi scritti editi e inediti (étude sur les ouvrages publiés et inédits d'un Belge, Giusto Ricchio de Gand, qui fut membre de la première académie des « Lincei ». Abondante bibliographie qui remplit les pages 147-177). = Liste des prix décernés en 1931 par l'Académie pour les sciences sociales et économiques.

HISTOIRE RELIGIEUSE

Archivum Fratrum Praedicatorum. T. II, 1933. — P. R. LOENERTZ. Les missions dominicaines en Orient au xiv^e siècle et la Société des Frères Pérégrinants pour le Christ (cette congrégation, fondée en 1299 et dotée de son statut définitif en 1312, plusieurs fois supprimée, puis rétablie, devenue vers 1600 la Congrégation d'Orient et, enfin, supprimée définitivement en 1857, a suivi au xiv^e siècle l'expansion commerciale des républiques méditerranéennes, et plus spécialement de Gènes. Description des couvents réguliers situés au point de départ des routes de pénétration : Péra, Caffa en Crimée, Trébizonde, et les stations missionnaires établies tout le long des voies de commerce en Grèce, Crimée, Perse, Azerbeïdjan, Arménie, Géorgie, Chine, Inde. Étudie la place des Frères Pérégrinants dans l'ordre des Frères

Prêcheurs). — P. M.-H. LAURENT. Le testament et la succession du cardinal dominicain Guillaume de Pierre Godin, 1260-1336 (nombreuses précisions sur ses générosités et les phases du partage de ses biens). — A. GASTOUÉ. Un dominicain professeur de musique au XIII^e siècle. Fr. Jérôme de Moravie et son œuvre (voulant rédiger une Somme de l'enseignement musical de son temps, il a reproduit de nombreux fragments d'ouvrages d'autres auteurs). — P. G. THÉRY. A propos des livres choraux des Dominicains de Gubbio (ce sont onze livres, précieux antiphonaires et graduels; l'auteur fixe la date de leur composition). — H.-Chr. SCHEEBEN. Die Anfänge des zweiten Ordens des Hl. Dominikus. — H.-I. MARROU. Sur les origines du titre romain de Sainte-Sabine (une église antérieure à celle qui fut consacrée en 432 a dû exister). — M.-H. LAURENT. Frère Pierre Régis, 1215-1299. — H.-Chr. SCHEEBEN. Petrus Ferrandi. — Th. KAEPPEL. Die Thomas-Handschriften der Biblioteca Vallicelliana in Rom. — Id. Die Thomas-Handschriften der Biblioteca Casanatense in Rom (catalogue). — Id. Zerstreute Autographblätter des Hl. Thomas von Aquin (avec quelques fac-similés). — A. PAPILLON. Quelques documents inédits sur le P. Jean de Rechac, 1604-1660 (historiographe de l'Ordre; renseignements extraits des registres des maîtres de l'ordre). — Id. Les écrits missionnaires des PP. Paolo Cittadino et Tomaso Vitale (au XVII^e siècle). — M. DE MEYER. Promotiones FF. Praedicatorum ad gradus in Universitate Lovaniensi, 1563-1619. — Une lettre inédite du R. P. Antonin Massoulié (relative à la conversion d'un rabbin florentin en août 1695). — A. PAPILLON. On the date of foundation of the couvent of Farra d'Isonzo (1646 et non 1649). — Id. Une protestation dominicaine contre les articles de 1682 (du P. Jean Moloré, élu prieur du couvent du Mans en 1680). — P. Matteo CONIGLIONE. Le origini della Provincia dominicana di Sicilia (la vraie date est 1378). = *Comptes-rendus. Giovanni Mercati*. Notizie di Procoro e Demetrio Cidone, Manuele Caleca e Teodoro Meliteniote, ed altri appunti per la storia della teologia e della letteratura bizantina del secolo XIV. — *Alberto Magno*. Atti della settimana Albertina celebrata in Roma nei 9-14 nov. 1931. — H. Chr. Scheeben et A. Walz. Iconographia Albertina. — H. Chr. Scheeben. Albert der Grosse. Zur Chronologie seines Lebens. — Hermann Keussen. Die Matrikel der Universität Köln, 1389-1559. — Lucjan Wollk. Studja z dziejów Zakonu Kaznodziejskiego w Polsce w XIII. wieku (sur les débuts de l'ordre en Pologne). — A. Wilmart. Gérard de Liège. Un traité inédit de l'amour de Dieu. — Kamber dr. Dragutin. Kardinal Torquemada i tri bosanska bogomila. — A. Pelzer. Codices Vaticani latini. Tomus II, pars I. Codices, 879-1134. — Albert Garreau. Saint Albert le Grand. — F. Ehrle. I più antichi statuti della Facoltà teologica dell'Università di Bologna. — G. Meersseman. Introductio in opera omnia B. Alberti Magni, O. P. — A. Sorbelli. Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia, vol. L. — P. C. Blanco. La Santissima Trinità dei Dominicani Spagnoli. — Iwanicki Karol. Les églises et les chapelles de Kijów (en polonais). — E. Azters. Bijdragen tot een bibliographie van de Nederlandsch Dominikaansche Vroomheid. — Charles M. Daley. Dominican Incunabula in the Library of Congress (Washington). = Dépouillement de la revue italienne *Memorie Domenicane*. M. C.

Archivum historicum Societatis Jesu. 1934, janvier-juin. — Leo Hicks. The english College Rome and vocations to the Society of Jesus. March 1579-July 1595 (examine les querelles et troubles qui divisèrent les étudiants du collège anglais, leurs réclamations au sujet du nombre des étudiants attirés dans la Compagnie

de Jésus et l'attitude adoptée par le cardinal Allen à l'égard de la Compagnie). — Giuseppe CASTELLANI. I primi tentativi per l'introduzione dei Gesuiti a Milano, 1545-1559 (leur échec ; ils ne s'y installèrent qu'en 1563). — Pedro LETURIA. La hora matutina de meditación en la Compañía naciente (avec de nombreux documents). — Peter STRIZ. Kalifornische Briefe des P. Eusebio Francisco Kino [= Chini] nach der Oberdeutschen Provinz, 1683-1685 (trois lettres d'un jésuite qui explora la Basse-Californie). — Auguste COEMANS. Quelques précisions sur la deuxième Congrégation des Procureurs (procès-verbal sommaire de cette Congrégation de 1571, qui est la seule à ne pas nous avoir laissé d'actes). — Sebastiano TROMP. Auctarii Auctaria addenda quaedam ad auctarium Bellarminianum patris X. M. Le Bachelet. — Charles SCHVETERS. Un témoignage supposé du P. A. Gottifredi sur S. Jean Berchmans (le véritable auteur est le P. Th. Romignani). — Georg SCHURHAMMER. Das « Libro da Seita dos Indios orientais » du P. J. Fenicio, S. J., 1609 (il s'agit d'un livre apologétique écrit à Calicut en 1609 avec beaucoup de citations en langue Malayâla, qui donne de précieux renseignements sur les religions de l'Inde). = **Comptes-rendus critiques.** Monumenta historica Societatis Jesu. Letterae quadrimestres ex universis praeter Indiam et Brasiliam locis in quibus aliqui de Societate Jesu versabantur Romam missae. T. VII : 1561-1562. — Alberto Bonet. La filosofía de la libertad en las controversias teológicas del siglo XVI y primera mitad del XVII. — Joseph Freisen. Die Matrikel der Universität Paderborn 1614-1844, t. I. — Gottfried Zeugin. Das Jesuitenverbot der Schweizerischen Bundesverfassung. — T. Corcoran. The Clongowes Record 1814 to 1932 with introductory chapters on Irish educators 1564 to 1813. — P. Rosan. Vita del P. Benedetto Rogacci. — Guillermo Furlong. Los Jesuitas y la cultura Rioplatense. — H. Heras. The conversion policy of the Jesuits in India. — Peter Weiler. Die kirchliche Reform im Erzbistum Köln (1583-1615). — P. Joseph A. Guffin. The contribution of Belgium to the Catholic Church of America (1523-1857). — Jose Anibal Verdoguier. Historia ecclesiastica de Cuyo, t. I. — Edmond LAMALLE. Bibliographie de l'histoire de la Société de Jésus pour l'année 1932. M. C.

Church History, publié par The American Society of Church history (Scottdale, Pennsylvania). Vol. I, n° 1, 1932, mars. — Abdel Ross WENTZ. Permanent deposits of sectionalism in american Christianity. — John T. McNEILL. Medecin for sin as prescribed in the penitentials (la correction des péchés s'inspire du principe des médecins antiques : « Contraria contrariis sanantur »). — Harold H. SCHAFF. The Anabaptists, the reformers and the Civil War (en Suisse comme en Allemagne, les anabaptistes réclamaient l'absolue liberté de conscience et la tolérance complète des gouvernements). = **Comptes-rendus.** S. J. Case, J. T. McNeill, W. W. Sweet, W. Pauck, M. Spinka. A bibliographical guide to the history of Christianity. — Wilhelm Pauck. Karl Barth, prophet of a new Christianity? — Albert Hyma. The youth of Erasmus. — W. W. Sweet. Religion on the american frontier : the Baptists. — Winfred Ernest Garrison. Religion follows the frontier : a history of the disciples of Christ. — Henry K. Rowe. History of the Christian people. — A. Hyatt Ferrill. The Inquisition. — Hastings Eells. Martin Bucer. = N° 2, juin. Roland H. BAINTON. The parable of the Tares as the proof text for religious liberty to the end of the sixteenth century (intéressante étude sur la parabole de l'ivraie et du bon grain ; son application au XVI^e siècle). — Frank GAVIN. The Rev. Thomas Bradbury Chandler in the light of his [unpublished] diary, 1775-1785 (membre éminent

de l'Église anglicane d'Amérique, il part pour l'Angleterre au moment de la Révolution ; son journal raconte ses tribulations). = **Comptes-rendus.** *Shirley Jackson Case.* Jesus through the centuries. — *C. E. Whiting.* Studies in english puritanism from the Restoration to the Revolution, 1660-1688. — *Norman Towar Boggs.* The Christian Saga. — Rev. *John Ryan.* Irish monasticism, origins and early development. — *Vida D. Scudder.* The franciscan adventure. — *Theodore Davenport Bacon.* Leonard Bacon, a statesman in the Church. — *F. M. Bartos.* Foreign influence upon Husitism. — *Anathon Aall.* The hellenistic elements in Christianity. — The letters of John Wesley edited by *John Telford.* — *Georgia Harkness.* John Calvin, the man and his ethics. — *H. Richard Niebuhr.* The social sources of Denominationalism. — *Erwin R. Goodenough.* The Church in the roman empire. = No 3, septembre. *Gaius Glenn ATKINS.* The crusading Church at home and abroad (tableau de ce mouvement depuis le début du XI^e siècle). — *Gerald B. SWITZER.* The suppression of Convocation in the Church of England, 1718. = **Comptes-rendus.** *Arthur Cushman McGiffert.* A history of christian thought. — *Edward James Martin.* A history of the iconoclastic controversy. — *George W. Greenaway.* Arnold of Brescia. — *Quirinus Breen.* John Calvin, a study in french humanism. — *Z. N. Brooke.* The english Church and the Papacy. — *Harry M. Beardsley.* Joseph Smith and his Mormon empire. — *Robert Pierce Casey.* Serapion of Thmuis, against the Manichees. — *A. McGiffert.* Jonathan Edwards. — *Joseph Francis Thorning.* Religious liberty in transition. — *E. Francis Brown.* Joseph Hawley. — *Edward Roche Hardy.* The large estates of byzantine Egypt. — *W. D. Niven.* The conflicts of the early Church. — *Hoffman Nickerson.* The inquisition, a political and military study of its establishment. — *Walter Dress.* Die Theologie Gersons. — *John W. Flucke.* Evangelical pioneers. = No 4, décembre. *Louise Q. LOOMIS.* The organization by nations at Constance (les divisions nationales sont dès ce moment plus fortes que le sentiment de l'unité de l'Église). — *Patrick Joseph HEALY.* The mysticism of the school of Saint Victor. — *J. M. BATTEN.* John Dury, advocate of christian reunion (ses efforts de 1628 à 1680 en Angleterre, en Hollande, en Suisse et en Allemagne). = **Comptes-rendus.** *A. V. Williams Jeackson.* Researches in Manichaeism. — *W. K. Jordan.* The development of religious toleration in England. The correspondence of Pope Gregory VII, translated by *Ephraim Emerton.* — *J. P. Whitney.* Hildebrandine Essays. — *A. J. Macdonald.* Hildebrand. — *Henry Bett.* Nicholas of Cusa. — *Rufus M. Jones.* Mysticism and democracy in the english Commonwealth. — *Frederici Corso Church.* The italian reformers : 1534-1564. — *Albert Henry Newman.* Manual of Church history. Vol. II : Modern Church history. — *Horst Stephan et Hans Leube.* Die Neuzeit. — *Charles Ripley Gillett.* Burned books : neglected chapters in british history and literature. — *Francis Anthony Mullin.* A history of the work of the Cistercians in Yorkshire. — *Francis E. Tauscher.* The Hogan schism. — *Marguerite Block.* The new Church in the new World. — *J. C. McNaught.* The celtic Church and the See of Peter. = Vol. II, 1933, n° 1, mars. *William Warren SWEET.* The Churches as moral courts of the frontier (rôle capital des missionnaires dans la lutte contre la demi-barbarie des habitants de la frontière de l'Ouest américain). — *Charles LYTTLE.* Deistic piety in the cults of the French Revolution (les cultes révolutionnaires ont joué un rôle utile, mais ont été rendus impopulaires par le patronage des Terroristes). — *David S. SCHAFF.* Cardinal Bellarmine, new saint and doctor of the Church (résumé de sa vie et de ses

écrits). = **Comptes-rendus**. Norman H. Baynes. Constantine the Great and the Christian Church. — H. L. Friess et H. W. Schneider. Religion in various cultures. — Daniel Plooi. The Pilgrim Fathers from a dutch point of view. — Bonamy Dobree. William Penn, quaker and pioneer. — Lewis G. Vander Velde. The presbyterian Churches and the Federal Union, 1861-1869. — Franklin Charles Palm. Calvinism and the religious war. — William Maxwell. John Knox's Genevan service book, 1556. = No 2, juin. George T. Oborn. Why did Decius and Valerian proscribe Christianity? (pour des raisons d'ordre économique, afin d'éviter la ruine qui menaçait l'empire au milieu du III^e siècle). — Quirinus Breen. D. Everhardus Bogardus (ministre de la colonie de la Nouvelle-Hollande; dès son arrivée dans l'île de Manhattan en 1633, il commença une longue série de luttes avec les gouverneurs successifs). — E. F. Scott. The opposition to Caesar worship (née d'un malentendu, cette opposition a posé les fondements de la conception chrétienne de la vie). — M. M. Knappen. The early puritanism of Lancelot Andrewes (prouve ses rapports avec les puritains). = **Comptes-rendus**. Arthur Cushman Mc Giffert. A history of christian Science, t. II. — William Warren Sweet. Methodism in American history. — Hans Lietzmann. Geschichte der alten Kirche, t. I. — Winfred Ernest Garrison. The march of faith: the story of religion in America since 1865. — David Munroe Cory. Faustus Socinus. — Shailer Mathews. New Testament times in Palestine. The Church history deputation. — John A. Mackay. The other spanish Christ. — John Horsch. The Hutterian Brethren. — Gunnar Westin. Protestantismens historie i Amerikas förenta Stater. — M. Levison. The Jewish background of Christianity. — Hugh G. Evelyn White. The history of the monasteries of Nitria and Setis — Gunnar Westin. Negotiations about Church unity, 1628-1634. — M. C.

Revue d'histoire des missions. 1933, septembre. — Mgr. VIDAL. La France et l'archevêché latin de Babylone (recherches sur l'origine du droit d'intervention du gouvernement français à Bagdad dans la nomination de l'évêque et, depuis 1548, de l'archevêque; liste des évêques et archevêques depuis 1634). — Albert MIROT. Un projet de fondation d'un séminaire des Missions en 1646 (par l'ex-duc de Ventadour). — Patrick O'REILLY. Tentatives d'évangélisation de Tahiti par les Franciscains espagnols, 1772-1775 (par trois expéditions parties de Lima, dont les documents qui s'y rapportent ont été publiés en trois volumes par la Hakluyt Society en 1913 et 1916). — Adhémar D'ALÈS. L'Église nestorienne de Chine (d'après un document récemment publié datant des années 635-638 et dont le dernier tiers est traduit). — P. TASTEVIN. Le cinquantenaire de la Préfecture apostolique de Cubango; fin (histoire depuis 1908). — J. RENNARD. Documents: Juifs et protestants aux Antilles au XVII^e siècle (avant la révocation de l'Édit de Nantes). = **Comptes-rendus**. Émile Bourgeois et Louis André. Les sources de l'histoire de France, XVII^e siècle, 1610-1715, t. I, II et IV. — Josef Schmidlin. Papstgeschichte der neuesten Zeit, t. I. = Décembre. Zacarias Garcia VILLADA, S. J. La Compagnie de Jésus et l'étude des civilisations indigènes de l'Amérique espagnole et des Philippines (communication lue au Congrès international des sciences historiques de Varsovie). — Aristide CHATELET. La mission lazariste en Perse (continué au numéro suivant. La fondation en 1840). — Un projet de fondation d'un séminaire des Missions étrangères en 1646. = **Compte-rendu**. Baron Decamps. Histoire générale comparée des Missions (important). = Table alphabétique des matières des dix premières années (1924-1933).

M. C.

Revue d'histoire ecclésiastique. 1933, juillet. — J. ZELLER. La conception de l'Eglise aux quatre premiers siècles (conférence faite à Louvain, achevée au numéro suivant. Étudie « l'âge des Pères », de saint Clément à saint Augustin : relativement à l'autorité de Rome, distingue la matière dogmatique à laquelle saint Augustin adhère, et la matière juridictionnelle pour laquelle il entend garder à chaque Eglise particulière son autonomie). — L. DE LACGER. L'Albigéois pendant la crise de l'albigéisme ; suite (étudie l'œuvre de l'évêque d'Albi Guilhem Peire, élu en 1185, son administration temporelle et spirituelle). — L. GOUAUD. Le monastère d'Eller (rectifie une assertion de son récent article dans cette revue, 1933, p. 264-265 : le monastère a bien existé). — Chr. BAUR. Le Typikon du monastère de Notre-Dame, τῆς βοθρίας ἐλπίδος (comble une lacune du texte publié en 1921 par le P. Delehaye). — M. BOUYGES. Connaissions-nous le *Mauricius hyspanus* interdit par Robert de Courçon en 1215? (Non.) — M. THIBAUT de MAISIÈRES. Les musées diocésains (notices sommaires de ceux qui existent). — **Comptes-rendus.** F. Guntermann. Die Eschatologie des hl. Paulus. — Baron Descamps. Histoire générale comparée des Missions. — B. Botte. Les origines de la Noël et de l'Épiphanie. Étude historique. — P. Nicolas Merlin. Saint Augustin et les dogmes du péché originel et de la grâce. — Françoise Henry. La sculpture irlandaise pendant les douze premiers siècles de l'ère chrétienne. — H. Schrade. Ikonographie der christlichen Kunst. Die Sinngelhalte und Gestaltungsformen. T. I : Die Auferstehung Christi. — Ph. Oppenheim. Der heilige Ansgar und die Anfänge des Christentums in den nordischen Ländern. — Edgar Nathaniel Johnson. The secular activities of the German Episcopate, 919-1024. — Heinz Kauffmann. Die italienische Politik Kaiser Friedrichs I nach dem Frieden von Constanx, 1183-1189. — Ludwig Förg. Die Ketzerverfolgung in Deutschland unter Gregor IX. — Fritz Heintke. Humbert von Romans, der fünfte Ordensmeister der Dominikaner. — The Cambridge medieval History, t. VII : Decline of Empire and Papacy (important compte-rendu de quinze pages). — Decima L. Douie. The nature and the effect of the heresy of the Fraticelli. — O. Vasella. Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur, mit besonderer Berücksichtigung des Klerus, vom Anfang des XIII Jahrhunderts bis um 1530. — M. J. Friedländer. Die altniederländische Malerei. T. X : Lucas van Leyde und andere holländische Meister seiner Zeit. — H. Volz. Drei Schriften gegen Luthers Smalkaldische Artikel von Cochlaus, Witzel und Hoffmeister, 1538-1539. — W. K. Lowther Clarke et Ch. Harris. Liturgy and worship. A companion to the Prayer Books of the anglican Communion. — J. H. M. Tesser. Petrus Canisius als humanistisch gelehrte. — F. H. Relf. Notes of the debates in the House of Lords. — Michael J. Hynes. The mission of Rinuccini, nuncio extraordinary to Ireland. — Pietro Castagnoli. Il cardinale Giulio Alberoni. T. III : Il legato pontificio. — G. Pfeilschifter. Korrespondenz des Fürstbistums Martin II Gerbert von St Blasien. — J. Maurain. La politique ecclésiastique du Second Empire, de 1852 à 1869. — Werner Heide. Die Geschichtslehre von Karl Marx. — Eugène Terrien. Mgr Freppel, 1827-1891. — J. R. Richards. The religion of the Baha'is. = Octobre. J. ZELLER. La conception de l'Eglise aux quatre premiers siècles ; fin. — L. DE LACGER. L'Albigéois pendant la crise de l'albigéisme (la guerre, 1209-1229. La réunion au domaine royal. Bilan temporel et spirituel de la croisade. Fin). — G. CONSTANT. Le réveil religieux en France au début du XIX^e siècle (premier article, consacré exclusivement au rôle de Chateaubriand). — **Comptes-rendus.** M.-J. Lagrange. Le judaïsme avant Jésus-Christ. —

A.-J. Festugière. L'idéal religieux des Grecs et l'Évangile. — G. Erdmann. Die Vorgeschichten des Lukas- und Matthäus-Evangeliums und Vergils IV Ekloge. — Ch. Guignebert. Jésus. — J. Mackinnon. The Gospel in the early Church. — H. Lietzmann. Geschichte der alten Kirchen. T. I : Die Anfänge. — A. Ehrard. Die Kirche der Märtyrer. Ihre Aufgaben und ihre Leistungen. — O. Linton. Das Problem der Urkirche in der neueren Forschung. — E. Mersch. Le corps mystique du Christ. — P. Galtier. L'Église et la rémission des péchés aux premiers siècles. — J. A. Jungmann. Die lateinischen Bussritten in ihrer geschichtlichen Entwicklung. — H. Koch. Quellen zur Geschichte der Askese und des Mönchtums in der alten Kirche. — H. G. E. White. The monasteries of Wādī'n Natrūn, 2^e partie. — K. Staab. Paulus Kommentare aus der griechischen Kirche, aus Katenenhandschriften gesammelt. — F. Boström. Étude sur la doctrine de la Rédemption dans la théologie grecque, en particulier chez Méthode d'Olympe et Athanase d'Alexandrie (en suédois). — K. Holl. Epiphanius, t. III, 2^e partie. — G. Pietzsch. Die Musik im Erziehungs- und Bildungsideal des ausgehenden Altertums und frühen Mittelalters. — P. Browe. Beiträge zur Sexualethik des Mittelalters. — Eugen Gruber. Die Stiftungsheiligen der Diözese Sitten im Mittelalter. — Gerald Ellard. Onction, ordination. Ordination anointings in the Western Church before 1000 A. D. — J. Oswald. Das alte Passauer Domkapitel. Seine Entwicklung bis zum 13^{ten} Jahrhundert und sein Wahlkapitulationswesen. — H. Wiedemann. Die Sachsenbekehrung. — S. Reicke. Das deutsche Spital und sein Recht im Mittelalter. — J. P. Whitney. Hildebrandine Essays. — A. Wilmart. Auteurs spirituels et textes dévots du Moyen Age latin. — K. Rost. Die Historia pontificum romanorum aus Zwettl. Monumenta historica S. P. N. Dominici. Fasc. I : Historia diplomatica S. Dominici. — É. Gilson. L'esprit de la philosophie médiévale. — W. Dress. Die Theologia Gersons. Nicolai de Cusa opera omnia, t. I et II. — J. Duverger. De Brusselsche steendickleren, beeldhouwers, bouwmeesters, metselaars, enz der xiv^e en xv^e eeuw, met een aanhangsel over Klaas Sluter en zijn Brusselsche medewerkers te Dijon. — E. Renders. Hubert van Eyck, personnage de légende. — P. Rolland. Les primitifs tournaisiens. — Léon Van der Essen. Alexandre Farnèse, t. I. — W. Telfer. The treasure of São Roque. A sidelight on the Counter Reformation (sur le culte des reliques). — Wilhelm Lurz. Adam Tanner und die Quadenstreitigkeiten des xvii^{ten} Jahrhunderts. — E. Lecouturier. Françoise-Madeleine de Chaugy et la tradition salésienne au xvii^e siècle. — Ghislaine de Boom. Les ministres plénipotentiaires dans les Pays-Bas autrichiens, principalement Cobenzl. — R. Crépeau. Un apôtre dominicain aux États-Unis. Le Père Samuel-Charles Gaétan Mazzuchelli. — G. Ferroglio. La condizione giuridica degli ordini religiosi. Storia, diritto comparato, diritto italiano. — E. Föhr. Das Konkordat zwischen den Heiligen Stuhl und den Freistaate Baden vom 12 Oktober 1932. — P. Lesourd. Le missionnaire catholique des temps modernes. = 1934, janvier. Ch. MERCIER. L'esprit de Calvin et la démocratie (ce n'est pas par sa philosophie politique, mais par sa doctrine religieuse essentiellement individualiste qu'il est un précurseur de la démocratie). — G. CONSTANT. Le réveil religieux en France au début du xix^e siècle ; suite et fin (restauration de l'idée chrétienne en philosophie et en littérature). — J. DUHR. A propos du *De fide* de Bacharius (sa date est 383 ou début de 384, et il s'adresse à saint Jérôme). — J. DE GHELLINCK. La carrière de Pierre Lombard. Nouvelle précision chronologique. — G. BARRACLOUGH. Un docu-

ment inédit sur la soustraction d'obédience de 1398 (compte-rendu des réunions du synode en août 1398). — **Comptes-rendus.** *J. Van Hove, F. Remy, J. F. Vanderheijden.* Règles catalographiques à l'usage des bibliothèques de Belgique. — *K. Löffler.* Die Handschriften des Klosters Zwiefalten. — *H. Molitor.* Die Auferstehung der Christen und Nichtchristen nach dem Apostel Paulus. — *Fr. J. Dölger.* *1786.* T. V : Die Fiach-Denkmalen in der frühchristlichen Plastik, Malerei und Kleinkunst. — *K. Svoboda.* L'esthétique de saint Augustin et ses sources. — *A. et J. Paquay.* Sint Trudo's leven en vereering. — *F. Prims.* Geschiedenis van Antwerpen, t. I à VI. — *D. M. Cappuyns.* Jean Scot Érigène. Sa vie, son œuvre, sa pensée. — *F. Doornik.* Les légendes de Constantin et de Méthode vues de Byzance. — *Carl Heinemann.* Die Kollationsrechte des Stifts S. Kunibert zu Köln. — *J.-M. Canioez.* Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis ab anno 1116 ad annum 1786. — *P. Browe.* Die Verehrung der Eucharistie im Mittelalter. — *J. Schupp.* Die Gnadenlehre des Petrus Lombardus. — *Lena Voss.* Heinrich von Blois, Bischof von Winchester, 1129-1171. — *Cl. Webb.* John of Salisbury. — *P. Glorieux.* Répertoire des maîtres en théologie de Paris au XIII^e siècle. — *Otto Bornhak.* Staatskirchliche Anschauungen und Handlungen am Hofe Kaiser Ludwigs des Bayerns. — *A. Coville.* Évrard de Trémangon et le « Songe du Verger ». — *J.-M. Vidal.* Les droits de la France à la Trinité-des-Monts. — *K. Smits.* De iconographie van de Nederlandsche primitieven. — *A. Billard.* Jeanne d'Arc et ses juges. — *A. Warburg.* Die Erneuerung der heidnischen Antike. — *Inès Thürlmann.* Erasmus von Rotterdam und Joannes Ludovicus Vives als Pazifisten. — *J.-A. Griffin.* The contribution of Belgium to the catholic Church of America. — *J. Glötz.* Die erste Einführung des Calvinismus in der Oberpfalz, 1559-1576. — *David Mathew.* The celtic peoples and Renaissance Europe. — *J. Courvoisier.* La notion d'Église chez Bucer dans son développement historique. — *Henri Bussan.* La pensée religieuse française, de Charron à Pascal. — *P. Coste.* Monsieur Vincent. — *Ruth Clark.* Strangers and Sojourners at Port Royal. — Le cinquième centenaire de la Faculté de théologie de l'Université de Louvain, 1432-1932. — *J. Hofer.* Saint Clément-Marie Hofbauer, 1751-1820. — *E. Winter.* Religion und Offenbarung in der Religionsphilosophie Bernard Bolzanos. — *J. Guittou.* La philosophie de Newman. M. C.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

dont les ouvrages sont l'objet de comptes-rendus dans les revues analysées.

Les numéros renvoient aux pages de la présente livraison.

Aall (Anathon), 484. Abel (P. F.-M.), 452. Ackerman (Phyllis), 455. Addison (Christopher), 475. Aicardo (Jose Manuel), 466. Albert (Madeleine), 448. Alexandre (général Georges-René), 463. Allason (Barbara), 480. Alleaume (Charles), 455. Almérás (Henri d'), 454. Anchel (Robert), 450. André (Louis), 447. Andreas (Willy), 480. Angot des Rotours (J.), 453. Arangio-Ruiz (Vincenzo), 463. Armstrong (H.-C.), 477. Arnold (Robert F.), 456. Atiya (Aziz S.), 472. Atkinson (Thomas Dinham), 474. Aubert (Marcel), 452. Axters (E.), 482.

Bacon (Theodore Davenport), 484. Baker (C. H. Collins), 474. Baker (G. P.), 475. Baldeperger (Fernand), 453. Balland (Robert), 452. Barnes (Arthur St.), 466. Barnes (Gilbert Hobbes), 477. Bartos (F. M.), 484. Baruchello (M.), 488. Battelli (Julius), 471. Baumont (Maurice), 461. Baynes (Norman H.), 485. Beardsley (Harry M.), 484. Bechel (H.), 480. Belotti (Bartolo), 475. Bentwick (Norman), 476. Bertrand (J.-A.), 450. Berve (H.), 456. Bessler (H.), 462. Best

(R. L.), 466, 476. Bett (Henry), 484. Bettanini (Anton Maria), 461. Billiard (A.), 488. Billiet (J.), 451. Billioud (Joseph), 449. Bining (Arthur Cecil), 476. Blanco (P. C.), 482. Bloch (Camillo), 453, 457, 463. Bloch (Marc), 480. Boase (T. S. R.), 477. Bobé (Louis), 454. Boissonade (P.), 447. Bonet (Alberto), 483. Bonnerot (Jean), 448. Boom (G. de), 453, 468, 487. Bornecque (Henri), 467. Bornhak (Otto), 488. Boström (F.), 487. Botte (B.), 486. Boudou (R. P. A.), 452. Boulanger (André), 467. Braure (M.), 468. Breasted (James Henry), 475. Breen (Quirinus), 484. Brodrick (James), 474. Brognoligo (G.), 478. Brooke (G. C.), 451. Brooke (Z. N.), 484. Brown (E. Francis), 484. Brown (Louise Fargo), 475. Browe (P.), 487, 488. Brugmans (Victor), 467. Brunetti (Mario), 479. Brunschwig (Léon), 467. Brunschwig (Henry), 453. Bryant (G. E.), 475. Buckler (W. H.), 466, 467. Buik (T. Lindsay), 474. Burguburu (Paul), 447. Busson (Henri), 488. Byrne (Eugène H.), 449.

Cabrol (Dom Fernand), 452. Canet (L.), 448. Canivez (J.-M.), 488. Cappuyens (D. M.), 488. Carré (Jean-Marie), 455. Cartellieri (Alexander), 449, 467. Case (Shirley Jackson), 483, 484. Casey (Robert Pierce), 484. Caste (Louis), 462. Castagnoli (Pietro), 486. Caulaincourt (général de), 452. Cecil (Lord David), 475. Charles-Roux (F.), 461. Chaume (abbé), 463. Chavrière (Coissac de), 450. Christie (O. F.), 475. Church (Frederici Corso), 484. Churchill (I. J.), 466, 471. Clark (Ruth), 488. Clarke (W. K. Lowther), 486. Cleray (Edmond), 454. Clouzot (H.), 449. Coens (Mauritius), 466. Cohen (G.), 467. Colin (Gaston), 457. Collomp (P.), 454, 467. Columbus (Christopher), 473. Condamin (A.), 452. Consett (Frances), 473. Conway (Robert Seymour), 476. Coornaert (E.), 462. Copland (Douglas), 476. Corbino (E.), 480. Corcoran (T.), 483. Corere de Marville (Henri), 462. Cory (David Munroe), 485. Cossar (R. M.), 479. Coste (P.), 488. Cottiaux (J.), 447. Coulon (Victor), 448. Coulton (G. G.), 466. Courvoisier (J.), 488. Cousens (Henry), 455. Coville (A.), 449, 467, 488. Crépeau (R.), 487. Crozet (Léo), 456. Crozet (René), 452. Cunnington (M. E.), 474. Cuvelier (J.), 453.

Dahn (Georg), 479. Daley (Charles M.), 482. Dalglish (Wilbert Harold), 470. Dal Pane (Luigi), 480. Danchin (Fernand), 450. Dansaert (G.), 453. David (R.), 447. Davis (A. H.), 477. Davis (J. Merle), 476. Decamps (baron), 485, 486. Delacotte (abbé Joseph), 450. Delsaux (Hélène), 467. Deslandres (Maurice), 456. Dhany (Marcel), 452. Dieling (Fr.), 463. Di Pietro (E.), 480. Dobree (Bonamy), 485. Dodds (Muriel), 456. Dölger (F. J.), 466, 488. Dopsch (Adolf), 479. Douie (Decima L.), 486. Dragutin (Kamber dr.), 482. Dreiser (Th.), 456. Drempe (Engelbert), 457. Dress (Walter), 484, 487. Ducrot-Granderye (Arlette P.), 449. Dumesnil (René), 462. Dumont (François), 463. Dunlop (A.), 474. Dupont-Ferrier (Gustave), 456, 473. Durry (Marie-Jeanne), 452. Duthie (Miss Enid L.), 448. Duverger (J.), 487. Dvornik (F.), 488.

Eckhardt (K. A.), 476. Edler (Florence), 478. Edwards (R. Dudley), 472. Eeles (Henry S.), 477. Eells (Hastings), 483. Ehrard (A.), 487. Ehrle (F.), 456, 482. Ellard (Gerald), 487. Emerit (Marcel), 462. Emerton (Ephraim), 484. Engelbrecht (Helmut Carol), 470. Ensor (R. C. K.), 463. Ercole (Lucienne), 453. Erdmann (G.), 487. Ermold le Noir, 449. Ernstberger (A.), 474. Espinas (Georges), 463.

Fanfani (Amintore), 480. Faral (Edmond), 467. Farault (A.), 449. Farrington (B.), 474. Faulhaber (Roland), 478. Favresse (F.), 449, 452. Fawtier (R.), 449. Feiertag (Loretta Clare), 470. Fekete (Ludwig), 474. Ferguson (Wallace K.), 477. Ferroglio (G.), 487. Festugièrre (A.-J.), 487. Filippini (G.), 478. Finer (Hermann), 475. Finsterwalder (Paul Willem), 479. Firth (Marjorie), 476. Fliche (Augustin), 467. Flick (Alex.), 476. Flucke (John W.), 484. Flutre (Louis-Fernand), 478. Foakes-Jackson, 465. Foakes (F. J.), 466. Föhr (E.), 487. Forbes (W.), 474. Ford (Jeremiah D. M.), 456. Förg (Ludwig), 486. Forrest (H. Edward), 476. Franchi de' Cavalieri (Pio), 466. Freisen (Joseph), 483. Friedensburg (Walter), 479. Friedländer (M. J.), 486. Friess (H. L.), 485. Furlong (Guillermo), 483.

Gabory (Émile), 452, 454. Gabrici (Ettore), 471. Galtier (P.), 487. Ganshof (Fr. L.), 449. Garreau (Albert), 450, 482. Garrigues, 454. Garrison (Winfred Ernst), 483, 485. Gasser (Adolf), 446. Gaston-Martin, 468. Genoux (Alfred), 447. Gessler (Jean), 467. Ghislalberti (Fausto), 471. Gibbon (Lewis Grassie), 476. Gibbons (John), 474. Gibson (Shickand), 473. Gillett (Charles Ripley), 484. Gilson (E.), 487. Glorieux (P.), 488. Glötz (J.), 488. Goethals (A.), 468. Goguel (M.), 452. Golenitscheff-Koutousof (Elie), 456. Goodenough (Erwin R.), 484. Goodspeed (Edgar J.), 477. Gore (John), 475. Gosses (I. H.), 467. Gothein (Percy), 452. Gougau (Dom Louis), 447. Gourvil (Francis), 447. Grabmann (Martin), 452. Graindor (Paul), 467, 480. Grayzel (Salomon), 456, 473. Greenaway (George W.), 484. Gregori (Luigi de), 456. Griffin (J.-A.), 488. Grinsberg (M.), 462. Grosclaude (Pierre), 448. Gruber (Eugen), 487. Guffin (P. Joseph A.), 483. Guichard (Georges), 463. Guignebert (Ch.), 487. Guitton (J.), 488. Gundolf (Friedrich), 452. Guntermann (F.), 486.

Halecki (O.), 452. Halévy (Élie), 461. Halphen (Louis), 449, 467, 474. Hamilton (Henry), 474. Hampson (Miss E. H.), 476. Hanotaux (Gabriel), 453. Hardy (Edward Rochie), 464. Harkness (Georgia), 484. Harris (Ch.), 486. Harris (S. E.), 477. Hart (capitaine Liddell), 476. Hartmann (Gotthold), 479. Hatch (W. H. Payne), 452. Hay (Malcolm V.), 477. Hayward (F. H.), 475. Haywood (Richard Mansfield), 452. Heide (Werner), 488. Heiman (Eduard), 457. Heinemann (Carl), 488. Heintke (Fritz), 486. Heller (Otto), 452. Henry (Françoise), 486. Heras (H.), 483. Herford (R. Travers), 475. Herrmann (A.), 468. Hitler (Adolf), 459. Hobson (J. H.), 462. Hoffer (J.), 488. Holl (K.), 487. Holland (Sir Thomas Erskine), 476. Holstein (Friedrich von), 463. Holtzmann, 479. Holworthy (Richard), 475. Homo (Léon), 457. Hopkinson (Arthur), 476. Horsch (John), 485. Horvath (Constantin), 447. Howden (Marjorie Peers), 466. Huber (P.), 450. Humbertclaude (Pierre), 453. Hyma (Albert), 483. Hynes (Michael J.), 486. Hyslop (M^{lle}), 455.

Iniguez (Diego Angulo), 455. Irsay (Stephen d'), 452, 471. Isaac (Jules), 457, 463.

James (M. R.), 475. Jeackson (A. V. Williams), 484. Johnson (Edgar Nathaniel), 486. Jones (Rufus M.), 484. Jungmann (J. A.), 487.

Kany (Charles E.), 456. Karol (Iwanicki), 482. Kauffmann (Heinz), 486. Keesing (Felix M.), 475. Kienast (W.), 449. Kitchel (Anna Teresa), 475. Knight (G. A. Frank), 477. Knusert (Richard), 479. Koch (Hugo), 457, 487. Krishnaswami (A.), 476. Kurenberg (Joachim von), 463.

Labriolle (Pierre de), 467. Lacouture (abbé Joseph), 448, 454. Laffite-Laplace (Robert), 452. La Gorce (Pierre de), 453. Lagrange (R. P.), 452, 486. Laidlaw (W. A.), 457. Lake (Kirsopp), 465. Lambert (Jacques), 462. Lamer (Hans), 456. Lane (F. Chapin), 479. Laurent (Joseph), 455. Lavedan (Pierre), 456. Lecouturier (Ernest), 452, 487. Lefebvre (Georges), 453, 461. Lefebvre (J.), 453. Lefebvre (Théodore), 448. Léger (B.), 461. Lehman (Lucien), 456. Lerch (E.), 457. Leroux (Robert), 456. Leroy (Maxime), 451. Leslie (Shane), 452. Lesmarie (A.), 468. Leube (Hans), 484. Leuridant (Félicien), 453. Levi (Ezio), 471. Levi (Mario Attilio), 457. Levison (M.), 485. Levison (Wilhelm), 449. Lévy-Bruhl (H.), 463. Lietzmann (Hans), 485, 487. Lièvre (Louis), 449. Lockhart (J. G.), 462. Löffler (Klemens), 478, 488. Lokke (C. L.), 474. Lonati (Guido), 479. Lopez (Roberto), 480. Lot (F.), 449. Lothar (Helmut), 456. Louant (Armand), 474. Lucas (F. L. et Prudence), 476. Luchaire (Julien), 448. Lurz (Wilhelm), 487. Lusseau, 452.

Macanini (G.), 463. Macdonald (A. J.), 484. Mackay (John A.), 485. Mac Neill (Eoin), 466, 476. Madol (Hans Roger), 480. Mahr (Adolf), 452. Maillard (André), 450. Mallowan (M. E. L.), 476. Manfra (R.), 480. Mannheim (Karl), 457. Mansuy (Abel), 454. Marion (M.), 452. Marozeau (J.), 456. Martin (Edward James), 484. Martin (William), 462. Masson-Oursel (P.), 452. Mathew (David), 488. Mathews (Shailer), 485. Maurain (J.), 486. Maurel (Blanche), 450. Maxwell (William), 485. Mc Giffert (Arthur Cushman), 484, 485. Mc Kay (Donald Cope), 454. Mc Naught (J. C.), 484. Mc Neill (J. T.), 483. Meersseman (G.), 482. Meinert (Hermann), 449. Mercati (Giovanni), 482. Meritt (B. O.), 474. Merlin (P. Nicolas), 486. Mersch (E.), 487. Metzger (Émile), 456. Milioukov (P.), 461. Miterre (Paul), 447. Moffat (L. G.), 456. Moffat (William), 475. Molitor (H.), 488. Mollat (G.), 453. Monaghan (Francis), 456. Monti (Antonio), 462. Monti (G. M.), 478. Monts (Anton), 480. Morand (Maurice-Émile), 447. Morandi (Rodolfo), 48. Moreau (Pierre), 452. Moret (André), 457. Moricca (U.), 481. Morierval (Jean), 451. Morison (J. L.), 477. Mucchi (A. M.), 479. Mullin (Francis Anthony), 484.

Neale (J. E.), 475. Nef (J. U.), 470. Nestle (Wilhelm), 456. Newman (Albert Henry), 484. Newman (A. M.), 477. Nickerson (Hoffman), 484. Nicolle (Paul), 453, 455. Niebuhr (H. Richard), 484. Nillson (Martin P.), 468. Niven (W. D.), 484. Nock (A. D.), 475. Nordström (Johann), 452. Nowak (Karl Friedrich), 463.

Oman (Ch.), 451. Oman (C. C.), 477. Oppenheim (Ph.), 486. Oswald (J.), 487. Owst (G. B.), 473.

Pallis (Svend Aage), 475. Palm (Franklin Charles), 485. Paluel-Marmont, 461. Paquay (A. et J.), 488. Parry (L. A.), 475. Parsons (F. G.), 476. Pascal (R.), 476. Pauck (W.), 483. Pauly (L.), 462. Paz (Julian), 450. Peacy (Edith), 476. Peck (W. G.), 476. Pelzer (A.), 482. Pechellet (Henri), 455. Percopo (Erasmus), 478. Perreux (Gabriel), 462. Perroy (Edouard), 467. Petin (général), 463. Petit-Dutaillis (Ch.), 463. Petrie (Sir Charles), 47. Pfeilschifter (G.), 486. Pietzsch (G.), 487. Pinkerton (Robert E.), 462. Pitman (Margaret C.), 472. Piur (Paul), 478. Plooiij (Daniel), 485. Poquet du Haut-Jussé (B.-A.), 462. Poisson (Charles), 454. Polman

(Pontien), 473. Poncelet (E.), 452. Porée (Ch.), 446. Post (Chandler Rathfon), 477. Primo (Jean-François), 454. Prims (Floris), 467, 488. Prins (A.), 467.

Raddcliffe (G. R. Y.), 474. Rainbow (S. G.), 472. Ralli (Augustus), 456. Rassow (Peter), 479. Rathmann (Erich), 463. Ravaissou (Félix), 456. Re (Emilio), 480. Rebillon (Armand), 449. Reed (Douglas), 476. Relf (F. H.), 486. Remy (F.), 488. Renaut (F.-P.), 461. Renders (Emile), 468, 487. Renier (G. J.), 468. Rey (Abel), 452. Raymond (Maxime), 464. Ricard (Robert), 450. Reymond (Maxime), 464. Richards (Gertrude Randolph Bromlette), 470. Ridder (Alfred de), 457. Rigaux (R. P. Beda), 452. Rintelen (Fritz Joachim von), 456. Roberti (Melchior), 452. Roberts (R. A.), 477. Robertson (H. M.), 475. Robinson (F. N.), 476. Rochechouart (général de), 455. Rolland (Paul), 446, 487. Rosan (P.), 483. Rost (K.), 487. Routh (Miss E. M. G.), 477. Rowe (Henry K.), 483. Ruggiero (Guido de), 481. Rumilly (Jean de), 447. Rumpf (Max), 457. Runciman (Steven), 473. Ruppini (Arthur), 476. Russie (grand-duc Alexandre de), 457. Russo (L.), 481. Ryan (J.), 447, 484.

Sabry (M.), 452. Sacerdoti (Gustavo), 480. Samanek (Vincenz), 449, 479. Schapera (J.), 474. Scheeben (H. Chr.), 482. Schmidlin (Josef), 485. Schmidt (Hans), 456. Schneider (H. W.), 485. Schnerb (Robert), 448. Schrade (H.), 486. Schrod (K.), 480. Schupp (J.), 488. Schwartz (Edwardus), 466. Schweitzer (Marcel N.), 450. Scudder (Vida D.), 484. Seignobos (Charles), 461. Selliers de Moranville (chevalier de), 453. Seppelt (Franz Xavier), 478. Sévria (Ernest), 452. Sherrington (C. E. R.), 476. Shilton (Dorothy O.), 475. Sikes (J. G.), 447. Silvagni (U.), 480. Siouville (A.), 452. Sjöstedt (M.-L.), 447. Smits (K.), 488. Soderini (Eduardo), 475. Soliani (B.), 478. Solitto (G.), 479. Solmi (Arrigo), 480. Sorbelli (A.), 482. Soulgé, 463. Spinka (M.), 483. Spivak (John L.), 474. Sproemberg (Heinrich), 456. Staab (K.), 487. Stach (W.), 449. Stamp (Ernst), 463. Stephan (Horst), 484. Stevens (C. E.), 466. Stock (Leo Francis), 470, 476. Stokes (Adrian), 475. Stone (Herbert King), 467. Strayer (J. R.), 463, 467. Streeter (Burnett Hillmann), 450. Styger (Paul), 466. Suarès (André), 451. Sung-nien Hsu, 457. Svoboda (K.), 456, 488. Sweet (William Warren), 483, 485. Sykes (général Sir Percy), 476.

Tabachowitz (A.), 467. Tannenbaum (Frank), 477. Tascher (Maurice de), 455. Tassier (Suzanne), 452. Tauxier (T.), 457. Taveau (Claude), 453. Taylor (G. R.), 477. Taylor (Paul S.), 456. Teller (W.), 487. Terrien (Eugène), 486. Tesser (J. H. M.), 474. Thieme (Hugo P.), 457. Thimme (Friedrich), 463. Thomas (Antoine), 449. Thompson (R. Campbell), 476. Thorning (Joseph Francis), 484. Thrupp (Miss Sylvia), 476. Thürlmann (Inès), 488. Tivaroni (Jacopo), 481. Tod (M. N.), 452. Tostivius (D.), 451. Tourscher (Francis E.), 484. Toynbee (Miss J. M. C.), 477. Trahard (Pierre), 453, 456. Treat (P. J.), 474. Trevelyan (George Macaulay), 476. Treves (Piero), 480. Turner (Ralph), 475.

Ursel (Hippolyte d'), 468. Uys (C. J.), 474.

Vaillandet, 454. Vallat (Claudius), 452. Van der Essen (Léon), 487. Vanderheyden (J. F.), 488. Vander Velde (Lewis G.), 485. Van Hove (J.), 488. Vasella (O.), 486. Vaux de Foletier (F. de), 448. Vega (Angel Custodio), 466. Verdoguer (Jose Anibal), 483. Vernay (H.), 448. Vernet (chanoine Félix), 448. Verrill (A. Hyatt), 483. Versiet (Auguste), 463. Vidal (J.-M.), 488. Vogelin (Erich), 457. Volz (H.), 486. Voss (Lena), 488.

Wald (E. T. de), 455. Wallace (W. Steward), 474. Walsh (Henry H.), 477. Walther (H.), 449. Walz (A.), 482. Warburg (A.), 488. Warde Fowler (W.), 480. Warner (Aucher), 475. Webb (Cl.), 488. Wege (Erich), 462. Wegerer (A. von), 463. Weigall (A.), 480. Weiler (Peter), 483. Weitnauer (Alfred), 462. West (J. R.), 474. Westermann (Diederich), 477. Westermarck (Edward), 474. Westin (Gunnar), 485. Wheeler-Bennet (J. W.), 474. Whitaker-Wilson (C.), 475. White (Hugh G. Evelyn), 485, 487. Whiting (C. E.), 484. Whitney (J. P.), 484, 487. Wiedemann (H.), 487. Williams (C. H.), 475. Williamson (R. W.), 475. Wilmart (André), 466, 478, 482, 487. Winter (E.), 488. Winterbottom (Allan), 474. Woeste (comte), 468. Woolley (C. Leonhard), 455. Wortham (H. E.), 470. Wühr (Wilhelm), 479.

Yahude (A. S.), 476. Young (Karl), 466, 474, 478.

Zatschek (Heinz), 449, 479. Zellinger (Johannes), 466. Zeugin (Gottfried), 483. Zielinski (Th.), 467. Zuretti (Carolus Orestes), 456, 467.

CHRONIQUE

France. — Le 9 janvier 1934 est mort notre collaborateur M. Pierre-Emmanuel ROBOCANACHI ; il était né à Paris le 5 septembre 1859 et avait fait ses études au lycée Bonaparte, aujourd'hui Condorcet. Doué d'une belle fortune qu'il dépensait libéralement en grand seigneur, il s'est fait connaître dans le monde savant par de nombreuses publications concernant surtout l'histoire de l'Italie, notamment de Rome et de la papauté : *Le Capitole romain, antique et moderne* (1909) ; *Le château Saint-Ange* (les appartements et le trésor, 1909) ; *Les monuments antiques de Rome*, après la chute de l'Empire et à l'époque actuelle, ouvrages enrichis de gravures et de planches ; *Cola de Rienzo et le premier jubilé (1350)* ; *Boccace, poète, conteur, moraliste et homme politique (1508)* ; *Rome au temps de Jules II* et *La femme italienne à l'époque de la Renaissance* ; *Renée de France, duchesse de Ferrare* (1896) ; *Le Saint-Siège et les Juifs* ; *Les corporations ouvrières à Rome depuis la chute de l'Empire romain* (2 vol., 1904) ; *Bonaparte et les Îles ioniennes* (1899). Après une assez longue interruption dans ses travaux littéraires qui dura jusqu'en 1920 environ, il se remit au travail pour publier *La Réforme en Italie* (2 vol., 1920-1921) et une *Histoire de Rome : le pontificat de Léon X, 1513-1521* (ouvrage abondamment illustré, 1931). A la *Revue historique*, il donna une longue étude sur *Elisa Baciocchi en Italie* (en collaboration avec G. Marcotti ; t. LXIX, LXX et LXXII) ; *Le rôle du château Saint-Ange dans l'histoire de la papauté, du XIII^e au XV^e siècle* (t. XCVIII) ; *La police secrète autrichienne dans les provinces lombardo-vénitiennes* (t. CXXVIII) ; *La jeunesse d'Adrien IV* (t. CLXVIII). — Cette considérable production lui valut des honneurs auxquels il était très sensible. Associé étranger à l'Académie des Lincei, il fut élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1925. Il venait d'avoir la douleur de perdre sa femme, née Ralli, quand il fut frappé à son tour, le 9 janvier de la présente année.

— Le 15 janvier est mort M. Pierre de LA GORCE. Né le 19 juin 1846 à Vannes, il vint à Paris pour suivre les cours de droit et présenta une thèse sur *La condition juridique des aliénés et des prodigues en droit romain et en droit français* (1880). Il entra d'abord dans la magistrature, mais donna sa démission en 1903 pour protester contre la dissolution des corporations religieuses. On lui doit trois grands ouvrages : une *Histoire de la Seconde République* (4 vol., publiés de 1886 à 1901) ; une *Histoire religieuse de la Révolution française* (5 vol., 1909-1923) ; enfin, trois volumes sur *Louis XVIII et Charles X, la Restauration* (1926-1928) et *Louis-Philippe, 1830-1848* (1931). Cette remarquable production fut récompensée d'abord par le premier prix Gobert, puis par l'élection de l'auteur à l'Académie des sciences morales et politiques (1917), enfin à l'Académie française (1921). Il laisse inachevée une étude sur *Napoléon III et sa politique*, dont un chapitre a paru dans la *Revue des Deux Mondes* en 1933.

— L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres vient de perdre deux de ses membres : M. Joseph LOTH, le 1^{er} avril 1934, et M. Édouard CUGY, le 25 mai.

— M. Alfred ERNOUT a été élu, le 11 mai, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en remplacement de M. Camille Jullian, décédé.

— L'Académie a décerné le prix Stanislas Julien aux deux premiers volumes des *Sinica Franciscana*, recueil de lettres et relations des Frères Mineurs, du XIII^e au XVII^e siècle, publiés par le R. P. VAN DEN WYNGAERT ; le prix quinquennal Alfred Croiset, fondé par le duc de Loubat en faveur d'ouvrages relatifs à l'étude de la langue et de la littérature grecques, à M. Aimé PUECH, membre de l'Académie. — Elle a décerné le premier prix Gobert à M. JASSEMIN pour son ouvrage intitulé *La Chambre des comptes de Paris au XV^e siècle*.

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Le Dissez de Penanrun à M. C.-E. LABROUSSE pour son *Esquisse du mouvement des prix et revenus en France au XVIII^e siècle* ; le prix Dutens à M. E. CORNAERT : *La dime royale de Vauban*.

— A partir de la présente année 1934, la *Revue critique*, au lieu de paraître par fascicules mensuels, paraîtra sous forme d'un volume unique à la fin de l'année.

— Le journal *L'Intransigeant* fonde un prix littéraire annuel dit le « Prix du récit historique » ; il sera décerné à un manuscrit « traitant un sujet d'histoire d'une manière attrayante et vivante, sans s'écarter de la vérité historique ». Les manuscrits devront parvenir à l'*Intransigeant* avant le 30 août.

— Des collègues, des élèves, des amis de Charles SEIGNOBOS ont pris l'initiative de lui rendre un hommage en publiant un recueil des principaux articles qu'il a publiés, au cours de sa carrière, sur des questions de méthode, d'enseignement, d'histoire et de politique. La première édition de ce recueil, dont tous les exemplaires seront numérotés, sera réservée à ceux qui désireront apporter à Charles SEIGNOBOS le témoignage de leur affection ou de leur estime. Les noms des souscripteurs seront imprimés en tête de cette édition. Le volume prévu comprendra 400 pages in-8° et paraîtra en juin 1934. Les souscriptions, accompagnées de leur montant (50 francs), sont centralisées par M. LETACONNOUX, professeur au lycée Louis-le-Grand, 3, rue de Navarre, Paris (5^e).

— M. le Ministre du Danemark à Paris vient d'aviser officiellement la Bibliothèque nationale du don important qui lui est fait, par le grand éditeur danois M. Ejnar Munksgaard, de la précieuse collection de fac-similés qu'il édite.

Celui-ci a entrepris, en effet, la publication d'une série de cent volumes réunissant les reproductions des plus importants manuscrits islandais qui se trouvent dans les bibliothèques du Danemark et de l'étranger. Il en remettra gratuitement à la Bibliothèque nationale un exemplaire, au fur et à mesure qu'il paraîtra.

A ce *Corpus codicum Islandicorum Medii aevi*, dont cinq volumes ont paru, viendront s'ajouter trente-cinq volumes de la série *Monumenta typographica Islandica*, qui reproduira les premiers livres imprimés en islandais, souvent d'après des exemplaires uniques.

Les cinq premiers volumes du *Corpus* qui ont été remis au Département des manuscrits sont les suivants : I. *Flateyjarbók* (Codex Flateyensis), ms. n° 1005 fol. in the Royal Library of Copenhagen. Introduction by Finnur Jónsson. In-fol., 1930. — II. *Codex Wormianus* (The Younger Edda), ms. n° 242 fol. in the Arnamagnæan Collection in the University Library of Copenhagen. Introduction by Sigurdur Nordal. In-fol., 1931. — III. The *Codex regius of Gragas*, ms. n° 1157 fol. in the Royal Library of Copenhagen. Introduction by Páll Eggert Ólason. In-fol., 1932. — IV. *Codex Frisianus* (Sagas of the Kings of Norway), ms. n° 45 fol. in the Arne-

magnean Collection in the University Library of Copenhagen. Introduction by Halldór Hermannsson. In-fol., 1932. — V. *Mödrusallabók* (Codex Mödrusallensis), ms. n° 132 fol. in the Arnemagnean Collection in the University Library of Copenhagen. Introduction by Einar Ól Sveinsson. In-fol., 1933.

Deux fac-similés des *Monumenta Typographica* reproduisant des imprimés de 1540 et 1562 ont été offerts en même temps au Département des imprimés.

Ph. LAUER.

— M. Robert ANCHEL, qui a déjà publié une intéressante étude sur *Crimes et châtimens au XVIII^e siècle* (Perrin, 1933, viii-239 p.) dont la *Revue* a rendu compte, plus haut, p. 388, a donné au *Monatsschrift für Kriminalpsychologie und Strafrechtsreform* (1933, p. 641 à 654) un court article consacré à la mort de Damiens ; il y reproduit partiellement trois importants documents relatifs au crime et à l'exécution du criminel, extraits des papiers du substitut Gueulette ; c'est l'œuvre d'un exempt nommé Bouton, témoin oculaire de l'exécution.

— La *Revue historique* tient à signaler les utiles instruments de travail que les archivistes départementaux mettent à la disposition des travailleurs, dont l'élaboration est le fruit d'un labeur souvent si ingrat et qui méritent toute la reconnaissance des historiens. C'est le cas en particulier de l'*État sommaire des registres paroissiaux de l'état civil conservés aux archives départementales de la Somme, avec liste des curés des paroisses antérieurement à 1793* (Fontenay-le-Comte, imprimerie H. Lussaud, 1928, 281 p. et index non paginé), de M. J. ESTIENNE, qui l'a fait précéder d'un précieux et suggestif Avertissement. Dans son *Répertoire numérique de la série H (clergé régulier, ordres militaires, hôpitaux) des archives départementales de la Savoie antérieures à 1792* (Chambéry, Imprimeries réunies, 1932, ix-9 p.), M. Pierre BERNARD, archiviste de la Savoie, a joint au répertoire de cette série, qui est très maigre, des indications succinctes sur les autres fonds qui possèdent des documents relatifs au clergé régulier savoyard et aux hôpitaux (fonds du Sénat de Savoie et Archivio di Stato de Turin). Enfin, M. P. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE a dressé le *Répertoire numérique des fonds modernes (séries P et R à Y, 1800-1870) des archives départementales de la Moselle* (Metz, impr. du journal « Le Lorrain », 1931, in-8°, vi-40 p.), dont le système de classement est différent de celui qui est suivi habituellement dans les autres départements français.

— Il importe de signaler dans la *Revue générale du Centre-Ouest de la France* (décembre 1933) d'abord un article très documenté sur le mouvement de la population dans le département de la Charente-Inférieure, au cours de la période 1831-1920 et depuis la fin de cette période, par M. G. CALLON, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite ; ensuite, une utile bibliographie, par M. BÉGUIN, des travaux intéressant les Deux-Sèvres qui ont été publiés d'octobre 1929 à janvier 1933. — A la fin est annoncée brièvement la mort de M. Édouard AUDOUIN, fondateur de la Fédération intellectuelle et économique du Centre-Ouest.

— Nous avons reçu plusieurs livraisons d'une revue locale qui paraît sous le titre : *Les amis de Moret*, et peut-être pourrons-nous en donner régulièrement l'analyse dans notre revue des Périodiques. En attendant, nous devons signaler une brochure, extraite de cette publication et qui contient deux articles par M. DÉBORDE DE MONTCORNIN, l'un sur *Moret à travers l'histoire* (avec d'intéressantes illustrations) ; l'autre sur le peintre *Alfred Sisley*, né à Paris en 1839 de parents anglais d'origine ; ami de Claude Monet et de Renoir, il mourut à Moret le 29 janvier 1899.

— Dans notre livraison de novembre-décembre 1933, nous avons annoncé (p. 617) que le prix de l'*Europe nouvelle* a été décerné à M^{me} André Violis pour son livre : *Le Japon et son empire*. Il vient de susciter une vigoureuse réplique dans une brochure de trente pages : *La défense du Japon*, par POLONIUS, pour « éclairer l'opinion publique française sur les problèmes d'Extrême-Orient » et pour empêcher « qu'elle prenne fait et cause pour les sombres puissances qui veulent l'anéantissement du rempart de l'ordre en Extrême-Orient qu'est le Japon ». En tête, une virulente préface du colonel Albert Garenne dont le livre de M^{me} Violis a « provoqué l'indignation ».

Belgique. — L'Annuaire de l'*Académie royale de Belgique* pour l'année 1934 contient deux articles nécrologiques : l'un sur J. P. Waltzing, 1857-1910, par Alphonse ROERSCH, et l'autre sur Guillaume Des Marez, 1870-1931, par H. PIRENNE. Chacune de ces biographies est suivie de la liste complète des livres et articles publiés par ces deux éminents historiens, à qui l'antiquité latine et les institutions médiévales doivent une si grande reconnaissance. — La notice d'Henri Pirenne a été aussi publiée à part (Bruxelles, Hayez, 1933, 59 p.).

Grande-Bretagne. — On annonce la mort, le 22 octobre 1933, de Sir John FORESCUE, bibliothécaire du château de Windsor, auteur d'une remarquable *History of the British army* (4 vol., 1899-1930), et celle de M. MASTERMAN, évêque de Plymouth, à qui l'on doit les biographies de George Villiers, second duc de Buckingham, de James, premier duc d'Ormond, et surtout une admirable vie de Strafford. Il est décédé le 25 novembre.

— M. Henry Watson FOWLER est mort le 26 décembre 1933, à l'âge de soixante-quinze ans. On lui doit un *Dictionary of modern english usage*, un des meilleurs ouvrages qui aient été consacrés à l'étude et à l'intelligence de la langue anglaise.

— La direction du British Museum fait appel au monde savant pour l'achat du célèbre *Codex Sinaiticus*. Ce manuscrit a été cédé en 1859 au tsar de Russie en sa qualité de chef de l'Eglise orthodoxe ; actuellement, le gouvernement des Soviets l'offre au Musée britannique pour la somme de 100,000 l. st. ; mais, comme on a déjà recueilli la moitié de cette somme, c'est seulement 50,000 l. st. que demande maintenant le Musée.

— La maison d'éditions John Carpenter (Londres, Amalgamated Press) a commencé de publier une revue hebdomadaire illustrée sous le titre : *Concise universal biography* ; le directeur est Sir J. A. HAMMERTON, à qui l'on devait déjà une *Concise universal Encyclopedia* ; mais on prend soin de nous faire savoir que, si celle-ci contient environ dix mille articles, le nouveau recueil en donnera bien le double. On y trouvera la biographie « des personnages les plus célèbres de tous les temps et de tous les pays ». Le fascicule que nous avons reçu contient les noms allant de « Aahhotep », nom porté par deux reines d'Égypte, à « Agas », ingénieur et arpenteur anglais, auteur de cartes célèbres en leur temps. L'article sur Abélard, « philosopher and great lover », occupe trois colonnes, autant que Joseph Addison ; mais pourquoi y joindre une photographie du célèbre hérésiarque ? Qui donc a pu la prendre ?

Italie. — On pratique abondamment, en Italie, le système des éditions nationales. C'est le cas pour Cavour et pour Mazzini. C'est le cas aussi pour Ugo Foscolo, pour

lequel on a prévu une série de vingt volumes. Le Comité foscolien est présidé par le sénateur V. Cian, et l'organisateur de l'édition est M. Michele Barbi; les œuvres de Foscolo paraîtront chez l'éditeur Le Monnier, à Florence. On trouve dans le *Corriere della Sera* du 12 décembre 1933, à l'occasion de la mise en vente des tomes VII et VIII des *Opere*, une intéressante étude sur les caractères généraux de l'entreprise. Ces deux volumes, parus en 1933, contiennent l'ensemble des œuvres en prose de Foscolo; écrites entre 1809 et 1819 elles offrent, par suite, un grand intérêt pour l'histoire politique de l'Italie, au moment de la chute du royaume créé par Napoléon; M. Fasso, qui a préfacé le tome VIII, a fait précéder les textes de Foscolo d'une véritable monographie sur cet instant si confus et si émouvant du *Risorgimento*. G. Bn.

— La « Libreria editrice » de Milan a édité en 1932 un recueil des études consacrées à l'histoire milanaise, par Mgr Achille RATTI, alors directeur de l'Ambrosienne, aujourd'hui pape sous le nom de Pie XI. Ce recueil vient d'être traduit et publié en anglais par M. BULLOUGH, professeur à l'Université de Cambridge : *Essays in history written between the years 1896-1912* (Londres, Burns et Oates). On y regrette l'absence de toute note bibliographique.

— A la fin du mois de septembre 1933 a été tenu à Brescia le vingt et unième Congrès de la « Società nazionale per la storia del Risorgimento ». A cette occasion l'Ateneo de Brescia a fait paraître un volume de *Miscellanea di storia del Risorgimento di Brescia*, où est insérée une étude sur le général Théodore Lechi, qui servit Napoléon au début du XIX^e siècle et Charles-Albert en 1848. G. Bn.

— M. Alexandro Luzio a publié dans le *Corriere della Sera*, 1^{er} septembre 1933, un important article sur la « Deputazione di storia patria di Torino », qui a, le 20 août 1933, accompli son centenaire. G. Bn.

— Un Congrès international des sciences anthropologiques et ethnologiques tiendra à Londres, du 30 juillet au 4 août 1934, sous patronage royal. Ce Congrès a pour but toutes recherches se rapportant à l'étude scientifique de l'homme : races, peuples et genres de vie. La direction en est assurée par un Conseil permanent de quatre représentants par nation.

Le Bureau se compose d'un président, Thomas A. JOYCE; d'un trésorier, HARRY G. BEASLEY, et de deux secrétaires. Parmi les membres du Conseil permanent figurent, pour la France, MM. BOULE, MAUSS, RIVET et VALLOIS.

Conformément au règlement du Congrès, les travaux seront répartis provisoirement entre les sections suivantes : Anatomie et anthropologie physique (président : le professeur G. ELLIOT SMITH, F. R. S.). — Psychologie (président : le professeur F. C. BARTLETT, F. R. S.). — Démographie (président : le professeur C. H. FAWCETT). — Ethnographie (président : le docteur A. C. HADDON, F. R. S.). — Technologie (président : M. H. BALFOUR, F. R. S.). — Sociologie (président : le professeur C. G. SELIGMAN, F. R. S.). — Religions (président : le professeur E. O. JAMES). — Linguistique (président : le docteur Alan H. GARDINER). — La cotisation des membres du Congrès est fixée à une livre sterling.

Le gérant : R. LISBONNE.

10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532